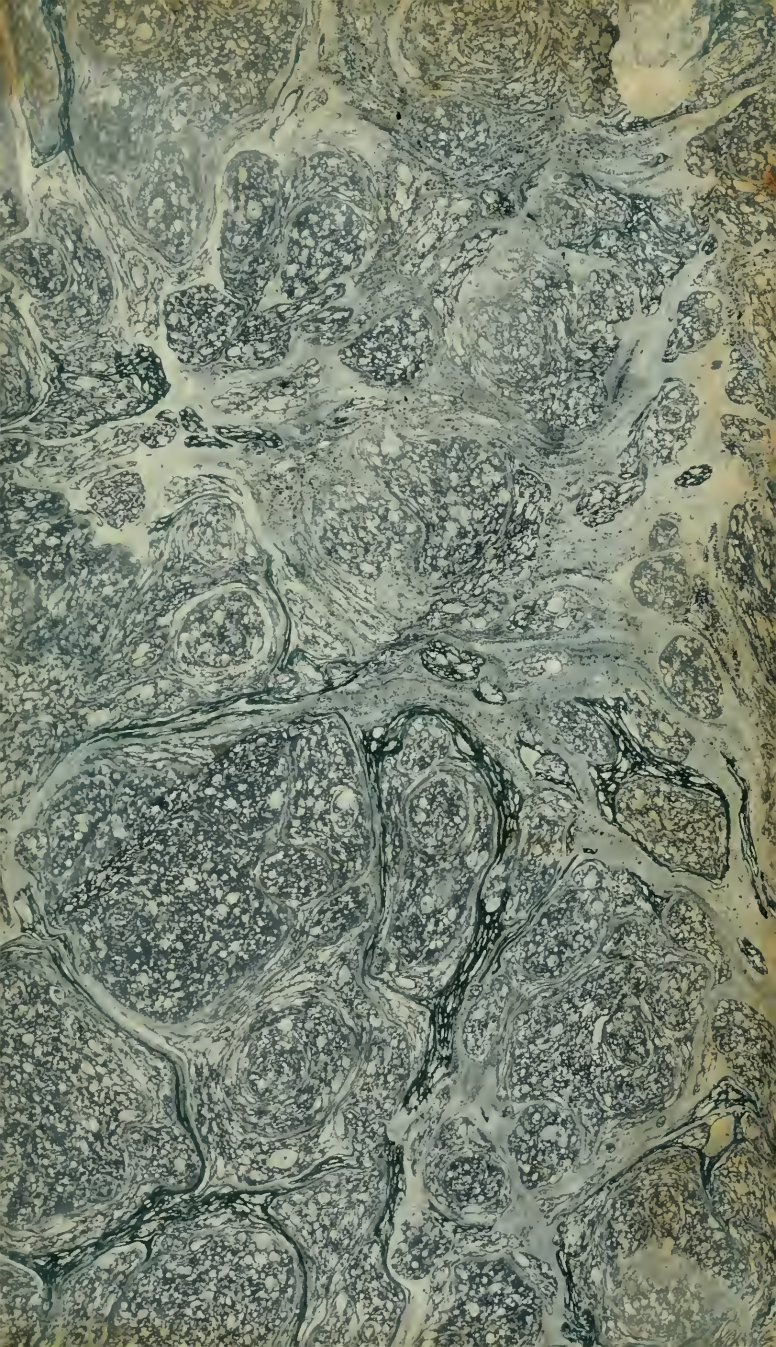
U d'/of OTTAWA
39003002011392



H
GE
22

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE CHARLES-XIV-JEAN,

ROI DE SUÈDE ET DE NORWÈGE.

DE L'IMPRIMERIE DE DOUBLET,
RUE GÎT-LE-CŒUR, N° 7.

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE CHARLES-XIV-JEAN,

ROI DE SUÈDE ET DE NORWÈGE;

CONTENANT :

L'itinéraire d'un voyage en Suède ; la relation de la révolution de 1809 ; la vie politique et militaire de Bernadotte comme général français ; son élection comme prince royal de Suède ; ses actes et sa correspondance ; ses campagnes contre Napoléon en 1813 et 1814 ; la campagne de Norwège ; la fin du règne du roi Charles XIII ; l'avénement de Charles-XIV-Jean ; son couronnement à Stockholm et son sacre à Drontheim. Le tout recueilli et rédigé sur des actes authentiques,

PAR le chef d'escadron COUPÉ DE ST.-DONAT,

Chevalier de l'ordre royal de la Légion d'Honneur et de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, etc. ; ancien officier supérieur de l'état-major du prince de Ponte-Corvo ;

ET B. DE ROQUEFORT,

Membre de la Société royale des Antiquaires de France, de l'Académie de Gœttingue ; et de plusieurs autres Sociétés savantes.

TOME II.

A PARIS,

CHEZ PLANCHER, LIBRAIRE-ÉDITEUR DU MANUEL DES BRAVES, RUE POUPÉE, N° 7.

1820.

Cet ouvrage se trouve aussi :

A STOCKHOLM,

A LA LIBRAIRIE FRANÇAISE DE D'ARIÈS.

DL
820
.C6M2
1820

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE CHARLES-XIV-JEAN.

JOURNAL

Des opérations de l'armée aux ordres de S. A. R. le prince royal de Suède.

ARMÉE DU NORD DE L'ALLEMAGNE.

Campagne de 1813.

PROCLAMATION

Du prince royal de Suède, généralissime, à ses frères d'armes de l'intérieur.

Carlskrona, le 8 mai 1813.

Soldats ! le roi, en m'ordonnant d'aller prendre le commandement de son armée de Poméranie, m'a chargé de laisser en Suède deux corps d'armée assez nombreux pour assurer les frontières du royaume, et pour agir offensivement sur le point où l'honneur et l'intérêt de la patrie l'exigeront. Ces corps seront

commandés par les maréchaux Toll et Essen. Environnez-les de votre confiance; vous le devez à leurs services, à leur patriotisme et à leur expérience.

En m'éloignant de mon roi, de mon fils et de vous pour quelque temps, ce n'est point pour aller troubler le repos des peuples, mais bien pour coopérer au grand œuvre de la paix générale, apres laquelle les souverains et les nations aspirent depuis tant d'années.

Soldats! une nouvelle carrière de gloire et des sources de prospérité vont s'ouvrir pour notre patrie. Des traités fondés sur une saine politique, et dont la tranquillité du Nord est le but, garantissent l'union des peuples de la Scandinavie. Rendons-nous dignes des belles destinées qui nous sont promises, et que les peuples qui nous tendent les bras n'aient jamais à se repentir de leur confiance en nous.

Soldats! nos ancêtres se distinguaient par une bravoure audacieuse et un courage réfléchi. Unissons à ces vertus guerrières l'enthousiasme de l'honneur militaire, et Dieu protégera nos armes.

Instruction donnée par Son Altesse royale le prince royal de Suède, au général comte Rossen.

Stralsund, le 24 mai 1813.

Le comte de Rossen déclarera au sénat de Hambourg que les troupes suédoises n'ont quitté la ville

que pour être plus à portée de la défendre, attendu que ce n'est presque jamais dans les rues d'une ville qu'on la préserve du sac et du désordre qu'une attaque de vive force entraîne après elle.

Le prince royal a l'expérience par devers lui; les villes de Creutznach, de Gradisca, de Halle et de Lubeck attestent suffisamment cette vérité.

Quinze mille hommes défendaient Creutznach : six mille l'emportèrent dans les rues.

Cinq mille hommes défendaient la forteresse de Gradisca : sept à huit mille l'emportèrent.

Près de 25,000 hommes défendirent Halle ; 12,000 hommes seulement l'attaquèrent, firent 6,000 prisonniers et prirent 36 pièces de canon dans les rues, avec deux généraux.

Le général Blücher défendait Lubeck avec 22,000 hommes, dont 4,000 de cavalerie et 104 pièces de canon. Le Burgthor fut emporté de vive force, l'on se battit dans les rues; tout l'état-major du général Blücher, y compris le général Scharnhorst, fut pris ; 40 pièces de canon restèrent au pouvoir des Français, avec 7,000 hommes. Le lendemain tout le corps prussien capitula, tandis que, s'il s'était battu en rase campagne, il serait parvenu à faire beaucoup de mal au corps du prince, et aurait pu se frayer un chemin pour se rendre dans la Poméranie suédoise.

Ces exemples doivent prouver aux Hambourgeois que c'est en tenant la campagne qu'on pourra défen-

dre leur ville, et non dans l'intérieur de ses remparts. S'ils sont dignes de la liberté, ils le prouveront en s'armant de fusils, de piques, de fourches, et enfin de toutes les armes offensives et défensives qu'ils pourront trouver; ils feront bonne garde sur les ouvrages de la place; ils entretiendront la communication avec les troupes suédoises du dehors, et prendront la résolution de tenir deux ou trois jours au moins pour donner le temps à 25,000 hommes de troupes suédoises d'arriver, de livrer bataille, et de pouvoir jeter dans l'Elbe toutes les troupes ennemies qui auraient passé sur la rive droite. Si les Hambourgeois donnent cette promesse, 20,000 hommes s'avanceront entre Schwerin et Ratzbourg, et dans cette position ils préserveront Hambourg de toutes les tentatives de la part des ennemis. S'ils parvenaient à s'emparer de la ville, ce qui n'est pas croyable, la population de Hambourg combattant dans les rues et attaquant les troupes qui y auraient pénétré, le succès pour les Suédois ne serait pas douteux, puisqu'ils entreraient et prendraient l'ennemi à dos. Dès cet instant la ville pourrait être regardée comme sauvée. Au reste, les Suédois ne viennent combattre que pour la liberté de l'Allemagne, et ce n'est point pour lui donner un nouveau maître qu'ils marchent sur Hambourg, mais bien pour lui rendre son ancien lustre et son ancienne constitution. Ils ne peuvent reconnaître que l'autorité civile à Hambourg; toute dictature, sous

quelque forme qu'elle puisse être, leur déplaît : elle fait plus, elle leur est insupportable.

Le prince royal a ordonné qu'on sondât la rivière de Trave, la Steckenitz et la Wackernitz, afin de reconnaître si des chaloupes canonnières et des galères peuvent remonter jusqu'à l'Elbe. Le prince est prêt à envoyer 6 galères et 10 chaloupes canonnières avec 100 pièces de 24 pour monter les remparts; mais, on ne pourrait trop le répéter, c'est pour la liberté des Hambourgeois et non pas pour qu'ils soient vassaux d'un gouvernement étranger, qu'on fait ces sacrifices; car, esclavage pour esclavage, les hommes libres doivent plutôt préférer le joug de l'empereur Napoléon, parce que ce joug finit avec lui, tandis que la politique qui a détruit la Pologne asservirait, pour plusieurs siècles, l'Allemagne et les villes anséatiques.

Il serait difficile de se faire une idée de la joie, qu'éprouvèrent les Hambourgeois à l'approche des premières troupes russes sous les ordres du général de Tettenborn, de l'empressement avec lequel ils s'enrôlèrent dans la légion anséatique, et des efforts que cette petite force, faiblement organisée, fit pour résister aux Français commandés par Vandamme, auquel succéda le maréchal Davoust. Cependant il faut avouer franchement qu'une partie de sénateurs et négocians hambourgeois montrèrent de la lenteur à consom-

mer les sacrifices qu'exigeait le salut de leur patrie. D'ailleurs les Danois, qui d'abord avaient offert leurs secours aux Hambourgeois, se rejetèrent dans l'alliance de la France, ayant été dans le cas d'abandonner la cause de la coalition pour échapper à la demande des Suédois qui, aux termes de la convention d'Abo, exigeaient d'être mis en possession de la Norwège; il en résulta, pour la coalition, la perte de Hambourg. Un Danois proposa alors à l'empereur Napoléon un plan d'opérations d'après lequel une armée danoise aurait fait une irruption en Suède, du côté de la Norwège, et aurait proclamé roi, sous le nom de Gustave V, le fils de Gustave-IV-Adolphe, tandis qu'une autre armée de 40,000 hommes, jointe à l'armée de Davoust, serait allée chercher le corps du prince royal sous les murs de Stralsund ou sous ceux de Berlin. L'empereur Napoléon ne jugea pas convenable d'adopter ces combinaisons stratégiques. Les Gustaves, répondit-il, sont les ennemis de ma personne: Bernadotte n'est que l'ennemi de ma politique; une diversion serait trop chèrement achetée par une guerre civile dans le Nord. L'auteur du projet ne pouvant faire entrer, ni l'empereur, ni le roi de Danemarck, dans ses vues, s'en consola en faisant une guerre active au prince royal de Suède, dans le Journal de l'Empire et dans les pamphlets de Paris.

Au quartier-général d'Oranienbourg, le 13 août 1813.

Le prince royal est arrivé ici hier au soir, et a établi en cette ville son quartier-général. L'armée combinée du nord de l'Allemagne, dont S. A. R. a pris le commandement, occupe les positions suivantes :

Une partie du 4e corps d'armée prussien, formant la réserve, sous les ordres du lieutenant-général comte de Tauentzien, a son quartier-général à Müncheberg, et prolonge sa droite vers Berlin.

Le 3e corps d'armée prussien, sous les ordres du lieutenant-général de Bülow, a son quartier-général à Berlin, et forme, avec le corps de Tauentzien, la gauche de l'armée combinée.

L'armée suédoise, sous les ordres du feld-maréchal comte de Stedingk, se concentre dans les environs d'Oranienbourg, avec la tête à Spandau. Le quartier-général est établi ici : la première division sous les ordres du lieutenant-général Skjoldebrand; la seconde sous ceux du général-major baron de Posse : cette division formant, avec une brigade détachée de la 3e division, un corps placé sous le commandement du lieutenant-général baron de Sandels. Toutes les troupes suédoises sont au centre de l'armée combinée.

Sa droite est formée des troupes russes, sous les ordres du lieutenant-général baron de Winzingerode.

Son quartier-général est à Braudenbourg. Le corps du lieutenant-général comte de Woronzoff appartient à cette aile de l'armée. Le quartier-général est à Plaue.

Un corps prussien, commandé par le général-major de Hirschfeld, observe Magdebourg. Il se lie par sa gauche avec l'armée russe, et par la droite, avec le corps d'observation sur le Bas-Elbe, placé sous les ordres du lieutenant-général comte de Walmoden, dont le quartier-général est à Schwerin. Ses avant-postes s'étendent de Lenzen jusqu'à Dassow, vis-à-vis Lubeck. Le lieutenant-général baron Weycsack fait partie de ce corps d'armée; il a sous ses ordres 3,000 Suédois, 3,000 Prussiens et 3,000 Mecklembourgeois.

Des corps détachés appartenant à l'armée du comte de Tauentzien, forment les blocus de Stettin et de Custrin.

Le général-major Gibbs est arrivé à Stralsund avec un corps de 3,000 hommes de troupes anglaises.

Le général baron d'Adlercreutz est chef de l'état-major-général de l'armée combinée du nord de l'Allemagne, et a sous lui, comme aides-de-camps-généraux, les généraux-majors baron de Tawast et comte Gustave de Lowenhjelm.

L'armée est commandée de manière que, dans une marche et demie, 80,000 combattans peuvent entrer en ligne.

Le prince royal, ayant été passer en revue, le 11 au matin, les troupes qui bloquent Stettin, les fit manœuvrer, et s'étant approché des ouvrages de la place, on lui tira un obus qui tomba à trente pas derrière lui, et qui éclata. S. A. R. ayant aperçu des soldats français qui coupaient des grains devant la place, et sur lesquels les cosaques allaient charger, fit venir le chef qui se rendit auprès de S. A. R., accompagné d'un commissaire des guerres; le prince royal lui reproche avec bonté que le commandant du fort de Prusse avait enfreint l'armistice en faisant feu sur l'escorte de son S. A. R.; elle ajouta : « Je serais le maître de vous faire tous prisonniers en vous faisant charger par la cavalerie; il n'est pas en votre pouvoir de vous défendre, puisque vous êtes sans armes. » L'officier fit des excuses, et manifesta toute la peine qu'il éprouvait de ce qui venait d'arriver. Après que le prince eut parlé quelques instans avec lui, il se retira. Tous les soldats français firent éclater leur désir de voir bientôt la paix se rétablir, et leurs fatigues cesser.

Les préparatifs que les alliés font devant Stettin indiquent qu'on montera à l'assaut immédiatement après l'expiration de l'armistice.

Les subsistances de l'armée ont été assurées jusqu'ici, grâce au zèle et à l'activité de ceux qui en dirigent l'administration. Il y a peu de malades.

Au quartier-général à Potsdam, le 16 août 1813.

Le prince royal a transféré hier au soir son quartier-général en cette ville. L'armée se concentre. A la suite des résultats infructueux des négociations entamées à Prague, l'armistice a été dénoncé, le 10, par les alliés, de sorte que les hostilités pourront recommencer demain. Le 11, à une heure du matin, le comte de Metternich remit au comte de Narbonne, à Prague, la déclaration de guerre de l'Autriche contre la France.

Son Altesse royale vient d'adresser, à l'armée combinée sous ses ordres, la proclamation suivante :

Proclamation du prince royal de Suède, à l'armée combinée du nord de l'Allemagne.

Au quartier-général d'Oranienbourg, le 13 août 1813.

Soldats ! appelé par la confiance de mon roi et par celle des souverains ses alliés, à vous guider dans la carrière qui va se rouvrir, je me repose, pour le succès de nos armes, dans la protection divine, dans la justice de notre cause, dans votre valeur et votre persévérance.

Sans un concours d'événemens extraordinaires,

qui ont rendu si cruellement célèbres les douze années qui viennent de s'écouler, vous ne seriez pas réunis sur le sol germanique; mais vos souverains ont senti que l'Europe est une grande famille, et qu'aucun des états qui la composent ne peut rester indifférent aux malheurs que fait peser sur l'un d'eux une puissance conquérante. Ils ont aussi reconnu que lorsqu'une telle puissance menace de tout envahir et de tout soumettre, il ne doit exister qu'une seule volonté chez les peuples qui ont résolu d'échapper à la honte et à l'esclavage.

Dès cet instant vous avez été appelés des bords du Wolga, des rives du Don, des côtes britanniques et des montagnes du Nord, pour vous unir aux soldats allemands qui défendent la cause de l'Europe.

C'est maintenant que les rivalités, les préjugés et les haines nationales doivent disparaître devant le grand but de l'indépendance des nations.

L'empereur Napoléon ne peut vivre en paix avec l'Europe qu'autant que l'Europe lui est asservie. Son audace a conduit quatre cent mille braves à sept cents lieues de leur patrie; des malheurs, contre lesquels il n'a pas daigné les prémunir, sont tombés sur leurs têtes, et trois cent mille Français ont péri sur le territoire d'un grand empire, dont le souverain avait tout essayé pour rester en paix avec la France.

On devait espérer que ce grand désastre, effet de la colère céleste, ramenerait l'empereur de France

vers un système moins dépopulateur, et qu'enfin, éclairé par l'exemple du Nord et de l'Espagne, il renoncerait à l'idée de subjuguer le continent, et consentirait à laisser la paix au monde; mais cette espérance a été déçue, et cette paix, que tous les gouvernemens désirent, que tous les gouvernemens ont proposée, a été rejetée par l'empereur Napoléon.

Soldats, c'est donc aux armes qu'il faut avoir recours, pour conquérir le repos et l'indépendance. Le même sentiment qui guida les Français de 1792, et qui les porta à s'unir et à combattre les armées qui étaient sur leur territoire, doit diriger aujourd'hui votre valeur contre celui qui, après avoir envahi le sol qui vous a vu naître, enchaîne encore vos frères, vos femmes et vos enfans.

Soldats, quel bel avenir se présente à vous ! la liberté de l'Europe, le rétablissement de son équilibre, le terme de cet état convulsif qui dure depuis vingt ans, la paix du monde enfin, seront le résultat de vos efforts. Rendez-vous dignes, par votre union, votre discipline et votre courage, des belles destinées qui vous attendent !

Au quartier-général de Charlottembourg, le 18 août 1813.

Le prince royal quitta Postdam hier matin à trois heures, et transféra ici son quartier-général.

On avait reçu des nouvelles réitérées que les troupes ennemies se rassemblaient en force à Bareuth et dans la direction de Trebbin, pour faire une pointe sur Berlin. S. A. R. concentra l'armée combinée entre cette capitale et Spandau. Près de 90,000 combattans se trouvent dans cette position depuis hier soir. Il y a des corps qui ont fait jusqu'à dix milles dans trente-six heures. Le lieutenant-général baron de Winzingerode a fait une reconnaissance, sur la droite, avec 8,000 à 9,000 chevaux. Il a poussé jusque près de Wittemberg et de Jüterboek, sur le flanc gauche de l'ennemi, et a fait quelques prisonniers, dont deux capitaines. Le général-major de Borstell a de même fait une reconnaissance jusque près de Bareuth : le colonel bavarois comte de Seyssel a été pris avec quelques cavaliers. Le lieutenant de Vins, du régiment de hussards de Poméranie, a attaqué l'ennemi à Zesch, et a pris 52 hommes et 21 chevaux de remonte d'un régiment de chasseurs légers de Hesse-Darmstadt.

On ne connaît point encore que l'ennemi ait dé-

passé la frontière, si ce n'est avec des partis de reconnaissance.

Le général de division français de *Jomini*, chef d'état-major du corps d'armée commandé par le prince de la Moskwa, est passé le 15 de ce mois du côté des alliés, et s'est rendu, en passant par l'armée du général Blücher, au quartier-général russe. Il a confirmé le projet qu'a eu l'empereur Napoléon d'attaquer l'armée qui couvre Berlin.

Le général Blücher a occupé Breslau le 14.

Au quartier-général de Potsdam, le 21 août 1813.

Le quartier-général du prince royal a été transféré ici ce matin. Les renseignemens obtenus par des reconnaissances poussées jusqu'au voisinage de Bareuth, n'avaient point confirmé les avis précédens, arrivés de toute part, que l'armée ennemie s'y concentrait en force. D'après divers rapports, et au dire de tous les prisonniers, l'intention de l'ennemi avait cependant toujours été de marcher sur Berlin. Des difficultés, auxquelles on ne devait nullement s'attendre, se sont élevées pour l'approvisionnement de la grande armée, concentrée dans les environs de Berlin. Des mesures rigoureuses les ont fait disparaître.

L'armée a étendu sa position. Le gros de la cavalerie du lieutenant-général baron de Winzingerode se trouve entre Saarmund, Belitz et Jüterboek; son infanterie en arrière de Belitz, la cavalerie légère en avant de la ligne jusqu'à Jüterboek. Deux divisions de l'infanterie du lieutenant-général de Bülow campent à Saarmund; les divisions de Borstell et de Thümen sont à Mittenwalde et Trebbin. L'infanterie suédoise est à Potsdam; la cavalerie entre Dahlen et Zehleudorf; l'infanterie du lieutenant-général comte de Tauentzien est en avant de Berlin. L'ennemi, qui avait avancé avec 4 bataillons d'infanterie et un régiment de cavalerie jusqu'à Tepchin, s'est retiré à Bareuth, après avoir passé le village et enlevé quelque bétail.

D'après les rapports du général-major comte Orourk et du général-major Thümen, l'ennemi est entré à Lulkenwalde avec un corps de 20,000 hommes commandé par le duc de Reggio.

Dans une rencontre avec le même régiment de chevau-légers bavarois, dont le colonel fut pris le 17, le détachement du major Rasen a tué 11 hommes, fait prisonniers l'officier, 34 cavaliers et un trompette.

Le capitaine comte de Wedel a trouvé à Lübben un hôpital militaire que les Français y avaient laissé, en évacuant la place. Il a enlevé 3 officiers et 50 soldats transportables.

Le major de Lowenstern, qui se trouve sur les derrières des corps avancés de l'ennemi, avec un régiment de cosaques, ayant rencontré le 18, entre Grafendorf et Nubendorf, un détachement d'environ 300 hommes, destiné à renformer la garnison de Wittemberg, a fait 60 prisonniers, tous Français, détruit le reste du corps et pris 150 fusils.

Le lieutenant-colonel baron de Marwitz, du corps du général-major de Czernicheff, a passé l'Elbe, fait plusieurs prisonniers, enlevé des provisions et pris à Osterburg une caisse militaire de 500 *rixd.*

Le général - major Wobeser a passé l'Oder à Schiadlow, et poussé jusqu'à Guben et Pforten. D'après le rapport du lieutenant-général comte de Walmoden, les deux bataillons de Lützow, se trouvant dans la position près de Lauenbourg, avaient été attaqués, le 17 et le 18, par une force de 6 bataillons; l'ennemi avait été repoussé et avait perdu beaucoup de monde. Il a tenté de déboucher, avec de la cavalerie, près de Buchen; mais le général Tettenborn l'a repoussé.

Le général de Blücher mande de Jauer, en date du 18, qu'il était à la poursuite de l'armée ennemie qui se retirait de la Silésie sur Dresde, et qui avait déjà passé Liegnitz et Goldberg.

L'on vient de recevoir la nouvelle que la garnison de Stettin a hautement témoigné son indignation de

ce que, malgré l'armistice, on avait tiré de la forteresse sur le prince royal lors de la reconnaissance que Son Altesse royale fit dans le voisinage de la place. Le lendemain, 50 hommes de la garnison, tous Français, ont déserté.

Au quartier-général de Ruhlsdorf, en avant de Teltow, le 24 août 1813, à midi.

Tous les rapports des agens secrets ayant annoncé, dans la soirée du 21 août, que l'empereur Napoléon concentrait les corps d'armée du duc de Reggio, du duc de Bellune, du duc de Padoue et des généraux Bertrand et Regnier, formant plus de 80,000 hommes, dans les environs de Baruth, et que tout annonçait de la part de ces troupes une marche rapide sur Berlin, le prince royal ordonna les dispositions suivantes :

Le 3e corps, commandé par le général Bülow, portera deux divisions entre Heinersdorf et Klein-Beeren. Une division occupait déjà Mittenwalde et une autre Trebbin, afin de masquer tous les mouvemens. Le 4e corps prussien, sous les ordres du général Tauentzien, se réunit à Blankenfelde, et le général Wobeser eut ordre de marcher sur Guben, sur Friedland, et de là sur Buchholtz. L'armée suédoise

partit de Potsdam le 22 à deux heures du matin, se dirigea sur Saarmund, passa les défilés, et fut prendre poste à Ruhlsdorf. L'armée russe suivit l'armée suédoise, prit poste à Gütergotz; le général Czernicheff garda Belitz et Tauenbrietzen avec 3,000 cosaques et une brigade d'infanterie légère, avec ordre de porter de forts partis sur Trebbin, Luckenwalde, Jüterbock, et Luckau. Les agens secrets annonçaient que l'empereur Napoléon devait passer par ce dernier endroit pour aller à Baruth. Le général Czernicheff a exécuté, avec l'intelligence qui lui est particulière, les ordres qu'il avait reçus, et apporté l'alarme et l'inquiétude sur les derrières des colonnes ennemies. Le général Hirschfeld, qui avait reçu l'ordre de se porter des environs de Magdebourg sur Brandebourg et Potsdam, et de ce dernier endroit à Saarmund, a fait une marche rapide de cinq lieues de Suède en dix heures de temps.

Les choses en étaient là, lorsque l'ennemi attaqua le général Thumen à Trebbin le 22 dans la matinée; sa supériorité détermina le général prussien à évacuer ce poste. L'ennemi s'avança successivement et occupa tout l'intervalle entre Mittenwalde et le ruisseau de Saare, couvert par des bois et flanqué par des marais. Les postes avancés se replièrent lentement et vinrent couvrir le front de la ligne. Le 23 au matin, le corps du général Bertrand déboucha sur le général auentzien; ce général le repoussa et lui fit des prisonniers.

Le village de Gross-Beeren, contre lequel s'était dirigé le 7e corps français, soutenu par une forte réserve, fut repris par ce corps. Le corps du duc de Reggio se dirigea sur Ahrensdorf; par l'occupation de Gross-Beeren, l'ennemi se trouvait à mille toises du centre du camp. Le général Bülow reçut l'ordre de le faire attaquer; il l'exécuta avec la décision qui caractérise un général habile. Ses troupes marchaient avec le calme qui distinguait pendant la guerre de sept ans les soldats du grand Frédéric. La canonnade fut vive pendant quelques heures. Les troupes s'avancèrent sous la protection de l'artillerie, et tombèrent brusquement et à la baïonnette sur le 7e corps qui s'était déployé dans la plaine, et qui marchait audacieusement sur le camp. Il y a eu plusieurs charges de cavalerie contre le corps du duc de Padoue, qui font grand honneur au général prussien Oppen. L'armée russe et suédoise étaient en bataille et attendaient le déploiement des autres corps ennemis pour les attaquer simultanément. Le général Winzingerode, commandant l'armée russe, était à la tête de 10,000 chevaux, et le général comte de Woronzoff à la tête des bataillons d'infanterie russe; le maréchal comte de Stedinck en avant de la ligne suédoise, ayant sa cavalerie en réserve.

Le village de Ruhlsdorff, situé en avant de son camp, fut garni d'infanterie, afin de conserver toujours la communication libre avec le général Bülow; les

autres corps d'armée ennemis n'ayant point débouché des bois, l'armée russe et suédoise ne bougèrent pas.

Cependant l'ennemi menaçant le village de Ruhlsdorff, et ayant déjà poussé des tirailleurs contre les troupes légères suédoises placées en avant de ce village, le prince royal donna ordre, à quelques bataillons soutenus par l'artillerie, de renforcer les avant-postes, et le colonel Cardell fut chargé de se porter en avant avec une batterie d'artillerie volante, pour prendre l'ennemi en flanc. Jusqu'à présent les résultats de l'affaire de Gross-Beeren sont de 26 canons, une trentaine de caissons et beaucoup de bagages de pris, 1500 prisonniers dont 40 officiers, parmi lesquels un colonel de hulans de la garde saxonne, et plusieurs lieutenans-colonels et majors français. Le nombre des tués et blessés du côté de l'ennemi est très-considérable, et les bois sont remplis de traîneurs que la cavalerie légère ramène à chaque instant.

L'ennemi s'est retiré au-delà de Trebbin, qui est déjà occupé par deux régimens de cosaques. Les généraux de Bülow, de Tauentzien et d'Orourk sont à la poursuite de l'ennemi, ainsi que toute la cavalerie légère russe. Le prince royal a retrouvé parmi les prisonniers des officiers et des soldats qui avaient combattu sous ses ordres, et qui ont versé des larmes de joie en revoyant leur ancien général.

Au quartier-général à Tellow, le 25 août 1813.

L'armée française est en pleine retraite. En se retirant elle coupe les ponts derrière elle, et paraît se diriger vers l'Elbe. Cependant il serait possible qu'elle cherchât à se rallier derrière Luckau, ville qui avait été retranchée pendant l'armistice, et que des officiers français prisonniers, de l'arme du génie, assurent former maintenant un très-bon poste. Les troupes légères qui sont à la poursuite de l'ennemi, l'inquiètent et le harcellent continuellement sur ses flancs et ses derrières. Déjà de forts détachemens de cosaques, sous les ordres des colonels Prendel et Benkendorff ont poussé jusqu'à Duhame et Hertzberg; Lukkenwalde est de même occupé par les troupes russes. Les généraux Orourk et Czernicheff sont en avant. Sans les bois, les marais et le terrain coupé, l'ennemi aurait éprouvé de plus grandes pertes. L'armée combinée est en marche.

Le plan de l'empereur Napoléon avait été d'étonner l'Europe par la prise de Berlin, d'abord après le commencement des hostilités. Des forces imposantes furent rassemblées à cet effet. Les meilleures notions portent les quatre corps des ducs de Reggio et de Bellune, et des généraux Regnier et Bertrand, à 80,000 hommes, celui du duc de Padoue à 10,000 chevaux. La concentration de l'armée alliée et la bonne position

qu'elle a occupée ont détruit les plans de l'ennemi. Il n'a point voulu engager une affaire générale; les mouvemens de la grande armée combinée en Bohême auront probablement beaucoup contribué à accélérer la marche rétrograde de l'armée française.

La garnison de Magdebourg, sous le commandement du général Girard, a passé l'Elbe et a poussé vers Gentin, et Ziesar. Le général prussien Putlitz a ralenti sa marche, pendant quatre jours, avec un corps de sept bataillons; cette défense lui fait un grand honneur. Le général Hirschfeld, qui avait été appelé momentanément pour renforcer l'armée combinée, est de retour à Brandenbourg depuis hier au soir. Il réunira à lui le corps du général Putlitz et quelques régimens de cosaques, et rejetera le corps français dans Magdebourg; il est même à présumer que ce corps aura beaucoup de peine à regagner la place.

Le lieutenant-général comte de Walmoden a été attaqué le 21 par des forces supérieures sous le commandement du maréchal prince d'Eckmülh, et s'est retiré à Hagenow. Il y concentrera toutes ses forces, et attaquera les troupes françaises. Des renforts lui arrivent de toutes parts. Les infatigables et intrépides cosaques se jeteront au milieu des colonnes ennemies; le landsturm mecklembourgeois détruira les parcs d'artillerie, fera sauter les caissons, et enlevera les approvisionnemens.

Les prisonniers, parmi lesquels se trouve l'aide-de-

camp du général Veaux, prétendent que ce général ainsi que le général Morio, ont été tués dans l'affaire de Gross-Beeren et de Blankenfelde.

D'après les rapports arrivés le soir, du lieutenant-général de Bülow, la retraite de l'ennemi se fait avec précipitation. Beaucoup de soldats jettent les armes, et le nombre des caissons de munitions pris monte déjà à 60.

Au quartier-général de Saarmund, le 28 août 1813.

Le prince royal transféra ici son quartier-général le 26 août. Le corps du général Hirchfeld était porté le 26 de ce mois entre Rekalm et Golzow, où il s'était porté dans l'espérance d'entamer l'arrière-garde du corps du général Girard, qui marchait de Ziesar à Bruck; mais l'ennemi passa en telle hâte qu'on ne put pas alors l'atteindre.

Le 25 on a conduit à Potsdam deux officiers et 104 soldats ennemis de différentes nations qui, de leur propre aveu, se sont fait faire prisonniers par vingt hommes de landwehr à cheval, en jetant leurs fusils, prétendant que cette disposition est générale.

On suit l'ennemi de si près, que, le 25, le général Orourk arriva à Gotten où les commandans en chef ennemis, les ducs de Reggio et de Padoue, et le général Regnier, avaient passé la nuit précédente, accompagnés d'une grande partie de leur armée.

L'ennemi ayant forcé le colonel Adrianoff de se retirer de Jüterbock, et y ayant pris poste avec deux bataillons d'infanterie et 600 hulans polonais, probablement dans l'intention de faciliter sa retraite en conservant ses communications avec l'Elbe, il en fut délogé de vive force, le 26, par une partie des troupes sous les ordres du général Orourk, et deux escadrons prussiens commandés par le major de Hellwig. Le colonel Krasowski attaqua la ville et s'en empara; le général Benckeudorf poursuivit l'ennemi avec quatre escadrons de cavalerie russe, les deux escadrons prussiens et deux pièces; il l'atteignit dans les villages de Rohrbeck et de Bocho, et l'en chassa. Il a perdu dans cette affaire plus de 300 hommes tués, et un grand nombre de prisonniers.

Il nous arrive beaucoup d'officiers qui, abandonnant l'armée française, passent dans nos rangs.

Le général Czernicheff fit occuper Belzig, le soir du 25, par ses cosaques. Le général Girard, qui s'était arrêté à Lubnitz pour y passer la nuit, alarmé sur sa position, fit faire une forte reconnaissance du côté de Belzig, laquelle cependant n'osa pas pousser jusqu'à la ville, où les nôtres se maintinrent après une escarmouche assez vive.

Le 26, le colonel Kruse revint à Niemeck avec son régiment de cavalerie, de son expédition sur Dulme, qu'il a exécutée d'une manière brillante. Entouré de tous côtés par l'armée ennemie, il ne put

rester que très-peu de temps dans sa position; cependant il enleva, sur la route de Duhme à Hertzberg, à la vue d'une forte colonne ennemie, 70 chariots de vivres, prit 6 officiers et 120 soldats de l'escorte du convoi; le reste fut tué et dispersé. Le prince royal a chargé le général de Winzingerode de témoigner de sa part à ce brave officier toute sa satisfaction pour l'intelligence qu'il a déployée dans cette occasion difficile et périlleuse.

Le général Bülow avait, le 26, son quartier-général à Trebbin; le 27, à Elsholz; le général Borstell était dans les environs de Luckenvalde; le général Tauentzien ayant marché par Zohen, avait, le 27, son quartier-général à Baruth; son corps était posté entre cette ville, Golzen et Luckau. Il a mis beaucoup d'habileté à réunir rapidement sa réserve, et beaucoup d'activité à chasser les troupes ennemies des bois.

Le général Wobeser, après avoir inquiété l'ennemi sur son flanc droit et ses derrières, a réuni ses forces à Golzen et marché sur Baruth; il en a chassé l'ennemi qui y était encore, fort de 2,500 hommes. Tous ces corps harcelèrent l'ennemi dans sa retraite. Les routes sont couvertes d'armes ou de chevaux crevés; les arrière-gardes françaises ont brûlé leurs équipages.

Le général Walmoden fut attaqué le 21 de ce mois l'après-midi, entre Vellahn et Cumin, par un corps d'armée de 20,000 hommes, commandé par

le maréchal prince d'Eckmühl; le combat se prolongea jusque fort avant dans la nuit; les positions furent maintenues de part et d'autre. Notre perte est de 100 hommes tués et blessés; celle de l'ennemi, d'après le rapport des prisonniers, se monte à 500 hommes hors de combat. Le 23 au soir, l'ennemi se concentra sur Wittemburg, et après différentes démonstrations détacha subitement 10,000 hommes sur Schwerin, qui furent suivis successivement par tous les corps ennemis. Il y a pris une forte position entre le grand et les petits lacs. Le général Tettenborn, avec quatre régimens de cosaques, soutenus par le corps de Lützow et de Reiche, l'observe de tous les côtés et coupe ses communications. Il a déjà intercepté plusieurs courriers expédiés par le gouvernement et pris plusieurs caissons de munitions. D'un autre côté, le général Wegesack observe les mouvemens de l'ennemi, pour diriger les siens en conséquence. Le général Walmoden, ne croyant pas devoir se laisser dépasser par cette manœuvre hasardée de l'ennemi, s'est porté sur Grabow; mais le 26 il marcha de nouveau dans la direction de Schwerin, d'où l'ennemi n'avait pas essayé de bouger. Les cosaques ont fait une centaine de prisonniers français et danois. Le comte de Keilmannsegge, des chasseurs hanovriens, a passé avec son détachement l'Elbe près de Domitz, le 25 au matin; il a attaqué les postes ennemis et fait pri-

sonniers dans les retranchemens 3 officiers et 100 hommes, après en avoir tué ou blessé près de 50.

La journée d'hier a été signalée par la défaite du corps du général Girard entre Lübnitz et Belzig, opérée par les efforts combinés des généraux Czernicheff et Hirchfeld. L'ennemi marchait sur le général Czernicheff; le général Hirschfeld était sur ses derrières, sans qu'il s'en fût aperçu. Ce dernier profita d'un bois pour tomber sur son flanc gauche. Les hauteurs devant le village de Hagelsberg et le village même où les ennemis s'étaient formés, furent emportés d'assaut et repris plusieurs fois. Après une résistance opiniâtre, tout le corps ennemi, de beaucoup supérieur en nombre, se retira en désordre, poursuivi par les tirailleurs jusqu'à la nuit tombante.

Sur ces entrefaites le général Czernicheff avait attaqué l'ennemi du côté de Belzig, et sa cavalerie exécuta des charges très-brillantes. Un régiment de cosaques chargea une colonne d'infanterie forte de 1,000 hommes, la détruisit ou la fit prisonnière. On ne peut pas encore nommer tous les officiers qui se sont distingués dans cette journée. Le général Czernicheff a pris 60 officiers, 1,500 soldats, une pièce de canon; le général Hirschfeld 70 à 80 officiers et plus de 2,000 soldats; il a pris en outre 7 canons, plusieurs chariots de munitions, et presque tous les bagages. L'infanterie prussienne avait besoin d'un peu de repos après des marches aussi pénibles; mais les co-

saques du général Czernicheff poursuivirent l'ennemi vivement ; le colonel Benkendorff, le soir du 27, avait déjà dépassé l'ennemi et était à Gorzke. Il est probable qu'il n'échappera que de faibles restes de tout le corps du général Girard vers Magdebourg ou Wittemberg.

Ce qui fait particulièrement honneur au corps du général Hirschfeld, ce sont les marches forcées qu'il avait exécutées immédiatement avant cette action. De jeunes troupes de nouvelle levée, composées en grande partie de la landwehr de la nouvelle Marche, ont remporté la victoire sur un ennemi supérieur en nombre et en artillerie. Cet exemple prouve ce que peut le patriotisme, guidé par un général actif et habile. Saxons, Bavarois, Wurtembourgeois, vous vous êtes montrés braves dans une cause que réprouvent les vœux de votre patrie, et en soutenant une domination étrangère : que ne feriez-vous pas si vous étiez animés par des motifs plus purs et plus nobles ? Quelle est la puissance de la terre à laquelle les Allemands réunis, et combattant pour l'intégrité de leur patrie, ne seraient pas en état de résister ?

Le général Thümen a montré une grande intrépidité dans les actions qui précédèrent l'affaire de Gross-Beeren. Quoique blessé, il ne cessa pas de commander lui-même. Le général Orourk a déployé dans toutes les rencontres avec l'ennemi beaucoup de calme et de talent.

Depuis la reprise des hostilités, l'armée ennemie opposée à celle des alliés dans le nord de l'Allemagne a perdu plus de 12,000 hommes; d'après les rapports des généraux, 7,000 prisonniers sont en notre pouvoir, dont 150 officiers, parmi lesquels plusieurs colonels et lieutenans-colonels.

Le 29 août, à 9 heures du matin.

Le général comte de Tauentzien avait détaché le général Wobeser pour s'emparer de la ville de Luckau. Celui-ci fit sommer le commandant hier 28, et ayant reçu un refus, fit bombarder la ville. Au moment où l'on allait donner l'assaut, le commandant capitula; 9 pièces de canon, 1,000 hommes et des amas considérables de vivres et de munitions sont les fruits de ce beau fait d'armes.

Au quartier-général à Belitz, le 30 août 1813.

Le prince royal a transféré ici son quartier-général hier dans la journée. D'après toutes les notions reçues par les prisonniers du corps du général Girard, ce général doit avoir été tué dans l'affaire du 27. Le général Putlitz y a reçu une forte contusion à l'épaule. Il a déployé beaucoup de courage et de talens; on continue à faire des prisonniers, et l'on poursuit vigoureusement l'ennemi.

Le général Borstell a occupé Zinna et Jüterbock, et donne à chaque occasion des preuves de ses connaissances et de son zèle.

L'ennemi paraissait vouloir se concentrer hier à Eckmannsdorf et Kastenborn, entre Wittemburg et Treuenbriezen. Les avis reçus aujourd'hui des généraux de Winzingerode et de Woronzoff ne laissent presque plus de doute que l'ennemi ne se retire vers l'Elbe. Le général Winzingerode le suit avec 8,000 chevaux.

Le comte de Woronzoff, qui est allé prendre lui-même le commandement de l'avant-garde russe, fit attaquer Jüterbock avant-hier au soir, avec 3,000 à 4,000 hommes, tandis que l'ennemi en avait au moins 20,000 dans cette ville ou très-près dans les environs. Une forte canonnade mit l'alarme dans le corps ennemi. Cette attaque fait grand honneur aux talens du général Woronzoff, qui, au moment où elle commença, ne pouvait pas être encore instruit qu'une forte colonne était en marche pour le soutenir en cas de besoin. Toute l'armée se porte en avant. La grande armée russe, autrichienne et prussienne, sous les ordres du prince de Schwarzemberg, a débouché de la Bohême en Saxe le 22 août, en prenant position sur la rive gauche de l'Elbe. Les troupes que l'ennemi avait postées dans les défilés ont été forcées.

Le 26, le quartier-général des alliés était devant

Dresde ; le bombardement avait commencé et la ville était déjà en flammes. L'empereur Napoléon s'y était rendu le 24 avec sa garde ; l'armée française sous ses ordres immédiats quitte la Silésie. Le général Blücher s'est mis en marche de Jauer, le 25 au matin, et la suit avec toutes ses forces. Le général prince Koudachef, expédié du camp devant Dresde, le 26 au soir, par le maréchal prince de Schwartzemberg à S. A. R. le prince royal, vient d'arriver ce matin à huit heures avec ces nouvelles. Ce général a traversé l'armée ennemie, passé l'Elbe à la nage avec 200 cosaques entre Reissa et Meissen, et forcé plusieurs postes; il est allé jusqu'à Liebenwerda, et de-là à Dahme, où il a rencontré les premières troupes prussiennes. Dans sa marche il a fait 6 officiers polonais prisonniers qu'il a amenés avec lui, et joint le quartier-général de S. A. R. sans perdre un seul homme ; deux de ses cosaques ont reçu des coups de sabre.

Au quartier-général à Rodigke, le 4 septembre 1813.

Le prince royal a transféré son quartier-général le 30 août à Buchholtz, le 31 à Tauenbrietzen, et hier ici.

Luckau est un des points sur la frontière de Saxe que l'ennemi avait retranché avec le plus de soin

pendant tout le temps de l'armistice. Il avait compté le défendre plus long-temps, et ne s'attendait pas à nous y voir pénétrer de sitôt.

Le prince royal a ordonné que l'on retranchât la montagne qui l'avoisine; 500 hommes y travaillent. Les faubourgs vont être rasés, et de cette manière la garnison de Luckau sera en état de se défendre. Le terrain extrêmement coupé à quelques lieues en avant de Wittemberg, favorise la retraite de l'ennemi et empêche la cavalerie légère d'agir; cependant il a été forcé successivement dans ses différentes positions. Le 30 août, le général Winzingerode avait son quartier-général à Nimeck; celui du général Bülow était le 31 à Tauenbrietzen, et le 1^er^. septembre à Frolmsdorf. Le 2 septembre, le corps de ce général s'avança dans les positions de Schwabeck et de Feldheim; son avant-garde était à Marzhane. L'ennemi occupait Kropstadt; mais il défila pendant la nuit, et à la pointe du jour son arrière-garde commença sa retraite. Le général Borstell la suivit jusque près de Thiessen. L'ennemi engagea une canonnade et une fusillade très-vive pour couvrir cette position, mais les avant-postes du général Borstell se maintinrent en avant des défilés de Koppenig à mille toises près de Thiesschen; la division du colonel Krafft se porta sur les hauteurs de Kropstadt pour soutenir le général Borstell. En même temps, après une canonnade, le général Dobschütz s'empara des hauteurs et de la ville de

Zahne. Sa communication avec le général Borstell est entretenue par le poste de Woltersdorlf, occupé par le major Beyer. Le reste du corps du général Bülow a pris position à Marzahne.

La division prussienne sous les ordres du colonel Kraft a éminemment contribué au succès de l'affaire de Gross-Beeren ; et son chef s'est fait distinguer par son intrépidité. Le corps du prince de Hesse-Hombourg a de même pris une part active aux combats qui ont eu lieu, et le prince a donné à chaque occasion des preuves de sa valeur et de son activité. L'ennemi, pressé sur son flanc gauche par les généraux Woronzoff, Orourk et Czernicheff, a fait quelques tentatives du côté de Coswiq, mais il a toujours été repoussé avec perte. Le 3 septembre, le lieutenant-colonel Jzbacha, détaché par le général Woronzoff pour enlever un bois près de Schmilkendorff, exécuta cet ordre avec succès; et ensuite, entouré par des forces quadruples, il leur tint tête, et se fit jour en bon ordre avec très-peu de perte. Schmilkendorff a été occupé de nouveau par le général Woronzoff.

Le corps d'armée français qui s'est avancé sur Schwerin, y était encore stationné le 2 septembre. Il a détaché la division danoise sur Gudebusch pour couvrir ses derrières; le général Walmoden était en marche, le 2, pour se réunir au général Wegesack dans les environs de Warin et de Neukloster. Le général Tettenborn continuait d'intercepter les

communications de l'ennemi et d'inquiéter ses avant-postes; il a enlevé près de Gudebusch un transport de quarante chariots de vivres et munitions, après avoir tué et dispersé l'escorte.

Les suites de la victoire remportée, le 26 août, par le général Blücher sur la Katzbach, sont décisives; les résultats de cette journée se montaient, le 30, à plus de 14,000 prisonniers, 80 canons et 300 chariots de munitions. Toute la division française commandée par le général Puthod a mis bas les armes, le 26 au soir, devant Lowenberg, à l'exception de 3 à 4,000 hommes, qui, voulant se sauver, se sont noyés dans le Bober. Le général Blücher avait, le 30 août, son quartier-général à Holstein près de Lowenberg, et continuait de poursuivre vivement l'ennemi. Le général Benigsen est arrivé, le 30, avec son corps d'armée à Breslau, et se portait sur Leignitz, marchant sur la même hauteur que le général Blücher.

Au quartier-général à Jüterbock, le 8 septembre 1813.

Le prince royal transféra son quartier-général à Rubenstein le 4 de ce mois. Au moment où S. A. R. avait commencé un mouvement pour se rendre avec l'armée russe et suédoise à Roslau, dans l'intention d'y passer l'Elbe et s'y diriger sur Leipsick, S. A. R.

apprit que l'ennemi, après avoir fait mine de passer sur la rive gauche du fleuve, s'était tout-à-coup reporté dans ses retranchemens de Teuchel et Tragun en avant de Wittemberg. Ce retour subit fit présumer, ou qu'il avait l'intention d'attaquer l'armée combinée, lorsqu'elle serait engagée dans le passage de l'Elbe, ou de se porter rapidement sur Berlin. Le prince royal rallentit le mouvement général, et annonça vouloir le décider pour le lendemain. Deux bataillons, l'un suédois et l'autre prussien, furent envoyés à Kosleau, sous le commandement du lieutenant-colonel Holst, aide-de-camp de S. A. R., pour réunir tous les matériaux propres à la construction d'un pont. Les rapports des avant-postes annonçaient à chaque instant que l'armée ennemie se portait sur Zahne. Ce poste, occupé par le corps du général Dobschütz appartenant au corps d'armée du général comte de Tauentzien, fut attaqué par des forces extrêmement supérieures le 4 septembre dans l'après-midi, et maintenu avec une grande bravoure. L'ennemi ayant été repoussé dans plusieurs attaques réitérées, rentra dans ses retranchemens devant Wittemberg.

Le lendemain 5 septembre, des attaques meurtrières se renouvellent contre Zahne; et malgré le courage que déploya le général Dobschütz avec les troupes sous ses ordres, cette position fut emportée. Il en fut de même, après une résistance opiniâtre, du

port de Seyda, occupé par le corps du comte de Tauentzien.

Les rapports des gens du pays, des avant-postes et des agens secrets, annonçaient, d'une manière positive, que l'ennemi prenait la route de Torgau; ces avis se succédaient à chaque heure; un seul annonça que l'ennemi avait l'intention de se porter sur Jüterbock.

Le prince royal partit le 6 septembre à trois heures du matin, de Rabenstein, et réunit l'armée suédoise et russe sur les hauteurs de Lobehen. S. A. R. était à attendre des rapports du général Tauentzien qu'elle supposait être très-entamé, lorsqu'elle reçut un rapport du général Bülow, annonçant que toute l'armée ennemie se portait en masse sur Jüterbock, et qu'il était totalement débordé. Le prince royal lui donna l'ordre d'attaquer de suite le flanc et les derrières de l'ennemi avant que le général Tauentzien, qui défendait les approches de la ville, ne fût accablé par le nombre. L'armée suédoise, qui venait de faire plus de deux milles, se mit en marche sur Jüterbock, éloigné encore de trois milles, et fut suivi par l'armée russe, à l'exception de l'avant-garde sous les ordres du comte de Woronzoff et du corps du général Czernicheff, qui restaient devant Wittemberg. La canonnade et la fusillade ne tardèrent pas à s'engager entre les troupes prussiennes et l'armée ennemie. Les corps russe et suédois, après avoir forcé leur marche,

furent obligés de s'arrêter un moment pour prendre leur ordre de bataille. L'armée prussienne, forte de tout au plus 40,000 hommes, soutenait en attendant, avec un courage vraiment héroïque, les efforts réitérés de 70,000 ennemis, appuyés par 200 pièces de canon.

La lutte était inégale et meurtrière. Il n'y avait cependant pas un moment d'indécision parmi les troupes prussiennes; et si quelques bataillons ont été obligés de céder un moment le terrain qu'ils avaient gagné, c'était pour le réoccuper le moment d'après.

Dans cet état de choses, 70 bataillons russes et suédois, 10,000 hommes de cavalerie des deux nations, et 150 pièces d'artillerie, s'avançaient en colonne d'attaque, les intervalles libres pour se déployer. Déjà plus de 4,000 hommes de cavalerie russe et suédoise et plusieurs batteries s'étaient portés au galop, pour appuyer quelques points où l'ennemi dirigeait principalement ses attaques. Leur concours commença à les arrêter, et l'apparition des colonnes fit le reste. Le sort de la bataille se décida immédiatement. L'armée ennemie battait en retraite; la cavalerie la chargea avec une audace qui tenait de la fureur, et mit le désordre dans ses colonnes, qui se portèrent en arrière avec une grande précipitation, sur la route de Dahme.

Les forces ennemies étaient composées du 4e corps d'armée du maréchal duc de Reggio, des généraux

Bertrand, Regnier et du duc de Padoue, et d'environ 3 à 4,000 Polonais, tant infanterie que cavalerie, sous le commandement du maréchal prince de la Moskwa.

Le résultat de cette bataille donnée près le village de Dennewitz, dont elle portera le nom, était déjà hier matin près de 5,000 prisonniers, 3 drapeaux, 25 à 30 pièces de canon, et plus de 200 caissons de munitions. Le champ de bataille, et les chemins par où l'ennemi a passé, sont jonchés de morts et de blessés, et d'une grande quantité d'armes; l'on en a déjà rassemblé plus de 6,000. Poursuivi avec vigueur, l'ennemi, qui paraît vouloir se diriger sur Torgau, n'atteindra l'Elbe qu'après avoir éprouvé des pertes encore plus considérables.

Déjà hier au soir le général Wobeser, qui avait eu l'ordre de se porter avec 6,000 hommes de Luckau sur Dahme, attaqua dans cette ville, où se trouvait le prince de la Moskwa, les ducs de Reggio et de Padoue, une partie de l'armée ennemie qui voulait aller à Dresde, et fit 2,500 prisonniers.

Le major Hellwig, avec 800 hommes de cavalerie, s'est porté sur Schweinitz et Hertzberg, a attaqué une colonne ennemie dans la nuit, et pris 600 prisonniers et 8 pièces de canon. Le général Orourk, à la tête de sa cavalerie, a fait plus de 1,000 prisonniers, et pris plusieurs pièces de canon. On en amène à chaque moment.

La perte de l'ennemi en tués et blessés a dû être

immense. Le prince de la Moskwa a eu la moitié de son escorte tuée; le maréchal duc de Reggio a chargé lui-même l'infanterie du comte de Tauentzien, et le général Regnier est resté très-long-temps sous le feu de nos tirailleurs, dans l'attitude d'un homme qui désirait la mort.

On peut compter que l'ennemi a perdu jusqu'à présent, en tués, blessés et prisonniers, de 16 à 18,000 hommes, plus de 60 pièces de canon, et 400 caissons de munitions.

La perte des troupes prusiennes est forte; elle se monte à 4 à 5,000 hommes en tués et blessés. Les résultats de la journée doivent contribuer néanmoins à consoler tout bon patriote qui verra le triomphe de la cause de sa patrie assuré par la mort de ces braves. Les troupes suédoises et russes ont peu perdu. Toutes les troupes ont rivalisé de courage et de dévouement; l'exemple héroïque donné à cette occasion par l'armée prussienne est fait pour vivre dans la mémoire de tout militaire, et pour électriser tous ceux qui combattent pour l'indépendance de l'Allemagne. Les troupes russes et suédoises qui ont pris part au combat ont vaillamment secondé les efforts de leurs frères d'armes. Le général Bülow a déployé le calme et la bravoure d'un guerrier qui n'a d'autre but que la gloire de son roi et la défense de sa patrie. Les officiers sous ses ordres ont imité son honorable exemple; le prince de Hesse-Hombourg, les généraux Oppen, Borstell

et Thumen, ainsi que le colonel Kraft, se sont fait remarquer d'une manière distinguée.

Le général Tauentzien a continué de donner des preuves de talent et de sang-froid. Il a soutenu pendant presque toute la journée des attaques vives et réitérées de l'ennemi, et a été d'un grand secours pour le succès de la journée, tant par l'audace qu'il a montrée que par le bon choix de sa position.

Le général russe comte de Manteuffel s'est distingué, en chargeant à la tête de sa brigade; les généraux Woronzoff, Czernicheff, Benkendorff et Hirschfeld ayant été placés très en avant sur la droite de l'armée, n'ont pas pu prendre part à la bataille, mais ont contribué éminemment, par les positions qu'ils occupaient, au succès de cette journée.

Le maréchal comte de Stedingk et le baron de Winzingerode, ainsi que les généraux, officiers et troupes sous leurs ordres, ont déploré que la retraite précipitée de l'ennemi, à leur approche, ne leur ait pas permis d'achever sa destruction, par une attaque simultanée. Le vent et les forts tourbillons de poussière qui ont duré toute la journée ont, pendant longtemps, empêché l'armée russe et suédoise de se voir, malgré qu'elles marchassent de concert et sur la même ligne.

Le prince royal a toujours été entouré de son état-major. Le général baron d'Adlercreutz ne l'a quitté que d'après l'ordre qu'il reçut de se porter à la droite

de l'armée prussienne, avec plusieurs bataillons dirigés par le colonel Cardell. Ce général a parfaitement rempli les intentions de Son Altesse royale, et il acquiert chaque jour de nouveaux droits à son estime et à son amitié. Elle est de même très-satisfaite du zèle des généraux baron Tawast et comte de Lowenhjelm.

Les généraux baron de Schutelen de Vincent, de Krusemarck et Pozzo di Borgo, sont constamment restés auprès de la personne du prince royal. On a chanté aujourd'hui un *Te Deum* solennel dans tous les corps d'armée, en action de grâces pour les avantages qui ont été remportés par l'armée combinée, depuis le commencement des hostilités.

Parmi les prisonniers il y a une quantité de Saxons qui ont demandé à former une légion saxonne, destinée à combattre en faveur de l'indépendance des souverains et de la liberté de l'Allemagne. Le prince royal leur a accordé cette demande, persuadé que le dévouement de ces braves fera plaisir aux cours alliées.

Au quartier-général à Jüterbock, le 10 septembre 1813.

Chaque jour la bataille de Dennewitz a des résultats plus considérables qu'on ne l'avait d'abord cru. On compte déjà plus de 10,000 prisonniers, 80 pièces

de canon, plus de 400 caissons, trois drapeaux et un guidon.

L'armée ennemie, après avoir été repoussée à Dhare par le général Wobeser, a précipité sa retraite sur Torgau. Nos troupes légères n'ont cessé de la poursuivre, de faire des prisonniers, et de prendre des caissons et des bagages. L'ennemi a détruit les ponts sur l'Elster, dans les environs d'Annaburg et de Hertzberg. La cavalerie peut bien passer au gué, mais les ponts doivent être rétablis pour l'artillerie.

Sous la tête du pont de Torgau même on a fait 800 prisonniers; et quelques bataillons de l'armée ennemie n'ayant pas pu entrer à Torgau, se sont jetés sur Muhlberg, et ont pris la direction de Dresde.

Dans la nuit du 2 au 3 septembre, le maréchal prince d'Eckmühl a évacué Schwerin avec tout son corps d'armée. Comme il occupait une position très-forte, ce mouvement sans doute a été motivé par les succès de l'armée combinée du côté de la Saxe. L'ennemi a eu la facilité de finir d'avance tous ses préparatifs de retraite : ainsi l'on n'a pas pu entamer son artillerie et ses bagages; d'ailleurs il avait une grande avance sur les corps des généraux Walmoden et Wegesack, dont le premier était posté à Crivitz, et le second près de Warne. Le corps d'armée du maréchal prince d'Eckmühl a marché en deux colonnes par les routes de Gadebusch et de Rhena, d'un seul trait, jusqu'à une lieue de Ratzebourg; la division du général Loison

s'est retirée en même temps de Wismar par Grevesmuhlen jusqu'à Schomberg. Dans cet endroit les Danois se sont séparés des troupes françaises : celles-ci se sont portées sur Ratzbourg ; les Danois ont continué leur marche vers Lubeck ; ils y ont laissé une garnison et se sont campés plus en arrière de Oldesloh. Tout le corps d'armée français s'est retiré derrière la Steckenitz, où il occupe des retranchemens, après avoir détruit tous les moyens de passage.

La perte de l'ennemi, dans cette retraite précipitée, se monte au-delà de 1,000 hommes, dont plus de 500 ont été faits prisonniers. Les cosaques, les corps de Lützow et de Reiche, et la cavalerie anséate, ont livré différens combats à l'arrière-garde ennemie. Du côté du général Wegesack, la poursuite fut continuée presque sous le canon de Lubeck. Le major Arnim, qui avait commandé la cavalerie anséate avec distinction, y fut tué par un boulet. Les chasseurs mecklembourgeois ont surpris un escadron danois près Dussow, et lui ont fait éprouver une perte considérable.

Le général Wegesack a repris sa position à Grevesmühler. Le général de Walmoden était rentré à Schwerin ; il s'est ensuite porté à Domitz, où il a fait construire un pont pour être à même de passer l'Elbe, en cas qu'une partie du corps d'armée ennemi fût détachée sur la rive gauche. Le général Tettenborn a ses avant-postes à Boitzembourg.

Les Danois se sont permis beaucoup de vexations dans le Mecklembourg. Ce qui est très-remarquable, c'est qu'ils sont commandés par un prince de Hesse, dont la famille a été dépossédée par l'empereur Napoléon, et qui, malgré cela, sert sous le prince d'Eckmühl les intérêts de ce souverain.

Wittemberg est étroitement cerné par le général Czernicheff; différens détachemens observent Magdebourg sur la rive droite de l'Elbe. Les débris du corps du général Girard y sont rentrés par la rive gauche. Les excursions de la garnison se bornent maintenant à des coupes de bois dans la forêt de Bideritz, uniquement dans le but de ruiner cette forêt appartenant au roi de Prusse.

Les avant-postes du général Tauentzien occupent Senftemberg, Elsterwerda et Rhuland, et poussent des partis jusque sur Hoyerswerda et près de Grossenhayn. Les troupes légères russes sont établies le long de l'Elbe jusqu'à Mühlberg, et serrent Torgau de près. Des détachemens suédois, russes et prussiens sont partis pour les environs de Bautzen, afin de reconnaître les armées des généraux Benigsen et Blücher.

Le corps d'armée sous le général Vandamme a été détruit le 30 août, sur la route de Tœplitz à Peterswalde. Ce général a été fait prisonnier avec 5 autres généraux et plus de 15,000 hommes; on a pris 80 pièces de canon. Après ce succès éclatant, la grande armée combinée de Bohême a de nouveau débouché

le 5 septembre en Saxe, par Peterswalde et Altenberg, sur Pirna et Dippoldiswalde. De forts détachemens, soutenus par de grands corps qui se tiennent en réserve, ont été dirigés sur les derrières de l'ennemi, pour couper ses communications. Pendant cet intervalle l'empereur Napoléon s'était porté avec ses gardes et d'autres troupes, une seconde fois, vers la Silésie. Le prince de la Moskwa devait couvrir son flanc gauche, et après avoir vaincu l'armée sous les ordres du prince royal, se diriger avec une partie de ses forces sur la Neilse. Les événemens du 6 ont dérangé ces projets. L'armée du prince de la Moskwa a été dispersée; elle a perdu les deux tiers de son artillerie, toutes ses munitions, ses bagages, et plus de 20,000 hommes. L'empereur Napoléon se retire sur Dresde; l'armée du général Blücher le suit, et lui causera probablement un grand dommage. De cette manière l'armée du nord de l'Allemagne communique déjà, par sa gauche, avec celle de Silésie. L'armée du général Benigsen suit les mouvemens de cette dernière.

Un convoi suédois, passant le 2 de ce mois par le Sund, a été attaqué par les chaloupes canonnières danoises. Celles-ci n'ont causé aucune perte et ont été d'abord repoussées. On a réclamé, du côté danois, de ce que les bâtimens marchands suédois n'acquittent plus le passage du Sund. Ce détroit appartenant en commun aux deux puissances riveraines, il est juste

que la Suède ne paie aucun droit ; et si le Danemarck n'adopte pas un système plus analogue à ses intérêts et à la dignité de ses peuples, on doit s'attendre à voir le péage du Sund aboli pour toujours et pour toutes les puissances, avant la fin de l'année.

A la bataille de Dennewitz, le général russe baron de Pahlen, à la tête des régiments d'Izum hussards, et de Riga et Finlande dragons, a fait une charge brillante entre la gauche du général Borstell et la droite du général Bülow, et a pris 8 pièces de canon à l'ennemi.

Tous les prisonniers assurent que l'artillerie russe et suédoise a produit, par la justesse de son tir et l'audace de son attaque, le plus grand effet et beaucoup de dommage à l'ennemi. L'armée prussienne donne à cette artillerie le même témoignage.

Le général baron de Winzingerode se loue beaucoup du zèle et des talens de son chef d'état-major, le général Renny. Le prince royal l'a remarqué avantageusement à plusieurs occasions, et notamment à la dernière bataille. L'armée suédoise s'est rappelée avec orgueil qu'un de ses plus grands capitaines, le feldmaréchal Torstenson, avait déjà illustré les champs de Jüterbock, par la victoire qu'il y remporta en 1644. Les troupes suédoises ont bivouaqué le 6 au soir, presque dans les mêmes plaines.

PROCLAMATION

Du prince royal de Suède, aux Saxons ; donnée au quartier-général de Jüterbock, le 10 *septembre* 1813.

Saxons ! l'armée combinée du Nord de l'Allemagne a dépassé vos frontières : cette armée ne fait point la guerre aux peuples de vos contrées, elle n'est dirigée que contre leur oppresseur.

Vous devez faire des vœux pour nos succès, puisqu'ils tendent à rétablir votre prospérité détruite, et à rendre à votre gouvernement son lustre et son indépendance. Nous persistons à considérer comme amis tous les Saxons. Vos propriétés seront respectées, l'armée observera la plus exacte discipline, et l'on pourvoira à ses besoins de la manière la moins onéreuse au pays. Ne quittez point vos foyers, et continuez à vous livrer à vos occupations habituelles.

Bientôt de grands événemens vous mettront à l'abri de toute politique ambitieuse. Soyez les dignes descendans des anciens Saxons ; et si le sang allemand coule, que ce soit pour l'indépendance de la Germanie, et non pour la volonté d'un seul homme, auquel aucun lien, ni aucun intérêt ne vous attachent. La France est un pays assez beau et assez étendu, et les

anciens conquérans se seraient contentés d'un semblable partage. Les Français eux-mêmes désirent rentrer dans les limites que la nature leur a prescrites. Ils haïssent la tyrannie, tout en la servant. Osez leur dire que vous avez résolu d'être libres, et ces mêmes Français, en vous admirant, vous engageront à persévérer dans votre noble et généreuse entreprise.

Au quartier-général à Seyda, le 12 septembre 1813.

Le prince royal transféra ici son quartier-général hier soir.

Plusieurs officiers faits prisonniers sous la tête du pont de Torgau, ont assuré hier que le prince de la Moskwa était mort. D'autres officiers prisonniers croient l'avoir vu, dans la tête de pont, exhorter les soldats à la défendre. Les mêmes officiers ont raconté, qu'un instant avant celui où les colonnes suédoises et russes parurent dans la plaine, le prince de la Moskwa s'était mis à la tête de sa réserve, composée de deux divisions, et qu'en marchant sur l'armée prussienne, il criait : *Mes enfans, la victoire est à nous, nous serons dans deux jours à Berlin.* Il ralentit cependant sa marche, en voyant cette multitude de bataillons qui arrivait; et la cavalerie étant accourue, le désordre fut complet. Si le prince de la Moskwa est mort, l'empereur Napoléon a perdu l'un

de ses meilleurs capitaines. Accoutumé à la grande guerre, depuis long-temps il avait donné dans toutes les occasions des preuves d'une rare valeur et d'un talent consommé. Dans la dernière campagne de Russie, ce fut lui qui sauva les débris de l'armée française : elle et toute la France lui ont rendu cet honorable témoignage.

Les divisions de l'armée prussienne qui ont le plus souffert se réorganisent et remplacent leurs pertes. Il est difficile de déployer plus de bravoure et plus de persévérance que n'en ont montré les jeunes soldats prussiens. Aujourd'hui les bataillons de la landwher peuvent être comparés aux meilleures troupes de l'Europe.

Il n'existe aucune rivalité dans l'armée combinée. Elle présente l'image d'une famille de braves, qui a juré de vaincre ou de périr pour défendre l'honneur de leurs souverains et la liberté de l'Europe.

Le général Winzingerode a déjà fait passer l'Elbe à quelques milliers de cosaques, et le général Czernicheff occupe déjà Dessau et Cöthen.

L'armée est sur l'Elbe, et les matériaux pour le passage de ce fleuve se réunissent sur plusieurs points. Trois mille hommes du landsturm prussien ont passé l'Elbe à Lenzen et aux environs, afin de protéger d'anciens sujets prussiens.

Le landsturm de la Poméranie suédoise a déjà

été en activité de serviee, 2,000 bourgeois de Stralsund se sont portés de leur propre mouvement sur les remparts pour travailler aux fortifications de cette place.

Les rapports des agens secrets revenus de Leipsick assurent que des courriers y sont arrivés, annonçant l'entrée des troupes autrichiennes à Munich.

Au quartier-général à Coswig, le 14 septembre 1813.

Le prince royal transféra ici, avant-hier, son quartier-général.

L'armée a fait un mouvement général sur l'Elbe. Elle s'occupe des moyens d'avoir des points fixes sur ce fleuve pour donner la main à la grande armée.

Les armées du centre, commandées par les généraux Blücher et Bennigsen, s'avancent sur Dresde. Le capitaine suédois Platen, des hussards de Morner, envoyé pour faire la jonction avec le général Blücher, l'a effectuée dans les environs de Bautzen. Il annonce que ce général marche aussi sur Dresde, et que l'empereur Napoléon s'est retiré sur cette ville.

Le désir qu'avait Napoléon de détruire l'armée combinée du nord de l'Allemagne, a été cause que ce souverain a perdu beaucoup de monde et de temps par des marches et contremarches. Voulant appuyer les opérations du maréchal prince de la Moskwa, il

avait posté, le 7 septembre, le corps du duc de Raguse à Hoyerswerda. Ce corps, fort d'environ 25,000 hommes, avait l'ordre de se porter sur Berlin, et d'y faire sa jonction avec le prince de la Moskwa. Un fort détachement devait ensuite être envoyé sur le flanc droit de l'armée du général Blücher, pour le forcer à la retraite. Le duc de Raguse arriva à Hoyerswerda le 8 au matin; mais recevant la nouvelle de la bataille de Dennewitz, il repartit deux heures après, se dirigeant par Konigsbrück sur Dresde où l'empereur Napoléon, qui le précédait, entra le 9 au matin.

Deux fois l'empereur Napoléon a fait des mouvemens offensifs avec sa garde et le corps du duc de Raguse, sur la gauche de l'armée du nord de l'Allemagne, et deux fois les événemens l'ont forcé à rétrograder promptement et avec perte.

Dans la retraite du 8, le corps du duc de Raguse a été entamé par le détachement du colonel des gardes russes Figner, près de Hoyerswerda. Ce colonel, à la tête de 800 chevaux, a poursuivi le duc de Raguse jusqu'à Konigsbrück, a tué beaucoup de monde à son arrière-garde, et lui a fait 1,000 prisonniers.

Continuant toujours de poursuivre l'arrière-garde ennemie, cet officier tomba sur son bagage, lui en prit beaucoup, lui tua encore du monde, et lui enleva 400 chevaux d'équipages. Se dirigeant ensuite sur Grossenhayen, il culbuta, près du Rostig, deux

escadrons ennemis de la division Girardin. Des agens que cet officier avait envoyés à Dresde, lui assurèrent à leur retour que cette ville n'était approvisionnée pour les troupes que pour quinze jours, et qu'il n'y avait rien pour les habitans.

La cour de Saxe, jadis si heureuse et si tranquille, voit aujourd'hui sa capitale en proie à toutes les horreurs d'un siége. Le roi lui-même, autrefois béni de son peuple, est le malheureux témoin des calamités qui pèsent sur ses sujets, sans qu'il puisse les adoucir, et sans qu'il lui reste d'autre perspective que celle de les voir aggraver encore.

Le peuple saxon sent son avilissement et celui de son roi ; il désire reprendre son rang parmi les puissances indépendantes. Déjà l'élan patriotique se manifeste, et l'on verra bientôt en Saxe cent mille bras armés pour défendre les intérêts de l'Allemag neet la grande cause de l'Europe.

La légion saxonne, la légion bavaroise, se forment, et les Allemands pourront prouver qu'ils sont dignes de leurs aïeux. Il faut espérer que bientôt, des côtes de la Baltique jusqu'à la rive du Rhin, tous les peuples se leveront en masse pour repousser, sur la rive gauche de ce fleuve, l'oppresseur du continent. Aucune crainte ne doit plus arrêter ; 400,000 hommes victorieux sur tous les points sont prêts à les appuyer et à leur donner la main.

Les alliés n'en veulent pas à la France : ils aiment,

ils estiment les Français; mais ils veulent être gouvernés par leurs princes, par leurs lois, et par leur volonté. Si les Français d'aujourd'hui sont dignes de ce beau nom, ils cesseront de combattre pour une cause qui a déjà fait tant de mal à l'humanité, et qui compromet leur gloire (1).

Des nouvelles arrivées d'Italie assurent que le vice-roi a été complétement battu par l'armée du général Hiller.

Un déserteur, arrivé à l'instant de Leipsick, annonce que le duc de Dalmatie a été battu de nouveau, sur le territoire français, par le duc de Wellington.

---

(1) Quelques jours avant la bataille de Dresde, Moreau et Bernadotte assistèrent à une conférence avec les souverains alliés : conférence dans laquelle il s'agissait de régler le plan de la bataille qui allait se donner, et les opérations ultérieures de la campagne. Moreau était l'auteur du projet que l'on discutait, et le soutenait dans tous ses points. Bernadotte parvint cependant à y faire quelques modifications; après les conférences, Bernadotte et Moreau eurent ensemble un entretien que nous allons rapporter.

B... Voilà de beaux projets, général, mais où cela nous conduit-il ?

M... A renverser Napoléon. — C'est très-bien, mais Napoléon renversé, que prétend-on ? — Oh ! alors comme alors, nous verrons ce qu'il y aura à faire. — Prenez garde, ne vous livrez pas à un espoir chimérique. Ce n'est pas sous l'habit d'un aide-de-camp de l'empereur Alexandre

La maladie du général Lagerbring, chef de l'état-major-général de l'armée suédoise, prive momentanément l'armée suédoise de ses services. Le général de Sparre le remplace temporairement, et remplira ses fonctions autant que ses autres occupations pourront le lui permettre.

Le prince Charles de Mecklembourg-Schwerin a pris le commandement du landsturm de ce pays. De petits détachemens suédois ont déjà passé l'Elbe, et échangé quelques coups de fusil avec les avant-postes français.

---

que les Français reconnaîtront le héros de Hohenlinden. — Mais la coalition... — Ne tient qu'à un fil ; Napoléon n'est-il pas le gendre de l'empereur d'Autriche ? son fils n'est-il pas le petit-fils de ce souverain? — Je sais cela, je sais aussi que les enfans de Gustave IV sont les neveux de l'empereur Alexandre. Les convenances politiques sont tout ; les liens de famille ne sont rien. Mais vous, prince, que prétendez-vous ? — Contribuer à délivrer la grande patrie européenne du joug pesant que lui impose l'empereur. Repousser les Français au-delà du Rhin, leur *limite naturelle*, et forcer Napoléon à compter enfin pour quelque chose les droits de la nation française, pour lesquels vous et moi avons combattu si long-temps : voilà ce que je prétends. Je crois encore servir les Français en combattant leur chef: si je croyais favoriser d'autres projets, ou servir d'autres ambitions, je briserais à l'instant l'épée que je porte.

Au quartier-général à Zerbst, le 16 septembre 1813.

Le prince royal transféra, hier, son quartier-général en cette ville. Le général Czernicheff passe l'Elbe aujourd'hui, avec un corps de cavalerie et du canon. Il portera l'épouvante sur les derrières de l'ennemi, et se mettra en communication avec les partisans de la grande armée de Bohême.

Le capitaine Fabeck, appartenant au corps du général Czernicheff et qui avait déjà passé l'Elbe, a poussé jusqu'à Naumbourg, où se trouvait le général russe Thielmann avec quelques milliers de chevaux. N'ayant avec lui que 80 cosaques, le capitaine Fabeck attaqua et fit prisonniers, à Querfurth, un colonel bavarois, un lieutenant-colonel français, 40 officiers et 500 hommes; il remit les soldats à un régiment de cosaques du corps du général Thielmann, et a ramené tous les officiers de ce côté du fleuve.

Des rapports reçus de Cassel disent que l'alarme est dans la ville et les environs Les membres du corps diplomatique se disposent à partir et préparent leurs équipages. Le ministre de France Reinhard témoigne beaucoup d'inquiétude.

Le prince d'Eckmühl occupe toujours la ligne derrière la Stecknitz, et avait, le 12, son quartier-général à Ratzebourg. Il avait détaché le général Pêcheux avec 8 à 9,000 hommes vers Magdebourg.

Le général comte de Walmoden fut prévenu de ce mouvement, par des lettres interceptées sur la rive droite de l'Elbe, et il s'est porté à Domitz, avec une partie de ses forces, pour observer les mouvemens de l'ennemi, et agir, si l'occasion s'en présente, offensivement contre lui.

L'avant-garde de l'armée du général Blücher était le 13 à Bautzen, et continuait son mouvement sur Dresde, en suivant les troupes françaises, qui se repliaient. Des rapports d'hier du général Wobeser, qui se trouve à Falkemberg, en avant de Hertzberg, où le géneral Tauentzien a son quartier-général, disent qu'il se trouvait encore sur la rive droite de l'Elbe deux corps d'armée ennemis, sous le commandement du roi de Naples, avec treize régimens de cavalerie. Les patrouilles venaient jusque sous la position du général Wobeser, et avaient voulu lui enlever un convoi de vivres, qu'il avait cependant conservé.

Les généraux Blücher et Bennigsen feront raison de ces deux corps, s'ils ne repassent pas sur la rive gauche. Le général Tauentzien agira ensuite de concert avec l'armée combinée, dont il forme la gauche.

Le quartier-général des troupes suédoises est à Rosslau. Des avant-gardes sont déjà sur la rive gauche et poussent leurs avant-postes jusqu'à Dessau. Le général Bülow a son quartier-général devant Wittemberg, dont le siége va commencer immédiatement. On a renforcé la garnison de cette place.

Au quartier-général à Zerbst, le 20 septembre 1813.

Le général Putlitz, chargé d'observer Magdebourg, s'est porté à Möckern. Il a envoyé différens détachemens de cavalerie sur la rive gauche de l'Elbe. Dans la nuit du 16 au 17 septembre, deux compagnies du régiment Joseph Napoléon, fortes de 164 hommes, avec le chef de bataillon et deux officiers, se sont présentées à nos avant-postes à Biederitz. On leur a laissé leurs armes, et on les a conduits au quartier-général de S. A. R., d'où on les dirigera par Stralsund, en Espagne.

Un partie du landsturm de la Priegnitz, sous le commandement du major de Putlitz, ayant passé l'Elbe, occupe les environs de Seehausen et d'Osterburg. Elle protège les habitans de la ville vieille. Marche contre les réquisitions faites par les partis ennemis et par le gouvernement westphalien.

Le lieutenant-général comte Walmoden, ayant su que le maréchal prince d'Eckmühl avait détaché la division du général Pêcheux sur la rive gauche de l'Elbe, passa ce fleuve près de Domitz et marcha, le 16, à la rencontre de l'ennemi. Le général Pêcheux s'était posté avantageusement sur les hauteurs derrière la Gorde. La canonnade s'engagea ; l'attaque des tirailleurs de Lutzow et de Reiche, et les mouve-

mens bien combinés des colonnes d'infanterie, forcèrent l'ennemi à abandonner la crête des hauteurs, pour se former en masse sur le plateau même. Au même instant que nos colonnes avaient atteint les hauteurs, la cavalerie et les cosaques, commandés par le général Tettenborn, parurent sur le flanc gauche de l'ennemi. Malgré cela il opposa encore une résistance opiniâtre; il soutint un combat très-vif d'infanterie, et repoussa plusieurs charges de cavalerie. Bientôt pourtant ébranlé par l'artillerie, dont une partie suivait de près l'infanterie, attaqué de différens côtés et à plusieurs reprises par des masses, il voulut hâter sa retraite, et dès lors infanterie, cavalerie, tout tombant sur lui, la déroute devint complète; le corps ennemi eût été détruit en entier, si la nuit survenue et le terrain entrecoupé de ravins n'en eussent sauvé une partie. Le champ de bataille était couvert de morts et de blessés ennemis. On a pris 8 canons, 12 caissons et beaucoup de bagages; le général de brigade Minzienski, deux aides-de-camp du général Pêcheux et plus de 1,000 hommes ont été faits prisonniers; on amenait encore, le lendemain, des prisonniers de tous côtés, de sorte que le total pourra monter à 1,800 hommes. Le général Pêcheux ayant perdu son cheval, s'est sauvé à pied, à la faveur de la nuit et du terrain. Les restes de sa division se retirent en désordre vers Bleckede, poursuivis par les cosaques sous les ordres du général Tettenborn.

Notre perte est de 30 officiers et de 400 hommes tués ou blessés; les majors de Lutzow, Firks et Schaper ont été blessés ; le major Devaux a été tué. Toutes les troupes sous les ordres du lieutenant-général comte de Walmoden ont rivalisé d'ardeur et de bravoure dans cette journée. Le 3e. régiment de hussards anglais, le premier de la légion, ainsi que plusieurs bataillons de la légion russe et anglaise, se sont particulièrement distingués. Les tirailleurs de Lutzow et de Reiche ont pris les premiers canons. L'artillerie anglaise et les raquettes ont mérité de grands éloges.

Pendant cette attaque l'ennemi s'est avancé avec quelques milliers d'hommes sur Boitzembourg, mais sans résultat. Le général Walmoden a transporté le 17 son quartier-général à Danneberg, pour observer de plus près la partie du corps d'armée du maréchal prince d'Eckmülh, qui était resté sur la rive droite de l'Elbe.

La grande armée combinée de Bohême doit avoir obtenu de nouveau des succès, dont on attend le rapport officiel. On sait, par des avis particuliers de Leipsick, que le 16 au soir, 8,000 hommes de cavalerie, dont 2,000 démontés et plusieurs pièces d'artillerie hors de service, y étaient arrivés; les hôpitaux militaires de Dresde avaient été évacués sur Leipsick et en partie même sur Merseburg.

Le manque de fourrages à Dresde était tel, que, pendant ce temps, 200 chevaux périssaient par jour.

Le général Thielmann a fait prisonniers à Weissenfelds un général, 57 officiers et 1,200 hommes. Les cosaques ont pris, le 14 septembre, à Wurtzen, un convoi de chariots chargés de farines, lequel était destiné pour la garnison de Torgau, et escorté par un bataillon saxon. Le colonel de Mensdorf a pris des courriers, dont les dépêches interceptées font connaître le mauvais état et la démoralisation de l'armée française.

Le général Blücher a son quartier-général à Bautzen; par sa droite il lie ses opérations avec celles de l'armée combinée du nord de l'Allemagne; par sa gauche il est en communication avec l'armée de Bohême. Ayant appris que le 6^e^. corps de l'armée ennemie marchait de Grossenhayen, le général Blücher fit avancer le corps du général Sacken à Camentz; l'avant-garde de ce corps harcela l'ennemi pendant toute la journée du 15; le 16, le 6^e^. corps se retirait vers Dresde, et le 1^er^. de cavalerie se mettait en mouvement pour suivre l'infanterie. Le général comte de Tauentzien s'est mis à sa poursuite. Le général wurtembourgeois Franquemont, s'étant plaint au général Delort, chef de l'état-major du 4^e^. corps, de ce que sa troupe était toujours à l'avant-garde en avançant, et à l'arrière-garde dans la retraite, ce général lui répondit: « Vous devez vous attendre à cela; nous sommes intéressés à vous faire tous tuer, car sans cela vous vous mettriez bientôt contre nous.»

Le Danemarck, cédant aux menaces et aux pompeuses nouvelles du baron Alquier, a déclaré la guerre à la Suède, le 5 septembre. Il est étrange que dans cette déclaration les hostilités par terre et par mer, commises antérieurement contre la Suède, soient entièrement passées sous silence. Il faut espérer que le gouvernement danois, instruit de la marche des événemens de la guerre, examinant le danger qu'il va courir, et forcé par la destruction totale de ses finances, se décidera facilement à accepter les bases qui lui ont déjà été proposées; dans le cas contraire, la réunion de cette cour à la cause commune, après son triomphe, n'aurait plus aucun mérite, et ne lui vaudrait point des conditions aussi modérées.

Le Nord voit avec peine l'aveuglement du gouvernement danois; le ministre Alquier, qui l'entretient, doit même être étonné de la toute-puissance de ses ordres. Au moment où les princes de la confédération du Rhin se préparent à secouer le joug qui pèse sur eux, il est difficile de se rendre raison de la sujétion de la cour de Copenhague.

Au quartier-général de Zerbst, le 22 septembre 1813.

Le général Ilowaïsky avec ses cosaques, et le général Dobschütz avec quatre escadrons, faisant partie de l'avant-garde du général comte de Tauentzien, ont rencontré le 19, entre Boruck et Schweduitz, le 1^er^,

le 8e et le 19e régimens de chasseurs français. Ils les ont chargés, et anéanti ces trois régimens, de manière qu'il n'en est échappé qu'une trentaine d'hommes. Le colonel comte de Talleyrand, deux lieutenans-colonels, 16 officiers et 500 officiers ont été faits prisonniers; le reste a été tué et blessé. Une circonstance étonnante et qui ne peut s'expliquer que par la disposition morale des troupes ennemies, c'est que toute notre perte se réduit à quelques cosaques blessés. Le général Dobschütz a occupé Cosdorff et Mhülberg, et le général Wobeser observe Torgau. On a pris deux grands bateaux, qui descendaient l'Elbe, chargés d'armes et d'effets d'équipement pour cette forteresse.

Le capitaine de Zeunert, ayant été détaché avec 30 hommes de la landwehr à cheval et 70 cosaques, sur la rive gauche de l'Elbe, a détruit les retranchemens faits à Rogatz. L'ennemi fit marcher 100 hommes de Wolmirstadt, pour l'en empêcher; le capitaine de Zeunert les chargea à la tête de ses 30 cavaliers, et les tailla en pièces après une résistance opiniâtre : on a fait peu de prisonniers, tous blessés. Le capitaine de Zeunert a été grièvement blessé dans cette rencontre.

Le colonel Bjornstjerna, détaché avec des troupes suédoises sur la rive gauche de l'Elbe derrière Wittemberg, marcha le 20 à Kemberg, dans l'espérance d'y surprendre un corps polonais; mais cette troupe s'était déjà retirée par la route de Leipsick. Il alla

ensuite reconnaître la tête du pont de Wittemberg et enleva, sous le canon même de cette petite forteresse, un poste avancé, ainsi qu'une ordonnance chargée de dépêches. Il s'en trouve plusieurs du général Lapoype, gouverneur, adressées au maréchal Ney, duc d'Elchingen, au duc de Reggio, aux généraux Regnier, Narbonne et Margaron. Le contenu de ces lettres prouve que non seulement les soldats de la faible garnison de Wittemberg désertent, mais même les officiers et sous-officiers.

Le général comte de Walmoden rapporte, en date du 19, que le général Tettenborn avait poursuivi l'ennemi en déroute vers Bleckede, Brackede, Lunebourg, Winsen et Harbourg même. On a partout pris des traîneurs. Le général Pêcheux peut avoir échappé avec 5 à 600 hommes qu'il a rassemblés à Lunebourg, où il est arrivé à la pointe du jour après l'affaire, et a marché sans s'arrêter jusqu'à Winsen et Hoopte. Le général ennemi Osten s'est avancé avec un détachement de Haarbourg sur Winsen, mais il l'a quitté à l'approche d'un de nos partis ; une quantité de blessés est encore répandue sur les routes.

Le général Tettenborn les rassemble, et a encore envoyé quelques caissons abandonnés. Le nombre des prisonniers avait augmenté, dans la poursuite, de 13,00; un guidon du 3e régiment de ligne a été pris. L'ennemi avait poussé le 18 une forte reconnaissance de Molln vers Zarrentin, et s'est rejeté ensuite par sa droite vers Boitzembourg; le comte de Walmoden a

reçu l'ordre d'attaquer le prince d'Eckmühl, avec toutes ses forces réunies. Il sera soutenu par 15,000 hommes de landsturm du Mecklembourg, commandés par le prince héréditaire; les levées en masse s'organisent partout sur la rive droite de l'Elbe. Cet exemple sera suivi sur la rive gauche; et bientôt on verra entre l'Elbe et le Rhin une guerre nationale semblable à celle qui a commencé la délivrance de l'Espagne. Les chefs des districts n'attendent que le signal pour rassembler leurs forces; le moment n'est pas éloigné.

Le général Blücher a poussé un fort détachement sur Konigsbruck; le comte de Tauentzien occupe Liebenwerda et Elsterwerda, et la ligne derrière l'Elster. L'ennemi a levé, dans la nuit du 19 au 20, son camp de Stolzenhagen près d'Elsterwerda; on l'évaluait à 4,000 hommes; le roi de Naples se trouve encore à Grohenhagen, d'après les dernières nouvelles. L'empereur Napoléon, en personne, avait attaqué le 17 le poste de Nellendorff dans les gorges de la Bohême; il a été repoussé par les corps autrichiens des généraux Colloredo et Meerweld, avec une perte de 7 canons, 1 drapeau, 4,000 prisonniers et le général de brigade Kreuzer, qui a été pris.

Depuis la fin de l'armistice l'armée combinée du nord de l'Allemagne a fait plus de 28,000 prisonniers. A compter du 17 août jusqu'au 18 septembre, il est passé par Berlin 18,257 soldats et 299 officiers prisonniers de guerre; plus de 2,000 étaient en chemin, pour s'y rendre; 2 à 3,000 sont restés malades dans

les hôpitaux de Jüterbock, de Treuentbriezen, de Belzig, de Brandenbourg, et le corps d'armée du général de Walmoden qui dirige ses prisonniers sur Stralsund, en a fait plus de 4,000. Si l'on ajoute à ce nombre les tués, blessés ou égarés, on peut évaluer la perte totale de l'armée opposée à celle du nord de l'Allemagne, depuis le 17 août, à près de 45,000 hommes; les prisonniers faits par l'armée du général Blücher et par la grande armée de Bohême s'élèvent à plus de 40,000. On peut donc, sans exagération, porter la perte de l'ennemi, depuis le renouvellement des hostilités, à plus de 100,000 hommes et 250 canons

Si, comme tout le fait espérer, la Bavière et le Wurtemberg se réunissent à la cause de la liberté de l'Allemagne, l'empereur Napoléon n'aura pas au-delà de 150,000 Français à opposer aux alliés.

Le roi de Danemarck a renvoyé le ministre de Prusse. Il a donné pour cause que la Prusse étant en guerre avec l'empereur Napoléon, la présence de ce ministre ne pouvait plus être tolérée à Copenhague. Cette cour cherche à se faire un mérite, chez les alliés, de sa déclaration de guerre à la Suède, et elle prétend ne s'être portée à cette mesure que pour avoir un moyen d'échapper aux demandes importunes du baron Alquier, d'envoyer 10,000 hommes de plus dans le Holstein. Voilà une très-grande contradiction entre les intentions et les démarches.

L'ennemi n'occupe plus aucune position sur la rive gauche de l'Elbe, depuis Wittemberg jusqu'à Schonebeck. Ses postes se trouvent encore depuis ce dernier endroit jusqu'à Magdebourg. Le général Czernicheff est à Bernburg; le major de Lowenstern, à Klein-Rosenburg; le major Czeczenky, à Zorbig. Des partis ont poussé jusqu'à Halle (où ils se sont mis en communication avec les partis du corps du général Thielmann), jusque près de Delitsch et Bitterfeld, et sur la gauche à Egeln et Wauzleben. Ils n'ont pu faire qu'un petit nombre de prisonniers, n'ayant nulle part rencontré l'ennemi en force. Le major de Lowenstern a fait enlever un transport de treize cents boisseaux d'avoine, et d'autres vivres destinés pour Magdebourg.

L'avant-garde de l'armée russe, commandée par le comte de Woronzoff, est à Acken; l'avant-garde suédoise, sous les ordres du général Schutzenheim, à Dessau.

Le prince royal a chargé le général Bülow du siége de Wittemberg.

Au quartier-général à Zerbst, le 26 septembre 1813.

Le 23, à la pointe du jour, deux officiers saxons se présentèrent aux avant-postes suédois devant Worlitz, pour annoncer que leur bataillon était prêt à passer de notre côté. Le colonel Bjornstjerna, accom-

pagné de quelques hussards, se rendit au-devant du bataillon pour le recevoir. Le chef, le major de Bünau, déclara, au nom de toute sa troupe, qu'elle demandait à combattre pour la liberté de l'Allemagne, sous les drapeaux de S. A. R. le prince royal. Ce bataillon est le premier du régiment du Roi; sa force est de huit officiers et de 360 hommes; il est entré à Worlitz, la baïonnette au bout du fusil et tambour battant: il portera le nom de premier bataillon de la légion royale de Saxe. Dans trois jours au plus tard, son complet sera de 800 hommes.

L'officier de cosaques Obries, détaché avec 30 hommes, a pris, le 23, près de Goldwitz, après une légère escarmouche, un capitaine, deux officiers et 40 dragons saxons.

Six chaloupes canonnières suédoises, sous les ordres du capitaine Kruger, ont canonné avec succès la ville de Stettin, le faubourg de Damm et les batteries qui combinent ces deux points. Le 24 août, trois canons furent démontés à Damm. Le lieutenant-colonel Fermain, son adjudant, un sergent-major et plusieurs soldats du côté de l'ennemi, furent tués, et un grand nombre blessés. Le 30 août on abattit par le canon la porte de Damm, et le 1^er^. septembre le feu fut dirigé contre la ville même.

Les chaloupes eurent quelques hommes de tués et de blessés dans ces affaires. Afin de détourner l'attention de la garnison de Wittemberg du côté où la tran-

chée s'ouvrait, et diminuer ainsi notre perte, le général Bülow reçut l'ordre de bombarder la place du côté opposé. Il a fait attaquer le 24, à deux heures de l'après-midi, les faubourgs. Les sages dispositions faites par le général Hirchsfeld ont fait complètement réussir l'attaque. Les faubourgs ont été emportés; l'ennemi a été culbuté sur tous les points, et nous n'avons que peu d'hommes blessés et pas un seul de tué. Cette attaque fait beaucoup d'honneur au général Hirchsfeld. La tranchée a été ouverte dans la nuit du 24 au 25, du côté de Luthersbrun. Cette nuit le bombardement a commencé, et le feu a été mis dans plusieurs endroits; il a duré depuis dix heures du soir jusqu'à cinq heures du matin. L'incendie a pu se voir des tours de Leipsick et de Dresde. En même temps, une seconde parallèle a été ouverte du côté du château.

La cavalerie du comte Woronzoff occupe Halle, Querfurth, Eisleben, Bernburg et Halberstadt. Un détachement a été à Quedlimbourg; une partie de cette cavalerie a fait sa jonction avec la grande armée de Bohême, et a marché sur les derrières du général Lefebvre, qui était aux prises avec le général Thielmann.

Tout est dans la plus grande confusion à Leipsick; cette ville ne peut suffire aux réquisitions d'argent, de vivres et de chevaux, qui la frappent de toutes parts. Le peuple y est tellement malheureux, que les auto-

rités qui y commandent ont tout à craindre. Les soldats français sont fatigués d'une guerre sans but, et qu'ils appellent la guerre du café et du sucre.

Le général Czernicheff est parti, avec 3,000 chevaux, pour une expédition secrète.

Le major Hellwig, du corps du général Bülow, a communiqué, sur la rive gauche de l'Elbe, avec l'avant-garde du général Schutzenheim, à Dessau.

Le maréchal comte de Stedingk fait élever des ouvrages considérables en avant de Roslau, et entre l'Elbe et la Mulde. Le général baron de Winzingerode transforme la ville d'Acken en forteresse.

Le gouvernement militaire entre l'Oder et la Vistule a mis tout le lansdturm de la rive droite de l'Oder à la disposition des généraux commandant les siéges de Stettin et de Custrin. Ce lansdturm produira dans un rayon de 7 milles une masse d'environ 55,000 hommes; celui de la rive gauche de l'Oder, dans l'étendue d'un pareil rayon, donnera un nombre égal d'hommes. Certes cette force n'est pas toute nécessaire pour hâter, conjointement avec la troupe de ligne, la reddition de ces places. Ainsi dans un rayon de 14 milles une masse de 100,000 citoyens est déjà organisée et prête à combattre pour la défense de leurs foyers.

Lorsque Magdebourg sera cerné, on levera le lansdturm de cette province; à chaque pas que l'ar-

mée alliée fera en avant, elle trouvera des masses qui seront ses auxiliaires.

Les lettres arrivées de Dresde annoncent que le prince de Neufchâtel est très-souffrant, et qu'il a fait les plus vives instances pour engager l'empereur Napoléon à faire la paix. Si ses conseils avaient été suivis, l'humanité aurait moins à gémir.

Au quartier-général à Zerbst, le 30 septembre 1813.

Le 27 septembre l'ennemi a commencé à se retirer de Grossenhayn, pour passer l'Elbe à Meissen; on dit qu'il se prépare même à évacuer Dresde. Des déserteurs assurent que les magasins militaires de cette ville ont été brûlés, et que la misère la plus affreuse accable les habitans. Le général comte de Tauentzien n'a pas perdu un instant pour envoyer sa cavalerie légère à la poursuite de l'ennemi; il détache de forts partis sur la rive gauche. L'infanterie de son corps a effectué sa jonction avec le corps d'armée du général Blücher, dont le quartier-général a été porté le 28 à Elsterwerde. Dès le 25 le général Benigsen était arrivé à Zittau, et par la coopération de ces trois corps on peut espérer de voir bientôt l'ennemi forcé à revenir entre l'Elbe et la Saale.

Le bombardement de Wittemberg se continue avec vigueur. La nuit du 27 au 28, la ville était en feu dans

plusieurs endroits; une tour du château s'est écroulée par l'incendie. Outre les bombes, on y a employé des raquettes, que le capitaine anglais Bogue dirige avec beaucoup d'habileté. La garnison a riposté avec du canon de gros calibre, mais sans nous faire aucun mal.

L'ennemi tentera peut-être une sortie; mais le général Bülow est devant cette place, avec 30,000 hommes, et pourra être soutenu au besoin par plus de 40,000 hommes.

La misère des habitans de Magdebourg est à son comble; plus de cent familles ont émigré, ne pouvant pas se nourrir. La garnison a beaucoup de malades; elle est composée de toutes les nations.

L'animosité des Saxons et des Westphaliens contre les soldats français a éclaté en rixes violentes : ils se sont tirés des coups de fusil, et les Français ont braqué du canon dans les rues pour leur défense.

L'empereur Napoléon ayant donné l'ordre à ses généraux d'emporter Dessau à tout prix, on en fut instruit assez à temps pour prévenir le général-major de Schutzenheim d'évacuer ce port, et de se porter sur les tracés des ouvrages de la tête de pont; ce mouvement s'exécuta le 27 entre midi et deux heures. L'ennemi ne fit aucune tentative contre le général Schutzenheim. Le colonel Bjronstjerna, qui était à Worlitz, reçut l'ordre de repasser sur la rive droite de l'Elbe. Avant-hier la garde des travailleurs de la

tête de pont poussa une reconnaissance sur Dessau. Les postes de l'ennemi, qui étaient sortis de la ville, furent repoussés jusque dans les rues, et la reconnaissance rentra derrière les ouvrages. Dans cette escarmouche nous avons eu 20 hommes tués ou blessés. On apprit bientôt après que l'ennemi s'étant renforcé à Dessau, s'avançait sur la tête de pont. Le maréchal comte de Stedingk envoya à sa rencontre le colonel Bjorntsjerna, avec 1,000 hommes d'infanterie, peu de cavalerie et 2 canons. L'ennemi se retira précipitamment dans la ville et en ferma les portes. De jeunes officiers et soldats, emportés par une bravoure trop audacieuse, s'élancèrent sur la porte, malgré le feu de mousqueterie que les ennemis faisaient du haut des maisons et du haut des murs, et cherchèrent à la briser à coups de hache. Les clous et les bandes de fer y mirent obstacle. Le colonel Bjornstjerna ordonna aux troupes de rentrer dans la tête de pont.

Lorsqu'il fut éloigné de 50 toises, l'ennemi ouvrit la porte et fit feu avec trois pièces de canon. Le colonel s'arrêta, riposta avec son artillerie, et marcha à l'ennemi, qui rentra dans la ville et ferma les portes. Nous avons eu 2 officiers tués, quelques-uns blessés, et environ 40 hommes blessés et 3 à 4 tués; le colonel Bjornstjerna a eu trois chevaux tués ou blessés sous lui.

Le soir l'ennemi sortit encore de la ville et se porta sur le premier pont de la Mulde, gardé par un ba-

taillon, commandé par le colonel Adlercreutz. Ce brave officier passa le pont, attaqua l'ennemi, et le poussa très-vivement dans la ville, où il referma les portes.

Hier, à neuf heures du matin, l'ennemi se présenta dans le bois situé en avant d'Oranienbaum, entre la Mulde et l'Elbe, avec un corps d'environ 7 à 8,000 hommes. Nos postes s'étant repliés, l'ennemi fit mine de marcher sur les retranchemens pour les emporter. Le lieutenant-général baron de Sandels se mit à la tête de trois bataillons, sortit de nos lignes et marcha droit à l'ennemi; il le culbuta et le repoussa vivement pendant près d'une demi-lieue; ayant reçu l'ordre de revenir sur la tête du pont, cet officier-général exécuta son mouvement avec autant de régularité qu'à l'exercice. La fusillade continua ensuite, avec les tirailleurs, pendant quelques heures, et l'ennemi n'entreprit plus rien. Au dire des habitans, il a perdu plus de 600 hommes. Nous avons eu un officier tué, 10 blessés, et environ 300 soldats tués ou blessés.

Le maréchal comte de Stedingk voulait coucher dans la tête de pont, et il a fallu les instances du prince royal pour le faire renoncer à ce projet. Le lieutenant-colonel Marwitz, envoyé en partisan pour appuyer les opérations du général Tettenborn, est entré à Brunswick, a surpris les troupes qui s'y trouvaient, et a fait prisonniers un colonel et 400 officiers et soldats.

Le capitaine Barotzi a été attaqué à Halle, par des forces très-supérieures; mais cet intrépide officier a manœuvré de manière qu'il a repoussé l'ennemi et lui a fait des prisonniers.

Un détachement envoyé sur Mersebourg a trouvé cette ville occupée par l'ennemi. Le général comte de Woronzoff, ayant appris que l'ennemi s'était dirigé sur Cothen, a fait marcher à sa rencontre les capitaines Obrescoff et Lowenstern, avec un détachement de cosaques. Ils chargèrent trois escadrons de hullans polonais, les culbutèrent, et prirent le commandant et 40 hommes.

Les communications de l'empereur Napoléon avec la France sont tellement interceptées, qu'il est obligé de faire escorter ses convois par des divisions entières. Jusqu'à présent les troupes légères ont seules fait ce genre de guerre; mais depuis peu les habitans de quelques contrées suivent l'exemple des Espagnols et des Russes, et se joignent aux alliés. La désertion est très-forte dans l'armée ennemie. Chaque jour arrivent 30 à 40 hommes. On a pris plusieurs dépêches du comte de Dernath, ministre de Danemarck à la cour de Saxe, adressées à M. de Rosenkrantz; comme elles sont de nature à éclairer la cour de Copenhague sur la véritable situation des affaires à Dresde, on les lui fera parvenir.

Au quartier-général à Dessau, le 4 octobre 1813.

Le prince royal a transféré aujourd'hui son quartier-général ici. La tentative que l'ennemi a faite le 29 septembre pour enlever les ouvrages à peine ébauchés de la tête de pont de Roslau, lui a été plus funeste qu'on ne l'avait cru. Les officiers et soldats prisonniers, les déserteurs et les habitans du pays, s'accordent à porter sa perte à 1,500 hommes au moins. On a enterré près d'ici 7 à 800 hommes. C'est avec trois bataillons que le général Sandels lui a fait éprouver cette perte.

Le général Blücher, par une de ces marches dont l'histoire fournit à peine des exemples, et que l'enthousiasme seul de la liberté de sa patrie peut suggérer, s'est porté avec le gros de son armée des environs de Bautzen à Elster; et quoiqu'il eût avec lui un équipage de pont, il a fait ce trajet en aussi peu de temps qu'aurait pu le faire un simple voyageur. Après avoir passé l'Elbe, il a attaqué le 3 octobre, près de Wartemberg, le 4e corps de l'armée ennemie commandé par le général Bertrand, l'a mis en déroute, lui a tué beaucoup de monde, lui a enlevé ses retranchemens, et pris 16 canons, 70 caissons attelés, et fait 1,000 prisonniers.

Le lieutenant-colonel Lowenstern s'est battu avec une poignée de cosaques contre plus de 2,000 ennemis, dans les rues de Bernburg. Après quatre heures de combat, l'ennemi ayant reçu de l'artillerie, la ville fut abandonnée, mais le lendemain elle fut reprise. L'intelligence et la bravoure qu'ont déployées les cosaques dans cette action comme dans toutes celles qui se sont présentées, leur font le plus grand honneur. Ces hommes intrépides sont non seulement les yeux de l'armée, mais encore ils combattent en ligne, dispersent les escadrons, attaquent des carrés, passent les fleuves à la nage, et se trouvent sur les derrières de l'ennemi, où ils portent l'épouvante et le désordre.

L'armée russe a passé l'Elbe aujourd'hui à Acken : le général Winzingerode a porté son avant-garde, commandée par le général Woronzoff, à Cothen. La ville d'Acken sera sous peu fortifiée, de manière à exiger qu'on ouvre la tranchée. Ainsi voilà un point sur la rive gauche que l'ennemi a négligé, et dont l'armée combinée pourra retirer un grand avantage.

L'armée suédoise, après avoir jeté un pont de bateaux à Roslau, y a passé l'Elbe ce matin, et s'est portée de nouveau sur Dessau. Elle a poussé ses avant-postes jusqu'à Ragun et Jonitz, et a fait sa jonction avec l'armée du général Blücher. L'armée du maréchal Ney a quitté Dessau et Jonitz à cinq heures du matin. Son arrière-garde a été vivement poursuivie ; on lui a fait quelques prisonniers. Les fortifications de

Roslau ont encore besoin de cinq à six jours pour être achevées. Elles ont été tracées sur un très-bon plan, et font beaucoup d'honneur au général Sparre.

Le 3e corps de l'armée prussienne, commandé par le général Bülow, passera l'Elbe demain; le général comte de Tauentzien le passera aussi avec son corps. Le général Thumen restera devant Wittemberg; ce général continuera les travaux du siége avec autant de vigueur qu'il a poussé ceux de Spandau. Si Wittemberg tombe au pouvoir des alliés, la ligne de l'Elbe leur est assurée, puisque cette place, tout en couvrant Berlin, pourra servir de dépôt général aux deux armées combinées.

Un voyageur, arrivé de Cassel, rapporte que le général Czernicheff y est arrivé le 28, s'est emparé de la citadelle, et a mis en liberté les prisonniers d'état. On attend la confirmation de ces nouvelles.

Avant-hier le prince royal a passé en revue un bataillon saxon, qui a passé du côté des alliés. Cette troupe avait une très-belle tenue; elle a déclaré sa résolution de servir la cause de l'Allemagne et de sa patrie. On a reçu d'Angleterre la nouvelle officielle que la ville de Saint-Sébastien a été prise d'assaut le 31 août, et que la citadelle s'est rendue le 9 septembre. Le maréchal Soult avait attaqué, le 31 août et le 1er septembre, les positions de l'armée anglaise, espagnole et portugaise, le long de la Bidassoa; il avait été rejeté sur l'autre rive avec une perte considérable.

Au quartier-général à Dessau, le 6 octobre 1813.

L'armée ennemie se retire dans la direction de Leipsick. Le quartier-général du maréchal Ney a été, la nuit du 4 au 5 octobre, à Bitterfeld. Le major Czeczenski, en poursuivant l'ennemi sur la rive gauche de la Mulde, s'est battu avant-hier toute la journée, avec la cavalerie de l'arrière-garde; il a été plusieurs fois entouré, a tué beaucoup de monde à l'ennemi et fait bon nombre de prisonniers. Le capitaine Obreskoff, envoyé avec 25 cosaques sur la rive droite de la Mulde, pour lier la communication avec l'avant-garde du général Blücher, en poursuivant l'ennemi entre Oranienbaum et Golp, a pris 38 hommes; le général Orourk s'est porté à Zorbig, et le lieutenant-colonel Melnikhoff à Landsberg. Lui, ainsi que le lieutenant-colonel Chrapowitzki, ont eu une affaire brillante hier, entre Landsberg et Delitsch. Le général français Fournier était venu de Leipsick à leur rencontre, avec une division de cavalerie et 4 pièces de canon. Malgré sa grande supériorité de forces, l'ennemi fut culbuté et poursuivi jusqu'aux portes de Delitsch, avec une perte considérable en tués et blessés et 150 prisonniers, dont un officier. Le lieutenant-colonel Lowenstern continuait de harceler, devant Bernburg, la cavalerie ennemie supérieure en nombre, qui semblait cependant vouloir se retirer sur Magdebourg.

L'aide-de-camp du prince royal, le major baron d'Essen et le capitaine russe Krasnakutzki, se sont rendus avec un détachement de cosaques à Delitsch. Le colonel Staël a poursuivi l'ennemi avec beaucoup de vigueur; il s'est distingué par sa bravoure et son intelligence dans l'affaire devant Dessau, le 26 septembre.

L'expédition du général Czernicheff a eu le succès le plus brillant. Jamais l'audace, les talens et la valeur n'ont été plus éminemment employés qu'à cette expédition; ce général, après trois glorieux combats, est entré par capitulation à Cassel, le 30 septembre. Il marcha le 24 à Eisleben, le 25 à Rosla; et évitant le corps westphalien, sous les ordres du général Bastineller, posté à Heiligenstadt, il se jeta de côté, passa à Soudershausen, et arriva le 26 au soir à Mülhausen; de là il ne fit qu'une marche à Cassel. Le roi ne fut informé de son arrivée que deux heures auparavant. Cernant la ville de tous côtés, il fit attaquer, par des cosaques et des hussards d'Izum, les bataillons ennemis qui se trouvaient à Bettenhausen, avec 6 pièces de canon. Par une charge brillante les canons furent enlevés, le corps ennemi dispersé, et plus de 400 prisonniers faits.

Le colonel Bedriaga fut tué à cette occasion; cet officier, d'une rare valeur, est regretté de toute l'armée russe. On poursuivit les fuyards dans la ville; mais les rues étaient barricadées, et les Russes se retirèrent à

la fin. Le roi rassembla deux bataillons de gardes et un millier de chevaux, et se dirigea sur la route de Francfort. Le colonel Benkendorff chargea quatre escadrons de chevau-légers de l'escorte, dont pas un n'échappa ; il prit 250 hommes et 2 officiers. Le général Czernicheff apprit alors que le général Bastineller s'avançait contre Cassel ; il fit une marche de nuit du 28 au 29 sur Mulzingen pour aller à sa rencontre avec toutes ses forces. Le corps ennemi se dispersa ; on ne prit que 20 cuirassiers et deux canons. Les troupes qui avaient suivi le roi se dispersèrent de même ; plus de 300 marchèrent le 30, avec le général, contre Cassel ; il se servit des pièces conquises sur l'ennemi et canonna la ville. La porte de Leipsick, avec le canon qui s'y trouvait, fut emportée par le colonel Benkendorff ; ce fut alors que le général Czernicheff offrit une capitulation au général de division Alix : celui-ci obtint la libre sortie pour les troupes françaises et westphaliennes, avec armes et bagages, purement militaires. Ces troupes devaient être escortées par des cosaques jusqu'à deux milles de Cassel. La ville fut occupée par les Russes, le 30 au soir. La joie des habitans a été au-delà de toute expression. La plus grande partie des troupes westphaliennes se range sous les bannières des alliés ; plus de 1,500 étaient déjà enrégimentés au départ du courrier, et la secousse donnée au royaume de Westphalie est des plus fortes.

C'est maintenant que le nord de l'Allemagne doit justifier les espérances que l'Europe a conçues du patriotisme et du courage des habitans de ces contrées.

Les avant-gardes de l'armée combinée du nord de l'Allemagne, et de l'armée de Silésie, ne sont éloignées que d'une demi-lieue.

La grande armée de Bohême a débouché en Saxe. L'Hetman Platoff a eu, le 9 septembre, à Attembourg, une affaire avec le général Lefebvre-Desnouettes qui commandait 8,000 hommes, dont cinq brigades de la cavalerie de la garde; ce corps a été complétement battu; il a perdu plus de 1,000 prisonniers, cinq caissons et trois étendards, et a été poursuivi jusqu'à Zeitz; les corps du général Thielmann et du colonel Mensdorff, avaient pris part à la poursuite.

Le prince royal a vu défiler hier, par la ville, une partie du 3^e^. corps d'armée prussien sous les ordres du général Bülow, et aujourd'hui tout le 4^e^. corps commandé par le général comte de Tauentzien. Son Altesse royale a revu avec plaisir ces braves troupes, et a été très-satisfaite de la tenue de leur armement, et de leur maintien noble et militaire.

Au quartier-général à Leipsick, le 21 octobre 1813.

Les mouvemens et les marches de l'armée combinée, qui ont précédé les grands résultats que l'on vient d'obtenir, ont dû suspendre la publication des nouvelles sur les opérations, afin de pouvoir présenter à-la-fois les plans et leurs effets.

L'empereur Napoléon quitta Dresde le 5 octobre et marcha en deux colonnes sur Meissen, l'une par la rive gauche, l'autre par la rive droite de l'Elbe. Arrivé à Wurzen, il arrêta ses troupes; ce mouvement, retardé de quatre jours, a été funeste à l'armée française, et a détruit, dans deux batailles, le prestige de l'invincibilité de Napoléon. Les armées de Silésie et du nord de l'Allemagne étaient sur la rive gauche de l'Elbe; elles ne possédaient, à la vérité, ni poste, ni place forte, sur ces deux rives; mais, fortes de leur union et de la bravoure des soldats, elles étaient résolues de ne point repasser ce fleuve avant d'avoir donné ou reçu une bataille.

Le prince royal et le général Blücher, voulant sortir promptement de cette situation précaire, se réunirent avec le prince Guillaume de Prusse, le 7 octobre, à Mulhaubeck sur la Mulhe; il fut arrêté qu'on marcherait sur Leipsick. L'empereur Napoléon, cherchant à gagner de vitesse, forma le dessein d'attaquer

l'armée de Silésie; il marcha contre elle, dans l'intention de percer sa ligne et de l'empêcher de regagner son pont de Wartemberg. Ce mouvement avait été prévu, et l'armée de Silésie passa de la rive droite à la rive gauche de la Muhle. Dans la nuit du 10 au 11, les deux armées quittèrent leurs positions de Zorbig, Jessnitz et Radegast, pour se porter derrière la Saale; l'armée de Silésie sur Halle, et celle du nord de l'Allemagne sur Rothembourg et Bernburg.

L'empereur Napoléon, étonné de cette marche, arrêta son mouvement sur l'Elbe, et prit ensuite la résolution de le continuer. Il s'empara de Dessau, des ouvrages du pont de Rosslau, envoya deux corps d'armée sur Wittemberg, et fit attaquer le général Thumen, commandant le blocus de la forteresse; ce général, après s'être vaillamment défendu, se replia sur le corps du général Tauentzien, qui avait repassé l'Elbe. L'ennemi marcha immédiatement sur Rosslau et attaqua le général Tauentzien, qui, par suite de ses instructions, fit un mouvement en arrière, pour couvrir Berlin. L'ennemi se porta sur Acken dans l'intention d'y détruire le pont; les troupes portées sur la rive droite défendirent les approches de quelques batteries à peine ébauchées; mais enfin elles furent obligées de se retirer sur la rive gauche du fleuve, et enlevèrent quelques bateaux du pont. Elles n'éprouvèrent aucune perte; celle qui a eu lieu dans les affaires précédentes, dans les environs de

Dessau, de Coswig et de Wittemberg, ne se monte pas à plus de 400 hommes. Toutes les nouvelles ayant annoncé que l'empereur Napoléon avait réuni des forces considérables entre Duben et Wittemberg pour déboucher par cette ville sur Magdebourg et sortir de sa position aventurée, l'armée du nord de l'Allemagne repassa la Saale, le 13, et se porta sur Cothen, dans le dessein de suivre la marche de l'armée de l'empereur, et de l'attaquer partout où elle la rencontrerait. On apprit que, le 14 octobre, il y avait sur la rive droite de l'Elbe le 4e. et le 7e. corps avec le 2e. de cavalerie; le 11e. à Wittemberg, le 3e. à Dessau; à Duben la vieille et la jeune garde; le duc de Raguse était à Delitsch. L'ennemi fit attaquer la ville d'Acken le même soir. La division du prince de Hesse-Hombourg s'y porta, mais le général Hirchsfeld avait déjà réussi à repousser une partie du 3e. corps de l'armée française qui avait fait cette attaque. Le pont d'Acken était rétabli et tout se préparait à passer l'Elbe de vive force, lorsque des rapports arrivèrent, annonçant que l'empereur Napoléon avait fait rétrograder plusieurs corps d'armée, et qu'il réunissait ses troupes entre Duben et Wurzen; cependant la présence des deux corps entre Dessau, Wittemberg et Duben, devait faire soupçonner quelque dessein de sa part, de frapper un grand coup, après être parvenu à donner le change sur ses projets. Continuellement observé, ses marches étaient connues, et celles

de l'armée du nord de l'Allemagne en furent naturellement la suite. Cette armée se dirigea le 15 octobre sur Halle ; l'empereur croyant qu'elle allait repasser la Saale, concentra la sienne dans les environs de Leipsick. La grande armée de Bohême, commandée en chef par le prince de Schwarzemberg, s'approchait en même temps de cette ville, et chaque minute faisait empirer la situation de l'armée française. Le 16 octobre, l'armée du nord de l'Allemagne, au lieu de se porter sur la Saale, prit à gauche et dirigea sa marche sur Landsberg. Le général Blücher, qui avait déjà marché sur Schkenditz, s'était porté sur Freyroda et Radefeld, où il avait attaqué l'ennemi le même jour, et l'avait forcé, après un combat très-opiniâtre, de se retirer derrière la Partha. Il prit à cette occasion 2,000 prisonniers, une aigle et 30 pièces de canon.

Tous les avis annonçaient que l'empereur Napoléon attaquerait l'armée de Silésie, le lendemain, avec la majeure partie de ses forces réunies. L'armée du nord de l'Allemagne se mit en marche le 17, à deux heures du matin, de sa position de Landsberg, et arriva de bonne heure sur les hauteurs de Breitenfeld, où elle campa. La journée fut tranquille ; le lendemain matin le prince Guillaume de Prusse et le général Blücher se réunirent chez le prince royal. Son Altesse royale fut informée que l'armée de Bohême devait attaquer l'ennemi le même jour, et elle résolut de participer

vigoureusement à cette attaque. Il fut convenu, avec le général Blücher, que l'armée du Nord se porterait sur Taucha pour se lier par sa gauche à l'armée du général Benigsen, et que le général comte de Langeron agirait, pour la journée, sous les ordres de S. A. R. La canonnade se fit entendre du côté de l'armée de Bohême quelques instans après; les troupes se mirent en marche pour passer le ruisseau de la Partha. Le corps du général Bülow, et la cavalerie du général Winzingerode, qui formaient l'extrême gauche, se dirigèrent sur Taucha. L'armée russe, dont l'avant-garde était commandée par le lieutenant-général comte de Woronzoff, passa le ruisseau à gué dans les environs de Grasdorf; l'armée suédoise passa entre cet endroit et Plaussig. Déjà, dès la veille, le général Winzingerode avait fait occuper Taucha, et pris dans cette ville 3 officiers et 400 hommes. L'ennemi, sentant cependant toute l'importance de ce point, en avait délogé les cosaques, et occupé le village avec des forces considérables. Le général baron de Pahlen, vaillamment secondé par le colonel Arnoldi, de l'artillerie à cheval, qui eut la jambe emportée à cette occasion, fit une charge brillante, s'empara du village, cerna deux bataillons saxons qui s'y trouvaient, et les fit prisonniers. La cavalerie s'avança alors et fit sa jonction avec l'avant-garde du général comte de Niepperg, faisant partie d'une division autrichienne commandée par le général comte Bubna, appartenant à l'armée

du général Benigsen. L'hetman Platoff était arrivé en même temps avec ses cosaques, et peu d'instans plus tard Son Altesse impériale le grand-duc Constantin.

L'ennemi, qui avait abandonné le village de Pansdorf, y jeta bientôt après de l'infanterie et plusieurs batteries.

Le corps du général Bülow, qui arrivait, reçut l'ordre de faire attaquer ce village ; il fut emporté avec une grande bravoure. L'ennemi commença une vive canonnade; plusieurs batteries russes et prussiennes y répondirent et se couvrirent de gloire. La cavalerie russe, les généraux Orourck, Mansteuffel, Pahlen, Benkendorff et Chostak à la tête, resta pendant plusieurs heures sous le feu de 100 pièces d'artillerie avec un aveugle mépris de la mort, qui en imposa fortement à l'ennemi. Vers trois heures il commença à faire déboucher ses masses, des villages de Sellershausen et Wolkmersdorf. Le prince royal ordonna à la cavalerie russe de le charger. Le mouvement de l'ennemi fut rallenti; il perdit quatre canons et rentra dans les villages. Quelques momens après le général Mansteuffel fut frappé d'un boulet de canon dont il est mort depuis. Cet officier estimable est généralement regretté.

Nos colonnes s'ébranlaient vers Leipsick, lorsque l'on vit déboucher, entre Molkau et Engelsdorff, de fortes masses ennemies, qui faisaient mine de tourner notre gauche. Le général Bubna, qui se trouvait placé

devant le village de Stetteritz, fit faire un changement de front à ses troupes qui fut exécuté par le général comte de Niepperg, et l'ennemi se trouva ainsi en présence de sa division. *Un officier d'artillerie saxonne était déjà passé de notre côté avec dix pièces de canon.* Les troupes placées sur ce point ne paraissaient pas assez nombreuses ; il fallait les augmenter : le prince de Hesse-Hombourg reçut l'ordre de s'y porter, et il fit son mouvement avec la même régularité et la même précision qu'à une manœuvre de parade. Le général Bülow s'empara au pas de charge des villages de Stuentz et Sellershausen, fortement occupés et garnis d'artillerie. La résistance était opiniâtre ; les troupes prussiennes s'y maintinrent pendant toute la nuit, malgré les efforts renouvelés de l'ennemi. Cette attaque décida l'issue de la journée de ce côté. L'ennemi avançait cependant toujours sur notre gauche, pour arrêter notre marche sur Leipsick. L'artillerie manquant là, le prince royal chargea le général russe baron de Witt, d'inviter, de sa part, l'officier commandant les batteries saxonnes, à lui rendre le service de faire usage de son artillerie, jusqu'à l'arrivée des batteries de l'armée, retenues dans les défilés. Cet officier, ayant déjà servi sous le prince, s'empressa de le faire ; et dix pièces, auparavant destinées à consolider l'esclavage de l'Allemagne, furent employées de suite à en assurer l'indépendance. Cet exemple doit prouver aux conquérans

que la crainte qu'ils inspirent cesse avec la puissance qui l'a créée. Le colonel Diederichs, commandant l'artillerie russe affectée au corps du général Bülow, rendit de grands services à cette occasion ; il en fut de même du capitaine Bogue, commandant la compagnie des raquettiers anglais. Ce brave officier fut tué, et est regretté de tous. Les raquettes produisaient l'effet le plus décisif.

L'ennemi fit, dans l'intervalle, déboucher de Leipsick par sa gauche un corps très-considérable qui se dirigea contre le général comte Langeron. Ce général qui, avec ses troupes, avait déployé une grande valeur en emportant le village de Schonefeld, eut besoin d'appuyer le général comte de Saint-Priest, qui manquait d'artillerie. Vingt pièces suédoises, sous les ordres du général Cardell, étant arrivées au galop, ce point fut assuré, et par un feu vif et soutenu l'ennemi fut obligé de se retirer précipitamment.

La nuit étant survenue, l'armée bivouaqua. Les généraux Schutelen, Stewart, Vincent, Pozzo di Borgo et Krusemarck, ont été pendant plusieurs heures sous le feu le plus vif. Le premier a eu un cheval tué.

Le lendemain matin à cinq heures, l'ennemi s'étant retiré de Volkmersdorff dans les faubourgs de Leipsick, le prince royal donna l'ordre au général Bülow de s'emparer de la ville. Celui-ci chargea le prince de Hesse-Hombourg de l'attaque ; la division

du général Borstell fut destinée à la soutenir. La porte était garnie de palissades, les murs étaient crénelés; malgré cela nos troupes forcèrent leur passage dans les rues, lorsque le prince de Hesse-Hombourg fut blessé par une balle.

L'ennemi ayant occupé toutes les maisons, le combat devint très-violent et resta indécis pendant quelque temps. Six bataillons suédois arrivés au secours, avec une batterie, rendaient des services essentiels. Le major de Dobeln fut tué. C'est une véritable perte pour l'armée. L'artillerie suédoise était dirigée par le major Edenhjelm, qui fut grièvement blessé. Le général Borstell prit le commandement à la place du prince de Hesse-Hombourg; il arriva avec des troupes fraîches, la ville fut maintenue, et tout ce qui ne se rendit pas fut tué.

Cinq bataillons de chasseurs russes, de l'avant-garde du général Woronzoff, s'étaient avancés sur ces entrefaites pour soutenir les troupes prussiennes et suédoises dans l'attaque de la ville. Le 14e régiment de chasseurs, conduit par le colonel Krassowski, emporta la porte de Grimma et s'empara de plusieurs canons. Le général baron d'Adlercreutz s'est porté partout où le danger était le plus grand, en animant les troupes par son valeureux exemple.

Comme l'ennemi devait faire sa retraite par les défilés de la Pleisse, les bagages, les canons et les troupes se pressèrent pêle-mêle par le peu de passages qui

leur restaient ouverts, et qui furent bientôt barrés par cette confusion générale. Personne ne pensa plus qu'à se sauver; les avant-gardes de l'armée de Silésie, du général Benigsen, entrèrent presque en même temps par les autres portes de la ville. Les empereurs d'Autriche et de Russie, le roi de Prusse et le prince royal, se réunirent à Leipsick à la suite de cette brillante victoire.

Les résultats des batailles de Leipsick sont immenses et décisifs; déjà, dans la journée du 18, l'empereur Napoléon avait commencé à mettre son armée en retraite sur la route de Lutzen à Weissenfeln; lui-même n'est sorti d'ici qu'à dix heures du matin le 19. Trouvant la fusillade déjà établie à la porte de Kanstedt à Lutzen, il fut obligé de sortir de sa personne par celle de Pegau. Les armées alliées ont pris 15 généraux, et parmi eux les généraux Regnier et Lauriston, commandant des corps d'armées. Le prince Poniatowsky s'est noyé en voulant passer l'Elster. Le cadavre du général Dumoustier, chef de l'état-major du 11^e^ corps, y a été trouvé; plus de 1,000 hommes se sont noyés dans cette rivière. Le duc de Bassano s'est sauvé à pied; le maréchal Ney doit être blessé. Plus de 250 pièces de canon, 900 caissons, et au-delà de 15,000 prisonniers, sont tombés au pouvoir des alliés, avec plusieurs aigles et drapeaux. L'ennemi a abandonné ici plus de 25,000 blessés et malades, avec tout le service des hôpitaux.

La perte totale de l'armée française doit monter à près de 60,000 hommes. D'après tous les calculs, l'empereur Napoléon n'a pu sauver du désastre général que 75 à 80,000 hommes. Toutes les armées alliées sont en mouvement pour le poursuivre, et on amène à chaque instant des prisonniers, des bagages et de l'artillerie. Les troupes allemandes et polonaises désertent en foule son étendard, et tout annonce que la liberté de l'Allemagne a été conquise à Leipsick.

L'on ne conçoit pas qu'un homme qui a commandé dans trente batailles rangées, et qui s'est élevé par la gloire militaire, en s'appropriant celle de tous les anciens généraux français, ait pu concentrer son armée dans une position aussi défavorable que celle où il l'avait placée : l'Elster et la Pleisse sur ses derrières, un terrain marécageux à parcourir, et n'ayant qu'un seul pont pour faire passer 100,000 hommes, et 3,000 voitures de bagages. L'on se demande si c'est là le grand capitaine qui, jusqu'ici, a fait trembler l'Europe?

Nous interromprons ici l'ordre des bulletins officiels de l'armée du prince royal de Suède pour jeter un coup-d'œil rapide sur la marche des événemens militaires de la campagne décisive qui nous occupe. On a beaucoup reproché à Bernadotte ce dernier bulltin; mais on sait que le général qui écrit un bulletin a pour principal objet d'exalter le cou-

rage de ses soldats. Pour atteindre ce but, il doit souvent exagérer ses succès, et dissimuler ses pertes; il doit encore chercher à diminuer le prestige qui naît de la haute réputation d'un chef ennemi; il suit de là que le langage des bulletins n'est pas celui de l'histoire; ceux de Napoléon en sont l'exemple. Le prince royal, élevé à la même école, semble se rapprocher trop ici du ton des bulletins français. On a remarqué qu'à l'occasion du faux bruit qui avait couru de la mort du maréchal Ney, il fait de ce général un éloge justement mérité; mais il ne dit pas un mot de la fin du général Moreau, enlevé par un boulet à la bataille de Dresde. C'est qu'il était utile de propager la première nouvelle, et qu'il fallait dissimuler la seconde.

Le général Bernadotte était certes trop bon juge des talens militaires, pour avoir dicté sérieusement ce qu'il dit ici de Bonaparte. Il fallait faire effet sur l'esprit de la multitude, détruire l'influence de la réputation de Napoléon : c'était en quelque sorte gagner une seconde bataille, et compter celle de Leipsick.

Le maréchal Ney, en essayant, avec 70,000 hommes, de s'emparer de Berlin, que couvrait l'armée suédo-prussienne, fut défait avec une perte considérable, tandis que les troupes françaises qui étaient en Silésie, ayant reçu l'ordre de rétrograder sur Dresde, se trouvèrent poussées dans cette direction par les forces

alliées, et éprouvèrent un dommage encore plus grand par les débordemens des fleuves.

Les opérations dirigées ensuite contre Dresde, auxquelles plus de 200,000 hommes des troupes alliées furent employés, avaient été neutralisées par l'activité et l'audace de 80,000 Français. Les confédérés, poussés dans les défilés des montagnes de la Bohême et de la Saxe, perdirent au moins 40,000 hommes en peu de jours; ils auraient même été anéantis si Vandamme était venu à bout de gagner la bouche du défilé, dont il fut un moment sur le point d'être maître; mais le dévouement héroïque d'Osterman et de 5,000 Russes empêcha ce résultat.

Napoléon avait perdu la faculté de profiter du mouvement rétrograde de la grande armée alliée, ensuite d'une erreur commise dans un ordre expédié au maréchal Ney, qui, au lieu de se rendre seul et en personne à Dresde, fit faire à son corps d'armée une marche de plusieurs jours pour l'y ramener.

La victoire de Dennewitz avait sauvé la capitale de Prusse que Napoléon voulait envahir; les habitans de Berlin envoyèrent une députation au prince royal, pour lui exprimer leur reconnaissance. L'empereur d'Autriche, qui venait de se joindre à la coalition, le fit complimenter, et lui envoya la grand'croix de Marie-Thérèse. Trois jours après, le prince royal adressa aux Saxons une proclamation où il dit: « Bientôt de

« grands événemens vous mettront à l'abri de « toute politique ambitieuse..... Si le sang alle- « mand doit couler, que ce soit pour l'indépen- « dance de la Germanie, et non pour la volonté « de l'homme auquel aucun lien ni aucun intérêt « ne nous attachent. »

Après le combat de Dennewitz, le prince royal passe l'Elbe à Dessau, et se porte en Saxe, où sa proclamation l'avait précédé, pour opérer sa jonction avec Blücher. Sa position néanmoins devient critique; sans appui, sans magasin sur la rive gauche de l'Elbe, il peut être forcé de livrer une bataille dont l'issue est au moins douteuse. En cette extrémité, il opine dans le conseil des alliés, pour marcher à Leipsick, afin de couper la communication à l'armée française. Cette résolution fut prise le 7 octobre, à Mulhberk. Le 12, les Russes avaient reçu un rude échec de la part de la cavalerie française bien commandée par Murat, qui chargeait sans relâche l'épée à la main, le premier à l'attaque, le dernier à la retraite. Le 14, Napoléon, qui avait prévu ce mouvement, était dans Leipsick. Chaque minute empirait la situation des alliés (1). Le prince royal marcha

(1) Si l'armée française eût manœuvré sur la rive droite de l'Elbe, depuis Hambourg jusqu'à Dresde, en menaçant

le 17, à deux heures du matin, de Landsberg sur les hauteurs de Breintenfeld, formant le centre de la ligne. L'action engagée le 16 se prolongea avec des succès variés; la victoire paraissait se déclarer pour les Français.

Le soir les Français pouvaient se dire victorieux; les alliés furent complétement repoussés avec une perte de plus de 30,000 hommes, et obligés de différer d'un jour pour recommencer la bataille, afin d'avoir le temps de recevoir un renfort de 50,000 hommes, des environs de Dresde, et les 30,000 hommes qu'amenait le prince royal de Suède; sur ces entrefaites Bonaparte ayant fait prisonnier le général Merweldt, fut informé de la défection de la Bavière, long-temps négociée, de la réunion d'un corps autrichien à l'armée bavaroise, et de l'attaque que l'on projetait sur sa ligne de communication, près de Hanau.

Il ordonna sur-le-champ la retraite, et renvoya le général Merweldt avec des offres de paix; mais les alliés voulurent tirer parti de la nécessité où Napoléon se trouvait de combattre, non plus dans l'espoir de la victoire, mais pour sa propre conservation.

Cent dix-huit mille alliés avec plus de 1,000 pièces

Potsdam et Berlin, au lieu de rester sur la rive gauche, le succès n'était pas douteux; mais le sort en avait décidé autrement.

de canon attaquèrent la position défendue par 120,000 hommes, au nombre desquels se trouvait l'armée saxonne, qui changea de parti au milieu de l'action et tourna son artillerie contre l'armée française. Par suite de cette défection inattendue, les combinaisons de l'ordre de bataille de l'empereur se trouvèrent absolument détruites; la confiance et l'audace des assaillans en doublèrent. Cependant, dans cette situation critique, on ne put arracher aux Français le village de Probstheyde, qu'ils avaient résolu de conserver et qu'ils défendirent avec fureur, comme un point essentiel à leur position : la nuit mit fin au combat.

Les troupes suédoises et prussiennes réunies, qui avaient défait le 14, à Radefeld, trois corps commandés par Marmont, obtenaient des succès importans; elles s'étaient ouvert une communication directe avec la grande armée alliée, de sorte que la situation de Leipsick devenait plus critique.

Les alliés, qui dans ces différentes affaires avaient éprouvé des pertes considérables, n'avaient pas envie de recommencer le combat le lendemain matin; mais ils se proposaient de faire un mouvement en traversant l'Elster, afin de couper la retraite des corps qui pourraient demeurer en position sur la rive droite, tandis qu'un autre corps poursuivrait les colonnes qui avaient passé, et protégerait ainsi l'opération des Bavarois.

On s'aperçut cependant que les troupes françaises avaient battu en retraite pendant toute la nuit, et que l'arrière-garde s'était retirée à Leipsick, place capable de résister à un coup de main.

Napoléon, qui avait constamment l'attention fixée sur les mouvemens des Bavarois, avait pressé lui-même la retraite de ses troupes; il quitta Leipsick vers midi, peu de momens avant que les cosaques eussent entouré les murs, et paru dans la plaine qui sépare la ville de la rivière de Pleisse. Il avait ordonné que l'on jetât trois ponts sur cette rivière étroite, mais profonde, et dont les rives étaient d'un difficile accès; mais ses ordres étaient demeurés sans exécution, et ses troupes furent obligées de défiler sur le seul pont existant; ce qui entraîna beaucoup de perte de temps et de confusion; le feu de l'ennemi, qui se rapprochait toujours, augmentait à chaque instant la foule.

Quelques cosaques s'étaient d'abord approchés des faubourgs, assez bien fortifiés; de l'infanterie légère s'y était glissée sans ordre positif; d'autres troupes suivaient en petit nombre et sans résistance : à la fin des colonnes s'avancèrent avec du canon pour en forcer l'entrée.

Quand Napoléon quitta la ville, le roi de Saxe, qu'il y avait laissé comme il en avait témoigné le désir, envoya offrir aux souverains alliés de leur rendre la place. Celles de ses troupes qui n'avaient

point passé à l'ennemi, et les troupes de Veymar et de Bade, étaient postées sur la place, les armes renversées, attendant les alliés.

Les Français avaient laissé dans la ville tous leurs blessés et leurs malades; mais toute leur armée avait passé l'Elster, saine et sauve, à l'exception de l'arrière-garde d'environ 8,000 hommes, quand le poste de cosaques dont nous avons parlé, ayant balayé les alentours de la ville, parut dans la plaine de l'autre côté. L'officier chargé de la destruction du pont, pour empêcher qu'on ne poursuivît l'armée française après son passage, alarmé et saisi d'une terreur panique, mit le feu aux matières combustibles; ainsi ceux qui n'avaient pas encore gagné la rive gauche furent séparés de leurs colonnes. Une partie, en essayant de traverser la rivière à la nage, se noya: de ce nombre fut le brave Poniatowski. D'autres furent tués, mais la plupart tombèrent entre les mains de l'ennemi.

Bientôt après les souverains alliés entrèrent sur la grande place de Leipsick. Alexandre et le roi de Prusse y embrassèrent Bernadotte et le nommèrent leur sauveur. Le roi de Saxe, constitué prisonnier dans son palais, parut un moment à ses croisées, pour être le témoin de l'entrée triomphante et de la réunion de ses frères couronnés; il n'éprouva que la mortification de les voir indifférens à sa présence.

Le prince royal et l'empereur Alexandre eurent

à Leipsick de longues et importantes conférences. L'empereur conservait toujours pour le prince les mêmes dispositions qu'il avait manifestées lors des conventions d'Abo ; sa politique n'était pas changée, mais plusieurs circonstances avaient concouru à rendre Bernadotte moins agréable à la coalition.

Le traité qui avait assuré à la Suède douze cents mille livres sterling par an, et la possession de la Norwège, était auprès de ce gouvernement un motif puissant pour le détacher de la France ; mais le traité donnait en même temps aux alliés le droit d'exiger un grand déploiement de forces, et un dévouement sans bornes. On trouvait que, depuis le commencement des opérations, le prince royal avait beaucoup épargné ses troupes et avait ménagé l'ennemi ; on semblait lui reprocher d'être resté Français de cœur.

Le fait est que Bernadotte était dans une fausse position, en combattant comme général des troupes de la coalition pour la destruction des armées dont les services l'avaient élevé aux honneurs et à la fortune ; la vue de chaque mort, de chaque blessé, de chaque prisonnier français, était pour lui un spectacle auquel il ne pouvait être insensible. Il fit tout pour adoucir le sort des prisonniers et des blessés ; il visita lui-même les hôpitaux et prodigua l'argent pour procurer des vêtemens à ses anciens compagnons d'armes ; le général Camps, ancien officier français et aide-de-camp du prince royal, fut chargé par

lui de réclamer les prisonniers et de leur offrir tous les secours imaginables : il s'acquitta de cette mission avec un zèle qui lui donne des droits à la reconnaissance de tous les Français.

Plaignons le prince royal d'avoir eu à remplir, dans les intérêts de sa nouvelle patrie, des devoirs en oppositions avec les intérêts de l'armée française, mais soyons persuadés que la France lui a toujours été chère.

Après la bataille de Leipsick, le corps du prince royal fut détaché de la grande armée, et chargé d'agir dans le nord de l'Allemagne contre Davoust et les Danois.

Au quartier-général de Mühlhausen, le 28 octobre 1813.

Le prince royal transféra, hier, son quartier-général à Mühlhausen, après avoir passé par Mersebourg, Querfurth, Arteren, et Soudershausen.

Les grands résultats de la bataille de Leipsick se développent davantage chaque jour. L'armée de l'empereur Napoléon se retire à la hâte et éprouve des pertes journalières. Elle a dirigé sa marche sur Erfurth; même, d'après les derniers rapports, cette ville est occupée par les alliés.

Le général Blücher suit l'ennemi, tandis que la grande armée de Bohême, dont le quartier-général était le 24 à Weimar, côtoie son flanc gauche, et

celle du nord de l'Allemagne suit et déborde continuellement son flanc droit. Les généraux Yorck et Wasiltchikoff, faisant l'avant-garde de l'armée de Silésie, ont attaqué l'arrière-garde ennemie à Weissenfelds et à Freyburg, et lui ont pris plus de 4,000 prisonniers, 40 canons, beaucoup de caissons et de bagages.

Le général Bubna a fait à Buttelstedt 600 prisonniers de la garde impériale, et le général Benigsen, qui a marché sur le chemin de Bibra à Bustemberg, a trouvé sur cette route beaucoup de traîneurs, plusieurs canons et caissons abandonnés. L'empereur Napoléon en a fait sauter, lui-même, sur la route d'Erfurth, plus de 600.

Le colonel Chrapowitzky a occupé la ville de Gotha le 22 octobre, et y a fait prisonniers le ministre de France baron de Saint-Aignan, 73 officiers et 900 hommes; il a fait sauter 30 chariots de poudre: ensuite il s'est réuni à Molchleben avec le général Ilowaisky XII^e^, qui a été envoyé de la grande armée, pour devancer l'armée française.

Le colonel Benkendorff harcelait en même temps l'ennemi dans sa marche sur Erfurth; il a été continuellement engagé avec la cavalerie du général Sébastiani, et lui a fait beaucoup de prisonniers. Le général Czernicheff, au corps duquel ces partis appartiennent, s'est porté sur Eisnach, pour y devancer la tête des colonnes ennemies.

L'empereur Napoléon a couché le 19 à Marck-Raudstadt, le 20 à Weissenfelds, le 21 à Eckartsberge; le 23 au matin, il était à Erfurth, d'où il est allé à Gotha. Des lettres interceptées portent qu'une foule de fuyards, sans armes et sans vêtemens, couvre les grands chemins des environs.

Le maréchal Saint-Cyr a fait un mouvement de Dresde sur Torgau, probablement dans l'intention de retirer à lui les garnisons de cette place et de celle de Wittemberg, et, en tâchant de gagner Magdebourg, d'opérer sa retraite vers la France. Des corps considérables s'avancent de toutes parts pour le combattre et le couper. Le général comte de Tauentzien se trouve dans les environs de Rosslau, et réunira à lui les corps des généraux Hirschfeld et Thümen. Le général comte Tolstoy suit les mouvemens du maréchal Saint-Cyr, et le général Benigsen, dont l'armée était réunie à celle du prince royal, va se porter avec le corps du général Doctorow dans la même direction, et prendre le commandement de toutes les troupes russes et prussiennes, destinées à agir contre ce corps ennemi. Le corps du général comte de Strogonoff se joindra à l'armée du prince royal.

Le général Tettenborn, porté avec un corps volant à Lunebourg, a occupé le 15 octobre la ville de Brême par capitulation.

Le général de Walmoden observe les mouvemens de l'armée du maréchal Davoust, qui vraisemblable-

ment ne tardera pas long-temps à songer à sa retraite.

La perte totale de l'armée combinée du nord de l'Allemagne, dans les batailles de Leipsick, ne monte pas au-delà de 2 à 3,000 hommes tués et blessés.

Celle du général comte de Langeron a été plus forte. Ce général se loue infiniment de la conduite valeureuse des généraux Kaptzewitch, comte de Saint-Priest, et Rondzewitz, ainsi que des officiers et troupes sous ses ordres. A la bataille du 18, le lieutenant-général sir Charles Stewart plaça lui-même la batterie des raquettiers anglais sous le feu le plus vif, et se chargea, de son propre mouvement, de plusieurs ordres du prince royal, qu'il exécuta à la satisfaction particulière de S. A. R.

Les généraux Tawast et Lowenhjelm se sont distingués. Le premier plaça sur un point vivement pressé par l'ennemi deux batteries de 12, qui contribuèrent à garantir ce flanc de l'armée. Le général Suremain dirigea lui-même les pièces suédoises qui tirèrent sur la porte de Leipsick, et ensuite dans les rues de la ville.

La cavalerie du général Winzingerode a poussé jusqu'à Vach, et suit les mouvemens de l'ennemi qui paraît vouloir se diriger, en partie, sur Wetzlar. Ce général a déployé, dans les journées devant Leipsick, les talens et la bravoure dont il a déjà tant de fois donné des preuves.

L'infanterie russe a maintenu son ancienne réputa-

tion, et la fermeté qui la distingue. Les généraux Woronzoff, Laptjelf, Laharpe et Wonitch, ont mérité, par leur conduite, toute la satisfaction de S. A. R.

Au quartier-général de Hiligenstadt, le 30 octobre 1813.

Le prince royal a transféré aujourd'hui son quartier-général en cette ville.

L'empereur Napoléon continue sa retraite vers le Rhin. Il est constamment suivi et harcelé par les armées alliées. D'après tous les rapports il ne lui reste que 50 à 60,000 hommes; le surplus de son armée est dispersé, et erre dans les montagnes, sans armes et sans direction.

Le général Czernicheff, commandant une des avant-gardes de l'armée du nord de l'Allemagne, a fait attaquer, le 25, à Eisterode près d'Eisnuch, 800 chevaux, commandés par le général de division Fournier. Il fut poussé dans un défilé, où la presque totalité de sa troupe fut sabrée. Le général Czernicheff fit, à cette occasion, 300 prisonniers. Il est à remarquer que 2 à 300 cosaques seulement chargèrent cette cavalerie.

Le général Czernicheff ayant appris, le 27, qu'une partie de la jeune garde française avait passé la nuit à Fulde, ce général, après s'être réuni au général Ilowaisky XII^e^, détacha le colonel Benkendorff sur la ville. Cet officier en chassa l'ennemi et lui prit 500

prisonniers. Un magasin considérable de blé fut détruit. La jeune garde se trouvant précéder le reste de l'armée française, le général Czernicheff se plaça entre elle et l'empereur Napoléon. Dans cette position, il attendit l'arrivée des premières colonnes ennemies. Sitôt leur apparition, le général les fit charger. Trois escadrons de la gendarmerie de la garde furent culbutés, et obligés de se replier sur le gros de leurs troupes. Le général Czernicheff suit l'avant-garde de l'empereur Napoléon, en détruisant les magasins destinés à son armée, et rendant les chemins impraticables.

Le lieutenant-général comte de Woronzoff a fait occuper, le 28 au matin, par une partie de son avant-garde, la ville de Cassel. Le corps du comte Saint-Priest, de l'armée de Silésie, y est entré peu d'heures après; le comte de Woronzoff s'y est rendu aujourd'hui, et le général baron de Winzingerode s'y porte avec toute son armée.

Le roi de Westphalie, ne connaissant pas le résultat des batailles de Leipsick, était le 24 très-tranquille à Cassel, n'ayant autour de lui que 4 à 5,000 conscrits. Les désastres que son frère avait éprouvés ne lui furent connus que le lendemain; il quitta subitement Cassel, le 26, pour se porter par Wetzlar sur Coblentz.

Le général Carra Saint-Cyr a réoccupé la ville de Brême. Il est à présumer qu'il n'y restera pas long-

temps. Le maréchal prince d'Eckmühl se trouvait encore, le 26, dans son ancienne position sur la Stecknitz. Quelques préparatifs pour jeter un pont à Zollenspicker avaient été remarqués. L'on varie sur le projet du prince d'Eckmühl. Des personnes qui se disent instruites assurent que l'empereur Napoléon lui a donné l'ordre de tenir Hambourg jusqu'à l'extrémité, espérant empêcher par là le Danemarck de se déclarer contre lui. Les Français et les Danois vivent très-mal ensemble; l'armée danoise désire faire cause commune avec les alliés, et elle attend avec impatience que le roi lui en donne l'ordre.

L'armée saxonne qui passa du côté des alliés, et qui reçut, sous les armes, l'armée du nord de l'Allemagne à son arrivée à Leipsick, entrera incessamment en ligne. Généraux, officiers et soldats, tous sont disposés à venger les affronts qu'ils ont essuyés.

Le roi de Wurtemberg s'est déclaré pour la cause des alliés. Ses troupes sont déjà arrivées à Achaffembourg, et marchent pour se joindre aux troupes autrichiennes et bavaroises, sous les ordres du général comte de Wrede.

La délivrance du Hanovre approche. La force et la justice vont détruire ce que la violence et la force ont établi.

Au quartier-général de Hanovre, le 10 novembre 1813.

Le prince royal a transféré, le 6, son quartier-général à Hanovre, après avoir passé par Goëttingue, Einbeck et Eltze.

L'empereur Napoléon a repassé le Rhin à Mayence; il a laissé les routes couvertes de morts et de mourans. Ces tristes jalons, témoins irrécusables de ses défaites, ont indiqué aux armées alliées la marche qu'elles avaient à suivre; Hanau enfin est devenu pour Napoléon une nouvelle Bérézina. Ce n'est qu'à l'héroïsme de ses soldats et aux talens de ses généraux qu'il a dû son salut (1).

---

(1) Nous devons rétablir ici les faits relatifs à la bataille de Hanau. Napoléon, après l'affaire de Leipsick, marchait rapidement pour gagner le Rhin, afin de prévenir sur la route le général bavarois de Wrede, dont il connaissait le mouvement; mais de Wrede avait atteint Hanau avec environ 30,000 hommes, y compris le corps de Frimont.

De fausses informations sur l'état de l'armée française en retraite, et l'opinion où était le général de Wrede que la grande armée alliée poursuivait vivement l'armée de l'empereur, augmentèrent l'ardeur des Bavarois; ils crurent donc pouvoir barrer le chemin de retraite dans la position resserrée de Hanau. Napoléon connaissait le prix du temps et l'importance d'une tentative hardie. Sa cavalerie et son artillerie exécutèrent ses ordres avec le courage et l'activité qu'exigeaient les circonstances; l'armée

Le général Czernicheff, qui a constamment fait l'avant-garde de l'armée française pendant sa retraite vers le Rhin, a beaucoup contribué à l'issue de la bataille de Hanau. Ce général inquiéta l'ennemi pendant toute la journée du 30 octobre; et s'étant aperçu le 31 qu'un corps de 10,000 hommes de cavalerie, escortant l'empereur Napoléon, débouchait sur lui, il résolut de les charger avec 5 régimens de cosaques; ce qui lui réussit au-delà même de l'espérance, car il culbuta plusieurs fois l'ennemi, qui fut forcé de se replier sous le feu de ses batteries, et lui fit 400 prisonniers.

Ce général n'a pas cessé, depuis Erfurth jusqu'au bord du Rhin, de se trouver en tête de Napoléon; tantôt il attaquait son avant-garde, retardait sa marche, en faisant sauter les ponts; tantôt il coupait les routes, et faisait des abatis. Ces opérations, que l'empereur Napoléon ne regarde pas comme étant de bonne guerre, puisqu'elles lui sont nuisibles, l'ont forcé de livrer plusieurs combats, dans lesquels le général Czer-

---

confédérée fut mise en déroute; 15,000 hommes furent tués ou blessés, et les fugitifs passèrent sur le corps des vainqueurs. Cependant Napoléon était hors d'état de reprendre l'offensive après avoir laissé son arrière-garde à Hockeim, où elle protégea sa retraite; il repassa le Rhin à Mayence. La bataille de Hanau est un des faits d'armes qui honorent le plus la valeur française.

nicheff lui a fait 4,000 prisonniers, dont 2 colonels et 30 officiers. Ce général a toujours agi comme corps volant de l'armée du nord de l'Allemagne, de cette armée que Napoléon a trouvée à Gross-Beeren, à Dennewitz et à Leipsick. Le lieutenant-général comte de Woronzoff se loue beaucoup des talens du lieutenant-colonel Chrapowitzky, qui, en côtoyant l'ennemi dans sa retraite, lui a fait 500 prisonniers.

L'avant-garde du général baron de Winzingerode a poursuivi le corps du général Rigaud et d'autres détachemens ennemis, sur les routes de Wesel et de Dusseldorff. La ville de Munster fut occupée, le 5, par les troupes russes. L'ennemi a perdu près de 600 prisonniers dans sa retraite, dont le major Czeczensky en a pris 500.

Le général Tettenborn a contenu avec son corps la division du général Carra Saint-Cyr, et les troupes venant de Hollande, qui voulaient réoccuper Bremen. Le prince royal est très-satisfait de l'activité de ce général.

Le maréchal Davoust occupe encore son ancienne position sur la Stecknitz, et ne peut plus opérer sa retraite sur la France. Le général baron de Winzingerode est à une marche de Brême, et étendra ses troupes dans tout le pays d'Oldembourg et sur les frontières de la Hollande, où il a déjà envoyé le colonel Marischkin. Le général Bülow est à Minden ; il enverra un corps à Munster, et sa cavalerie est prête à

se joindre à celle du général Czernicheff, sur les bords du Rhin. Le général comte de Woronzoff est en marche sur Lunébourg ; une division de l'armée suédoise, sous les ordres du lieutenant-général baron de Sandels, se trouve à Brunswick ; la division du général-major baron de Posse à Hanovre, et celle du général-major baron de Boye à Hildesheine. La division de cavalerie, commandée par le lieutenant-général de Skjoldebrand, occupe les villages aux environs de Hanovre.

L'armée se remet de ses fatigues, et répare son habillement et son équipement. La régence de l'électorat de Hanovre a été rétablie, et l'ennemi n'occupe plus sur le Bas-Elbe que les places de Harbourg et de Stade, et le petit fort de Hope ; mais il est à présumer qu'il ne pourra plus se défendre long-temps. Les habitans de toutes les classes ont donné à Hanovre et dans les autres lieux de l'électorat, les témoignages de la plus touchante affection pour leur souverain. Le prince royal, qui dans les temps antérieurs avait dû les commander comme général ennemi, a reçu avec sensibilité les marques de souvenir et de reconnaissance qui lui ont été données pour la manière dont il les avait traités.

Le quartier-général de la grande armée alliée était le 5 à Francfort. Ainsi donc les efforts inouis que la France a faits en 1813 ont eu le même résultat que

ceux faits en 1812. Les légions françaises, qui faisaient trembler l'univers, se retirent et vont chercher leur sûreté derrière le Rhin, *frontière naturelle de la France*, qui serait encore une barrière de fer, si Napoléon n'avait voulu asservir tous les peuples et ravir toutes les patries. Quoique ces limites semblent être posées par la nature, l'armée russe s'y présente, parce que Napoléon a été chercher les Russes à Moscow; l'armée prussienne s'y présente, parce que, contre la foi jurée, Napoléon retient encore les places de cette monarchie; l'armée autrichienne s'y présente aussi, parce qu'elle a des affronts à venger, et qu'elle se rappelle qu'après la paix de Presbourg on ravit à son chef suprême le titre d'empereur d'Allemagne; si les Suédois s'y trouvent, c'est qu'au sein de la paix et en violation des traités les plus solennels, Napoléon a été déloyalement les surprendre à Stralsund et les insulter à Stockholm.

Les alliés plaignent les malheurs des Français; ils gémissent des maux que la guerre entraîne; et, loin d'être éblouis, comme Napoléon, des succès dont la providence a favorisé leurs armes, ils désirent ardemment la paix. Tous les peuples soupirent après cette faveur du ciel, et Napoléon, Napoléon, seul, s'est opposé jusqu'ici au bonheur du monde. Aussi tous les princes, autrefois ses alliés, se hâtent d'abjurer les liens qui les attachaient à lui; ceux mêmes dont les

états avaient été agrandis par suite de son pouvoir ou de son influence, renoncent à leur agrandissement et à sa prétendue amitié.

Au quartier-général de Boitzembonrg, le 30 novembre 1813.

Le 16, le prince royal quitta Hanovre, et arriva à Bremen le 17 au matin. Le 20, S. A. R. arriva à Celle, le 22 à Ueltzen, le 23 à Lunébourg, et hier ici. L'armée suédoise a passé l'Elbe. Le maréchal comte de Stedinck, avec son état-major et la première brigade, se trouve à Boitzembourg; les autres brigades suédoises aux environs; le corps de Lutzow a passé l'Elbe avec l'armée suédoise.

L'avant-garde du général Bülow, commandée par le général Oppen, a fait un mouvement sur l'Yssel, et se trouve depuis le 23 à Doesbourg. Le général Bülow avec le reste de son armée est sur les bords du Rhin et sur les frontières de la Hollande. A l'attaque de Doesbourg, une grande partie de la garnison a été taillée en pièces. La nuit étant survenue, a empêché qu'on ne pût connaître exactement le nombre des prisonniers; mais lorsque le rapport a été envoyé, on en avait déjà compté 200, parmi lesquels se trouvent le commandant et 5 officiers. La prise de Doesbourg fait beaucoup d'honneur au général Oppen, par la sagesse des dispositions et la vigueur de l'attaque.

Tout le duché d'Ostfrise est délivré d'ennemis. A Embden, à Aurich et dans tout le pays, les troupes prussiennes ont été reçues avec de grandes marques de joie. La forteresse de Zutphen a été emportée par les détachemens des majors de Sandrart et de Müller; 300 hommes y ont été pris. Le général baron de Winzingerode a son quartier-général à Bremen; une partie de la Hollande est occupée par des détachemens de son armée. A la nouvelle de leur arrivée, les habitans d'Amsterdam ont établi une régence composée d'hommes dont la plupart sont connus par leur énergie et leur patriotisme.

Le pays de Jever est occupé par les troupes russes. Le fort de Zoltkamp a été pris par un détachement du corps du baron de Rosen; 12 canons de différens calibres y ont été trouvés. La garnison est prisonnière de guerre; un autre détachement russe s'est saisi d'un bâtiment ennemi, sur lequel se trouvaient 50 douaniers et soldats.

Le major Elswangen s'est emparé de Zwoll; il a fait prisonniers 2 officiers et plusieurs gendarmes. Les cosaques du colonel Narisckin se sont emparés de la ville de Campen, et ont fait prisonniers un colonel, 5 officiers, 25 gendarmes et 80 soldats d'infanterie.

Groeningue a aussi été pris par les troupes du général Winzingerode; un colonel, 38 officiers et 800 hommes y ont été faits prisonniers.

Des députés de Groeningue et d'autres provinces

se sont rendus au quartier-général du prince royal, pour demander l'autorisation de former des gouvernemens provisoires, relevant de celui d'Amsterdam; leur demande a été accordée. La dignité stadhouderienne sera indubitablement proclamée; voilà ce que Napoléon a gagné à la réunion de ce pays à la France.

Plusieurs colonnes de troupes ont passé l'Yssel, se dirigeant sur Utrecht et sur Amsterdam. On peut regarder la Hollande comme délivrée; les bons Français s'en réjouissent.

Les forts de Carlsbourg et de Blexen ont été pris par un détachement russe, commandé par le colonel Riedinguer, secondé d'un brick anglais sous les ordres du capitaine Farquahar; 20 officiers, 534 sous-officiers et soldats, et 30 canons, y ont été pris.

La navigation du Weser se trouve libre. Stade, fort par le terrain marécageux au milieu duquel cette ville est située, était occupée par une garnison nombreuse. Le commandant avait fait rompre les digues, à l'exception d'une seule. Par l'effet de l'inondation, Stade semblait être au milieu d'une mer : cependant le comte de Strogonoff entreprit de l'attaquer; les troupes, avançant avec intrépidité sous le feu croisé de la place et par la seule digue qui restât, arrivèrent à un pont que l'ennemi avait détruit. Emportés par leur bravoure et l'ardeur de monter à l'assaut, plusieurs officiers et soldats se précipitèrent dans le fossé; le comte de Rostigniack, chef du régiment de Saratow,

et l'officier qui commandait à la tête de la colonne, y périrent. Malgré cet exemple, il fallut toute l'autorité du général pour empêcher les soldats de continuer l'attaque.

La garnison craignant une nouvelle entreprise, évacua la ville pendant la nuit et s'embarqua pour Glückstadt, où elle a été recueillie par les Danois. Le général Strogonoff entra dans la ville la même nuit; il y trouva 3 canons et beaucoup de malades et blessés. La perte dans la journée peut monter à 200 hommes. Celle de l'ennemi a été très-considérable.

Le lieutenant-général comte de Woronzoff, qui depuis le 22 a son quartier-général à Winsen, a cerné Hambourg.

Malgré la supériorité en nombre des troupes ennemies qui avaient passé l'Elbe à Zollenspicker, le lieutenant-colonel Lowenstern, faisant partie du corps du comte Woronzoff, les a repoussés, leur a tué 100 hommes, dont 2 officiers, et fait plus de 40 prisonniers.

Le lieutenant-général Jacobson, du corps du général Woronzoff, a attaqué avec 100 cosaques, deux escadrons de chasseurs à cheval de la garnison de Hornebourg; et après avoir tué 20 hommes et fait 30 prisonniers, il s'est emparé de la ville.

Stettin a capitulé. Les conditions portent que la garnison se rendra prisonnière de guerre le 5 dé-

cembre, si elle ne reçoit pas de secours avant cette époque.

Les troupes allemandes qui se trouvaient à Magdebourg ont eu la permission de retourner chez elles, sous condition de ne pas servir contre la France, avant le terme d'un an. La garnison est mal nourrie et les soldats sont mécontens.

Le général Narbonne, gouverneur de Torgau, est mort; le général Dutaillis, qui le remplace, et trois autres généraux, sont dangereusement malades de l'épidémie qui règne dans cette ville, et qui tous les jours enlève un grand nombre de victimes.

Le maréchal Saint-Cyr a capitulé, et Dresde est au pouvoir des alliés; ainsi, à l'exception de quelques places fortes qui vont être attaquées, tous les pays entre l'Elbe et le Rhin sont délivrés de la présence de l'ennemi. Tous les habitans s'arment, et bientôt l'Allemagne offrira le spectacle d'un peuple entier armé pour la protection de son indépendance. La ville libre et anséatique de Bremen a repris son ancienne constitution. Il faut espérer que ses sœurs, les villes de Hambourg et de Lubeck, jouiront bientôt du même bonheur.

D'après des nouvelles récentes, un morne désespoir règne parmi les malheureux habitans de Hambourg; les soldats sont las de la guerre, et désirent retourner dans leurs familles. La banque a été enlevée; c'est un

délit public. Les principaux habitans sont forcés de travailler aux fortifications ; ce travail est continué jour et nuit. Tous les arbres de Wilhelmsbourg ont été coupés, et le pont construit par les Français entre cette île et Harbourg est détruit (1).

---

(1) On ne se fait pas d'idée de ce que les Hambourgeois ont éprouvé pendant le blocus et le siége de leur ville. Les maisons de l'intérieur étaient transformées en prisons et en hôpitaux ; celles des faubourgs, rasées pour faire place à des ouvrages de fortification. Les malheureux citoyens, entraînés sans distinction d'âge, de sexe, ni de fortune, surveillés comme des criminels, étaient obligés de remuer les débris fumans de leurs propriétés pour élever des redoutes destinées à éloigner ceux qu'ils regardaient comme leurs amis et leurs libérateurs. Les denrées et les marchandises de toute espèce étaient arrachées au propriétaire. Enfin l'argent déposé à la banque, dernier reste de la fortune des particuliers, était enlevé et confisqué. Devenue trop misérable pour pouvoir acheter des vivres, une moitié des habitans, les vieillards et les malades y compris, était chassée de son domicile, et jetée sans secours sur une terre étrangère : aux soupirs, aux plaintes, l'autorité répondait par des emprisonnemens et des fusillades. Le chef des sbires de Davoust était un nommé Charlot, officier supérieur de gendarmerie, dont le plus beau fait d'armes avait été l'arrestation du duc d'Enghien, ce qui lui avait valu le grade qu'il occupait. On raconte de cet homme des choses atroces, et que nous épargnerons à nos lecteurs. Des magistrats français et hambourgeois avaient formé une espèce de tribunal qui prononçait sur

En poursuivant le noble objet de tous ses efforts, celui de la paix générale, l'armée du nord de l'Allemagne n'a pas dû permettre qu'une force ennemie cantonnât sur ses communications : Allemands par leur origine et par leur langue, les habitans du Holstein doivent se réjouir de la liberté qui vient d'être rendue à leurs compatriotes; ils doivent désirer l'éloignement d'une armée dont la présence ne leur présage que des malheurs. Si le théâtre de la guerre va se porter chez eux, ils doivent en accuser la politique du gouvernement danois ; mais encore il en est temps; encore, il dépend du roi de Danemarck d'épargner ce fléau à un pays qui, depuis plusieurs générations, a été le siége du bonheur et de la paix. En abandonnant la cause qui a été si funeste à sa propre dignité et aux intérêts de son peuple; en acceptant enfin les propositions des puissances alliées, le roi de Danemarck peut détourner l'orage qui menace ses états ; leur sort et leur avenir dépend de la résolution qu'il va prendre.

Pampelune a capitulé. Les troupes victorieuses du maréchal Wellington se trouvent sur le territoire

---

la vie et la fortune des malheureuses victimes. Accoutumées à la marche judiciaire quand ils parlaient de l'application des lois, Charlot, qui faisait partie de ce tribunal, entrait en fureur. « Il s'agit bien de lois, disait-il : c'est militairement qu'il faut marcher; allons, allons, dépêchez-vous, ou je jugerai tout seul. » Cet homme féroce s'adoucissait pourtant quelquefois..... à la vue de l'or.

français; et c'est pour avoir attaqué les Espagnols au sein de la paix, que les paisibles habitans de l'Adour voient aujourd'hui une armée ennemie sur ses bords. L'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et leurs formidables armées sont sur le bord du Rhin. Un seul but dirige toutes ces masses : la paix générale, fondée sur des *limites naturelles*, seuls garans de sa solidité. Dans les longs malheurs qui ont désolé le continent, les instrumens ont été autant à plaindre que les victimes, et c'est le bonheur des Français, en même temps que celui de leurs propres nations, que les souverains alliés désirent. La guerre ne peut avoir qu'un seul objet honorable, une conquête qui seule est désirable et juste : la paix. Des millions de voix la demandent au peuple français : pourrait-il être sourd à celle de l'humanité, de la raison et de ses intérêts les plus chers ?

Quel est le Français, quel est l'homme vraiment européen qui n'ait été profondément affligé en lisant la réponse de Napoléon au sénat? Le président de cette assemblée, au nom de la France, demande la paix à l'empereur; ce souverain, qui depuis deux ans a été témoin de la mort de six cent mille hommes, répond froidement, et se contente de dire : que la postérité reconnaîtra que les circonstances actuelles n'étaient pas au-dessus de lui. Ainsi l'empereur Napoléon ne veut pas la paix; et comme l'Europe la désire, elle doit se préparer à l'obtenir par la voie des armes.

Espérons que les vœux des Français se réuniront à ceux de l'Europe.

Au quartier-général de Lubeck, le 6 décembre 1813.

Le général Bülow, avec ses troupes, a emporté d'assaut la forteresse d'Arnheim, place d'une très-grande importance pour la conservation de la Hollande. Elle avait 4,000 hommes de garnison, les ouvrages dans un très-bon état, et la plupart revêtus. Dans cette occasion les soldats prussiens ont donné une nouvelle preuve de l'intrépidité qui les caractérise. La perte du général Bülow est de 390 hommes en tués et blessés; celle de l'ennemi doit être considérable. On a fait plusieurs centaines de prisonniers. Le major Marklay, avec un détachement faisant partie de l'avant-garde du général Winzingerode, est entré à Amsterdam le 24 novembre, aux acclamations des habitans. Le général Benkendorff allait le suivre. Le 27 novembre, le prince Gagarin, ayant fait mettre pied à terre à 300 cosaques, attaqua la garnison de Deventer, qui avait fait une sortie pour occuper ou brûler un des faubourgs; et après un combat très-opiniâtre, chassa l'ennemi jusque sur le pont, lui tua beaucoup de monde, et fit 60 prisonniers.

Le 28, le colonel Narisckin occupa Amersfort, dont la garnison s'est retirée sur Naarden.

Les deux forts de Cuxhaven, Faro et le fort Napoléon sont pris. Les garnisons sont prisonnières de guerre.

Nous perfectionnerons les fortifications de Doesburg et de Zutphen.

Le général Winzingerode a envoyé au prince royal les clefs de la ville d'Utrecht, prise par les troupes du colonel Narisckin. Le prince royal les a adressées à l'empereur Alexandre. Le comte Strogonoff est chargé du blocus de Harbourg.

L'armée suédoise s'étant rapproché de la Stecknitz, avec le corps de Lutzow, occupa les postes depuis l'embouchure de cette rivière jusqu'aux environs de Büchen. Les dispositions étaient faites pour attaquer l'ennemi le 2 décembre. Le général comte de Woronzoff et le général Tettenborn avaient reçu l'ordre de passer l'Elbe à Boitzembourg; le maréchal prince d'Eckmühl abandonna sa position dans la nuit, et se retira derrière la Bille.

Le major baron de Cederstrom, avec un corps volant, passa en même temps l'Elbe à Geschstadt; les troupes passèrent la Stecknitz, poursuivirent les arrière-gardes ennemies et firent quelques prisonniers.

La rive gauche de la Stecknitz présente, dans certains points, des hauteurs et des positions qui paraissent inattaquables. Les bords qu'occupait l'ennemi sont très-escarpés, et l'autre rive presque partout marécageuse; les endroits accessibles offrent des re-

tranchemens construits avec beaucoup de soin, palissadés et fraisés de manière à arrêter, pendant plusieurs jours, les troupes les plus intrépides et les plus accoutumées à la guerre.

L'armée fit un mouvement sur la droite; le général Woronzoff se porta se Lauenbourg; l'armée suédoise sur Mossen et Ratzebourg. Le 3, le général comte Woronzoff se porta sur Schwarzembeck, et fit attaquer Bergedorf, qu'il emporta. La cavalerie fit des prisonniers.

Le général Tettenborn se porta sur Amfelde; et se liant avec la cavalerie du comte Woronzoff, coupa la communication avec Hambourg et Lubeck.

Le 4, le général Walmoden passa la Stecknitz, et réunit la majeure partie de son corps à Klinkrade; son avant-garde rencontra l'ennemi au village de Sievenbaum, et l'en chassa après avoir fait quelques prisonniers.

L'armée suédoise se porta entre la Wacknitz et la Stecknitz, poussa ses avant-postes sur la rive gauche de cette dernière rivière, et chassa l'ennemi.

Le général Wegesack passa la Wacknitz à Grünau, et fit rétablir le pont de Crumessen; il prit la gauche de l'armée suédoise. Un fort détachement de toutes armes, commandé par le lieutenant-colonel Ankarsward, resta entre la Wacknitz et la Trave, pour observer Lubeck de ce côté, et rassembler les ma-

tériaux pour la construction d'un pont vis-à-vis Schwartau.

Le 5 au matin, le général Posse fit attaquer, par une partie de la brigade du général Schulzenheim, la position de l'ennemi sur le Landwehr, et après une courte fusillade s'empara des redoutes et rétablit le pont. Quelques hommes furent tués et blessés. Le baron Melin, du premier régiment des gardes, officier distingué, fut tué dans cette rencontre.

Le général Wegesack passa la Stecknitz pour se joindre au comte de Walmoden, qui devait se porter sur Oldeslohe. L'intention était d'emporter Lubeck par escalade; le maréchal comte de Stedingk fit avancer l'armée suédoise. Arrivée à une demi-lieue de la ville, elle fit halte pour attendre les échelles; dans l'intervalle il s'engagea des pourparler avec l'ennemi. Il était déjà trois heures, les échelles n'étaient pas encore arrivées; la connaissance que l'on avait de la place de Lubeck, et des moyens de défense qu'elle prête à un homme de résolution et de tête, fit que le maréchal comte Stedingk ne rejeta pas les propositions. Le général Lallemand signa, avec le colonel Bjornstjerna, chef de l'état-major de l'armée suédoise, la capitulation, portant : que les troupes ennemies évacueraient la ville à dix heures du soir, remettraient à cinq de l'après-midi la porte de Mollen, et ne seraient poursuivies qu'à l'aube du jour du lendemain.

L'ennemi n'ayant à défendre que le front de la porte de Mollen couvert par un double fossé rempli d'eau, et des ouvrages avancés, était toujours maître d'effectuer sa retraite tant qu'il n'y aurait pas de pont sur la Trave, et tous les rapports des officiers du génie portaient qu'il fallait plus de vingt-quatre heures pour les jeter.

Les troupes sont entrées dans la ville à dix heures du soir. L'ennemi s'est retiré sur Segeberg. Le général comte de Walmoden se dirige sur le même point, et le général Skjoldebrand a commencé ce matin, à six heures, à poursuivre l'ennemi, avec sa cavalerie. On a déjà fait quelques centaines de prisonniers et pris deux pièces de canon.

Les habitans de Lubeck étaient décidés à seconder, par des moyens plus efficaces que des vœux, les efforts de l'armée qui venait pour leur rendre leur nom, leurs droits et leur indépendance; ils étaient prêts à joindre leurs bras à ceux des assaillans. Cette courageuse résolution est un appel au patriotisme des habitans de Hambourg.

Lubeck reprend donc son antique dénomination de ville libre et anséatique; le pavillon de la civilisation et du commerce flotte de nouveau sur ses murailles. Ainsi la justice détruira toujours l'édifice élevé par la violence. Le roi de Danemarck doit voir, dans la capitulation qui a été accordée à ses troupes, que toute voie de réconciliation avec la Suède n'est pas

fermée. Il n'a qu'à prêter l'oreille aux prières de ses sujets, aux vœux des habitans du Nord, et aux propositions généreuses de la Suède et de ses alliés.

Au quartier-général à Neumunster, le 12 décembre 1813.

Le prince royal, après avoir passé par Oldeslohe et Segeberg, a transféré, le 11 décembre, son quartier-général à Neumunster. Les troupes du général Borstell ont eu, le 2 décembre, devant Wesel, une affaire avec l'ennemi. Le résultat leur a été avantageux. Le régiment de cosaques de Bischuloff, qui s'est déjà distingué en plusieurs autres occasions, s'y est couvert de gloire.

Le major Knobloch, du corps du général Borstell, a surpris la ville de Neuss vis-à-vis de Dusseldorff. Une aigle, un colonel, 18 officiers et quelques centaines de soldats, y ont été pris. On s'y est aussi emparé d'un magasin de fourrages et d'habillemens militaires. Le colonel Hole, qui dirigeait l'opération, a fait poursuivre l'ennemi jusque sur la route de Juliers. Ainsi les troupes de l'armée du nord de l'Allemagne se trouvent sur le territoire français; on espère cependant que la grande confédération armée pour la liberté et l'indépendance du continent ne sera pas forcée d'aller chercher dans l'ancienne France cette paix dont tous les habitans de la terrre ont tant besoin.

Après un léger bombardement, un détachement des troupes du général Winzingerode s'est emparé du fort du Rothembourg. La garnison est prisonnière de guerre.

Le prince d'Eckmühl, dans la vue d'obtenir des renseignemens et de faire des prisonniers, a fait sortir de Hambourg toute sa cavalerie. Il l'avait fait soutenir par une réserve de plusieurs bataillons. Ce corps, sous les ordres du général Vicheri, attaqua un poste avancé de cosaques placé à Toudorff, et poursuivit sa marche avec tant d'impétuosité, qu'il entra à Rahlstedt en même temps que le piquet. Le régiment de cosaques qui occupait cet endroit fut obligé de se retirer sur Sieck, où se trouvait le général Pahlen, avec six escadrons de cavalerie régulière, placés par le général Woronzoff; en moins de quatre minutes cette dernière troupe fut sous les armes. Le général Pahlen, connu dans l'armée par ses talens militaires et par sa mâle intrépidité, la conduisit de suite à la charge; le colonel Timen, à la tête d'un escadron du régiment d'Izoum, commença l'attaque avec tant de vigueur qu'il renversa immédiatement l'ennemi, qui dès-lors fut en déroute. On le poursuivit jusqu'à Waudsbeck. Le chemin entre Siek et Waudsbeck était jonché de morts; on en a compté plus de 200. On a fait plus de 150 prisonniers, dont un officier. Le colonel de

dragons de Jusland fut blessé, et mourut bientôt après des suites de ses blessures.

Le général Dorenberg attaqua avec trois bataillons trois régimens d'infanterie danoise, sortis d'Oldeslohe. L'ennemi fut poussé vivement jusqu'à Bode; la nuit mit fin au combat qui s'engagea. Ce général fit quelques prisonniers. Un escadron de hussards, qui avait mis pied à terre, attaqua le village de Treuthorst, où il y avait une compagnie d'infanterie danoise; il fit vingt prisonniers et dispersa le reste.

Un détachement de l'avant-garde du général Walmoden s'est emparé, près d'Eckernfohrde, d'une partie des bagages du corps ennemi qui se retire, et a fait quelques centaines de prisonniers.

Le général Tettenborn, qui a passé l'Eyder avec son corps, a occupé Fredrichstadt, Tonningen et Husum, et envoyé des détachemens vers Flensbourg et Schleswig. Il a fait cerner le fort de Vollerwyk. Il a surpris à Harnau 120 chariots, qui transportaient les malades de l'hôpital d'Altona; 120 hommes de l'escorte ont été faits prisonniers, le reste s'est sauvé à la faveur de la nuit. A Husum, il a pris 7 canons. Ce général a fait désarmer le landsturm de Tonningen et de Husum; plus de 500 fusils y ont été pris. Un de ses détachemens a détruit les dépôts de cavalerie qui se trouvaient à Izohoe; l'ennemi a perdu beaucoup de monde en tués et

blessés : un officier, 100 soldats et 120 chevaux, ont été pris.

L'armée suédoise s'est portée sur l'Eyder, entre Rendsbourg et Kiel. Ses détachemens occupent cette dernière place. Le quartier-général du maréchal comte Stedingk est à Preetz. Les habitans de Ploen et d'Eutin ont reçu les troupes suédoises avec de grandes acclamations de joie. Ces villes ont été illuminées.

Le général Skjoldebrand, qui était à la poursuite de l'ennemi, l'atteignit devant Bornhoft. Il trouva que sa force, consistant en trois bataillons d'infanterie et deux régimens de cavalerie, était rangée en bataille et avait une batterie de 6 pièces sur son flanc gauche; le feu de sa mitraille devint vif et meurtrier, mais le général Skjoldebrand, à la tête de ses troupes, chargea lui-même avec tant de vigueur, que la batterie fut enlevée, les bataillons rompus et forcés de mettre bas les armes. La cavalerie ennemie tourna bride : toute celle du général Skjoldebrand la poursuivit, laissant seulement un escadron pour recevoir les bataillons qui s'étaient rendus. Par une méprise, ou à l'instigation de quelques-uns de leurs officiers, ces troupes reprirent leurs armes, firent feu sur notre cavalerie, et lui causèrent un grand dommage. Alors quelques escadrons de hussards, qui poursuivaient l'ennemi, revinrent à la charge et sabrèrent ces bataillons. Comme l'ennemi avait dans le village de

Bornhoft un corps de réserve très-considérable, on ne put lui prendre que sa batterie et environ 300 prisonniers. Sa perte en tués et blessés est très-forte ; la nôtre s'élève à près de 200 hommes et autant de chevaux. Le capitaine Plauting et l'adjudant Cock, des hussards de Morner, ont été tués; le colonel de Cederstrom, du même régiment, a été blessé. La cavalerie suédoise a déployé dans cette affaire une intrépidité rare. Elle a chargé dans un terrain très-difficile trois différentes armes (la cavalerie, l'artillerie et l'infanterie), et a obtenu un plein succès.

Il est affligeant d'avoir à faire mention de combats livrés entre des enfans du Nord : ils ne devraient appeler que le deuil et le silence. Le souverain dont la politique les a provoqués peut seul désirer qu'ils se prolongent ; espérons que le roi de Danemarck mettra fin à cette guerre de frères, et que bientôt ce royaume et celui de Suède offriront l'image d'une famille unie, tranquille et heureuse.

L'ennemi fut coupé de Rendsbourg par le général Walmoden, qui se retira sur Kiel. Poursuivi par le général Skjoldebrand, il passa le canal et se porta par la rive opposée sur la forteresse, après avoir coupé les ponts. Il fallut vingt-quatre heures pour les faire reconstruire. Le général Walmoden, qui s'était porté à Klawenseck, en fit jeter d'autres, et détacha le général Dorenberg sur Eckernfohrde, d'après l'avis qu'il avait reçu que l'ennemi se retirait sur ce point.

L'avant-garde du général Walmoden avait passé depuis long-temps. Quelques bataillons et un régiment de hussards, qui devaient garder le pont et entretenir les communications avec le général Dorenberg, furent attaqués à Ostenrode par l'armée ennemie, qui, craignant sans doute d'être détruite dans sa marche sur Colding, prit la résolution subite de percer sur Rendsbourg. Le corps de bataille du général Walmoden se trouvant éloigné, ne put arriver à temps pour prendre part à l'action. Ce général soutint avec un régiment de hussards, 4 bataillons et 4 pièces de canon, un combat long et opiniâtre contre une force de 10,000 hommes au moins, qui avaient une artillerie nombreuse. Les succès furent long-temps balancés; mais, à la fin, l'ennemi parvint à gagner la route de Rendsbourg. Les soldats ont souvent été mêlés entre eux; et quoique le nombre des Danois fût dans la proportion de trois à un, le champ de bataille resta au comte de Walmoden. Les chasseurs à pied et à cheval du Mecklembourg, qui formaient l'avant-garde du général Wegesack, arrivèrent assez à temps pour prendre part à l'affaire et pour la décider. Cette cavalerie fit une charge brillante contre le régiment de Holstein, et sous la fusillade croisée de plusieurs bataillons qui étaient placés derrière les haies. Le prince Gustave de Mecklembourg, qui s'est fait remarquer d'une manière particulière, a été blessé. Sa grande valeur l'ayant porté au milieu des ennemis, il tomba

entre leurs mains : mais il fut échangé de suite contre un officier du même grade; on espère que ses blessures lui permettront de continuer la guerre; sa conduite est au-dessus de tous les éloges. Le colonel Müller, des chasseurs de Mecklembourg, s'est conduit d'une manière brillante. Le comte de Walmoden a perdu dans cette affaire un canon et 5 à 600 hommes tués, blessés ou égarés. La perte de l'ennemi, de son propre aveu, est de plus de 1,000 hommes dans cette journée, qui fait beaucoup d'honneur au comte de Walmoden, et dans la précédente où il y a eu des escarmouches ; ce général a pris 8 pièces de canon et 400 prisonniers. Le jeune lieutenant Mülenfelds des hussards de la légion, et le lieutenant Maherenholz des chasseurs, avec une vingtaine de hussards et le même nombre de chasseurs hanovriens, ont fait des prodiges de valeur et pris 5 canons.

Le prince de Hesse a demandé un armistice. Il est probable que bientôt tous les différends entre la Suède et le Danemarck s'arrangeront, et que le Danemarck se joindra enfin aux alliés.

Au quartier-général de Kiel, le 16 décembre 1813.

L'armistice demandé par le prince de Hesse a été accordé. Il a commencé le 15 décembre à minuit, et finira le 29, à la même heure. On profitera de cet in-

tervalle pour pousser les opérations contre Hambourg. L'armée danoise a pu rentrer à Rendsbourg comme par miracle; deux heures plus tard elle était forcée ou de mettre bas les armes ou de se disperser. Le fort de Wollerwik s'est rendu au corps du général Tettenborn, après avoir été canonné pendant quelques jours. La garnison est prisonnière de guerre, et ne pourra pas servir jusqu'à son échange. On y a pris 18 canons et 10 mortiers; le nombre de pièces prises par le général Tettenborn, depuis son entrée dans les duchés, est de 58. Le talent caractéristique des cosaques, de se tirer d'affaire dans tous les cas, s'est montré dans cette occasion; au défaut d'artilleurs, ils ont servi eux-mêmes les canons avec lesquels on a tiré contre la batterie. Le plus mauvais temps, des chemins presque impraticables, rien n'arrête ces guerriers audacieux. L'armée qui a des cosaques à sa disposition trouvera toujours ses opérations et ses succès facilités par leur vigilance.

Le fort de Frédériksort et la place de Glückstadt ne sont point compris dans l'armistice; si le gouvernement danois veut la paix, ces places n'éprouveront pas les horreurs d'un bombardement. L'armée s'est arrêtée au milieu de ses succès; le temps qu'elle perd en attendant la conclusion de la paix est d'une importance incalculable; ainsi les alliés viennent de donner au Danemarck et à l'Europe une preuve bien évidente de leur modération. Si les hostilités

recommencent, ce sera un grand malheur, sans doute; mais on n'en pourra pas reprocher la suite aux alliés. Deux régimens de cosaques du corps du général Benkendorff se sont portés sur Breda; la garnison a évacué la place et s'est retirée sur Anvers, poursuivie par les cosaques. La place de Breda, où il a été fait 600 prisonniers, a été immédiatement occupée par les troupes alliées.

Ainsi l'armée du nord de l'Allemagne occupe dans ce moment une ligne depuis Breda jusqu'à Dusseldorff. Par suite de l'armistice, elle a rappelé tous les partis qu'elle avait dans le Schleswig, et ses troupes tiennent dans ce duché la ligne depuis Eckenforde jusqu'à Husum. Les dispositions sont tellement prises, que sur l'extrémité de chacun de ses points il peut se trouver dans trois marches une armée de 35,000 hommes. Cet exposé doit suffire pour convaincre le Danemarck du tort qu'il fait aux alliés et à la bonne cause. Chaque jour est un siècle de perdu pour les intérêts de ce gouvernement.

Au quartier-général de Kiel, le 21 décembre 1813.

Le général Benkendorff s'est emparé de Gertruydemberg; le général Loriçay, qui commandait dans cette place, retourne en France avec sa garnison,

sous condition de ne pas servir contre les alliés avant un an.

La forteresse de Willemstadt a été évacuée avec tant de précipitation, que l'ennemi a abandonné 20 chaloupes canonnières qui s'y trouvaient.

Dans toutes les villes de la Hollande qui ont été rendues à la liberté, on forme des gardes bourgeoises. Glückstadt est cerné. Si cette place ne s'est pas rendue dès les premières gelées, on donnera l'assaut. La garnison avait établi près du village d'Ivenfloth, dans une position très-avantageuse, une batterie de 4 pièces de 18, avec 200 hommes d'infanterie pour la défendre. Un bataillon de la brigade du général Boye s'est emparé de cette batterie, et a poursuivi la troupe ennemie jusque sous le feu de mitraille de la forteresse, et a fait plusieurs prisonniers.

Tous les préparatifs étaient faits pour attaquer la forteresse de Frédéricksort; les troupes de la deuxième brigade, sous les ordres du général baron de Posse, se trouvaient à 300 pas du mur. Après un feu très-vif qui a duré un jour et une nuit, et que nos soldats ont soutenu avec le sang-froid du nord, le commandant a capitulé le 19. On a trouvé dans la place 101 bouches à feu, beaucoup de munitions de guerre, dont 4 à 500 quintaux de poudre. La garnison est prisonnière de guerre.

Au quartier-général, à Kiel, le 26 décembre 1813.

Quelques chaloupes canonnières armées, sorties de Hambourg, s'étant approchées de Blankenèse, probablement dans l'intention de s'emparer des bateaux qui se trouvaient en cet endroit, le général Woronzoff fit avancer vers le rivage un détachement de troupes et une pièce de canon. Une affaire s'engagea avec les chaloupes françaises qui étaient montées de 8 pièces; 40 chasseurs russes furent embarqués sur des bateaux pour attaquer l'ennemi à l'abordage; mais malgré sa supériorité il se retira, favorisé par le vent, et long-temps poursuivi par les chasseurs. Le commandant des chaloupes a été tué.

Le major de Boye, qui commande les troupes devant Glückstadt, ayant donné l'ordre au régiment Kronoberg, de s'emparer du terrain destiné à l'emplacement d'une batterie de grosses pièces, la garnison fit une sortie, protégée par le canon de la forteresse. L'affaire devint très-vive, l'ennemi fut repoussé dans ses murs avec une perte considérable. Le terrain fut maintenu, et le travail continué au milieu d'un feu de mitraille très-violent de la place. Le régiment de Kronoberg eut le premier jour plusieurs hommes tués et blessés, dont deux officiers. Le 25, les batteries devaient être achevées.

Le roi de Danemarck a fait demander une pro-

longation de l'armistice, et elle a été accordée jusqu'au 6 janvier. Ce terme est long, sans doute ; mais quelque préjudiciable qu'il soit à l'intérêt des alliés, ceux-ci ne le regretteront point, si les bases de la paix avec le Danemarck sont posées avant son expiration. Des conditions avantageuses ont été faites par la Suède à ce gouvernement ; il faut espérer, pour l'intérêt général et le sien, qu'il les acceptera. L'Europe impartiale appréciera la grandeur du sacrifice que renferme cette nouvelle preuve de la modération de la Suède, et de son désir sincère de rendre la tranquillité au Nord. La Norwège lui est assurée par les traités les plus saints et les plus solennels ; jamais garantie ne porta une empreinte plus majestueuse, et jamais nation n'a pu se reposer avec plus de confiance que ne fait la Suède, sur les traités qui affranchissent la presqu'île scandinave de l'influence et de la politique de Napoléon. L'esperance de la paix a amélioré le papier du Danemarck de cent pour cent ; c'est le thermomètre de l'opinion de la nation. Si les hostilités recommencent, ce papier n'aura plus de valeur. Cependant, au milieu des protestations faites, un convoi anglais, russe et prussien, a été attaqué dans le Sund par des écumeurs de mer portant pavillon français et danois, et serait infailliblement tombé au pouvoir de ces pirates, si des vaisseaux de guerre suédois ne l'avaient protégé. Ce convoi était chargé de marchandises précieuses, entre

autres de beaucoup de fusils et d'effets d'habillement.

Depuis l'armistice conclu, un officier russe venant de Francfort, et chargé de dépêches pour le comte Walmoden, égaré dans la route, est parvenu sous les murs de Rendsbourg. Conduit devant le commandant de la forteresse, ses dépêches ont été prises, décachetées et lues; deux, adressées aux ministres anglais, ont été retennes par le commandant.

OPÉRATIONS DE 1814.

Au quartier-général, à Kiel, le 6 janvier 1814.

Le gouvernement danois ayant rejeté les bases d'une pacification qui lui avaient été proposées, les hostilités ont recommencé aujourd'hui dans la matinée.

Le blocus de Rendsbourg a eu lieu, et les avant-postes de la garnison ont été forcés à se retirer sous le canon de la place.

Un gouverneur-général est nommé pour le Holstein et le Schleswig. Un corps ennemi de plus de 10,000 hommes, avec 25 à 30 pièces de canon, a attaqué Breda. Le général Benkendorff, qui défendait cette place, appuyé par un mouvement combiné entre les généraux Bülow et Graham, l'a forcé à se retirer. Ce général s'est conduit, dans cette occasion comme dans toutes les autres, avec le courage et le

sang-froid qui le caractérisent, et les talens qui le distinguent.

Le colonel Narisckin a fait une expédition sur la rive gauche du Rhin, et a fait prisonniers le colonel du 20e. régiment de chasseurs, un sous-officier et quelques soldats.

Une partie de l'armée du général en chef comte de Benigsen a relevé le corps du lieutenant-général comte de Woronzoff devant Hambourg. L'occupation d'Ochsenwerder, dont ses troupes se sont emparées, inquiète beaucoup le prince d'Eckmühl; il a fait plusieurs tentatives pour y faire passer du monde sur des bateaux; mais les tirailleurs russes les ont toujours repoussés. Il y a une désertion très-considérable parmi les troupes de la garnison.

La légion anséatique, qui venait de recevoir un mois de solde, s'est empressée d'offrir cette somme aux malheureux habitans de Hambourg, que le prince d'Eckmühl a expulsés. Cet acte de bienfaisance honore d'autant plus ces guerriers, que cette somme devait leur servir à acheter plusieurs effets d'équipement. La forteresse de Glückstadt a capitulé hier au soir, et a été occupée ce matin par les troupes suédoises. La garnison est prisonnière de guerre, et sera transportée dans l'île d'Alsen, avec l'obligation de ne pas servir d'un an contre les alliés. Elle est forte de 3,000 hommes. Le général baron de Boye, et toutes les troupes sous ses ordres, ont donné, pendant la durée de ce

siége, des preuves de valeur et de persévérance. Le terrain qui entoure la forteresse était submergé, et les assaillans avaient à lutter contre un temps pluvieux et mal-sain ; enfin les approches de la ville n'ont pu être faites que sur des digues, et sous un feu très-vif de mitraille et de boulets. Les troupes ne sont parvenues à se couvrir qu'en élevant chaque nuit des traverses avec des gabions. L'idée qu'on peut se faire des privations et des souffrances qu'on endure, lorsqu'on assiége une place en plein hiver, est au-dessous de ce que les soldats ont éprouvé dans cette occasion. Les peines qu'ils ont endurées rehaussent d'autant plus les talens du général et le bon esprit qui a animé son corps. Les travaux de l'artillerie ont été dirigés avec autant de courage que d'intelligence par le capitaine Hygrell, et l'artillerie suédoise, anglaise et celle détachée du corps de Woronzoff, se sont éminemment distinguées. Le général baron de Boye se loue beaucoup du zèle et des talens des capitaines du génie Thersner et Melander. Le capitaine anglais Farquahar, avec la flottille sous ses ordres, a pris une part active et honorable dans l'attaque de la place, et a grandement contribué à sa reddition.

Glückstadt est un point des plus importans pour la navigation de l'Elbe. Il nous donne 325 bouches à feu, dont 119 en bronze. L'assaut était résolu, et l'on n'attendait que les gelées pour le donner.

Le général comte de Woronzoff avait formé un

bataillon de 600 grenadiers d'élite, pour servir de réserve aux troupes suédoises.

La ville de Glückstadt fut bâtie, l'an 1620, par Chrétien IV, sur un terrain très-marécageux, et donna beaucoup de jalousie aux Hollandais. L'an 1628, le célèbre Tilly en fit le siége, et, après quinze semaines de travaux non interrompus, il fut obligé de le lever. Lors de l'expédition de Torstenson, les places de Glückstadt et de Krempe furent les seules dans les duchés que les troupes suédoises n'occupèrent pas.

Depuis l'entrée de l'armée alliée dans le Holstein, elle a pris 470 pièces de canon. On travaille à la démolition et au désarmement de la forteresse de Frédéricksort; la navigation de la Baltique et des Belts en sera plus libre. Cette forteresse avait été élevée pour nuire au commerce des Anglais avec les puissances du nord. Le commissaire des guerres français Prépaud, envoyé par le prince d'Eckmühl, est parvenu à se glisser jusqu'aux avant-postes danois et à se rendre à Copenhague, porteur d'instructions de son gouvernement pour le baron Alquier. Le général Lallemand lui-même était attendu la semaine dernière chez le ministre français. Les ordres de couler bas tous les écumeurs de mer ont été renouvelés à la marine suédoise. Ces pirates ont fait beaucoup de mal au commerce anglais, russe, prussien et suédois, dans la Baltique.

Les ports de la presqu'île cimbrique viennent d'être ouverts aux pavillons alliés. Ce pays, qui a tant souffert depuis l'introduction du système continental, verra son commerce refleurir et sa prospérité renaître. Les Norwégiens, qui ont éprouvé toutes les angoisses du besoin et de la misère, vont incessamment être prévenus que leur union avec la Suède aura pour première base les mêmes avantages qui viennent d'être rendus aux habitans de la presqu'île cimbrique; ainsi la Norwège, libre et heureuse, ne sera plus gouvernée comme colonie, et jouira de tous ses droits politiques.

Au quartier-général de Kiel, le 17 janvier 1814.

La paix du Danemarck avec la Suède et l'Angleterre a été signée le 14 janvier. Dimanche 16, il y a eu grande parade; un *Te Deum* solennel a été chanté en actions de grâces, et plusieurs salves d'artillerie ont été tirées. Le traité a été envoyé à S. M. le roi de Danemarck, et on attend la ratification mercredi prochain. Toute l'armée se met en marche vers le Rhin. Il n'y a plus de rivalité parmi les peuples du Nord : ils ont reconnu qu'ils ont les mêmes intérêts. Réunis pour le plus noble but, ils combattront ensemble pour la liberté du continent, l'indépendance des souverains et des nations. Les peuples du Nord ne regardent point les Français comme des

ennemis: ils n'en reconnaissent d'autre que celui qui a tout fait pour empêcher leur union, celui qui (on ne saurait trop le répéter) a voulu asservir tous les peuples et ravir toutes les patries.

Au quartier-général à Buxtehude, le 31 janvier 1814.

Le général Bülow a attaqué l'ennemi, qui, fort de 15 à 16,000 hommes, occupait les positions de Hoogstraten, Lohenhout et Westwesel; et l'a forcé, malgré son opiniâtre résistance, à abandonner tous ces points, et à se retirer précipitamment sur Anvers. Si les chemins, rendus très-difficiles par les glaces, n'eussent empêché le général Oppen d'arriver à temps, tout le corps ennemi eût été coupé. Deux jours après, le général Bülow, de concert avec le général Graham, commandant en chef les forces britanniques en Hollande, poussa une forte reconnaissance sur Anvers. Le général Oppen culbuta un corps ennemi de 5 à 6,000 hommes, et l'obligea, après un combat très-vif, à abandonner ses retranchemens. Les corps des généraux Graham et Thümen trouvèrent l'ennemi à Merxer, occupant une très-forte position qui fut emportée d'emblée. L'ennemi perdit beaucoup de monde, dont un grand nombre de noyés par la rupture de la glace des fossés. Ces brillantes affaires, qui font également honneur aux talens du général Bülow et à

l'intrépidité de ses troupes, ont eu des résultats très-avantageux. On a fait 500 prisonniers; l'ennemi a eu un général de brigade tué, il a perdu 2,000 hommes en tués et blessés, parmi lesquels beaucoup d'officiers. Le maréchal Macdonald a été obligé de se retirer de Gueldres sur Maëstrich; et le général Bülow, maître de reprendre l'offensive à tout moment, a été à même de donner à ses troupes le repos dont elles avaient besoin. Le général de Borstell s'est beaucoup distingué par l'attaque de Hoogstraten : une balle lui a fait une légère contusion. Le général de Thümen a montré l'activité qui le caractérise. Les généraux d'Oppen et Krafft ont combattu avec leur vaillance accoutumée. Le général de Graham a développé ce courage et ce talent qui l'ont si souvent distingué dans les combats auxquels il eut l'honneur de prendre part sous l'illustre capitaine à qui la péninsule espagnole doit son indépendance.

Le colonel Melniekoff, commandant un détachement de cosaques, a délogé de Turnhout un ennemi très-supérieur. Cette affaire fait beaucoup d'honneur au colonel et à son excellente troupe.

Le colonel Didrichs, chef de l'artillerie russe attachée à l'armée du général Bülow, a agi avec le sang-froid et le courage qui le distinguent.

Le major Colomb a surpris le poste de Meyl près Ruremonde, a tué beaucoup de monde à l'ennemi, lui a fait prisonniers un officier et 50 hommes, et

ramené 70 chevaux. Le général Winzingerode a passé le Rhin près de Dusseldorff. Le colonel de Benkendorff, arrivé le premier sur la rive gauche du Rhin avec 150 chasseurs et 60 cosaques, voyant venir à lui le général Lorge avec 1,000 hommes et 2 canons, se mit à la tête de ses chasseurs, et, avec l'intrépidité qu'on lui connaît, marcha au devant de l'ennemi, le repoussa, et fit une trentaine de prisonniers; la nuit survint et l'ennemi se retira. Le général Sébastiani, qui se trouvait à Cologne avec un corps de 5,000 hommes, n'osa rien entreprendre et rétrograda sur Liége, après avoir jeté une garnison dans Juliers.

Un détachement de l'avant-garde du général de Winzingerode a eu une belle affaire avec cette garnison, et lui a fait quelques centaines de prisonniers. Le général Czernicheff a déployé cette brillante activité dont l'ennemi a tant de fois éprouvé les effets; le lieutenant-colonel Burnicoff et le capitaine Schilling se sont distingués.

Les gelées ayant rendu praticable le passage des inondations qui environnent Harbourg, le général comte de Strogonoff en profita pour attaquer et enlever les villages que l'ennemi occupait en avant de ses retranchemens, et d'où il tirait une grande partie de ses subsistances; on fit 400 prisonniers, dont 10 officiers; quelques compagnies de chasseurs pénétrèrent jusque dans la ville; le feu du château les obligea de se retirer, après avoir encloué une vingtaine de

canons de gros calibre. Le général de Strogonoff se loue beaucoup des généraux majors Jeltonkine, Glebow et du comte Galati ; les troupes russes se sont conduites avec la bravoure qui leur est naturelle. Deux jours après cette affaire une colonne d'infanterie ennemie, soutenue par de l'artillerie, sortit de Hambourg dans l'intention de surprendre les troupes du général Strogonoff. La vigilance du général déconcerta les projets de l'ennemi, et le major de Starow, qui se trouvait là avec ses chasseurs, l'arrêta au commencement de l'attaque avec tant de vigueur, que la colonne fut dispersée ; 4 pièces de canon et nombre de prisonniers restèrent en son pouvoir.

Le général comte de Benigsen, continuant d'inquiéter journellement la garnison de Hambourg, avait ordonné une attaque générale sur tous les points qu'elle occupait en avant des fortifications de la place. Il fit faire en même temps de fortes démonstrations sur les ouvrages de Wandsbeck. L'attaque réussit parfaitement ; tous les postes furent enlevés à la baïonnette. La perte de l'ennemi fut très-considérable en tués et blessés ; 8 officiers et 300 hommes furent faits prisonniers. La surprise du village de Ham était combinée avec cette opération. D'énormes abatis défendaient l'approche de ce poste ; les grénadiers russes, après avoir enlevé les piquets en avant du village, poussèrent leurs chasseurs jusqu'au sommet des hauteurs que couvraient les abattis, avec tant de célérité que l'en-

nemi étonné n'eut même pas le temps de prendre les armes.

Le défaut d'artillerie de gros calibre et la mauvaise saison empêchèrent le général en chef, comte de Benigsen de pousser les travaux du siége de Hambourg avec l'activité qui lui est propre. Les ordres sont donnés pour que l'artillerie nécessaire arrive au plus tôt. S. M. danoise a déjà désigné les régimens qui formeront le corps destiné à joindre l'armée du nord de l'Allemagne. Ce corps va incessamment se porter sur le Rhin. La partie de l'armée qui était entrée en Holstein et en Schleswig est en marche par des chemins rendus presque impraticables par les neiges. De mémoire d'homme il n'en est tombé autant dans ces duchés. Des chariots, des canons, des attelages entiers ont été ensevelis; quelques hommes ont eu les mains et les pieds gelés. Mais rien n'arrête le soldat, animé par le noble but des alliés, la paix générale.

Au quartier-général à Cologne, le 12 février 1814.

Le prince royal a transféré, le 10 au soir, son quartier-général à Cologne. Les troupes du lieutenant-général comte de Woronzoff, qui étaient encore, le 16 janvier, de l'autre côté de l'Eyder, ont mis tant de célérité dans leurs mouvemens, qu'elles sont déjà dans le voisinage de la Roër. Persévérance, zèle, activité,

rien de beau, rien de grand n'étonne de la part de ce général distingué. L'armée suédoise, les corps du général de Walmoden et du général de Strogonoff se portent sur le Rhin, et y seront bientôt rendus. La tête des colonnes du comte de Strogonoff est déjà près du Rhin.

Le prince a publié la proclamation suivante :

Proclamation du prince royal de Suède, aux Français.

Au quartier-général de Cologne, le 12 février 1814.

Français, j'ai pris les armes par ordre de mon roi, pour défendre les droits du peuple suédois. Après avoir vengé les affronts qu'il avait reçus et concouru à la délivrance de l'Allemagne, j'ai passé le Rhin.

Revoyant les bords de ce fleuve, où j'ai si souvent et si heureusement combattu pour vous, j'éprouve le besoin de vous faire connaître ma pensée.

Votre gouvernement a constamment essayé de tout avilir, pour avoir le droit de tout mépriser; il est temps que ce système change.

Tous les hommes éclairés forment des vœux pour la conservation de la France ; ils désirent seulement qu'elle ne soit plus le fléau de la terre.

Les souverains ne se sont pas coalisés pour faire la guerre aux nations, mais pour forcer votre gouvernement à reconnaître l'indépendance des états ; telles

sont leurs intentions, et je suis auprès de vous garant de leur sincérité.

Fils adoptif de Charles XIII, placé par l'élection d'un peuple libre sur les marches du trône des grands Gustaves, je ne puis désormais avoir d'autre ambition que celle de travailler à la prospérité de la presqu'île scandinave. Puissé-je, en remplissant ce devoir sacré envers ma nouvelle patrie, contribuer en même temps au bonheur de mes anciens compatriotes !

Arrivé sur les bords du Rhin, et occupant avec ses troupes, sur la rive gauche de ce fleuve, un pays que l'on était déjà accoutumé à regarder comme sol français, le prince royal de Suède sentait, plus vivement qu'il ne l'avait encore fait jusqu'alors, combien était fausse la position dans laquelle il se trouvait engagé par sa politique. L'invasion de la France avait été proposée, l'Autriche y avait consenti, en mettant pour clause que Murat se joindrait à la coalition, afin de mettre Vienne à l'abri de toute inquiétude sur les opérations qu'aurait pu tenter le prince Eugène avec l'armée d'Italie. Ce prince avait déjà remporté sur les Autrichiens un avantage considérable, en s'emparant de Laybach, et ne se serait sans doute pas borné à un rôle défensif, si Murat avait joint ses forces aux siennes. On négocia donc avec le roi de Naples, et ce prince se joignit aux coalisés.

L'empereur Alexandre consentit à l'invasion du territoire français, pourvu que la Suisse appuyât l'opération en accordant le passage sur son territoire. Les vieux alliés de la France livrèrent le pont du Rhin, et la France, pleine de confiance dans la neutralité helvétique, qu'elle regardait comme son boulevard; la France, qui avait toujours négligé de fortifier ses frontières de ce côté, se trouva tout-à-fait à découvert.

Il fut donc résolu que de tous les points on marcherait sur Paris. Le mouvement commença, les Prussiens forcèrent le passage du Rhin près de Manheim et avancèrent sur Nancy.

Tout ce qui s'est passé à cette époque est encore présent au souvenir de tous les militaires; plus on examinera cette fameuse campagne de France, et plus on reconnaîtra qu'elle ajoute beaucoup à la gloire de l'armée française. Soixante mille braves infatigables déjouèrent les opérations de 500,000 hommes; pendant plus de six semaines, ils remportèrent des victoires qui obligèrent Alexandre à envoyer prévenir à quatre heures du matin le général autrichien dans son lit, « qu'il désirait que l'on expédiât sur-le-champ « un courrier à Châtillon, avec ordre de signer le « traité de paix que demandait le négociateur fran- « çais. » Mais, malheureusement pour Napoléon, c'était avant que ce négociateur fût instruit des succès qui forcèrent l'empereur d'Autriche à se rendre précipitamment à Dijon, afin de s'y mettre en sûreté.

Ces victoires étaient si décisives, que si chaque Français eût fait son devoir ils jetaient l'armée alliée, alors réduite à 120,000 hommes avec ses souverains à sa tête, entre la ville de Paris et le canon de l'armée française, sans aucune ligne de communication avec le Rhin, sans magasins intermédiaires, sans munitions, sans provisions autres que celles qui marchaient dans le moment avec l'armée ; ces victoires enfin plaçaient les alliés dans un cercle vicieux, duquel il leur était impossible de se tirer. Le prince royal avait eu alors recours à un système de temporisation ; il prétendit que ses instructions portaient de rejeter les Français au-delà du Rhin; que ce but rempli, il ne pouvait rien entreprendre sans des ordres ultérieurs de son roi. L'armée suédoise était donc simple spectatrice de ce qui se passait alors. On a prétendu que des pourparlers avaient été entamés entre le prince royal et l'empereur Napoléon; que le général Maison, ancien aide-de-camp de Bernadotte, devait réunir ses troupes aux Suédois, auxquels se seraient encore réunies les garnisons de Hambourg et des places que l'on avait laissées en arrière; qu'à la tête de ces forces, Bernadotte devait protester contre l'invasion du territoire français, et combattre encore pour son ancienne patrie. Nous ne trouvons rien de positif sur tous ces faits, dans les nombreux matériaux que nous avons consultés. On a imputé à Bernadotte des vues ambitieuses; on lui a prêté une arrière-pensée qu'il n'a

jamais eue. Sa conduite noble et soutenue n'a pas mérité qu'on lui fît l'injure de croire qu'un homme qui avait vécu pendant dix-huit années sur le théâtre des factions, qui les avait traversées toutes avec gloire, qui avait trouvé un port assuré dans le rang le plus illustre, se rejeterait lui-même dans le gouffre et dans le tourbillon de l'incertitude. Bernadotte a vu avec peine le sang français couler sur le sol de la France; mais il se devait à la Suède, dont il est justement aimé; il se devait aux armées qu'il commandait, aux souverains qui l'ont honoré d'une amitié fraternelle et d'une confiance dont il est digne de sentir le prix. Placé entre la nécessité de trahir ses devoirs et celle de tourner ses armes contre son ancienne patrie, il devait désirer de rester neutre, et c'est ce qu'il a fait. La position des alliés au centre de la France, devenait de jour en jour plus critique; ils n'avançaient qu'en tremblant sur un sol qu'ils regardaient comme volcanisé. Les armées françaises avaient porté dans les esprits des étrangers une si haute idée du nom français, qu'ils croyaient que des bourgeois en uniforme rivaliseraient avec les grenadiers de la vieille garde, et qu'une population légère et futile serait conduite par les sentimens qui dirigeaient les vainqueurs de Marengo, d'Austerlitz, d'Jéna et de Moscow. Ils furent bientôt détrompés: l'armée française fut considérée en France comme étrangère. La défection populaire servit la cause de la coalition; sans cette défection, les alliés

étaient hors d'état d'assurer leur retraite, et cependant obligés de s'y déterminer. Le peuple français était impatient de se délivrer du joug de Bonaparte: il se livra donc à toutes les insinuations perfides dans lesquelles on lui montrait ce but pour résultat; et au moment où Bonaparte semblait être hors du pouvoir de la fortune, son mouvement sur Saint-Dizier, qui devait lui assurer l'empire, lui fit perdre sa couronne.

Dix mille alliés furent tués ou blessés à l'attaque de Montmartre, surtout par l'artillerie que servaient les jeunes gens de l'École Polytechnique. La conquête de ce poste, si on eût voulu se défendre, n'assurait aux alliés que le pouvoir de détruire des maisons par un bombardement. Une capitale comme Paris ne pouvait pas être occupée militairement. Les Russes avaient promené eux-mêmes la torche incendiaire dans les édifices de leur capitale, et en les brûlant avaient sauvé leur empire. Les Français n'étaient pas réduits à cette triste extrémité; il ne s'agissait que de tenir quelques momens, et Bonaparte, qui approchait, serait venu au secours avec ses troupes. Ceux qui étaient chargés de diriger l'armée alliée en étaient si bien convaincus, que la retraite était déjà résolue, dans le cas où Paris ne se fût pas déclaré pour la coalition.

Le départ de l'impératrice, en conséquence des ordres de l'empereur qui lui furent exhibés par Joseph Bonaparte, fut fatal à la cause de Napoléon.

Les alliés entrèrent à Paris. Talleyrand, invité à

indiquer quel gouvernement et quel gouvernant seraient les plus agréables au sénat et au peuple français, répondit: *Une monarchie constitutionnelle et Louis XVIII.*

L'armée suédoise, qui s'était arrêtée un mois à Cologne, six semaines à Liége, n'arriva à Bruxelles qu'après les événemens du mois de mars 1814; elle était restée tranquille dans ses cantonnemens pendant les momens les plus critiques pour les coalisés. Bernadotte regardait comme une espèce de sacrilège de marcher en armes sur le sol de la mère patrie. Il se rendit de sa personne à Paris, et n'y passa que vingt-quatre heures après l'entrée des alliés et la restauration du trône des Bourbons.

RÉUNION DE LA NORWÈGE.

Après la grande catastrophe de l'empire, toute l'Europe fut en paix, excepté la Suède; elle avait toujours à soumettre la Norwège. Bernadotte ordonna donc à ses troupes de se mettre en marche, pour repasser le Rhin et se rapprocher des bords de la Baltique. Reportons nos regards en arrière, et voyons les causes de la nouvelle lutte dans laquelle va s'engager le prince royal.

Par la convention d'Abo, la Russie, en réglant

avec la Suède les conditions de son accession à la coalition, lui assura diverses indemnités. Les négociateurs suédois étaient d'avis d'exiger la restitution de la Finlande ; d'autres se contentaient des îles d'Aland, et de la terre ferme jusqu'à Ulenborg : c'est alors que l'empereur Alexandre dit au prince royal : « Cette concession va me dépopulariser ; je préfère « vous remettre, s'il le faut, les îles d'Osel, d'Ago « et Riga. — S'il en est ainsi, répliqua Bernadotte, « je ne veux d'autre garantie que celle de votre pa- « role. » Il fut réglé ensuite que la Suède recevrait la Norwège en indemnité ; cela se bornait à donner aux Suédois la permission de s'emparer de ce pays. On a dit que la Russie ne pouvait pas donner ce qui ne lui appartenait pas : mais le Danemarck, par son alliance avec l'empereur Napoléon, était un ennemi commun ; et les puissances alliées pouvaient bien régler entre elles le sort futur d'une conquête éventuelle. Après la bataille de Leipsick, l'armée suédoise marcha contre le Danemarck, pour obtenir de gré ou de force l'exécution du traité d'Abo, à l'égard de la Norwège. Ainsi que nous l'avons vu, les troupes danoises, après avoir opposé quelque résistance, cédèrent à la force, et le traité de Kiel confirma celui d'Abo. Mais on n'était pas encore en possession de la Norwège : tout le pays se souleva contre le traité ; le prince royal de Danemarck, Christian-Frédéric, se mit à la tête des mé-

contens, soutenu secrètement par le gouvernement danois ; il écrivit le 17 février, au roi de Danemarck, pour lui annoncer la résolution des Norwégiens, de ne point se soumettre au traité de Kiel. Le 19 du même mois il donne des lettres-patentes, et annonce accepter le titre et les fonctions de *régent*.

Le 25, le prédicateur Puvels prononce au château d'Aggerhus, citadelle de Christiania, un discours à la suite duquel un serment solennel de défendre l'indépendance norwégienne est prononcé.

Le prince Christian, en sa qualité de régent, rassemble la diète norwégienne, le 11 avril; les bases d'une constitution y furent posées, et enfin le prince régent fut élu roi. Voici ce que nous trouvons de relatif à ces événemens, dans un mémoire écrit originairement en allemand, sous le titre d'*Eclaircissemens*.

Dès qu'il fut connu que les Suédois se promettaient « de conquérir la Norwège dans le Holstein, » c'est-à-dire de forcer le roi de Danemarck, par une invasion dans le Holstein, à céder ses droits sur la Norwège, l'ancienne haine contre les Suédois, le mécontentement contre les Danois, et le souvenir d'une antique et glorieuse indépendance, se réveillèrent avec énergie dans les cœurs de la plupart des Norwégiens. L'idée de relever le trône des *Harald* et des *Olaf*, de n'obéir qu'à des princes vivant dans le pays, électrisa toutes les classes. Une réunion avec la Suède paraissait d'autant plus odieuse, que le blocus des ports norwégiens,

dans l'intention d'affamer le pays, venait d'être renouvelé. Il était facile de prévoir que la nation norwégienne ne ratifierait pas les promesses du roi de Danemarck. La nouvelle du *traité de Kiel*, arrivée en Norwège vers le 9 février, produisit l'explosion à laquelle on devait s'attendre.

Le peuple courut aux armes, et demanda au prince Christian de le conduire contre les Suédois. Les paysans, munis de leurs fusils de chasse, entourèrent partout le prince, qui, dans ce moment, visitait les frontières du royaume. « Entraîné par ce « mouvement national, dit l'auteur des *Éclaircissemens*, le prince Christian n'avait véritablement plus « de choix. Voulait-il obéir aux ordres du roi de « Danemarck, remettre les forteresses aux Suédois, « et quitter le pays ? C'était sans doute le parti le plus « sûr et le plus commode, s'il n'eût considéré que son « intérêt personnel ; mais il eût trahi une nation qui « plaçait en lui sa confiance; il eût livré le pays à « tous les excès d'une anarchie populaire, à toutes les « horreurs d'une guerre de désespoir. Le prince eût « été obligé de s'évader pendant la nuit, comme un « voleur; il eût renoncé à l'estime de l'Europe, en « s'exposant aux reproches d'un lâche égoïsme. D'un « autre côté, en acceptant le rôle glorieux d'un « Arminius, d'un Nassau, d'un Pélage, il risquait « de grands sacrifices; il s'exposait à une séparation, « peut-être éternelle, d'avec ses amis et ses parens ; à

« la perte de ses droits incontestables sur la couronne « de Danemarck. Mais que sont tous ces sacrifices, « en comparaison de l'honneur ?

« Le prince avait le droit de prendre ce parti ; car « il n'était plus un gouverneur danois, il était l'héri- « tier légitime et direct de la couronne de Norwège ; « or, cette couronne était *vacante*.

« La loi royale, seule constitution politique re- « connue en Danemarck et en Norwège, défend au « roi de céder ou de transférer aucun de ses royaumes « ni aucune partie de son territoire. Frédéric VI « avait donc le droit d'abdiquer, pour sa per- « sonne, la couronne de Norwège; mais il n'avait pas « le droit d'en disposer. Sans doute les lois cèdent « souvent à la force; une province conquise par un « ennemi peut lui être abandonnée par un traité. Le « peuple et le roi cèdent alors tous les deux à une « force supérieure. Mais la Norwège n'était pas con- « quise. Les Norwégiens n'étaient pas plus liés par le « traité de Kiel que les Espagnols ne l'étaient par « celui de Bayonne, ou que les Hongrois ne l'au- « raient été par un article du traité de Vienne qui « les eût livrés à Napoléon.

« D'après un autre article de la loi royale, le roi « ne meurt jamais, et au moment où il cesse de « régner, l'héritier le plus proche est de droit mo- « narque. Donc, à l'instant même où Frédéric VI « abdique la couronne de Norwège, le prince Chris-

« tian, comme héritier reconnu, a le droit de la « revendiquer. Il n'est plus le lieutenant, ni même « le sujet du roi danois; il est souverain, et, en re- « nonçant à ses droits sur le Danemarck et le Hols- « tein, il retient de plein droit la Norwège ». Tel était le système soutenu par le prince Christian.

Dans cette circonstance, le prince royal sentit la nécessité de faire repasser la Baltique à ses troupes, et d'assurer par la *raison des rois* la possession d'une couronne que les traités lui promettaient, mais ne lui donnaient pas; il rassembla ses troupes à Lubeck, et publia la proclamation suivante :

Proclamation du prince royal de Suède, à l'armée suédoise.

Lubeck, le 21 mai 1814.

Soldats, un conquérant aussi formidable par ses vues que par ses moyens, menaçait d'envahir l'Europe, et faisait gémir l'Allemagne sous le poids de sa puissance. La Suède conçut le noble dessein de coopérer à l'affranchissement des peuples de la Germanie; mais, avant d'envoyer ses défenseurs sur un sol étranger, elle devait se prémunir contre un pays limitrophe, soumis à l'influence de l'ennemi général. En empêchant la formation d'une confédération du Nord, votre roi avait à la vérité préservé la patrie du malheur de devenir province d'un autre empire; mais il ne pouvait assurer sa liberté, sans donner à la nation

suédoise les Norwégiens pour amis. Des traités solennels furent conclus; ils garantissent à la Suède l'union de la Norwège, et le roi de Danemarck, en cédant par celui de Kiel ses droits sur ce pays, a donné à ces traités un caractère sacré et inviolable.

Soldats, le joug est brisé; l'Allemagne est libre, et vous avez contribué à sa délivrance. Un prince, auquel le bien-être des Norwégiens avait été confié, veut sacrifier leur bonheur; et en suivant la politique contre laquelle les alliés se sont armés, refuse, malgré la volonté nationale, d'exécuter un traité qui, indépendamment des autres avantages accordés au Danemarck, lui a rendu les duchés de Schleswig et de Holstein, que ce prince doit désirer de gouverner un jour. S'il persiste à méconnaître la voix du devoir et de la raison; si nous sommes réduits à la malheureuse nécessité de faire valoir, par la force des armes, la teneur des traités et les droits de la Suède, rappelez-vous, soldats, que ce n'est point à la nation norwégienne que nous faisons la guerre; que ce ne sont que les instigateurs qui l'égarent qu'il faudra punir, et les hommes armés qui continuent de dominer sur elle, que nous devons combattre. Ménagez des frères aveuglés qui, revenus de leur erreur, reconnaîtront que le gouvernement suédois, en désirant l'union des deux pays, n'a eu d'autre vue que d'assurer la tranquillité du Nord, et de rendre les Norwégiens libres et indépendans.

Soldats! c'est pénétré de la même confiance avec laquelle je vous ai conduits sur les rivages que nous allons quitter, que je vous menerai remplir les devoirs glorieux auxquels les intérêts de la patrie vous appellent.

Vous les remplirez, parce que vous êtes Suédois. Dieu bénira notre cause, parce qu'elle est juste.

Proclamation du prince Christian-Frédéric, se disant roi de Norwège.

Nous, CHRISTIAN-FRÉDÉRIC, par la grâce de Dieu et les constitutions du royaume, roi de Norwège, prince de Danemarck, duc de Holstein et d'Oldembourg, faisons savoir à tous que nous avons été appelés au trône de Norwège par l'acte constitutionnel du 17 mai 1814, jour où il a été signé par la diète; que nous avons accepté la couronne, et que nous avons fait le serment de gouverner le royaume de Norwège conformément aux lois.

Les principes qui ont jusqu'à présent dirigé nos actions, nous guideront toujours dans le sentier de l'honneur et de la vertu. Le bonheur du peuple sera toujours le but de nos efforts : notre premier désir est de maintenir la paix avec toutes les nations, notre premier devoir est de maintenir l'indépendance et la liberté de la Norwège; et nous es-

pérons que l'Etre suprême nous aidera à remplir ces saints engagemens. Nous mettrons tous nos soins à obtenir l'amour et l'estime de toutes les personnes honnêtes.

Donné à Eidwold, signé de notre nom, et scellé du sceau de l'Etat.

CHRISTIAN-FRÉDÉRIC.

Adresse de la diète norwégienne au prince Christian.

Lorsque la Norwège s'est tout-à-coup arrachée aux liens qui l'unissaient si étroitement et depuis tant de siècles au Danemarck, pour servir de proie à une ambition démesurée, notre chère patrie n'a pas cru pour cela que son sort était désespéré; car elle a mis toute sa confiance en Dieu, dans son courage et ses forces: elle vous possède, prince auguste, appelé au trône par les vœux unanimes de la nation. Vous avez pris les rênes du gouvernement avec sagesse, dignité et fermeté; c'est vous qui l'avez sauvé des horreurs de l'anarchie, lorsque vous avez juré de défendre, jusqu'à la dernière extrémité, la juste cause de la Norwège. V. M. a annoncé, à la face de l'Europe, sa résolution inébranlable de soutenir la gloire de la Norwège et l'indépendance d'un peuple noble et illustre. Puissions-nous exprimer dignement, au

nom de ce peuple, les sentimens d'amour, de vénération et de reconnaissance, dont chaque Norwégien est pénétré pour un prince qui vint généreusement au secours de la patrie en danger ! Nous sommes persuadés que V. M. ne nous abandonnera pas, et qu'au contraire elle nous assistera par ses talens et son courage, tant que nous resterons fidèles à la sainte cause que nous avons embrassée.

A Eidwold, le 22 mars 1814.

Signé Pierre ANKER, *président de la diète de Norwège.*

Cependant une forte opposition se manifestait même au sein de la diète norwégienne ; plusieurs membres influans se déclaraient pour l'union avec la Suède. On publia à Stockholm un écrit fort intéressant, sous le titre de *Réflexions d'un député à la diète de Norwège.* Comme ce petit ouvrage jette de la lumière sur le véritable état des choses en Norwège à l'époque qui nous occupe, nous allons en donner un extrait.

« Je suppose, dit l'auteur de cet écrit, que le but de notre réunion est de fournir à la nation une occasion solennelle de manifester son opinion relativement à sa destinée future, et non de rejeter sur elle la responsabilité des entreprises hasardeuses de quelques ambitieux, en même temps qu'on lui en fait sentir les

suites funestes. Représentant de la nation, je parlerai donc avec la franchise et la chaleur qui conviennent à un citoyen lorsqu'il s'agit du bien-être de sa patrie.

« Je ne prétends pas discuter la question délicate, *si nous avons le droit de nous soustraire aux stipulations du traité de Kiel ?* Toutefois il me paraît que ce droit, étant déjà perdu *de fait* par la déclaration et la garantie connue des grandes puissances, qui décident maintenant du sort de l'Europe, il est aussi perdu *de droit*, depuis que la Norwège, pendant plusieurs siècles province reconnue du Danemarck, a négligé même la dernière des occasions favorables pour recouvrer au moins quelques-uns de ses droits politiques; occasions que toute autre province d'outre-mer de notre importance, et animée de notre prétendu amour pour la liberté, n'aurait point manqué de saisir. Si nous avons été alors des sujets trop fidèles pour nous laisser entraîner par l'exemple de tant d'autres nations moins scrupuleuses, il ne nous reste donc maintenant qu'à nous montrer encore de fidèles sujets; et lorsque, à l'époque très-critique pour le Danemarck, époque où il était livré à la politique de Napoléon, nous avons voulu attacher invariablement notre destinée à la sienne, il nous faut à présent mettre le comble à l'héroïsme de notre résignation, et, comme Curtius, nous soumettre à la décision de l'oracle, en nous sacrifiant sans retour pour notre ancien gouvernement. D'ailleurs, si, dans un cas pa-

reil au nôtre, on devait recourir à l'histoire ancienne, ou à l'état ancien d'un pays, pour décider de son sort futur, et non à son bien-être réel, à son état et à son besoin actuel, toutes nos vallées, vous le savez, auraient les mêmes raisons que nous pour réclamer leur indépendance et se donner des rois particuliers; et je ne serais point étonné de voir encore un roi-prêtre de Finmalken, un Martin II, venir disputer la couronne à notre roi.

« Or, si la paix de Kiel n'était en rien obligatoire pour nous; si, en brisant nos liens avec le Danemarck, elle n'a fait que nous *replacer dans notre ancien état*, comme on a bien voulu le dire, je vous demande quelle Norwège a donc restitué cette paix régénératrice? Est-ce bien la Norwège avant Herald Harfager, déchirée par ses roitelets, ou celle de *Magnus-le-Bon*, roi de Suède, ou celle de l'union de Clamar, se révoltant contre la tyrannie d'Albreck et de Christophe, à l'exemple de la Suède, et se réunissant à elle, en faisant choix du même souverain qu'elle venait de proclamer? Ou bien, est-ce celle de Christian II et de Christian III, souillée du sang de sa noblesse, privée de son droit d'élection et de son sénat, et réduite enfin en province, sous Frédéric III? Eh quoi! nous chercherions le droit de nous opposer au traité de Kiel dans le traité lui-même! Ne nous le cachons pas, ce traité n'est que le dernier ordre de notre ancien souverain : n'y cherchons que des de-

voirs. Toute protestation contre cet acte de sa souveraineté vient trop tard de trois cents ans. Attendons au moins, pour nous soustraire à la domination suédoise, que son gouvernement se soit acquis les droits des premiers *Christians* à notre ressentiment. Maintenant notre résistance ne ferait honneur ni à notre courage ni à notre patriotisme. Ce n'est point de cette manière que la Suisse, la Hollande et l'Amérique conquirent leur indépendance. Elles n'attendirent point le changement de leur gouvernement pour se déclarer; elles n'auraient point trompé la bonne foi d'un nouveau souverain qui serait venu leur offrir de bon gré tous les droits politiques qui faisaient l'objet de leurs vœux : encore moins se seraient-elles armées contre lui, sans même l'écouter. Non, leur courage n'était point celui d'un esclave qui, cédé par son ancien maître, se précipite, le bras armé, sur le nouveau, qui lui tend une main paternelle; c'était celui de l'homme éclairé, calme dans son indignation et sûr de son fait, qui, persuadé qu'on peut toujours assez tôt allumer la guerre civile chez une nation vraiment amie de sa liberté, ne s'y engage qu'après avoir essayé tous les autres moyens, même l'acceptation d'un nouveau souverain.

« Mais abandonnons la question que nous avons entamée *sur le droit que nous prétendons avoir de réclamer notre indépendance*, et passons à cette autre qui la rend inutile : *Cette indépendance est-*

elle possible? La Norwège peut-elle non seulement la recouvrer, mais la maintenir dans la suite?

« Je crois pouvoir, sans faire tort au courage ni à la fierté de mes concitoyens, répondre négativement à cette question. Observons bien qu'il nous faudrait à présent conquérir cette indépendance, non seulement sur la Suède, mais sur les plus grandes puissances de l'Europe. Elles ont toutes garanti la possession de la Norwège à la Suède de la manière la plus solennelle. La Suède y réunit, aux droits de conquête qu'elle avait sur le Holstein et le Schleswig, d'autres droits également incontestables. Elle s'est unie à la Russie à une époque où l'empereur des Français marchait contre cet empire à la tête de 300,000 hommes, et appuyé des forces de plus de la moitié de l'Europe. Croirions-nous que les puissances qui depuis ont fait cause commune avec la Russie et l'Angleterre, s'éloigneraient d'un principe par lequel, non seulement elles rentrent elles-mêmes dans leurs anciennes possessions, mais y en ajoutent encore de nouvelles obtenues par la victoire? La Suède seule se verrait-elle privée, non seulement de toute indemnité pour cette province qu'elle a perdue en luttant, comme les autres puissances, contre le système d'envahissement de la France, mais aussi de tout fruit de ses derniers sacrifices, des services et des victoires de son prince? Non : une telle supposition ferait plus de tort à la politique éclairée des alliés qu'à la loyauté

qui les distingue si éminemment. Or, quelles seront pour la Norwège les suites de cette politique, de cette loyauté? Sans doute une guerre avec ces puissances. La soutiendrons-nous long-temps? L'on peut en douter, j'espère, sans être accusé de lâcheté. Abandonnée à elle-même et à ses propres ressources; traitée en ennemie de tous côtés par la mer, qui lui enlève tout et qui ne lui rend rien, par son sol même qui lui refuse ses récoltes, qu'opposera la Norwège à la Suède intacte et appuyée des plus grandes puissances de l'Europe? Son courage et ses Alpes, me direz-vous. Eh bien! mais ce courage et ces Alpes étaient les mêmes il y a huit cents ans. Cependant la Norwège fut partagée alors par les rois de Suède et de Danemarck. Soyons impartiaux et consultons notre histoire; elle ne nous flatte pas de l'impossibilité d'un envahissement. La mer seule fournit une frontière véritable, une barrière sûre contre l'ennemi. Depuis Thémistocle jusqu'à nos jours, on a vu que ces *remparts de bois* dans lesquels l'oracle ordonna aux Athéniens de se défendre contre les Perses, c'est-à-dire *les vaisseaux*, sont toujours les moyens de défense les plus sûrs. Sur une frontière d'environ 200 milles, il n'y a pas partout des Thermopyles, même quand il y aurait partout des Spartiates; et les Alpes ne fermèrent point l'Italie aux Charthaginois conduits par Annibal.

« Supposons un moment que notre début fût heureux; nous n'en serions que plus à plaindre. Les efforts

de la Suède et des alliés redoubleraient en proportion de notre résistance. Car, croyez-vous que la Suède abandonne jamais ses prétentions sur la Norwège, prétentions fondées sur des titres si saints, parce qu'ils sont si justes ? Croyez-vous que tant que la Suède ne sera pas forcée à reconnaître notre indépendance, les autres puissances nous traiteront autrement qu'en province révoltée de la Suède ? La Norwège pourrait bien, pendant cette lutte désastreuse, fixer l'attention de quelque puissance ennemie de la Suède, qui désirerait faire d'elle un instrument de sa vengeance particulière, une arme d'attaque (comme on l'a fait tant de fois) : notre prétendu monarque pourrait être soutenu, comme on a soutenu *Dacke* contre Gustave I^er^; il pourrait même, comme lui, recevoir des ambassadeurs et des dépêches; mais, je vous le demande, est-ce bien à une indépendance caractérisée par des actes pareils, aussi honteux dans leurs motifs que malheureux et infamans dans leurs suites, qu'aspire la Norwège ? Et pour parvenir à une plus noble indépendance, ne faudrait-il pas forcer la Suède à nous l'accorder ; ne faudrait-il pas abandonner ces boulevards naturels qu'on prétend être insurmontables, et qui, à la vérité, font les deux tiers de notre résistance ; ne faudrait-il pas attaquer la Suède dans la Suède même, et de cette indépendance faire le prix de nos victoires ? Mais, en nous déployant dans les plaines de nos voisins, ne nous exposerions-nous

pas à être coupés de nos montagnes, déjà livrées à l'ennemi, et à être battus totalement ? Et supposons un moment qu'accoutumés tout au plus à la petite guerre, nous puissions obtenir des victoires sur des troupes supérieures en nombre, en tactique et en expérience, fières de leurs nouveaux lauriers, indignées de voir leur patrie attaquée par un peuple déjà soumis par les armes, conduite par des officiers distingués, sous les yeux d'un prince expérimenté et qui ne doit sa gloire qu'à sa sagesse et aux grands calculs de la guerre ; supposons que nous puissions, par des victoires réitérées, conquérir une paix qui nous assurât cette indépendance : cette paix, ne nous le dissimulons pas, ne serait jamais qu'un armistice. La Suède recommencerait bientôt la guerre, toujours avec une nouvelle force ; et la Norwège, couverte de ruines, inondée de sang, finirait par s'estimer heureuse d'accepter la paix, c'est-à-dire sa soumission, aux dépens de tous les droits politiques et sociaux qui font l'indépendance véritable d'un état, et que maintenant elle peut obtenir sans le moindre sacrifice, en se réunissant à la Suède.

« De ce tableau peu consolant, mais vrai, passons à cet autre qui se présente naturellement à côté de lui ; *aux avantages de l'union de la Suède et de la Norwège.* Il ne faut qu'un coup-d'œil sur la carte et une connaissance très-superficielle de la statistique des deux pays pour reconnaître les avan-

tages de cette union. Sous le *rapport politique*, il n'y a pas sans elle de véritable indépendance pour les deux pays. C'est elle seule qui peut assurer pour toujours le bonheur et la tranquillité de la presqu'île scandinave, en concentrant sa politique au-dedans d'elle, en ne la rendant plus victime ou l'instrument d'une autre, étrangère à ses intérêts. Depuis un siècle, la Norwège ne fait-elle pas bien gratuitement non seulement les guerres du Danemarck contre la Suède, mais aussi celles des puissances qui l'ont influencée? Et ne se trouverait-elle pas toujours dans le même cas, si elle continuait à rester *séparée de la Suède?* car voilà à quoi aboutit l'indépendance dont on parle. Réunis ensemble, ces deux pays, désormais bornés seulement à leur défense maritime, pourraient employer au profit de leur agriculture, de leurs mines, de leurs pêches, de leurs manufactures et de leur commerce, les moyens qu'ils ont épuisés jusqu'ici pour la défense d'une frontière immense, pour se faire la guerre l'un à l'autre, en un mot pour s'entre-déchirer et s'affaiblir mutuellement. En simplifiant ainsi leur défense, ils la rendraient plus facile et plus sûre. Leur force réelle redoublerait en se concentrant et en se développant de concert. Il en est des états comme des hommes : ce n'est que dans une certaine assiette qu'ils se trouvent à leur aise : toute autre les gêne, les inquiète et les tourmente. Pour assurer invariablement

leur bonheur et leur tranquillité, il faut qu'une politique éclairée cherche à leur procurer cette position qui leur convient. Qui ne trouverait point celle de la Suède et de la Norwège, en consultant seulement leur situation géographique? Elle serait sans doute imposante l'attitude qui en résulterait ; mais elle n'inspirerait jamais la crainte aux autres puissances, parce que la Scandinavie n'aurait plus rien à désirer au-delà des mers qui baignent ses rivages. L'histoire ancienne et moderne attestant également que toute possession d'outre-mer n'est qu'une possession précaire, qu'un germe de discorde continuelle avec le voisin continental, l'indépendance de la Scandinavie serait toujours respectée par les autres puissances, par le même principe qui lui ferait respecter la leur.

« Sous des *rapports commerciaux et économiques*, les avantages seraient plus grands qu'on ne le pense généralement. La Norwège ne produit pas tout le blé qu'il lui faut. Le cultivateur suédois en consomme souvent par la fabrication de l'eau-de-vie plus qu'il n'en faudrait à la Norwège. Maintenant il ne serait plus embarrassé de son superflu. Trouvant toujours un débouché sûr et avantageux, il ajouterait par des défrichemens annuels à ses récoltes abondantes, et de cette manière l'agriculture suédoise, avançant déjà si heureusement vers la perfection, parviendrait dans peu à fournir à la Norwège

le blé dont elle a besoin. La Suède a des fabriques et des manufactures qui nous manquent, et qui perfectionnent avec succès une grande quantité de nos productions. Les poissons de la Norwège sont un article d'une consommation indispensable à la Suède. Voilà des objets considérables d'un commerce d'échange intérieur et d'un cabotage très-lucratif. Les navires de la Norwège ne suffisent point à l'exportation de ses produits. La navigation suédoise y suppléerait éminemment. Les communications intérieures font en Suède un objet principal de l'attention du gouvernement : des canaux et des fleuves navigables apportent déjà ou apporteront bientôt jusque dans notre voisinage les produits de la Suède et ceux de la Baltique. D'autres communications ne manqueront pas d'être établies, qui nous rapprocheront encore plus l'un de l'autre. La nature elle-même nous fera voir qu'elle ne nous a point séparés autant qu'une politique astucieuse nous l'a voulu faire accroire.

« Tout parle donc en faveur de cette union : la politique, qui, d'accord enfin sur ce point avec notre loyauté, la demande à haute voix ; l'histoire, qui nous atteste que nous avons tous la même origine, que notre formation sociale s'est opérée en même temps, que nos révolutions politiques et religieuses ont été les mêmes, que nous avons les mêmes mœurs, que nous avons été unis autrefois ; que dis-je ? qu'un

Charles, roi de Suède, interrompit le premier, appelé par nos ancêtres, la succession malheureuse de ces rois, qui du trône de Danemarck traitèrent en provinces conquises les deux autres royaumes.

« Compatriotes ! n'éloignez donc point une réunion que les plus sages de nos pères, un Arend, un Amund Bold, un Alf Haraldson, un Gaute Erikson, opérèrent autrefois sous des aspects moins favorables. Et si vous êtes sourds à la voix de la politique et de l'histoire, écoutez au moins celle de la nature. Scandinaves ! elles ne vous entoura pas en vain des mêmes montagnes et des mêmes mers ; elle ne fit pas en vain de vos contrées la patrie de la loyauté, du courage et du fer ; elle ne vous donna pas en vain la même langue, le même amour pour votre pays, et ces bras nerveux, garans de sa liberté. N'êtes-vous pas encore assez punis de votre désobéissance ? Voulez-vous, à l'exemple de l'Angleterre et de l'Ecosse anciennes, vous entre-déchirer, et séparés les uns des autres, traîner une existence languissante et précaire parmi les nations de l'Europe ? Ou bien, à l'exemple de l'Angleterre et de l'Ecosse actuelles, réunis ensemble, vous relever au plus haut degré de gloire et de prospérité ? Or croyez-vous y parvenir, si l'un des pays, allié d'une puissance étrangère, comme l'Ecosse l'a été de la France, épuise ses forces pour empêcher la prospérité de l'autre ? Réunissez-vous donc, comme enfans d'un même père

qu'un égarement malheureux sépara quelque temps, mais que le sentiment de leur bien-être et la voix touchante de la nature ramènent bientôt sous le toît paternel. »

Le 6 juin, M. JJ. Morrer remit à Christiania une note diplomatique au prince Christian, pour lui notifier que le prince-régent d'Angleterre était résolu de soutenir ses engagemens avec la Suède et les puissances alliées, et de maintenir l'exécution des articles du traité de Kiel, relatifs à la cession de la Norwège.

Le 10 juin, le prince royal étant arrivé à Stockholm, plusieurs adresses lui ont été présentées; S. A. R. a répondu à l'une d'elles :

« L'union de la Norwège avec la Suède, nécessaire à la prospérité du Nord, étant garantie par les puissances, ne peut être éloignée. Les Norwégiens obtiendront tout ce qui est juste et raisonnable; le roi est prêt à leur faire toutes les concessions qui ne seront point contraires à l'honneur de la Suède et à la prospérité du commerce. S. M. ne désire pas la réunion de la Norwège pour augmenter son territoire, mais pour assurer la paix future des deux pays.

« La Norwège, loin d'avoir à craindre l'augmentation de ses charges, peut être assurée que son union avec la Suède lui procurera la diminution de ses taxes. Des milliers de bras, enlevés à la charrue pour combattre en faveur d'une cause criminelle, seront rendus à leurs travaux. Si les Norwégiens comprennent bien

leurs véritables intérêts, ils écouteront la voix du devoir, de la raison et de l'humanité : ils éviteront une guerre qui ne peut que leur être funeste, et ils n'exposeront pas leur pays à être ravagé pour satisfaire l'ambition de quelques individus.

« Le roi de Danemarck a cédé ses droits sur la Norwège. Jamais cession n'a été plus solennelle. J'ai toujours espéré de voir cette union terminée ; mais je n'en ai jamais été plus certain qu'aujourd'hui. Garantie par toute l'Europe, elle sera bientôt consommée si nous agissons avec fermeté. Nos moyens sont grands ; notre armée est brave et aguerrie ; l'amour entre le peuple et le roi n'a rien à craindre des événemens. Je vous quitte pour très-peu de temps ; je vais combattre pour vos intérêts, pour assurer la liberté et l'indépendance de la Suède. »

Le prince royal est parti, le 12 dans l'après-midi, avec le duc de Sudermanie, pour se rendre sur les frontières et prendre le commandement de l'armée destinée à agir en Norwège. Le roi et la reine se sont mis en route, le 18, pour aller faire un voyage dans la partie occidentale du royaume. On a publié à cette occasion une proclamation du roi, qui règle l'administration du gouvernement pendant son absence.

Gothembourg, le 16 juillet.

Tout espoir de paix est évanoui. Les quatre commissaires anglais, russe, autrichien, prussien, sont de

retour de Christiania sans avoir obtenu le moindre succès dans leur négociation. Le nouveau roi de Norwège, le prince Christian, a résisté à toutes les observations et même à toutes les instances qu'on a pu faire au nom des puissances alliées. On ne doute plus que les hostilités ne commencent incessamment. Le prince royal de Suède pousse les préparatifs avec une extrême activité; le prince Christian n'est pas oisif non plus : toutes les forteresses de la Norwège sont mises dans le meilleur état de défense, surtout celle de Frédérikshall, qui est imprenable et qui défend ce royaume du côté du sud.

On est maintenant curieux de savoir quel parti vont prendre les puissances alliées, et si elles fourniront des secours à la Suède. La Russie s'est engagée, par le traité d'Abo, à fournir un corps auxiliaire de 18,000 hommes, pour aider la Suède à conquérir la Norwège, après que les voies de négociation auraient été épuisées.

Proclamation du prince royal de Suède, à ses frères d'armes.

Au quartier-général de Wennersborg, le 17 juillet 1814.

Soldats! il y a six mois que vous étiez maîtres des duchés de Schleswig et de Holstein; la place de Frédéricksort avait capitulé, et la forteresse de Gluckstadt,

que les armes victorieuses des lieutenans du grand Gustave n'avaient pu réduire, était tombée en notre pouvoir. Vos opérations sur la Fionie et sur la partie septentrionale de la Jutlande ne pouvaient plus être pour vous qu'une marche triomphante. Le gouvernement danois invoqua notre respect pour le sang des hommes ; cet appel de sa part arrêta nos progrès. Le traité de Kiel intervint, et l'évacuation du territoire danois fut la suite immédiate de ce traité qui acquit à la couronne de Suède la réunion de la Norwège.

Soldats ! c'est sur la foi de ces promesses que je vous conduisis sur les bords du Rhin, et c'est dans l'espoir de rendre la Scandinavie libre que vous franchîtes la Baltique pour contribuer à la délivrance de l'Allemagne. Aujourd'hui que l'héritier du trône de Danemarck regarde la sainteté du traité de Kiel comme un mot sans valeur, et qu'en exécutant ses anciennes instructions il s'oppose aux conditions de la paix, ce n'est plus aux négociations qu'il faut avoir recours ; c'est à Dieu et à nos armes que nous devons en appeler. Notre roi, si bon juge en gloire et en vaillance, se rend au milieu de nous ; il nous suivra de l'œil et de la pensée. Justifions ses espérances par notre courage à supporter les privations, et par la persévérance qui assurera nos succès. Faisons tous nos efforts pour ramener des frères égarés au sentiment de leur bonheur et de leur devoir, et que cette

seconde couronne, qui doit ceindre le front de notre vénérable monarque, ne soit désormais qu'un garant de plus de son amour pour ses enfans.

Soldats ! je vous le répète : il n'y aura de repos pour nous que lorsque la presqu'île scandinave sera unie et libre.

Proclamation du prince royal de Suède, aux Norwégiens.

Au quartier-général de Wennersborg, le 17 juillet 1814.

Norwégiens ! destinés par la nature à être unis avec la nation suédoise, votre sort est accompli depuis que le roi de Danemarck a cédé à la Suède, par la paix de Kiel, ses droits sur la Norwège. Les avantages que votre ancien souverain a retirés de cette paix vous sont connus. Il obtint, immédiatement après sa signature, l'évacuation des duchés de Schleswig et de Holstein ; la remise des places fortes de Gluckstadt et de Fredriksort ; la reconnaissance des droits du Sund ; l'abandon de plus de douze millions de contributions imposées aux duchés ; la renonciation d'une somme pareille pour des captures faites pendant la paix ; une somme considérable en argent, dont partie a été payée ; et enfin la promesse de la session de la Poméranie, après la remise et l'occupation des forteresses de Kongsvinger, Fredrikshall, Frédérickstadt et Aggerhus.

Ces grands sacrifices ne furent faits au Danemarck que parce qu'il promit que vous reconnaîtriez paisiblement et sans opposition l'autorité du roi de Suède, et vous les apprécierez en lisant les traités qui avaient réuni contre l'ennemi général la Suède, la Russie, l'Angleterre, la Prusse et l'Autriche. Norwégiens! si dans ce siècle ces traités pouvaient être éludés par des nations civilisées, il n'existerait plus de bonne foi sur la terre.

A l'époque où votre gouvernement fournit à la France plusieurs milliers de matelots pour monter des vaisseaux de guerre, la Suède reconnut l'indispensable nécessité de se rendre indépendante du continent. Elle refusa de s'humilier devant l'idole du jour; et s'appuyant avec confiance sur elle-même et sur ses lois constitutionnelles, elle osa les invoquer en faveur de ses enfans, et elle rejeta la demande d'un pareil nombre de matelots. Elle fit plus : elle s'unit, à l'époque la plus critique que présentent nos annales, à un monarque dont Napoléon avait résolu la perte. Elle est fière maintenant d'avoir devancé l'opinion de tant de peuples.

Norwégiens! les petits états sont toujours les jouets des plus puissans. Vous ne pouvez pas former un gouvernement isolé ; et la pensée de l'homme qui vous égare est de réunir un jour la couronne de Norwège à celle de Danemarck. Mais la nature, d'accord avec la saine politique, veut que les Norwé-

giens et les Suédois soient amis et frères. C'est aussi en frères que les Suédois veulent vivre avec vous. Réunies et se prêtant un mutuel appui, la Suède et la Norwège présenteront de tout côté un front inexpugnable. Isolées et désunies, elles auront tout à redouter et d'elles-mêmes et des autres. Voyez l'Angleterre : cette île si célèbre a fondé sa prospérité sur une semblable union. Celle de la Norwège à la Suède est garantie par les premières puissances du monde.

Une expérience de plusieurs siècles prouve que les divisions du Nord ont toujours entraîné sa ruine. Cette idée avait frappé le grand Gustave. Après avoir préparé la paix de l'Europe et affermi la religion, son projet était d'opérer votre union avec la Suède. La mort trompa cette attente. Les conséquences en ont été funestes pour vous.

Norwégiens! après la mémorable bataille de Leipsick, vos intérêts ont dû vous dire que votre union à la Suède pouvait seule faire votre bonheur et fonder votre sûreté. Les grandes puissances veulent cette union. Toutes ont reconnu qu'il était temps de mettre un terme aux dissensions qui résultaient de la séparation des deux peuples. Voulez-vous seuls vous opposer à la volonté générale? voulez-vous seuls combattre les Suédois et les souverains qui ont garanti votre union avec nous? Leur gloire, leurs intérêts, la sainteté des traités enfin, demandent qu'elle s'effectue.

J'arrive au milieu de vous avec l'espérance que vous traiterez en frères cette brave armée que je ramène d'une campagne aussi glorieuse qu'étonnante. Ni cette armée, ni celle qui depuis un an était stationnée sur vos frontières, ne désirent des lauriers qui devraient être teints de votre sang. Les Suédois sont, comme vous, membre de la famille scandinave, et des combats livrés entre les deux peuples répugnent également à la nature, à la raison et à la saine politique.

Norwégiens! ne vous laissez pas animer par les instigations d'individus qui n'ont en vue que leur intérêt personnel; ne sacrifiez pas le bien-être de votre patrie aux illusions trompeuses qu'ils vous présentent. Ouvrez les yeux sur les dangers où vous précipite une ambition criminelle. La Suède ne posera point les armes qu'elle n'ait opéré une réunion nécessaire à sa sûreté et à son repos. Vous pouvez prévenir les malheurs d'une guerre qui ne peut être utile qu'à vos séducteurs. Portez votre pensée sur l'avenir qui vous attend, et sur la gloire et la prospérité qui doivent résulter de l'union des deux peuples.

Norwégiens! rejetez donc une influence et des erreurs également indignes de vous! Que la volonté nationale parle; que cette volonté fixe ses lois sous l'égide d'un roi éclairé et bienfaisant! Il vous offre, avec l'éloignement de toute espèce de guerre, l'indépendance, la liberté et la garantie de tous vos pri-

viléges. Votre loyauté en sera le gage; ses vertus en sont les garans.

Stromstadt, le 28 juillet 1814.

L'amiral-général, baron Peike, a mis à la voile avant-hier, pour attaquer les flottilles norwégiennes, stationnées près des îles d'Hwaloe. L'ennemi était rangé en ordre de bataille; des vents contraires, le calme qui suivit, mais principalement les forts courans dont ces parages sont remplis, ont empêché les bâtimens suédois de s'approcher, et les ont forcés à jeter l'ancre. Pendant la nuit, les chaloupes-canonnières ennemies se sont retirées vers l'archipel, entre les îles d'Hwaloe et Frédérickstadt. Les troupes suédoises, sous les ordres du général Morner, occupent les îles d'Hwaloe, la clef du golfe de Christiania. Le colonel Hay a débarqué dans la partie septentrionale de l'île de Sands, le colonel Skjoldebrand dans celle du midi, et le major Hay dans l'île Nerfoël. L'ennemi y a laissé beaucoup d'effets, et jeté à la mer plusieurs pièces de canon.

L'île de Krageroe, située à l'entrée du port de Frédérickstadt, sera attaquée demain; en attendant, la flottille ennemie restera hors d'activité jusqu'au moment où elle sera prise ou brûlée.

Ordre du jour.

Le prince royal rappelle à l'armée que les Suédois, en combattant les factieux et les étrangers qui ne veulent que les malheurs de la Norwège, ne font pas la guerre aux Norwégiens. L'armée doit les aimer et les protéger; leurs propriétés seront mises sous la sauve-garde de sa probité et de sa bonne discipline. Les généraux de division seront personnellement responsables de l'infraction de cet ordre. Toute réquisition de bétail et de vivres, dans les contrées où les habitans se soumettront, doit être payée comptant.

Le roi, malgré son grand âge, a quitté Uddevalla pour se rendre à bord du vaisseau de ligne *Gustave-le-Grand*. S. M. y a fait arborer son pavillon; elle prendra en chef le commandement de la flotte, et va assurer par sa présence la reddition de la Norwège.

BULLETINS DE L'ARMÉE SUÉDOISE.

Au quartier-général à Westgaerd, le 6 août 1814.

Le 30 juillet, le feld-maréchal comte d'Essen passa la frontière à la tête de 20,000 hommes, et occupa Berby et Graesbaka. L'ennemi se retira sur tous les points sans faire une grande résistance. Le même jour,

le prince royal, accompagné du prince Oscar, duc de Sudermanie, fit une grande reconnaissance. Le 31, le général Galms entra également avec son corps d'armée en Norwège, et se porta en avant jusqu'à une lieue et demie de la forteresse de Kongswingen.

Le 1er août, le général Manstroem fut détaché pour aller reconnaître Tisterdal; mais il trouva le pont rompu sur la petite rivière qui s'y trouve : le général la fit passer à quelques bataillons à pied. L'ennemi, effrayé de ce mouvement, se retira précipitamment, et nous fîmes 45 prisonniers. A cette occasion nous avons eu 3 morts et 13 blessés. Le comte d'Essen fit d'abord construire un pont.

Le 2 août, la division du général Sandels pénétra dans le Jugenthal. Il rencontra quelques bataillons et quelques escadrons, qui se retirèrent également sans résister beaucoup. Le 4 août, le quartier-général arriva à Westgaerd. S. A. R. fut instruite que l'ennemi, fort de 5 à 6,000 hommes, s'approchait pour aller débloquer la forteresse de Frédérickstadt, investie depuis hier par le général Wegesack. Elle fit d'abord ses dispositions, et ordonna au général Wegesack d'attaquer l'ennemi; ce qu'il fit avec beaucoup de courage et d'intelligence. Lorsque le commandant de Frédérickstadt apprit cet événement, il demanda à capituler La capitulation eut lieu en effet, et fut signée du lieutenant-colonel norwégien d'Ilials, et des colonels suédois Klins et Skjoldebrand. La

garnison était forte de 1,500 à 2,000 hommes; elle avait des vivres pour six semaines. On a trouvé dans la forteresse 100 pièces de canon. Le prince royal a permis aux soldats norwégiens de retourner chez eux.

Le 7, S. A. R. porta son quartier-général à Frédérickstadt, où elle arriva le soir. Les habitans avaient prêté la veille le serment de fidélité, et ils illuminèrent spontanément leurs maisons. Le général-major baron Cederstrœm opéra sa jonction avec le lieutenant-général baron Wegesack à Flattestad; et ayant rencontré le premier l'ennemi, il l'attaqua, et le culbuta jusqu'à la route de Blackier.

Le lieutenant-colonel baron Cederstrœm, arrivé de Frédéricshall, où il était resté à bord des chaloupes canonnières pendant tout le temps du bombardement, a été nommé commandant de Frédérickstadt et de Rongsteen.

Le 8, le feld-maréchal comte d'Essen détacha, de la division du lieutenant-général baron Sandels, le colonel Adlerkreutz, avec ses bataillons, auxquels se joignit le lieutenant-colonel Wahlfeldt avec un bataillon, pour se rendre maître de Thunœ.

Lorsque l'ennemi se retira de Sannosand, il perdit 5 canons de 18, qu'il jeta pour la plus grande partie dans la mer, et qu'on espère pouvoir en retirer. En même temps il fit couler à fond un bâtiment sur lequel se trouvaient 4 pièces de canon et une grande quantité de boulets.

Le 9, S. M. arriva à Frédérickstadt, où elle fut reçue par une salve d'artillerie des remparts et de la ville. Le soir, toute la ville fut illuminée.

Les généraux Wegesack et Cederstrœm étaient arrivés la veille à Askim. Leurs troupes bivouaquèrent vis-à-vis la redoute que l'ennemi avait élevée près de Langenœs, pour empêcher le passage du Glommen. L'ennemi fit ce matin une forte reconnaissance, mais il fut repoussé dans ses retranchemens que nous reconnûmes de notre côté; après quoi les troupes reprirent leur position de la veille. La perte de ces deux corps dans cette journée fut d'environ 60 hommes, tant tués que blessés. Celle de l'ennemi fut considérable. Il abandonna dans la nuit la tête de pont de Langenœs, et jeta deux canons à la mer.

Le général comte Mœrner força l'ennemi de rendre Rotœ, et le poursuivit jusqu'au pont de Kiœlberg, où il rompit le pont, et se posta sur l'autre rive sous une batterie qu'il y avait dressée. Lorsque nos canons approchèrent, il se retira après une courte résistance; nous lui fîmes 40 prisonniers.

Le 10, dans la matinée, le roi retourna à bord du vaisseau de ligne *Gustave-le-Grand*. S. M. avait été présente à la prise de Kragerœ et à la capitulation de Frédérickstadt; la flotte ayant été divisée et devant agir par escadre, S. M. a l'intention de se rendre à Stromstadt et de là à Uddevalla, où elle continuera de prendre les bains de mer si nécessaires à sa santé. Le

roi, pour donner à la flotte des marques de sa satisfaction, a fait différentes promotions. S. A. R. le prince héréditaire et le duc de Sudermanie, accompagnés d'une partie de l'état-major-général, ont entrepris une reconnaissance vers le pont de Kiœlberg. S. A. R. s'arrêta quelque temps près d'un sous-officier du régiment de Dahl, qui avait été grièvement blessé dans l'affaire de la veille, et lui marqua beaucoup d'intérêt. Ce prince lui parla avec bonté, et lui promit de prendre soin de sa famille.

Le sous-officier, attendri jusqu'aux larmes, recueillit ses forces, et lui répondit : « Je suis assez récompensé par la bonté que me témoigne V. A. R. Si j'avais mille vies, je les sacrifierais volontiers pour V. A. » Toute l'armée partage les sentimens de ce brave militaire.

Nous sommes maintenant en possession de toute la rive gauche du Glommen, depuis le lac Oejern jusqu'à Frédérickstadt. Les généraux Wegesack et Cederstrœm sont à Askim. Le général Kederstjerna est à Grœnsund. Le feld-maréchal comte d'Essen a son quartier-général à Hafslund. On envoie un corps par Aremark, Oerjebro, Orvalskoy et Ramskoy, pour soutenir le général Gahn. La flotte suit la côte pour gagner la baie de Christiania, et soutenir les opérations de l'armée.

Des esprits turbulens ont tâché de répandre différens bruits dans le pays, entre autres que tous les

Norwégiens que nous trouvons doivent être emmenés en Suède. La bonne discipline qui règne dans l'armée; le caractère des soldats suédois toujours disposés à respecter les propriétés; la manière amicale dont ils se sont montrés envers les paysans et les soldats norwégiens, prouvent combien ces bruits sont destitués de fondement. Le prince héréditaire a inspiré de la confiance à tous les cœurs par sa bonté et son affabilité. Il a réveillé, dans tous ceux qui ont eu accès auprès de lui, un vif sentiment de leurs devoirs. Excepté un évêque, Danois de naissance, et deux ou trois autres prêtres que cet évêque a égarés, tous les membres de cet ordre respectable ont montré, par leur conduite et la sincérité avec laquelle ils ont harangué leurs communes, qu'ils sont de dignes ministres de la divinité, de la paix et de la vérité. Des soldats et des individus de la *landwher*, qui ne veulent point faire la guerre contre les Suédois, abandonnent en foule les drapeaux d'un parti illégal, et passent de notre côté. Les généraux et les officiers danois, qui sont à la tête des troupes norwégiennes, cherchent à prolonger de toutes les manières possibles l'erreur de l'armée et du peuple; mais le moment n'est pas éloigné où le peuple et l'armée se vengeront d'eux. Les femmes vont aux avant-postes, ayant à la main des proclamations du roi, du prince héréditaire, pour chercher leurs maris et les ramener dans le sein de leurs familles.

Les habitans des villes et des villages retournent par bandes dans leurs demeures, et demandent tous ensemble à prêter serment de fidélité à leur roi légitime. En un mot, les dispositions générales annoncent que le moment n'est pas éloigné, où le succès commencera la cause que nous défendons en tenant le glaive d'une main et l'olivier de l'autre. Alors rien ne troublera plus le repos de la grande presqu'île de Scandinavie, alors les habitans seront assurés de leur liberté et de leur bonheur.

11 *août.* — Le général Wegesak, qui avait reçu l'ordre de se porter sur Trœngstadt, pour y attaquer un corps de 6 à 7,000 hommes, n'y trouva qu'une arrière-garde de 2,000 hommes avec quatre pièces de canon; il l'attaqua et la mit en fuite, après lui avoir fait 200 prisonniers, parmi lesquels se trouve un capitaine. Le colonel Adlerkreutz a battu complétement l'ennemi, l'a forcé à rendre l'île de Renœ et à se retirer au-delà du Glommen, après avoir rompu le pont près d'Ife. Le contre-amiral Wirsen s'est emparé du petit endroit fortifié de Schleswig, où l'ennemi a laissé quatorze pièces de 18, qui n'étaient que faiblement enclouées. Cet avantage nous ouvre le chemin de Moss.

12 *août.* — Le général Wegesack s'est rendu à Onstasund pour se préparer à forcer le passage du Glommen. La division norwégienne du colonel Slabels, après avoir vaillamment combattu contre le gé-

néral Gahn, a déclaré qu'ayant montré qu'elle savait se battre, elle désirait vivre désormais avec les Suédois comme avec des frères; qu'ils considéraient l'union avec la Suède comme heureuse pour la Norwège, et qu'ils ne se battraient pas pour une cause injuste.

13 *août.* — On a commencé le bombardement de Frédéricksteen.

14 *août.* — Le major-général comte G. Morner a reçu l'ordre de forcer le passage de Kgolberg, qui, malgré une résistance courageuse, a été effectué sans beaucoup de perte.

S. A. R. le prince royal de Suède avait fait ses dispositions pour entourer l'armée du prince Christian entre Moss, Isobro et Kjolbergo, avec des forces tellement supérieures, que l'armée du prince Christian, qui aurait éte attaquée à-la-fois en front, en queue et sur les flancs, aurait inévitablement été détruite, avec quelque bravoure qu'elle eût combattu. Le prince Christian fit des propositions. Si l'on avait donné une bataille, le résultat n'en aurait pas été douteux, mais elle aurait coûté beaucoup de sang et répandu le deuil dans les deux royaumes. Le prince royal accepta les propositions.

15 *août.* — Les généraux Skjoldebrand et Bjensgerna reviennent de Moss, où ils étaient allés pour porter au prince Christian les propositions du prince de Suède. Le prince Christian résigne le gouverne-

ment. L'expédition navale contre Bogen sera contremandée à temps. Le général Snormain venait de donner les ordres de planter les échelles pour l'assaut contre Frédérikshall, lorsque le commandant reçut du prince Christian l'ordre de rendre la place. La garnison, montant à 1,100 hommes, retourne chez elle pleine de joie. Leur gouverneur, le général Phine, est Danois, et les retient avec peine en ordre. La diète va s'assembler sur-le-champ. L'union de la Suède à la Norwège sera effectuée et rendra la paix au Nord. S. A. R. le prince royal a exprimé sa haute satisfaction au feld-maréchal et à toute l'armée, aussi bien qu'à l'amiral et aux officiers de la marine.

Texte de la convention passée entre le prince royal de Suède, au nom du roi d'une part, et le gouvernement de Norwège de l'autre part, à Moss, le 14 *août* 1814.

Art. 1^er^. S. A. R. le prince Christian convoquera, le plus tôt possible, les États-généraux de Norwège, dans les formes prescrites par la constitution existante. La diète sera ouverte les derniers jours de septembre, ou dans les huit premiers jours d'octobre.

2. Le roi de Suède communiquera directement avec la diète par un ou plusieurs commissaires à son choix.

3. Le roi de Suède promet d'accepter la consti-

tution faite par les députés de la diète d'Eisdwold. S. M. pourra seulement proposer les changemens qu'elle croira nécessaires à l'union des deux royaumes, et s'engage à ne les arrêter que de concert avec la diète.

4. La diète se tiendra à Christiania.

5. S. M. le roi de Suède déclare que personne ne sera inquiété directement ni indirectement pour avoir exprimé des opinions contraires à l'union des deux royaumes. Les fonctionnaires civils et militaires norwégiens et étrangers seront traités avec égards et politesse. Aucun ne sera inquiété pour ses opinions. Ceux qui refuseront de continuer à servir seront pensionnés, conformément aux lois du pays.

6. S. M. le roi de Suède emploiera ses bons offices auprès de S. M. le roi de Danemarck, pour l'engager à révoquer les ordonnances ou édits qu'il a promulgués depuis le 14 janvier 1814, contre les fonctionnaires publics, et le royaume de Norwège en général.

Fait à Moss, le 14 août 1814.

Ratifié, CHRISTIAN-FRÉDÉRIC.

Texte de la convention entre les armées suédoise et norwégienne, conclue à Moss le 14 août.

Art. 1^er^. Les hostilités cesseront par terre et par mer entre les armées et les flottes suédoises, et les armées et flottes norwégiennes, depuis le jour de la

signature de la présente convention jusqu'à quinze jours après l'ouverture de la diète, avec huit jours de notification au-delà de ce terme.

2. Le blocus des ports de la Norwège sera levé du jour de la signature de la présente convention. L'importation et l'exportation seront libres, en ayant égard aux droits des douanes norwégiennes.

3. Si la forteresse de Frédéricksteen n'a pas déjà capitulé, elle sera immédiatement rendue, avec les ouvrages qui en dépendent, aux troupes de S. M. suédoise. La garnison sortira de la forteresse avec armes, bagages et tous les honneurs militaires. Les officiers pourront se rendre où bon leur semblera. Les soldats retourneront chez eux. Tous promettront de ne plus servir contre les troupes de S. M. suédoise.

4 et 5. Ces articles déterminent la ligne de démarcation, et stipulent que les troupes nationales norwégiennes seront licenciées et renvoyées dans leurs provinces respectives. Il ne sera conservé que quatre régimens et une brigade d'artillerie.

6. Il ne restera en Norwège que deux divisions suédoises, avec la cavalerie et l'artillerie en proportion. Le reste de l'armée retournera en Suède.

7. La partie de l'armée norwégienne restant sous les armes se retirera dans deux jours dans les lignes de démarcation. L'armée suédoise retournant dans son pays commencera son mouvement aussitôt que possible.

Les articles 8 et 9 contiennent des dipositions pour

le rétablissement réciproque de l'harmonie entre les deux armées ; pour la cessation des contributions et réquisitions, et pour la délivrance des prisonniers.

L'article 10 stipule, pour la liberté des délibérations de la diète, que ni les troupes suédoises ni les troupes norwégiennes n'approcheront de trois milles du lieu où elle se tiendra.

11. Pour prévenir toute effusion de sang, un armistice provisoire sera immédiatement signé.

12. Le pavillon norwégien sera respecté pendant la durée de l'armistice.

Ratifié, CHRISTIAN-FRÉDÉRIC.

Je ratifie la présente convention, et saisis avec plaisir la première occasion de donner une preuve de mes sentimens envers la nation norwégienne et l'armée.

CHARLES-JEAN.

Il était impossible au prince Christian-Frédéric de résister, avec ses faibles moyens, aux armes réunies de la Suède, de l'Angleterre et de la Russie. Il abdiqua donc la dignité royale, et demanda pour la nation norwégienne l'exercice d'un droit qui lui était acquis, celui de se donner des lois et une constitution. Cette demande ayant été accordée, le storting (1) dé-

(1) Storthing, assemblée nationale ou états-généraux du royaume.

libéra sur l'acte constitutionnel, sur l'union avec la Suède, et sur l'élection du roi Charles XIII au trône constitutionnel de Norwège. Ces délibérations importantes durèrent plusieurs mois ; elles se terminèrent enfin à la satisfaction de tous les partis.

Le roi Charles XIII aurait pu, en vertu de la force et de l'appui des puissances alliées, exiger des Norwégiens une soumission absolue, et ne leur accorder de constitution que celle qu'il aurait bien voulu octroyer *de proprio motu*. Il préféra ajouter de nouveaux droits à ceux qu'ils avaient déjà, et reçut la couronne des mains des représentans de la nation.

Le 4 novembre 1814 sera célèbre à jamais dans les fastes de la Scandinavie : ce jour vit la nation norwégienne décréter, par l'organe de ses représentans vraiment libres, son vœu d'être unie à la nation suédoise ; c'est en ce jour que deux peuples issus de communs aïeux, parlant la même langue, déjà liés par une entière conformité de mœurs, de caractère et de religion, ont enfin serré la main l'une de l'autre, et ont pu se dire : *il n'y a plus de Dovre*, avec plus de vérité que Louis XIV qui, après son pacte de famille avec l'Espagne, avait dit autrefois : *il n'y a plus de Pyrénées*. Cette réunion avait été l'objet constant des efforts des rois les plus célèbres de la dynastie des Wasa : ils avaient toujours échoué ; des obstacles insurmontables s'étaient opposés à leurs vues, ou plutôt les peuples, rarement consultés alors sur

leurs intérêts, égarés même par ceux qui voulaient les tenir dans l'asservissement, ne furent jamais libres d'émettre leur vœu. Ainsi des siècles s'étaient écoulés avant que deux états, unis par la nature et qui auraient toujours dû l'être par une saine politique, eussent mis en commun leurs destinées pour monter enfin au rang qui leur appartient parmi les puissances de l'Europe. Ce but glorieux, le prince royal l'a atteint en peu de jours à la tête d'une armée victorieuse. Il pouvait conquérir, il ne voulut que pacifier; jaloux d'épargner le sang des deux peuples, il sut conserver aux Suédois tout l'avantage en employant la tactique des mouvemens plutôt que celle des chocs.

Après l'armistice du 14 août et la convention de Moss, qui indiqua la ville de Christiania pour la réunion du storthing de Norwège, ce petit coin du monde offrit un spectacle imposant et digne de fixer les regards des amis de la liberté. On vit d'une part un peuple, naguère esclave, parler hautement de ses droits, en assurer le maintien par des institutions sages, et passer tout d'un coup de l'enfance de la liberté à ces hautes conceptions politiques qui paraissaient n'appartenir qu'à l'âge mûr des nations; et de l'autre, un prince dont la main déposait le glaive pour aider les Norwégiens à se relever, qui, respectant l'indépendance de leurs représentans, se tint éloigné de trente lieues avec son armée, de peur d'influencer les délibérations. Mais ce peuple, éclairé par la lumière

du siècle, était déjà à la hauteur de sa nouvelle existence politique; mais ce prince, nourri dans les principes de la liberté, ne voulait régner que par elle et avec elle. C'est donc à ces idées libérales tant critiquées que l'Europe a dû le premier exemple d'une nation qui se donne de son propre mouvement, par un contrat librement consenti, et obligatoire pour les deux parties; d'un chef suprême qui accepte le contrat avec toutes ses conditions, quand il peut, comme tant d'autres, imposer les lois de la force et faire valoir un acte de cession. Puisse ce grand exemple se renouveler souvent pour le bonheur du monde! Déjà l'on peut dire que la liberté norwégienne a enfanté la liberté polonaise.

Le ciel devait peut-être aux vertus de Charles XIII, dernier rejeton d'une des plus illustres familles (1) qui aient occupé le trône, de voir s'accomplir sous son règne le vœu de ses ancêtres, de ces glorieux fils de Wasa, le plus légitime des rois, puisque la couronne lui fut donnée par la nation qu'il avait affranchie du joug des étrangers. Nous n'insérerons ici qu'un petit nombre des actes nombreux qui ont été publiés à

(1) Le roi Charles XIII, à la suite de la révolution de 1809, a dit lui-même, au milieu des états-généraux de Suède: *Je suis le dernier des Wasa.* Le temps dévoilera les causes secrètes de cette fameuse révolution, et mettra dans tout son jour la justesse de cette expression du roi.

l'occasion de la réunion de la Norwège, mais nous donnerons en entier la constitution décrétée par le storthing et acceptée par le roi.

Proclamation du prince royal de Suède, aux députés du storthing à Christiania.

Fredrikshall, le 7 novembre 1814.

Messieurs! les Suédois ont combattu à regret contre vous. La guerre était sans but, du moment où votre chef offrait de remettre le pouvoir entre les mains de la nation.

Le roi n'a pas voulu se prévaloir de ses droits. Constant dans la marche qu'il s'était tracée, plus heureux de régner sur une nation libre que sur un peuple soumis par les armes, il vous a laissé le temps de discuter sur les grands principes qui constituent la liberté et l'indépendance des états. J'ai été instruit de l'esprit qui a dirigé l'assemblée. S'il y a eu quelques erreurs de principes, j'ai eu la satisfaction de reconnaître une bonne foi parfaite. Remercions la Providence de nous avoir indiqué la règle de nos devoirs, et songeons que nous avons les mêmes intérêts à défendre, les mêmes dangers à courir, la même gloire et la même prospérité à espérer.

J'accède bien volontiers à vos désirs, et je partirai demain avec mon fils pour Christiania.

Proclamation du prince royal de Suède, à ses frères d'armes.

Au quartier-général de Fredrikshall, le 8 novembre 1814.

Soldats ! depuis long-temps votre premier vœu, comme celui de tous vos compatriotes, était l'union des peuples scandinaves. C'est pour atteindre ce grand but que nous avons pris les armes. La Providence a couronné nos efforts, nos espérances ont été remplies : désormais les Suédois et les Norwégiens ont les mêmes intérêts à défendre, la même gloire à soutenir, et le même avenir deviendra pour eux le prix des mêmes vertus. Soldats ! un des plus beaux momens de ma vie est arrivé : celui où, au nom du roi et de la patrie, j'ai à vous exprimer leur reconnaissance pour la bravoure, la discipline, et l'excellente conduite par laquelle, en vous montrant dignes de vos ancêtres, vous avez rendu le nom suédois aussi chéri que respecté. Retournez dans vos foyers ; portez dans l'exercice des devoirs du paisible citoyen le même amour de votre pays, la même obéissance aux lois, qui vous ont distingués comme guerriers, et la bienveillance de votre roi et l'estime de vos concitoyens seront votre digne récompense !

Discours du prince royal de Suède, prononcé dans le storthing, le 10 *novembre* 1814.

Messieurs ! le roi a vu s'accomplir les vœux qu'il n'a cessé de former pour le bonheur et l'indépendance de la presqu'île scandinave ; les deux peuples ont abjuré leurs longues et malheureuses inimitiés, et désormais ils ne connaîtront de rivalité que dans leur amour pour leur commune patrie. En concourant à ce grand but, Messieurs, vous vous êtes acquis des titres sacrés à la bienveillance de Sa Majesté, et à la reconnaissance de vos concitoyens.

Il était réservé au roi la double gloire de voir deux peuples libres lui offrir la couronne par leurs vœux spontanés et unanimes. Il ne fit point valoir, envers les Suédois, les droits de sa naissance ; de même il a préféré, à ceux que lui avaient acquis les traités les plus solennels, les titres plus doux et plus chers à son cœur, qu'il pouvait retirer de votre amour. Le roi a toujours voulu qu'égaux en droits, les Norwégiens et les Suédois pussent jouir des mêmes avantages constitutionnels; et la nouvelle loi fondamentale que vous venez d'adopter, de concert avec le roi, servira tout à-la-fois de garantie à votre liberté et de preuve à l'Europe, des vues libérales et de la modération de votre souverain.

Vous répondrez, Messieurs, à la juste confiance

qu'il a placée en vous. Vous guiderez ce peuple loyal; et après avoir rempli avec zèle vos fonctions de législateurs, vous allez concourir, par vos lumières et par vos efforts, à faire aimer le gouvernement que vous vous êtes donné.

Afin d'en préparer les moyens, il est essentiel d'éclairer la nation sur sa situation et sur ses espérances. Il faut qu'elle n'attribue point à l'autorité nouvelle des maux qui lui sont étrangers; il faut que le peuple sache en quel état le roi a trouvé vos finances et votre administration, pour pouvoir juger impartialement des améliorations qui doivent être la suite naturelle de son gouvernement. Vous recevrez, Messieurs, une proposition sur la mesure préparatoire qui sera nécessaire à cet égard.

L'union entre la Suède et la Norwège est fondée sur notre situation géographique, sur le caractère national des deux peuples, sur leur intérêt réciproque, et sur la sagesse qui préside à leurs délibérations : je dis plus, sur l'amour qu'ils portent tous deux à la liberté individuelle, aux droits de la propriété et au gouvernement représentatif. Aussi nous resterons toujours deux nations unies et indépendantes. Satisfaits des limites que la nature nous a prescrites; pénétrés de la grande vérité, qu'au-delà de ces bornes il ne peut exister de véritable bien pour nous, notre politique sera de ne point provoquer la guerre, et de maintenir religieusement la bonne harmonie qui existe

avec toutes les puissances. Puisque la Providence a mis dans le même cercle notre bonheur et nos devoirs, je ne crains point de prendre, à la face de l'univers, l'engagement solennel qu'aucune domination étrangère ne viendra souiller votre sol, ni attenter à vos droits.

Messieurs, le roi accepte la constitution telle qu'elle a été convenue entre vous et les commissaires de Sa Majesté. Elle se réserve de présenter, à la sanction des états-généraux de la Suède, les articles qui motiveront des changemens ou des modifications dans la constitution suédoise.

C'est au nom du roi que je vous remets maintenant, Messieurs, son serment de gouverner le royaume de Norwège d'après sa constitution et ses lois, et je vous invite de prêter votre serment à Sa Majesté.

Le pacte qu'elle a contracté avec le peuple norwégien va donc recevoir son complément définitif. Puisse la Providence, qui veille aux destinées des empires, bénir ce moment solennel, qui ouvre aux deux peuples de la péninsule scandinave une nouvelle carrière de gloire et de prospérité. Je seconderai les efforts paternels du roi pour le bonheur des Norwégiens, et je transmettrai à mon fils les sentimens d'amour et d'affection que je leur porte. Au milieu du fracas des armes, et lorsque, sur le sol germanique, je marchai avec les alliés de la Suède pour m'opposer à la plus effroyable tyrannie qui ait jamais pesé sur l'Europe,

je ne voyais, pour prix de mes travaux, que le moment actuel; et la palme pacifique que je reçois en ce jour des mains d'un peuple libre est plus satisfaisante à mon cœur que tous les lauriers de la victoire.

Je vous renouvelle, Messieurs, l'assurance de mes sentimens. Ils sont aussi vrais que profondément gravés dans mon cœur.

DÉCLARATION.

Christiania, le 12 novembre 1814.

Nous, CHARLES, par la grâce de Dieu roi de Suède, de Norwège, des Goths et des Vandales, etc., etc., duc de Schleswig-Holstein, comte d'Oldembourg, etc., à tous nos sujets habitans du royaume de Norwège.

Nous remplissons maintenant un devoir cher à notre cœur, en vous instruisant que l'assemblée nationale du royaume de Norwège nous ayant, le 4 de ce mois, unanimement reconnu et élu roi constitutionnel de Norwège, nous avons hier, par notre fils bien aimé Charles-Jean, prince royal de Suède et de Norwège, et généralissime des forces de terre et de mer des deux royaumes, remis à l'assemblée notre serment de gouverner le royaume de Norwège d'après sa constitution et ses lois; et reçu le serment de l'assemblée à nous et à la constitution.

Le grand but de nos vœux est ainsi rempli, et le dernier sceau est imprimé sur la réunion entre les

deux peuples de la péninsule scandinave. Norwégiens ! dès ce jour vous avez des titres sacrés sur notre cœur et sur notre sollicitude paternelle. Vous répondrez, par votre fidélité et par votre attachement, aux nouvelles obligations que nous allons remplir envers vous, et vous nous préparerez ainsi la récompense la plus douce qu'un bon roi puisse désirer.

La loi fondamentale que vos représentans ont adoptée de concert avec nos commissaires, et que nous avons solennellement reçue et approuvée, servira à la fois de garantie à vos droits et à votre prospérité future. Souvenez-vous que ces avantages précieux ne sont conservés que par le respect pour la religion et pour l'ordre social, et que la sainteté des droits repose toujours sur l'accomplissement fidèle des devoirs qu'on s'est imposé. Nous reconnaissons les difficultés que nous avons à surmonter; mais nous avons l'espoir consolateur que, secondés par les lumières et l'énergie de citoyens patriotes, nous parviendrons successivement à effacer la mémoire et les effets d'une guerre longue et désastreuse.

C'est en encourageant l'agriculture, en donnant au commerce une activité non interrompue, que la fortune publique reprendra peu à peu de nouvelles forces. La réunion entre la Suède et la Norwège, rassemblant dans un même faisceau les forces jusqu'ici séparées des deux pays, donne le motif le plus puissant et les moyens les plus sûrs de maintenir la paix. Les

peuples de la presqu'île scandinave ont, dans leur enceinte, la force de défendre leur indépendance et leurs lois ; hors de ces limites, ils n'ont à attendre aucun avantage réel.

Que la Providence bénisse nos efforts paternels pour votre bonheur ! Union de volonté et de résolution, obéissance aux lois, énergie contre l'oppression, voilà les bases les plus sûres pour l'existence des états ; c'est par elles que le Nord, sous toutes les vicissitudes à venir, maintiendra son nom, sa liberté et sa gloire, défendu par la mer, ses montagnes et le courage de ses enfans.

Christiania, le 11 novembre 1814.

CHARLES-JEAN.

D'après l'autorisation de mon très-gracieux souverain et seigneur.

PESCHER.

Discours prononcé par le prince royal de Suède et de Norwège, à la clôture du storthing.

Christiania, le 26 novembre 1814.

Messieurs, vous avez vu les intentions paternelles du roi, manifestées par la sanction de la loi constitutionnelle qui assure la liberté du peuple norwégien. Si, dans une transaction, en passant subitement d'un gouvernement arbitraire à un gouvernement fondé sur les lois, des craintes et des inquiétudes se sont

quelquefois mêlées aux vœux que vous avez exprimés, elles doivent être attribuées au souvenir du temps et des circonstances qui n'existent plus. Vous étiez animés du zèle de défendre les droits du peuple ; le roi, guidé autant par ses propres sentimens que par la libre constitution de la Suède, résolut de les reconnaître. Les peuples qui ont suivi d'un œil attentif vos délibérations verront dans leur cours et dans leur résultat la sainteté des promesses du roi, et son respect pour la liberté nationale ; et ils reconnaîtront que la sagesse de Sa Majesté vous a sauvés des deux malheurs de l'anarchie et du despotisme.

Contens des progrès successifs de notre commerce et de notre agriculture, nous ne brigueronsjamais d'autre gloire que celle d'occuper dans les annales de l'histoire la place d'un peuple heureux.

Mais, tandis que la paix est notre unique but, nous ne devons pas oublier que le moyen le plus sûr de la maintenir repose dans notre courage. Le devoir de défendre la patrie guide le guerrier dans sa noble carrière, et lui donne les droits à l'estime de ses concitoyens, qui est la plus belle récompense des dangers que le soldat affronte.

Le roi, accoutumé à régner sur un peuple libre, a reconnu avec une vive satisfaction les droits que la constitution accorde à l'honorable classe des laboureurs, dont les travaux nourrissent les villes et dont les bras défendent la patrie.

Messieurs, le storhting extraordinaire ayant ter miné ses délibérations, je déclare au nom du roi, et en vertu du droit que le pacte constitutionnel donne à Sa Majesté, que les sessions sont finies. En retournant dans vos demeures paisibles, chacun de vous, fort de sa conscience et heureux d'avoir assuré l'indépendance de sa patrie et la liberté de ses concitoyens, devra se rappeler que la force de l'état repose dans l'ordre et la concorde, et doit être cimentée par l'obéissance générale à la loi. Le premier devoir d'un monarque est de faire religieusement respecter cette souveraine des rois et des peuples. Jamais les habitans du Nord n'ont donné l'épithète de bonté à une faiblesse sans énergie. Montrez-vous dignes descendans de vos respectable pères. Ayez, comme eux, le bien de la patrie pour but de toutes vos actions; transmettez comme eux á vos enfans la doctrine, que la stricte exécution de leurs devoirs est la plus sûre garantie de leurs droits. Retournez aux occupations que vous avez quittées pour répondre à la confiance publique. La crainte de Dieu est la seule crainte que doivent connaître des hommes libres. Qu'elle vous accompagne dans vos travaux et guide vos actions! Alors le bonheur fixera son domicile parmi vous, et la liberté de la Scandinavie sera aussi inébranlable que ses montagnes.

Que Dieu protège le roi et ses deux royaumes, et vous ait tous, Messieurs, en sa sainte et digne garde!

CONSTITUTION DE NORWÈGE.

TITRE PREMIER.

De la forme du gouvernement et de la religion.

ART. Ier. Le royaume de Norwège est un état libre, indépendant, indivisible et inaliénable, uni à la Suède sous un même roi. La forme de son gouvernement est limitée, héréditaire et monarchique.

II. La religion luthérienne évangélique continuera d'être la religion dominante du royaume; ceux des habitans qui la professent sont tenus d'y élever leurs enfans. Les jésuites et les ordres monastiques ne seront point tolérés dans le royaume. L'entrée du royaume sera toujours, comme par le passé, interdite aux Juifs.

TITRE SECOND.

Du pouvoir exécutif du roi et de la famille royale.

ART. Ier. Le pouvoir exécutif réside dans la personne du roi.

II. Le roi professera toujours la religion luthérienne évangélique; il la maintiendra et la protégera.

III. La personne du roi est sacrée; il ne peut être ni blâmé ni accusé; son conseil est responsable de son gouvernement.

IV. La succession est linéale et agnatique, telle qu'elle est déterminée par l'ordre de succession décrété par les états-généraux de la Suède, et sanctionnée par le roi en l'acte du 26 septembre 1810, et dont une traduction est annexée à cette constitution.

Du nombre des héritiers légitimes est aussi l'enfant dans le sein de sa mère, lequel, aussitôt qu'il sera né, après la mort de son père, prend la place qui lui est due dans la ligne de succession.

Lorsqu'un prince, héritier des couronnes réunies de la Norwège et de la Suède, sera né, son nom et le jour de sa naissance seront annoncés au premier storthing et inscrits sur ses registres.

V. S'il ne se trouve aucun prince héritier légitime du trône, le roi peut proposer son successeur au storthing de la Norwège, en même temps qu'aux états-généraux de la Suède. Aussitôt que le roi aura fait la proposition, les représentans des deux peuples choisiront de leur sein un comité revêtu du droit de déterminer l'élection, en cas que la proposition du roi ne soit pas, à la pluralité des voix, approuvée séparément par les représentans de chacun des deux peuples.

Le nombre des membres de ce comité, lequel sera composé d'autant de Norwégiens que de Suédois,

ainsi que la marche à suivre dans l'élection, seront réglés par une loi que le roi proposera en même temps au storthing prochain et aux états-généraux de la Suède. On tirera au sort pour faire sortir du comité un de ses membres.

VI. Le storthing de Norwège et les états-généraux de Suède se concerteront pour fixer par une loi l'âge de la majorité du roi; s'ils ne peuvent pas en tomber d'accord, un comité, pris des représentans des deux peuples, en décidera de la manière établie par l'article V, titre second.

Aussitôt que le roi aura atteint l'âge de majorité fixée par la loi, il déclarera publiquement lui-même qu'il est majeur (1).

VII. Aussitôt que le roi, devenu majeur, aura pris en main les rênes du gouvernement, il prêtera entre les mains du storthing le serment suivant : *Je jure, dans mon âme et conscience, de gouverner le royaume de Norwège conformément à sa constitution et à ses lois.*

Si le storthing n'est pas alors assemblé, ce serment sera déposé par écrit dans le conseil et répété solennellement par le roi au premier storthing, soit de

(1) Une loi décrétée par le storthing, le 13 juillet 1815, et sanctionnée par le roi, le 18, porte : « Le roi est majeur « à dix-huit ans accomplis. »

vive voix, soit par écrit, par la personne qu'il aura commis pour cet effet.

VIII. Le couronnement et le sacre du roi se feront lorsqu'il sera majeur, dans la cathédrale de Drontheim, au temps et avec les cérémonies qu'il fixera lui-même.

IX. Le roi passera quelque temps en Norwège toutes les années, à moins que des empêchemens graves ne s'y opposent.

X. Le roi choisira lui-même un conseil de citoyens norwégiens, qui seront parvenus à l'âge de soixante-dix ans. Ce conseil sera composé pour le moins d'un ministre-d'état et de sept autres membres.

De même le roi peut créer un vice-roi ou un gouvernement.

Le roi répartira les affaires entre les membres du conseil, de la manière qu'il jugera convenable.

Outre ces membres ordinaires du conseil, le roi, ou dans son absence le vice-roi (ou le gouvernement, de concert avec les membres ordinaires du conseil), peut, dans des occasions particulières, appeler d'autres citoyens norwégiens à y siéger, pourvu qu'ils ne soient pas membres du storthing.

Le père et le fils, ou deux frères, ne pourront pas, au même temps, siéger dans le conseil.

XI. Le roi fera gouverner le royaume pendant son absence, et dans le cas qu'il aura lui-même pres-

crit, soit par le vice-roi, soit par le gouverneur, avec cinq au moins des membres du conseil.

Ils gouverneront le royaume au nom du roi, et de sa part. Ils observeront inviolablement, tant les dispositions contenues dans cette loi fondamentale, que les préceptes y conformes que le roi leur aura donnés dans des instructions. Ils feront leur très-humble rapport au roi sur les affaires qu'ils auront décidées. Toutes les affaires seront décidées à la pluralité des voix. Si les voix sont égales, le vice-roi ou le gouverneur, ou, dans leur absence, le premier membre du conseil, en aura deux.

XII. Il n'y a que le prince royal ou son fils aîné qui puisse être vice-roi; et ce ne peut être que lorsqu'ils auront atteint l'âge de la majorité du roi. A la place de gouverneur pourra être nommé, soit un Norwégien, soit un Suédois.

Le vice-roi sera domicilié dans le royaume, et il ne lui sera pas permis de séjourner dans l'étranger plus de trois mois chaque année.

Lorsque le roi sera présent, les fonctions du vice-roi cesseront. S'il n'y a pas de vice-roi, mais seulement un gouverneur, les fonctions de ce dernier cesseront également, attendu que dans ce cas il n'est que le premier membre du conseil.

XIII. Pendant le séjour du roi en Suède, il aura toujours auprès de lui le ministre-d'état de la Norwège

et deux des membres du conseil norwégien, lesquels alterneront annuellement.

Ils sont chargés des mêmes devoirs et de la même responsabilité constitutionnelle que le conseil siégeant en Norwège (mentionné au n°. XI), et ce n'est que dans leur présence que les affaires norwégiennes doivent être décidées par le roi.

Toutes les pétitions, adressées au roi par des citoyens norwégiens, doivent d'abord être remises au conseil norwégien, pour qu'il en donne son avis avant qu'elles soient décidées. En général, aucune affaire norwégienne ne doit être décidée avant que le conseil norwégien n'en ait dit son opinion, à moins que des obstacles importans ne s'y opposent.

Le ministre-d'état de la Norwège doit référer les affaires; et il sera responsable de la conformité des expéditions avec les résolutions qui auront été prises.

XIV. Le roi réglera le culte et les rits, ainsi que toutes les réunions qui ont la religion pour objet; il veillera à ce que les ministres de la religion observent les formes qui leur auront été prescrites.

XV. Le roi peut donner et abolir des ordonnances qui concernent le commerce, la douane, l'industrie et la police. Il ne faut pas cependant qu'elles soient contraires à la constitution ni aux lois données par le storthing (conformément aux articles XXIX, XXX et XXXI du titre III ci-dessous).

Elles auront force provisoire jusqu'au storthing prochain.

XVI. Le roi fera lever en général les taxes imposées par le storthing. Le trésor public de la Norwège restera en Norwège; les revenus n'en seront employés qu'aux besoins de la Norwège.

XVII. Le roi veillera à ce que les domaines et les droits régaliens de l'état soient employés et régis de la manière fixée par le storthing, et qui soit la plus avantageuse au pays.

XVIII. Le roi, dans son conseil, a le droit de faire grâce aux criminels, après que le tribunal suprême aura prononcé et donné son opinion. Le criminel a le choix d'accepter la grâce du roi ou de se soumettre à la peine à laquelle il aura été condamné.

Dans les causes que le odelsthing (1) aura fait porter au rigsret (2), il ne peut y avoir d'autre grâce que celle qui exempterait d'une peine capitale.

XIX. Le roi, après avoir entendu son conseil norwégien, dispose de tous les emplois civils, ecclésiastiques et militaires. Les fonctionnaires jureront obéissance et fidélité à la constitution et au roi.

Les princes de la famille royale ne pourront

(1) Voyez sur ce mot, titre troisième, article XXVI.

(2) Voyez sur ce mot, titre quatrième, article I^er^.

être revêtus d'aucun emploi civil ; cependant le prince royal, ou son fils aîné, peut être nommé vice-roi.

XX. Le gouverneur du royaume, le ministre-d'état et les autres membres du conseil, ainsi que les fonctionnaires attachés à ses bureaux, les envoyés et les consuls, les magistrats supérieurs civils et ecclésiastiques, les chefs des régimens et des autres corps militaires, les commandans des forteresses, et les commandans en chef des vaisseaux de guerre, pourront, sans arrêt préalable, être destitués par le roi, son conseil norwégien entendu.

Quant à la pension a accorder aux fonctionnaires ainsi destitués, c'est au premier storthing à en décider. En attendant ils jouiront des deux tiers de leur ancien traitement.

Les autres fonctionnaires ne pourront être que suspendus par le roi, et ils seront alors de suite traduits devant les tribunaux, mais ils ne pourront être destitués qu'à la suite d'un arrêt; le roi ne pourra non plus leur faire changer d'emplois malgré eux.

XXI. Le roi peut conférer des ordres de chevalerie à qui bon lui semblera, en récompense de mérites signalés qui seront publiés; mais il ne peut conférer d'autre rang au titre que celui qui est attaché à chaque emploi. Un ordre de chevalerie ne dispense personne des devoirs et des charges communes à tous

les citoyens; il ne donne non plus des titres particuliers pour obtenir des emplois dans l'état. Les fonctionnaires qui auront eu leur congé en grâce conserveront le titre et le rang attachés aux emplois qu'ils ont occupés.

Personne ne pourra à l'avenir obtenir des prérogatives personnelles mixtes ou héréditaires.

XXII. Le roi choisit et renvoie, quand bon lui semble, tous les officiers attachés à sa cour.

XXIII. Le roi a le commandement en chef de toutes les forces de terre et de mer du royaume. Elles ne pourront pas être augmentées ou diminuées sans le consentement du storthing. Elles ne devront pas être cédées au service de quelque puissance étrangère; et aucunes troupes appartenantes à une puissance étrangère (excepté des troupes auxiliaires en cas d'une invasion hostile) ne pourront entrer dans le pays sans le consentement du storthing.

En temps de paix, les troupes norwégiennes seront stationnées en Norwège; elles ne le seront point en Suède. Cependant le roi pourra avoir en Suède une garde norwégienne, composée de volontaires; et il pourra, pour un temps de peu de durée, au plus six semaines par an, rassembler les troupes des environs des deux pays pour les exercices dans l'un ou l'autre des deux royaumes; mais, dans aucun cas, plus de 5,000 hommes de troupes de toute arme de l'un des

deux pays ne pourront en temps de paix entrer dans l'autre (1).

L'armée norwégienne et la flottille à rames ne pourront pas être employées à une guerre offensive sans le consentement du storthing.

La flotte norwégienne aura ses chantiers, et en temps de paix ses stations et ses ports en Norwège. Les bâtimens de guerre de l'un des deux pays ne seront montés des marins de l'autre, qu'autant qu'ils se laisseront engager volontairement.

La landwehr et les autres troupes norwégiennes qui ne pourront pas être comptées au nombre des troupes de ligne, ne devront jamais être employées hors des frontières du royaume de Norwège.

XXIV. Le roi a le droit de rassembler des troupes, commencer la guerre, faire la paix, conclure et annuler des traités, envoyer et recevoir des ministres.

Lorsque le roi voudra commencer la guerre, il doit en avertir le conseil en Norwège, demander son avis, et se faire donner par lui une relation détaillée sur

(1) La loi du storthing, du 5 juillet 1816, porte : que les troupes de ligne pourront être employées hors des frontières du royaume, et l'interprétation donnée par le storthing, à cette loi, explique que les troupes de ligne pourront être employées hors des frontières *des deux royaumes unis*.

l'état du royaume, relativement à ses finances et ses moyens de défense.

Cela fait, le roi convoquera le ministre-d'état de Norwège, les membres du conseil de Norwège, ainsi que ceux du conseil de Suède, pour une séance extraordinaire, dans laquelle il exposera les motifs et les circonstances qui doivent dans ce cas entrer en considération ; la relation du conseil norwégien sur l'état de ce royaume, jointe à une semblable sur la Suède, doit alors en même temps être exhibée.

Le roi exigera alors leurs avis sur ces objets; ils les feront insérer chacun pour sa part dans le protocole, sous la responsabilité imposée par la constitution, et alors le roi pourra prendre la résolution qu'il juge la plus convenable à l'état.

XXV. Tous les membres du conseil doivent être présens à ces séances, s'ils n'en sont pas empêchés par quelque prétexte légal, et aucune résolution ne doit y être prise s'il ne s'y trouve pas au-delà de la moitié des membres.

Dans les affaires norwégiennes qui, aux termes du quinzième article, sont décidées en Suède, aucune résolution ne doit être prise à moins que le ministre-d'état de Norwège et un des membres du conseil, ou bien les deux membres, ne soient présens.

XXVI. Les représentations, relatives aux emplois et autres affaires importantes, excepté celles qui concernent la diplomatie et le commandement militaire

proprement dit, seront référées dans le conseil par celui des membres dont le département en est chargé; et elles seront expédiées par lui conformément à la résolution prise dans le conseil.

XXVII. Si quelque membre du conseil est légalement empêché de comparaître et de référer les affaires qui sont du ressort de son département, il sera remplacé dans cette fonction par un des autres membres commis pour cet effet, soit par le roi, s'il est présent, ou, s'il ne l'est pas, par celui qui a la préséance dans le conseil conjointement avec les autres membres qui le composent.

Si plusieurs d'entre eux sont légalement empêchés de comparaître de manière que seulement la moitié du nombre ordinaire est présente, d'autres fonctionnaires seront, de la même manière, constitués à siéger dans le conseil; dans lequel cas il en sera de suite référé au roi, qui décide s'ils doivent continuer dans cette fonction.

XXVIII. Dans le conseil il sera tenu protocole de toutes les affaires qui y sont traitées. Tout individu qui siége dans le conseil sera obligé de dire librement son opinion, que le roi est obligé d'entendre; mais il est réservé au roi de prendre la résolution d'après sa propre opinion.

Si quelque membre du conseil trouve que la résolution du roi est contraire à la forme du gouvernement ou aux lois du royaume, ou qu'elle est évi-

demment nuisible à l'état, il regardera comme un devoir d'y opposer de fortes représentations et de consigner son opinion dans le protocole. Celui qui aura manqué de protester ainsi sera censé avoir été d'accord avec le roi, et il en sera responsable ainsi qu'il sera dit ci-après ; et le odelsthing pourra le traduire devant le rigsret.

XXIX. Tous les ordres émanés du roi lui-même (les affaires de commandement militaire exceptées) seront contresignés par le ministre-d'état norwégien.

XXX. Les résolutions prises dans l'absence du roi par le conseil, en Norwège, seront expédiées au nom du roi, et signées par le vice-roi, ou par le gouverneur et le conseil; et elles seront contresignées par celui qui les aura référées, attendu qu'il est responsable de la conformité de l'expédition avec le protocole dans lequel la résolution est inscrite.

XXXI. Toutes les représentations relatives aux affaires de la Norwège, ainsi que les expéditions qui les concernent, doivent être en langue norwégienne.

XXXII. Le plus proche héritier du trône, s'il est fils du roi régnant, aura le titre de prince royal; les autres héritiers légitimes de la couronne seront appelés princes, et les filles du roi princesses.

XXXIII. Aussitôt que l'héritier du trône sera parvenu à l'âge de 18 ans, il aura le droit de siéger dans le conseil, cependant sans voix et sans responsabilité.

XXXIV. Aucun prince du sang ne pourra se marier sans la permission du roi; en cas de contravention il perd son droit à la couronne de Norwège.

XXXV. Les princes et les princesses de la famille royale ne seront pas, pour ce qui regarde leurs personnes, tenus de comparaître devant d'autres juges que le roi ou celui qu'il aura commis pour cela.

XXXVI. Le ministre-d'état de la Norwège, ainsi que les deux membres du conseil norwégien qui sont auprès du roi, auront siége et voix délibérative dans le conseil suédois, lorsqu'il y sera traité d'objets relatifs aux deux royaumes.

Dans ces sortes d'affaires, l'avis du conseil en Norwège doit aussi être entendu, à moins que les affaires n'exigent une si prompte décision qu'elles n'en laissent pas le temps.

XXXVII. Si le roi vient à mourir et que l'héritier du trône soit mineur, le conseil de Norwège et celui de Suède s'assembleront de suite, pour publier en commun une convocation du storthing en Norwège et de la diète en Suède.

XXXVIII. Jusqu'à ce que les représentans des deux royaumes se soient rassemblés et aient réglé l'administration pendant la minorité du roi, un conseil, composé d'un nombre égal de membres norwégiens et suédois, gouvernera les royaumes, en suivant leurs lois fondamentales réciproques.

Le ministre-d'état de Norwège et celui de Suède

qui siégent dans ce conseil, tireront au sort pour décider lequel d'eux y aura la préférence.

XXXIX. Les dispositions contenues dans les deux derniers articles trouveront également leur application toutes les fois que, d'après la constitution de la Suède, il appartient au conseil suédois, en cette qualité, d'être à la tête du gouvernement.

XL. Pour ce qui concerne les dispositions plus particulières, nécessaires dans les cas prévus par les trois articles précédens, le roi proposera au premier storthing en Norwège et à la première diète en Suède, une loi basée sur le principe d'une parfaite égalité entre les deux royaumes.

XLI L'élection des tuteurs qui doivent être à la tête du gouvernement pendant la minorité du roi, se fera d'après les mêmes règles et de la même manière qui ont été prescrites ci-dessus dans le titre second, article V, concernant l'élection d'un héritier au trône.

XLII. Les individus qui, dans les cas prévus par les articles XXXVIII et XXXIX, sont à la tête du gouvernement, devront, les Norwégiens au storthing de la Norwège, prêter le serment suivant : « *Je jure dans mon âme et conscience de gouverner le royaume conformément à la constitution et aux lois* ». Les Suédois prêteront ce serment entre les mains des états-généraux de la Suède.

S'il n'y a pas alors de storthing ou de diète, le ser-

ment sera déposé par écrit dans le conseil et répété ensuite au premier storthing ou à la première diète.

XLIII. Aussitôt que leur gouvernement aura cessé, ils en rendront au roi et au storthing.

XLIV. Si le storthing n'est pas de suite convoqué conformément aux dispositions portées dans les articles XXXVIII et XXXIX, le tribunal suprême regardera comme un devoir absolu, aussitôt que quatre semaines seront évalues, de faire cette convocation.

XLV. L'administration de l'éducation du roi, dans le cas que son père n'en a pas laissé de dispositions par écrit, sera réglée de la manière prescrite dans les articles V et XLI.

Ce sera une règle invariable, que le roi mineur apprendra suffisamment la langue norwégienne.

XLVI. Si la ligne masculine de la ligne royale est éteinte, et qu'on n'ait point élu le successeur au trône, il sera procédé à l'élection d'une nouvelle dynastie, de la manière prescrite dans l'article V. En attendant, le pouvoir exécutif sera exercé conformément au XLI^e^. article.

TITRE TROISIÈME.

Du droit de bourgeoisie et du pouvoir législatif.

ART. I. Le peuple exerce le pouvoir législatif par le storthing, qui est composé de deux chambres, le lagthing et le odelsthing.

II. Il n'y aura de votans que les citoyens norwégiens qui ont 25 ans accomplis, ont été domiciliés dans le pays depuis cinq ans, y séjournent, et :

1°. Sont ou ont été fonctionnaires;

2°. Possèdent à la campagne ou y ont baillé à ferme, pour plus de cinq ans, une terre cadastrée ;

3°. Sont bourgeois de quelque ville, ou possèdent dans une ville ou village une maison ou bien-fonds de la valeur pour le moins de 300 écus de banque en argent.

III. Il sera dressé dans les villes par le magistrat, et dans chaque paroisse par le receveur public et par le prêtre, un registre de tous les habitans votans. On y notera sans délai les changemens qui pourraient arriver successivement.

Avant d'être inscrit sur le registre, chacun prêtera publiquement, devant le tribunal, serment de fidélité à la constitution.

IV. Le droit de voter est suspendu dans les cas suivans :

1°. Par une accusation de crime devant le tribunal;

2°. Par la perte du droit de majorité ;

3°. Par l'état d'insolvabilité ou de faillite jusqu'à ce que les créanciers aient obtenu leur paiement en entier, à moins que la faillite n'ait été la suite d'un incendie ou de quelque autre événement inimputable, et qui puisse être constaté.

V. Le droit de voter se perd définitivement :

1°. Par une condamnation à la maison de correction, à l'esclavage ou à une peine infamante ;

2°. Par l'acceptation du service d'une puissance étrangère, sans le consentement du gouvernement;

3°. Par l'obtention du droit de bourgeoisie dans un pays étranger ;

4°. Par la conviction d'avoir acheté des suffrages, d'avoir vendu le sien, ou d'avoir voté dans plus d'une assemblée électorale.

VI. Les assemblées électorales et des districts se tiennent chaque troisième année, et doivent être finies avant la fin du mois de décembre.

VII. Les assemblées électorales se tiendront, pour la campagne, au chef-lieu de la paroisse ; dans l'église ou dans l'hôtel-de-ville, ou bien dans quelque autre local convenable. Elles seront dirigées, à la campagne, par le pasteur primaire et ses assistans; dans les villes, par les magistrats et les échevins. L'élection se fera dans l'ordre indiqué par les registres.

Les disputes concernant le droit de voter seront décidées par les directeurs de l'assemblée, du jugement desquels on peut interjeter appel au storthing.

VIII. Avant de procéder à l'élection, il sera fait lecture de la constitution à haute voix, dans les villes, par le premier magistrat; à la campagne, par le curé.

IX. Dans les villes, on choisira un électeur à rai-

son de cinquante habitans éligibles. Les électeurs s'assembleront avant la huitaine, après dans l'endroit indiqué par le magistrat, et choisiront, soit dans leur sein, soit parmi les autres éligibles dans l'arrondissement de leur élection, un quart de leur nombre pour siéger au storthing; de manière que trois jusqu'à six en choisissent un; sept jusqu'à dix en choisissent deux; onze jusqu'à quatorze en choisissent trois; quinze jusqu'à dix-huit en choisissent quatre; ce qui est le plus grand nombre qu'il sera permis à une ville d'envoyer.

Si une ville a moins de cent cinquante habitans éligibles, elle enverra ses électeurs à la ville la plus proche, pour voter de concert avec les électeurs de cette dernière, et alors les deux villes seront censées ne former qu'un district (1).

X. Dans chaque paroisse de la campagne les habitans éligibles choisiront proportionnellement à leur nombre les électeurs, de la manière suivante : que jusqu'à cent en choisissent un; cent jusqu'à deux cents en choisissent deux; deux cents jusqu'à trois

(1) Une loi du 8 février 1816 porte cet amendement : vingt-cinq électeurs et au-dessus ne pourront élire que trois représentans, ce qui sera *ad interim* le plus grand nombre qu'un bailliage puisse envoyer; et par suite de quoi le nombre des représentans de la campagne, de soixante-un qu'il est actuellement, se trouvera diminué jusqu'à cinquante à cinquante-trois.

cents, trois; et ainsi de suite dans les mêmes proportions (1).

Les électeurs s'assembleront avant un mois après dans l'endroit indiqué par le baillif, et choisiront alors, soit dans leur sein, soit parmi les autres éligibles du bailliage, un dixième de leur propre nombre pour siéger au storthing, de manière que cinq jusqu'à quatorze en choisissent un; quinze jusqu'à vingt-quatre en choisissent deux; vingt-cinq à trente-quatre, trois; trente-cinq et au-delà, quatre: ce qui est le plus grand nombre.

XI. Les dispositions portées aux articles IX et X conserveront leur force jusqu'au storthing prochain. Si l'on trouve alors que les représentans des villes sont plus ou moins d'un tiers de ceux de tout le royaume, le storthing pour servir de règle à l'avenir doit changer ces dispositions de manière que les représentans des villes se rapportent à ceux de la campagne, comme un à deux; et le nombre entier des représentans ne doit pas être au-dessous de soixante-quinze ni au-dessus de cent.

---

(1) Si un storthing futur trouve que le nombre des représentans des villes, à cause de l'augmentation de leur population, monte jusqu'à trente, le même storthing aura le droit, pour servir de règle à l'avenir, d'augmenter de nouveau le nombre des représentans de la campagne, de la manière fixée par les principes de la constitution.

XII. Les éligibles qui sont dans le pays et qui ne peuvent pas comparaître pour cause de maladie, de service militaire ou quelque autre motif légal, pourront envoyer leur vote par écrit à ceux qui dirigent les assemblées électorales avant qu'elles soient terminées.

XIII. Personne ne pourra être choisi pour représentant s'il n'est âgé de 30 ans, et s'il n'a séjourné pendant dix ans dans le pays.

XIV. Les membres du conseil, les fonctionnaires attachés à ses bureaux, les officiers de la cour et ses pensionnaires, ne pourront pas être choisis pour représentans.

XV. Tout individu choisi pour être représentant est obligé d'accepter l'élection, à moins qu'il n'en soit empêché par des motifs jugés légitimes par les électeurs, dont le jugement peut être soumis à la décision du storthing. Celui qui deux fois de suite a comparu comme représentant à un storthing ordinaire, n'est pas obligé d'accepter l'élection qu'on aura faite de lui pour le prochain storthing ordinaire.

Si des raisons légales empêchent un représentant de comparaître au storthing, celui qui après lui a le plus de voix prendra sa place.

XVI. Aussitôt que les représentans auront été élus, ils seront munis d'une procuration signée, à la campagne par le magistrat supérieur, et dans les villes par le magistrat, ainsi que par tous les électeurs, pour

servir de preuve qu'ils ont été élus de la manière prescrite par la constitution.

Le storthing jugera de la légalité de ces procurations.

XVII. Tout représentant a le droit de prétendre à une indemnité de route pour aller au storthing et pour son retour, ainsi que pour sa subsistance durant le temps qu'il y aura séjourné.

XVIII. Pendant le voyage des représentans pour aller au storthing et pour en retourner, ainsi que pendant le séjour qu'ils y font, ils sont exempts de prise de corps, à moins qu'ils ne soient saisis en flagrant délit public; ils ne pourront non plus, hors des assemblées du storthing, être soumis à aucune responsabilité, relativement aux opinions qu'ils y auraient manifestées. Chacun est tenu de se conformer à l'ordre y établi.

XIX. Les représentans choisis de la manière ci-dessus exposée composent le storthing du royaume de Norwège.

XX. L'ouverture du storthing se fera ordinairement le premier jour ouvrier du mois de février, tous les trois ans dans la capitale du royaume, à moins que le roi, à cause de circonstances extraordinaires, par exception hostile ou maladie contagieuse, ne choisisse quelque autre ville du royaume. Un tel changement doit alors être annoncé de bonne heure.

XXI. Dans des cas extraordinaires, le roi a le droit de convoquer le storthing hors du temps ordinaire. Le roi fera alors émaner une proclamation qui doit être lue dans toutes les églises des quatre capitales, au moins six semaines avant le jour fixé pour la réunion des membres du storthing à l'endroit qui aura été désigné.

XXII. Un tel storthing extraordinaire pourra être dissous par le roi lorsqu'il le jugera à propos.

XXIII. Les membres du storthing continueront leurs fonctions comme tels, pendant trois ans consécutifs, tant au storthing extraordinaire qu'ordinaire, qui serait tenu pendant ce temps.

XXIV. Si un storthing extraordinaire se tient encore à l'époque où le storthing ordinaire doit s'assembler, les fonctions du premier cesseront aussitôt que le second sera assemblé.

XXV. Le storthing extraordinaire, non plus que l'ordinaire, ne pourra pas se tenir si les deux tiers des membres ne s'y trouvent.

XXVI. Aussitôt que le storthing se sera organisé, le roi, ou celui qu'il aura commis pour cela, en fera l'ouverture par un discours dans lequel il l'informe de l'état du royaume et des objets sur lesquels il désire particulièrement attirer l'attention du storthing. Aucune délibération ne doit avoir lieu dans la présence du roi.

Le storthing choisira parmi ses membres un quart

pour former le lagthing ; les trois autres quarts composent le odelsthing.

Chacune de ces deux chambres aura ses assemblées particulières, et nommera son président et son secrétaire.

XXVII. Il appartient au storthing :

1°. De faire et d'abolir des lois, d'établir des impôts, des taxes, des douanes et d'autres charges publiques, qui ne subsisteront cependant que jusqu'au 1^er^. juillet de l'année, où un nouveau storthing ordinaire sera assemblé, à moins que ce dernier ne les renouvelle expressément ;

2°. De faire des emprunts moyennant le crédit de l'état ;

3°. De surveiller les finances de l'état ;

4°. D'accorder les sommes nécessaires pour les dépenses de l'état ;

5°. De fixer la somme annuelle pour l'entretien de la cour du roi et du vice-roi, ainsi que l'apanage de la famille royale, lequel cependant ne doit pas consister en biens-fonds ;

6°. De se faire exhiber le protocole du conseil séant en Norwège, ainsi que tous les rapports et documens publics (les affaires de commandement militaire exceptées), et des copies vérifiées ou des extraits des protocoles tenus par le ministre-d'état et les membres du conseil norwégien auprès du roi, ou les documens publics qui y auront été exhibés ;

7°. De se faire communiquer les traités que le roi aura conclus au nom de l'état avec les puissances étrangères, à l'exception des articles secrets, lesquels cependant ne doivent point être en contradiction avec les articles ostensibles;

8°. D'exiger de tout individu qu'il comparaisse devant le storthing, dans les affaires d'état, le roi et la famille royale exceptés. Cette exception n'est cependant pas applicable aux princes de la famille royale, en tant qu'ils sont revêtus d'autres emplois que celui de vice-roi;

9°. D'examiner les listes des traitemens et des pensions provisoires, et d'y faire les changemens qu'il jugerait nécessaires;

10°. De nommer cinq reviseurs qui doivent toutes les années examiner les comptes de l'état, en publier des extraits par la voie de l'impression; par suite de quoi ces comptes doivent être remis à ces reviseurs chaque année avant le 1^er^. juillet;

11°. De naturaliser des étrangers.

XXVIII. Toute loi doit d'abord être proposée au odelsthing, soit par ses propres membres, soit par le gouvernement, moyennant l'organe d'un des membres du conseil.

Si la proposition y est acceptée, elle sera envoyée au lagthing, qui l'approuve ou la rejette; et dans le dernier cas la renvoie accompagnée de ses remarques. Celles-ci seront pesées par le odelsthing qui met le

projet de loi de côté, ou l'envoie de nouveau au lagthing, avec des changemens ou sans en avoir fait.

Quand un projet aura été proposé deux fois par le odelsthing au lagthing, et que celui ci l'aura renvoyé pour la deuxième fois, en le rejetant, tout le storthing s'assemblera, et les deux tiers de ses voix décideront alors du projet.

Il doit s'écouler au moins trois jours entre chacune de ces délibérations.

XXIX. Lorsqu'une résolution proposée par le odelsthing aura été approuvée par le lagthing, ou par le storthing en entier, une députation de ces deux chambres du storthing l'apportera au roi s'il est présent; s'il ne l'est pas, au vice-roi ou au conseil norwégien, en demandant qu'elle soit revêtue de la sanction du roi.

XXX. Si le roi approuve la résolution, il la revêt de sa signature ; et dès-lors elle a force de loi. S'il ne l'approuve pas, il la renvoie au odelsthing, en déclarant que pour le moment il ne trouve pas convenable de sanctionner la résolution.

XXXI. Dans ce cas le storthing alors assemblé ne doit plus soumettre la résolution au roi, qui peut y procéder de la même manière si le premier storthing ordinaire lui présente de nouveau la même résolution; mais si, après avoir été de nouveau méditée, elle est encore adoptée par les deux chambres du troisième storthing ordinaire, et ensuite soumise au roi, qui aura été supplié de ne pas refuser sa sanction à une réso-

lution que le storthing, après les plus mûres délibérations, croit être utile; elle acquiert force de loi, quand même elle ne serait pas revêtue de la signature du roi avant la fin du storthing.

XXXII. Le storthing restera assemblé aussi longtemps qu'il le jugera nécessaire, cependant pas au-delà de trois mois, sans la permission du roi.

Lorsque après avoir fini ses occupations, ou après avoir été assemblé pendant l'espace de temps fixé il est dissous par le roi, S. M. donne en même temps sa résolution aux décrets qui ne sont pas déjà décidés, soit en les corroborant, soit en les rejetant. Tous ceux qu'il ne sanctionne pas expressément sont censés être par lui rejetés.

XXXIII. Toutes les lois seront expédiées en langue norwégienne; et (celles mentionnées en l'article XXXI exceptées), au nom du roi, sous le sceau du royaume, et en ces termes : « Nous, etc., faisons savoir qu'on nous a soumis un décret du storthing (*de telle date*), ainsi conçu (*suit la résolution*).

« Nous avons accepté et sanctionné, comme par la présente nous acceptons et sanctionnons comme loi, ledit décret, en y apposant notre signature et le sceau du royaume. »

XXXIV. La sanction du roi n'est pas nécessaire aux résolutions du storthing, par lesquelles le corps législatif,

1°. Se déclare organisé comme storthing d'après la constitution;

2°. Règle sa police intérieure;

3°. Accepte ou rejette les procurations des membres présens;

4°. Confirme ou réprouve les jugemens relatifs aux disputes sur les élections;

5°. Naturalise les étrangers;

6°. Et enfin à la résolution par laquelle le odelsthing fait traduire quelque membre du conseil ou d'autres devant les tribunaux.

XXXV. Le storthing peut demander l'avis du tribunal suprême dans des matières juridiques.

XXXVI. Le storthing tiendra ses séances à portes ouvertes, et ses actes seront publiés par la voie de l'impression, excepté dans les cas où une mesure contraire aura été résolue à la pluralité des voix.

XXXVII. Quiconque obéit à un ordre dont le but est de troubler la liberté et la sûreté du storthing, se rend coupable de haute trahison envers la patrie.

TITRE QUATRIÈME

Du pouvoir judiciaire.

Art. I. Les membres du lagthing et le tribunal suprême composent le *rigsret*, qui juge en première et dernière instance les affaires entamées par le odelsthing, soit contre les membres du conseil ou du tribunal suprême, pour des crimes commis dans leurs fonctions, soit contre les membres du storthing, pour

les crimes commis par eux en cette qualité. Le président du lagthing a la préséance dans le rigsret.

II. L'accusé peut, sans déclarer le motif qui l'y aurait décidé, récuser jusqu'à un tiers des membres du rigsret, de manière cependant que le nombre des personnes qui composent ce tribunal ne soit pas au-dessous de quinze.

III. Le tribunal suprême juge en dernière instance; il ne doit pas être composé d'un moindre nombre que le président et six assesseurs.

IV. En temps de paix le tribunal suprême, avec deux officiers supérieurs désignés par le roi, forme le tribunal de seconde et dernière instance, dans toutes les affaires militaires qui concernent la vie, l'honneur ou la perte de la liberté pour un temps plus long que trois mois.

V. Les arrêts du tribunal suprême ne pourront dans aucun cas être appelés ou soumis à révision.

VI. Personne ne pourra être nommé membre du tribunal suprême, s'il n'est âgé au moins de 30 ans.

TITRE CINQUIÈME.

Dispositions générales.

Art. I. Les emplois de l'état ne pourront être conférés qu'aux citoyens norwégiens qui, professant la religion luthérienne évangélique, ont juré fidélité à la constitution et au roi, parlent la langue du pays, et sont:

1°. Ou nés dans le royaume de père et mère qui étaient alors les sujets de l'état;

2°. Ou nés en pays étranger de père et mère norwégiens, qui à cette époque n'étaient pas les sujets d'un autre état;

3°. Ou qui, le 17 mai 1814, avaient un domicile permanent dans le royaume, et n'ont pas refusé de prêter le serment de maintenir l'indépendance de la Norwège;

4°. Ou qui à l'avenir séjourneront pendant dix ans dans le royaume;

5°. Ou qui auront été naturalisés par le storthing.

Cependant des étrangers pourront être nommés aux places de maîtres dans l'université et dans les colléges, ainsi qu'à celles de médecins et de *consuls dans l'étranger.*

Pour parvenir à un emploi dans la magistrature supérieure, il faut avoir l'âge de 30 ans; et pour une place de magistrature inférieure, de juge en première instance, ou de receveur public, il faut l'âge de 25 ans.

II. La Norwège ne se reconnaît débitrice d'aucune autre dette que de sa propre dette nationale.

III. Un nouveau code général, civil et criminel sera publié au premier, ou, si cela n'est pas possible, au second storthing ordinaire. En attendant, les lois de l'état jusqu'ici subsistantes conserveront leurs effets en tant qu'elles ne sont pas contraires à cette loi fon-

damentale, ou aux ordonnances provisoires qui auront été publiées dans l'intervalle.

Les impôts actuellement permanens continueront de même à être levés jusqu'au storthing prochain.

IV. Aucune dispense protectrice, lettre de répit ou restitutions, ne seront accordées après que le nouveau code général aura été publié.

V. Personne ne pourra être jugé que conformément à la loi, ni puni qu'après qu'un tribunal aura prononcé.

La torture n'aura jamais lieu.

VI. Les lois n'auront point d'effet rétroactif.

VII. Les épices dues aux officiers de la justice ne doivent point être combinées avec des redevances payables au trésor public.

VIII. La prise de corps ne doit avoir lieu que dans les cas et de la manière fixée par la loi.

Une arrestation illégale et des retards illicites rendent celui qui en est cause responsable envers l'arrêté.

Le gouvernement n'est autorisé à employer la force militaire contre les membres de l'état qu'avec les formes prescrites par les lois, à moins que quelque assemblée qui troublerait la tranquillité publique ne se dissipe pas à l'instant après que les articles du code qui concernent la sédition lui auront été lus trois fois à haute voix par les autorités civiles.

IX. La liberté de la presse doit avoir lieu. Personne ne pourra être puni pour un écrit qu'il aura

fait imprimer ou publier, quel qu'en soit le contenu, à moins qu'il n'ait lui-même, à dessein et évidemment, manifesté ou engagé d'autres à manifester de la désobéissance envers les lois, du mépris pour la religion, les mœurs et les pouvoirs constitutionnels, de la résistance aux ordres de ces derniers, ou qu'il ait avancé des inculpations fausses et infamantes contre quelqu'un.

Il est permis à chacun de dire librement son opinion sur l'administration de l'état, et sur quelque autre objet que ce soit.

X. Des restrictions nouvelles et permanentes dans la liberté de l'industrie ne doivent pas être accordées à personne, à l'avenir.

XI. Les visites domiciliaires sont interdites, excepté dans des cas criminels.

XII. Il ne sera pas accordé d'asile à ceux qui auront failli.

XIII. Personne ne pourra, dans aucun cas, forfaire ses biens-fonds et sa fortune.

XIV. Si l'intérêt de l'état exige que quelqu'un sacrifie ses biens, meubles ou immeubles, à l'utilité publique, il doit en être pleinement indemnisé par le trésor public.

XV. Les capitaux, ainsi que les revenus des domaines de l'église, ne doivent être employés que pour les intérêts du clergé, et à la prospérité de l'instruction publique.

Les propriétés des institutions de piété ne seront employées qu'à leur profit.

XVI. Le droit de retrait-lignager appelé odelsret (1), et le droit de possession appelé afœdesret, subsisteront. Les dispositions particulières qui les rendront très-utiles à l'état et à l'agriculteur, seront arrêtées par le premier ou second storthing.

XVII. Aucun comté, baronnie, majorat ou *fidéicommis*, ne seront érigés à l'avenir.

XVIII. Tout citoyen de l'état est en général également obligé, pendant un certain temps, de défendre sa patrie, sans égard à sa naissance ou à sa fortune.

L'application de ce principe et les restrictions dont il est susceptible, ainsi que la question de savoir jusqu'à quel point il est utile au pays que l'obligation qu'impose cette défense cesse avec l'âge de 25 ans, seront abandonnées à la décision du premier storthing ordinaire, après qu'on aura obtenu des renseignemens par un comité; en attendant, les dispositions jusqu'ici en vigueur conserveront leur effet.

---

(1) En vertu du droit d'*odelsret*, les membres de la famille à laquelle des terres ont originairement appartenu, peuvent les revendiquer et les reprendre, même après des siècles, pourvu qu'ils représentent le titre de la famille, et que de dix ans en dix ans ils aient fait la réserve judiciaire de leur sdroits. Cette coutume, nuisible peut-être aux progrès de l'agriculture, attache les paysans à leur sol natal.

XIX. La Norwège aura sa propre langue, ses propres finances et sa propre monnaie ; institutions qui seront déterminées par des lois.

XX. La Norwège a le droit d'avoir son propre pavillon de commerce ; son pavillon de guerre sera un pavillon d'union.

XXI. Si l'expérience fait voir la nécessité de changer quelque partie de cette loi fondamentale, la proposition en sera faite à un storthing ordinaire, et publiée par la voie de l'impression ; mais il n'appartient qu'au prochain storthing ordinaire de décider si le changement qui aura été proposé doit s'effectuer ou non. Un tel changement ne doit cependant jamais être contraire aux principes de cette loi fondamentale ; il ne doit avoir pour objet que des modifications dans quelques dispositions particulières, qui n'altèrent point l'esprit de cette constitution. Les deux tiers du storthing doivent être d'accord sur un pareil changement.

Christiania, le 4 novembre 1814 (1).

---

(1) Nous donnons cette pièce d'après une traduction faite de l'original norwégien, par un des grands fonctionnaires du royaume. Nous nous sommes bien gardé de changer certaines expressions et certaines tournures de phrases, dans la vue de rendre notre version plus française ; nous aurions craint d'altérer le sens de cette pièce importante.

FIN DU RÈGNE DE CHARLES XIII.

Après avoir posé sur le front de son père adoptif la couronne de Norwège, le prince royal retourna en Suède, et s'occupa d'administration intérieure. Le 28 janvier 1815 il prononça à Stockholm, dans l'Académie d'agriculture, le discours suivant :

Messieurs! après deux années mémorables dans les fastes de la Suède, c'est avec une douce satisfaction que je me retrouve au milieu de vous. Lorsque mes devoirs m'en tenaient éloigné, ma pensée et mes vœux suivaient tous vos travaux.

Vous vous rappelez, Messieurs, quelle était la situation de l'Europe au moment de l'institution de cette académie. Préservée par sa position géographique des effets immédiats de la crise générale, la Suède avait néanmoins tout à craindre de ses résultats funestes. Si le succès eût couronné le gigantesque effort de l'homme extraordinaire à qui tant de talens et tant de puissance ne semblent avoir été accordés que pour servir d'exemple aux conquérans, le continent aurait été asservi, et il ne serait resté à la Suède d'autre ressource que de souiller par une soumission honteuse la gloire de tant de siècles. La reconnaissance nationale a payé son hommage au parti que prit alors le gouvernement. Tout se réunissait pour

déterminer la politique du roi à former une alliance dont le Nord a recueilli les fruits bienfaisans, et dont la postérité impartiale appréciera un jour l'heureuse influence sur les destinées européennes. Ici la reconnaissance m'oblige de payer son tribut à l'empereur Alexandre. Jamais la Suède n'eut d'allié plus fidèle et plus scrupuleux à remplir ses promesses. La vérité perce la nuit des siècles; mais il m'est bien doux de prévenir l'hommage de l'avenir par celui de l'amitié et de la justice.

Le monde sentit ses espérances renaître en voyant l'issue de la formidable expédition dirigée contre le pouvoir et la couronne du souverain de la Russie. La Prusse brisa les chaînes de sa dépendance; le patriotisme et l'amour pour le souverain changèrent en guerriers ses paisibles citoyens, et leurs nombreux bataillons se joignirent aux légions moscovites.

Napoléon avait essuyé de grandes pertes, mais il était encore redoutable. Maître absolu du plus riche pays de la terre, disposant de ses immenses ressources; appuyé par de puissantes alliances; remplaçant ses armées détruites par des armées nouvelles, chez qui la valeur et l'espoir de vaincre suppléaient à l'habitude et à l'expérience; fort enfin, dans l'opinion, par tant de victoires dont ses malheurs récens n'avaient pu encore détruire l'impression, il menaçait toujours la liberté continentale. La cause des peuples et des gouvernemens réclamait notre assistance. Que de rai-

sons puissantes pour prendre part à cette lutte qui allait décider entre l'oppression et la liberté! l'exemple glorieux du grand Gustave, dont les phalanges avaient combattu dans les plaines germaniques pour les droits de la pensée; l'humanité à venger, des chaînes à rompre, et enfin la perspective d'une union intime avec un peuple voisin!

Une armée suédoise franchit la Baltique. Le roi m'en avait confié le commandement. L'on nous vit partir avec inquiétude, mais non sans espérance. Si la première pouvait être justifiée par les souvenirs du passé, la seconde était fondée sur l'indispensable besoin de faire revivre dans tout son éclat la gloire du nom suédois, en l'associant de nouveau à la mémoire des Charles et des Gustaves. Constamment ami de cette liberté dont le respect pour les lois est à la fois la condition et le garant, j'allai de nouveau combattre pour elle; j'allai défendre les droits de ma patrie adoptive, loin de cette même patrie, sur le sol germanique déjà envahi et arrosé du sang de ses intrépides défenseurs; mais j'avais encore un autre but, une autre pensée. En prévoyant toutes les difficultés que nous aurions à vaincre, et tant d'intérêts divers à concilier, j'envisageais, pour récompense de mes travaux, le jour où un peuple libre, unissant ses destinées à celles de la Suède, regarderait cette union comme le gage de son indépendance et la source de son bonheur futur. Mes espérances ont été appuyées

par les généreux efforts de la nation. Toutes les familles avaient leurs enfans à l'armée, toutes faisaient des vœux pour que la fortune couronnât l'entreprise d'une nation jadis si célèbre et si respectée.

Vous avez suivi avec intérêt, Messieurs, les événemens de l'année 1813. Vous n'avez pu voir sans effroi Napoléon, au commencement de la campagne, maître d'une grande partie de la monarchie prussienne, et ses armées à une marche de Berlin. Cette capitale, illustrée par les talens, par le génie et par tant de monumens du règne du grand Frédéric, était en danger de tomber au pouvoir de l'ennemi. Une seule manœuvre la sauva; elle fut une victoire. Le charme avait disparu, et les armées alliées ne marchèrent plus que de succès en succès. Vous connaissez, Messieurs, les étonnans résultats de cette campagne. Le rêve sanglant d'une monarchie universelle s'évanouit, espérons-le, s'évanouit pour toujours; et l'aurore de la liberté brilla de nouveau pour l'Europe. Un bonheur particulier était réservé à la Suède. La patrie a vu rentrer dans son sein la presque totalité de ses enfans, sortis pour défendre sa cause sur une terre étrangère. Ils sont rentrés, estimés de leurs ennemis, suivis des vœux des habitans de toutes les contrées où la guerre avait porté leurs pas, dignes enfin de la bienveillance de leur roi et de l'affection de leurs concitoyens. Le premier vœu de ce bon roi, le mien, celui de tous les Suédois a été exaucé. Ils sont satisfaits, les mânes du héros

qui scella par son sang ce vœu de son âme élevée : l'union de la Suède et de la Norwège. Elle est devenue le plus digne monument érigé à la mémoire de trois grands rois qui dans toutes leurs actions eurent pour but l'événement que la Providence avait réservé pour nos jours.

La nation britannique, qui toujours a pris un intérêt si vif à la liberté des autres peuples, cette nation généreuse jouira avec admiration du rare spectacle d'une union, fondée sur les principes qu'elle reconnaît comme la base de son indépendance et de sa force.

Ce grand événement, heureux pour tous les habitans de la Scandinavie, doit surtout vous paraître tel, Messieurs. Il enflammera votre zèle, il élevera votre pensée. Vous avez l'honorable vocation de perfectionner, par vos recherches et par vos lumières, le premier art des humains, l'agriculture, cet art respectable dont la nature elle-même enseigne le besoin et les élémens. C'est ce lien primitif entre la terre et l'homme qui constitue la puissance des corps politiques. Un pays qui néglige l'agriculture a rarement de bonnes lois. Les institutions ne sauraient y porter l'empreinte de la grandeur, et encore moins celle des idées libérales. Tous les peuples, dont la prospérité a été durable, ont dû cet état florissant à leur soin pour l'agriculture. Voyez l'ancienne Egypte : il n'y a point eu de pays qui ait mieux connu les sources du bonheur et de la civilisation, parce qu'il n'y a point

eu de peuple qui ait porté si loin l'activité et l'intelligence dans les travaux de la terre. Chez les Romains, combien l'agriculture n'était-elle pas en vénération ! Leurs premières enseignes portaient les emblèmes de cet art respectable. Dans les plus beaux siècles de Rome, les plus grands hommes se livraient à l'agriculture. Cincinnatus était occupés à labourer son champ, lorsqu'on vint lui offrir le commandement des armées. En Chine, l'agriculture n'est-elle pas la source de cette prospérité et surtout de cette population immense qui fait notre étonnement? Le souverain y honore la charrue, en ne dédaignant pas de la conduire lui-même.

C'est donc une vérité incontestable : l'agriculture est le plus ferme appui des états, et elle doit être constamment l'objet des encouragemens et de la sollicitude d'un gouvernement sage et paternel. Ce gouvernement trouvera toujours parmi les laboureurs, simplicité de mœurs, force de bras, amour de la patrie, volonté et pouvoir de la défendre.

La Scandinavie, par sa position, par la nature de son sol, et surtout par le caractère de ses habitans, est appelée à jouir du bonheur que je viens de vous tracer. Cette contrée, n'ayant rien à désirer et encore moins à craindre, ne sera désormais influencée que par le génie et le patriotisme de ses peuples. Tous les gens de bien, dans quelque classe qu'ils se trouvent; tous les hommes qui sont heureux du bonheur de

leurs semblables, concourront à l'accroissement de son commerce et de son industrie.

Messieurs, enrichissez l'agriculture de vos utiles découvertes; appropriez au sol scandinave celles des autres nations, et vous aurez le droit de vous dire : Nous consacrons nos veilles au bien-être de deux peuples; nous leur apprenons à estimer les trésors de la terre, de cette mère nourricière si bienfaisante pour ses enfans, quand ils savent apprécier son intarissable bonté : leur félicité et leurs bénédictions nous dédommageront de nos peines. Oui, Messieurs, vous ne vous tromperez pas dans cet espoir : vos concitoyens apprécieront vos efforts, leur reconnaissance récompensera vos travaux, et leurs regrets honoreront votre mémoire.

Discours prononcé par le prince royal de Suède et de Norwège, à l'ouverture de la diète, aux quatre ordres du royaume, le 4 mars 1815.

Messieurs les membres de l'ordre de la noblesse! je reçois avec une satisfaction bien douce l'expression de vos sentimens. Depuis l'instant où le vœu de la nation m'a appelé sur les marches du trône, mon unique pensée a été de voir l'antique patrie des braves reprendre parmi les états indépendans le rang glorieux qui l'avait illustrée pendant tant de siècles.

Lorsque nous nous séparâmes à Oërebro, la guerre exerçait ses ravages depuis le Tage jusqu'à la Dwina ; nous étions provoqués par nos voisins, et les bâtimens de notre commerce avaient besoin de tout l'appui de nos forces maritimes, pour pouvoir naviguer sur les mers que la Suède a en commun avec les autres puissances de la Baltique. Aujourd'hui notre pavillon flotte dans les deux hémisphères. Nous avons repoussé le joug qu'un conquérant célèbre voulait nous imposer. Nous sommes restés nous-mêmes, c'est-à-dire libres et Suédois.

La noblesse a acquis, pendant l'époque mémorable qui vient de s'écouler, de nouveaux titres à l'estime et à la bienveillance du roi. La défense de l'honneur national a été pour elle le premier comme le plus cher de ses devoirs. Le roi s'est adressé avec confiance à ce premier ordre de l'état, et les secours qu'il en a reçus sont les garans de ceux qu'il peut en attendre dans les circonstances difficiles.

Je vous renouvelle avec plaisir, Messieurs, l'assurance des sentimens que m'ont inspirés les services que votre ordre a rendus à la patrie.

Messieurs les membres de l'ordre du clergé ! à l'époque de la clôture de la diète d'Oërebro, la patrie courait de grands dangers, et l'existence future de la Scandinavie était un problème. Ce problème est aujourd'hui résolu. Le ciel a exaucé vos prières. Dieu n'a pas voulu que ce pays fût victime d'une an-

cienne malveillance, enhardie par les vastes projets d'un conquérant. La patrie est libre, protégée par l'égide du Tout-Puissant; elle repose avec sécurité sur ses lois et sur sa force.

Appelé par le roi pour délibérer sur tout ce qui a rapport à l'administration intérieure du royaume, votre ordre portera dans les discussions le calme qui est toujours l'apanage des lumières ; et en payant à la cause publique le tribut des connaissances acquises par la méditation et le travail, vous ajouterez aux droits que vous avez déjà à la protection et à la bienveillance de votre souverain.

En vous renouvelant l'expression de mes sentimens pour votre ordre, je recommande à vos prières le roi, la patrie et mon fils.

Messieurs les membres de l'ordre de la bourgeoisie ! c'est avec bien du plaisir que je viens d'entendre le témoignage de votre attachement pour moi et pour mon fils, et je vous en remercie.

Appelés par le roi à délibérer avec lui sur l'administration intérieure de l'état, c'est sous les plus heureux auspices que vous êtes rassemblés autour du trône. Ils sont dissipés ces nuages menaçans qui couvraient l'horizon de la patrie. Cette Providence, qui toujours veille sur les destinées de la Suède, a réalisé nos plus chères espérances; et pour être heureux et forts il ne nous faut plus que vouloir l'être. Les cir-

constances favorables où nous nous trouvons amenés par la sagesse de notre monarque ouvrent un vaste champ aux entreprises commerciales, aux arts et à l'industrie nationale ; de nouveaux avantages seront pour vous le prix de votre activité. En remplissant les devoirs que la confiance publique vous impose, vous augmenterez vos droits à l'estime de vos concitoyens, et je me trouverai ainsi personnellement heureux de pouvoir rendre justice au patriotisme qui vous anime, et qui doit avoir une aussi grande influence sur la prospérité publique.

Il m'est agréable, Messieurs, de vous renouveler l'expression de tous mes sentimens.

Honorables membres de l'ordre des paysans! c'est avec une satisfaction bien vive que je vous revois aujourd'hui. Lorsqu'à l'issue de la dernière diète je pris congé de vous, je vous dis que le roi et la patrie comptaient sur le dévouement qui de tous temps distingua votre ordre. A cette époque la plupart des grands états de l'Europe marchaient sous les bannières d'un conquérant, et notre existence était menacée. Nous allâmes au secours de l'Allemagne, et la cause des peuples triompha. Je vous promis qu'en conduisant vos fils au combat, je serais leur protecteur et leur père. Rentrés sous le toit qui les vit naître, ils ont dû vous dire que j'ai rempli ma promesse. Ils jouissent maintenant des douceurs de la paix; mais

si quelque ennemi jaloux de notre repos voulait attenter à notre indépendance, il trouvera encore debout ces mêmes hommes qui ont combattu pour la liberté et pour la patrie.

Continuez, bons paysans, d'exercer les vertus qui vous furent transmises en héritage par vos pères, et le ciel bénira vos travaux.

Le roi vous a appelés pour délibérer avec lui sur l'administration du royaume; vous connaissez la bienveillance de Sa Majesté et la mienne pour votre ordre: elle est fondée sur votre patriotisme et sur les autres vertus qui vous distinguent.

Réponse du prince royal de Suède et de Norwège, à l'adresse de remerciemens des Etats-Généraux, le 13 *mars* 1815.

Messieurs! je reçois avec la plus vive satisfaction l'expression de vos sentimens. La reconnaissance que vous avez exprimée relativement au système du roi m'a fait d'autant plus de plaisir que la confiance dont Sa Majesté m'honore m'a permis de contribuer aux mesures adoptées par le gouvernement. J'ai été sensible à l'approbation que le peuple suédois a donnée à mes travaux. Comme je n'ai rien entrepris que pour son intérêt et pour son bonheur, ses suffrages et ses bénédictions sont ma plus douce récompense.

Appelé par le choix unanime de la nation, j'arrivai au milieu de vous avec la ferme résolution d'entourer le nom suédois de l'éclat qui pendant des siècles l'avait rendu l'objet de l'admiration de l'Europe; je sentis pour ainsi dire une nouvelle vie; je jurai de la consacrer au service de la patrie qui m'avait adopté. Je trouvai un peuple généreux et loyal; cent années de malheurs avaient détruit ses espérances et ralenti son élan, sans cependant éteindre ni son courage ni sa primitive énergie. En appelant ce peuple aux armes, je n'ai point eu en vue de gloire personnelle. Content de celle que j'avais eu le bonheur d'obtenir, ma seule ambition était de faire jouir des douceurs de la paix la nation qui m'avait librement appelé sur les marches du trône. Je lui devais tout, elle devait être tout pour moi; mais aussi je connaissais les Suédois, je savais qu'ils ne voudraient pas d'une paix achetée aux dépens de leur honneur et de leur liberté; et cependant cette liberté, ce premier besoin de l'homme, eût été perdue si nous nous fussions endormis dans une fausse sécurité. Un conquérant fameux, dont le nom rappellera toujours de grands souvenirs, même malgré ses fautes et ses malheurs, menaçait d'envahir l'Europe. Quinze années de succès continuels semblaient lui en assurer de nouveaux. Un traité ou d'alliance ou de neutralité n'aurait pas garanti pour l'avenir notre indépendance. Napoléon ne voulait point de puissance qui refusât de fléchir sous son joug. Paraissant vou-

loir prendre Charlemagne pour modèle, il ne profitait pas de son exemple. Charlemagne, après avoir en vain sollicité l'alliance du Nord dans ses expéditions contre la Germanie, osa menacer les peuples scandinaves. Il eut la douleur, avant de mourir, de reconnaître combien il avait mal apprécié leur caractère. Napoléon voulait nous forcer à traîner son char de triomphe; le monde a vu quelles ont été pour lui les suites d'une pareille agression.

Je n'ai pas besoin, Messieurs, de vous rappeler les grands événemens qui ont été la suite de la magnanime résolution du roi, que vous avez noblement secondée. Au moment où cette résolution fut prise, il n'y avait plus dans toute la péninsule espagnole que Cadix et es lignes de Torrès-Védras qui résistaient au vainqueur. Depuis le Tage jusqu'au Niémen, tout obéissait à sa volonté; en un mot, le continent ét ait envahi ou menacé. Vos voisins, les alliés les plus soumis du conquérant, formaient des plans pour le démembrement de la Suède. Mais la Providence a déjoué leurs projets, et la Suède a repris parmi les états son ancien rang dans le système politique de l'Europe. Secondés par des alliés fidèles, nous nous sommes procuré une paix solide et glorieuse; nous avons assuré notre indépendance. Enfin nous avons consolidé notre existence politique par la réunion d'un peuple que la nature, les mœurs, la religion et le langage auraient dû de tout temps rendre l'ami de la

Suède, et qui l'eût été en effet sans une influence étrangère. Mais les temps sont changés; le prestige est détruit. Les Norwégiens et les Suédois, éclairés par les principes d'une saine politique, ne rivaliseront plus que de dévouement pour le bien et la gloire de la commune patrie. Forts de cette union, nous n'ambitionnons plus rien que de vivre libres et indépendans au milieu de nos forêts et de nos montagnes. Entourés des mers du Nord et de la Baltique, nous possédons dans notre intérieur tous les élémens d'une existence libre et heureuse. Nous n'avons pas lieu de présumer que quelque gouvernement, jaloux de ce bonheur, cherche à le troubler. Mais s'il en existait, qu'il sache que si les annales de ce pays parlent des insultes qu'on a osé quelquefois lui faire, elles parlent aussi de la vengeance qu'il en a tirée.

L'indignation que vous avez ressentie, Messieurs, en lisant les attaques faites contre votre liberté et contre votre indépendance, ajouterait, s'il était possible, à la profonde estime que j'ai pour vous, et à mon dévouement absolu pour la nation. Fort des droits que vous m'avez donnés, heureux d'en avoir mesuré l'étendue, plus heureux encore d'avoir rempli mes devoirs envers la patrie, j'attendrai avec tranquillité ceux qui voudraient nous disputer des titres aussi légitimes. Je les attendrai jusqu'à ce que le délire ait aveuglé les hommes au point de leur faire croire que les peuples ont perdu tout droit d'élection; et

alors, déployant toute l'énergie de mon âme et tout le courage que le ciel m'a donné, je les emploierai pour défendre mes droits et les vôtres.

Tandis que le prince royal, rendu aux vœux des Suédois, s'occupait à réparer, par une sage administration, les sacrifices que la guerre avait exigés, l'Europe se trouva tout-à-coup engagée dans une nouvelle crise. L'homme étonnant que les efforts réunis de tous les rois étaient parvenus à confiner sur le rocher de l'île d'Elbe, quitte le lieu de son exil : il apparaît sur les côtes de France. Il marche, grossit sa faible phalange de toutes les troupes qu'on lui oppose ; il arrive à Paris ; le trône impérial est relevé, Napoléon a resaisi le sceptre, et l'Europe étonnée court aux armes.

M. de Rumigny, ministre du roi Louis XVIII près de la cour de Suède, ayant informé le prince royal du retour de Napoléon, celui-ci prit les ordres du roi, et un grand conseil se tint pour décider quelle conduite tiendrait la Suède dans une telle circonstance. Le roi Charles XIII déclara en plein conseil que la Suède ayant contribué à repousser les Français au-delà du Rhin, et ayant rempli toutes les obligations que lui imposaient ses traités avec les alliés, son intention était désormais de garder la

neutralité, et qu'il ne prétendait se mêler en rien des affaires intérieures de la France.

Cependant Bonaparte avait rétabli son gouvernement de *fait* à Paris, tandis que le gouvernement de *droit* de Louis XVIII avait son siége à Gand, sous la protection des armées coalisées.

Pour conserver une stricte neutralité, le cabinet de Stockholm était peut-être à la veille de déclarer qu'il ne recevrait aucun envoyé de Napoléon, ne pouvant le reconnaître comme souverain de la France; mais qu'il ne pouvait non plus souffrir la présence d'un ministre accrédité par un prince dont le règne avait cessé de *fait*.

La conduite de M. de Rumigny, dans ces circonstances difficiles, lui fait infiniment d'honneur et comme diplomate et comme Français. Celle du prince royal a été aussi pleine de noblesse et de franchise; il déclara à M. de Rumigny que si les circonstances forçaient la politique du roi à exiger qu'il dépouillât la qualité de ministre de France, il pourrait néanmoins continuer à résider à Stockholm, et qu'il y serait toujours regardé comme l'*ami du prince royal*.

Waterloo décida du destin du monde. Napoléon, vaincu dans les plaines de Mont-Saint-Jean, abdiqua une seconde fois sous Paris son titre fastueux d'empereur. La liberté releva la tête; la Chambre des représentans conçut le noble projet de stipuler

pour l'indépendance française, avec les vainqueurs campés sous les murs de la capitale. Ah ! qu'il eût été noble aussi pour ces vainqueurs de s'arrêter devant les défenseurs désarmés de la plus belle des causes ; de soumettre la force à la justice, et de laisser les mandataires d'un grand peuple régler en paix les destins de leurs commettans, sous l'ombre protectrice des drapeaux européens ! Cet exemple leur avait été donné par Charles-Jean sous les murs de Christiania : il n'a pas été suivi. Le monstrueux projet du partage de la France avait été conçu ; et s'il n'a pas été exécuté, on le doit au courage de Louis XVIII, qui vint se rasseoir sur son trône ; au patriotisme des Vendéens, qui offrirent de faire cause commune avec les *bleus* pour chasser l'étranger du sol français ; à l'attitude menaçante de l'armée de la Loire, et surtout à la politique de l'empereur Alexandre, qui conçut que l'existence de la France, comme puissance forte et indépendante, était un des élémens nécessaires de l'équilibre de cette partie du monde.

Discours du prince royal de Suède et de Norwège, aux quatre ordres du royaume à la clôture de la diète, le 15 *août* 1815.

Messieurs de l'ordre de la noblesse ! les délibérations importantes pour lesquelles le roi vous

appela près de lui sont terminées. L'antique édifice du royaume, souvent ébranlé, quelquefois menacé d'une destruction totale, a toujours été soutenu et relevé par une providence protectrice. Jamais le chef de l'état n'assembla la nation sous d'aussi heureux auspices; jamais il ne s'est trouvé dans le cas de communiquer des événemens aussi favorables que ceux que le roi a pu annoncer cette année aux membres de la diète suédoise. Un royaume réuni à la Suède, notre dette publique liquidée, les impôts diminués et la paix avec toutes les puissances: tels sont, Messieurs, les avantages dont, avec l'aide du Tout-Puissant, la sollicitude paternelle du roi peut faire jouir le peuple suédois. Ce peuple en a manifesté sa reconnaissance. Le roi le sait: il sait aussi, Messieurs, combien la noblesse s'est empressée d'en donner l'exemple, et Sa Majesté a vu avec plaisir que vous vous êtes rappelés qu'en vous assignant la première place parmi vos concitoyens, le pacte social vous impose le devoir de tout faire pour le bien de la patrie; de sacrifier, s'il le fallait, à la liberté, à la gloire et l'indépendance de l'état, vos talens, vos veilles et vos fortunes.

Le roi a éprouvé une satisfaction bien douce, en voyant la noblesse dans des affaires essentielles former une seule et même opinion avec le désir exprimé par lui; et Sa Majesté, se confiant dans les sentimens et la persévérance de votre ordre, reposera tran-

quillement, couverte par le bouclier de l'honneur et du patriotisme.

Je n'ai pu entendre sans attendrissement l'expression de votre reconnaissance et de vos sentimens. Je vous en suis extrêmement obligé.

L'amour que vous portez à mon fils, les vœux que vous formez pour lui, sont intimement liés à la loyauté, à la gloire et au repos des peuples scandinaves. Vous avez été à même pendant cette diète de suivre ses progrès, et je vois avec bien du plaisir qu'il justifie déjà les espérances de la nation. Cette pensée fait mon bonheur, et je puis attendre avec calme le moment que la Providence a fixé pour terme de mes jours.

Adieu, Messieurs! continuez d'aimer la patrie et la liberté. Que Dieu veille sur chacun de vous, et vous accorde sa toute puissante protection!

Messieurs de l'ordre du clergé! les devoirs de citoyen, qui vous avaient rassemblés autour du trône, sont remplis. Vous allez retourner dans vos paisibles demeures pour vaquer aux fonctions respectables auxquelles vous vous êtes consacrés. Dans les siècles de ténèbres, l'ignorance et la superstition donnaient à votre ordre un pouvoir sans bornes sur les esprits et sur les volontés. La civilisation et les lumières sont venues; et, ministres d'un Dieu

de vérité, vous avez renoncé à un empire qui n'est pas dans la doctrine que vous professez, pour exercer une influence plus salutaire, avouée par le cœur et par la raison.

Si, dans les temps calamiteux dont l'éternelle sagesse a quelquefois jugé nécessaire d'affliger la patrie, votre tâche a été de soutenir le faible, de consoler le malheureux, de ranimer les espérances abattues : des obligations plus douces vous appellent maintenant. Vous avez à entretenir dans les âmes le sentiment sacré de la reconnaissance due à ce Dieu de bonté qui, au milieu des désastres qui ont ravagé le monde, a versé tant de bénédictions sur la Suède. Vous enseignerez que l'unique manière agréable à l'Être suprême de reconnaître et de mériter ses bienfaits, est d'exercer les vertus de sujet fidèle et de citoyen actif et utile. En faisant germer ces préceptes, vous obtiendrez un prix au-dessus de toutes les récompenses mondaines : cette approbation intérieure, cette paix de la conscience, sans lesquelles le bonheur est également étranger au palais des princes et à la cabane du pauvre.

Priez Dieu, Messieurs, que sa puissante bonté veille sur le roi et sur les deux peuples de la Scandinavie. Vous avez toujours eu des droits à mon affection : vous venez d'en acquérir de nouveaux à ma reconnaissance.

Messieurs les membres de l'ordre de la bourgeoisie ! les délibérations de la diète étant terminées, le roi a prononcé la clôture de vos assemblées. Sa Majesté reconnaît la part que vous avez eue à l'heureux résultat de cette diète. En cessant de servir l'état en qualité de représentans de la nation, vous continuerez d'être utiles à la patrie par l'exercice des devoirs de vos différentes vocations. Le commerce est le lien qui unit les deux hémisphères : il contribue à perfectionner les arts et les métiers, à répandre les lumières et à communiquer la pensée de peuple à peuple. Depuis que, formant pour leur sûreté mutuelle des sociétés et des pactes civils, les hommes sont sortis de l'état de simple nature, le commerce leur est devenu nécessaire, et l'expérience a prouvé l'erreur des systèmes qui veulent qu'un pays se renferme dans le cercle étroit de ses propres productions. Le gouvernement, fidèle aux principes dont votre ordre a recueilli les fruits bienfaisans, encouragera toujours par sa protection le commerce et l'industrie, compagnons et soutiens de l'agriculture qui ne saurait fleurir sans eux, et dont la prospérité a une si grande influence sur la leur. Dans une époque où les privations et les souffrances ont été le partage des autres pays, le ciel a comblé le nôtre de ses faveurs les plus précieuses. Rendons-nous dignes de leur continuation par le travail, l'activité et l'économie. Aux yeux du patriote, la couronne civique vaut toutes

les gloires; que ce prix flatteur soit l'objet de vos efforts, et ils prépareront les auspices sous lesquels j'espère vous revoir quand les intérêts de l'état vous rappelleront autour de son chef.

Comptez toujours, Messieurs, sur la protection que votre ordre est en droit de réclamer de moi, et sur la bienveillance que je vous ai vouée.

Bons et loyaux paysans! les délibérations de la diète sont finies, les campagnes et les moissons vous appellent à d'autres travaux. Vous venez d'exercer le beau droit d'opiner sur les intérêts de la patrie, droit dont le cultivateur scandinave jouit en vertu des justes lois dont il est à la fois le garant et le défenseur. Tous les hommes sont sortis du berceau commun des différens ordres de la société, et tous tirent leur origine de la classe respectable des agriculteurs. En consacrant cette grande vérité par la forme de gouvernement donnée à la Suède, vos ancêtres érigèrent un monument à leur sagesse et au respect de leurs princes pour la dignité de l'homme. Ce respect inné avec moi, et qui a influencé ma vie entière, est un lien de plus qui m'attache à vous, bons paysans. Au milieu des fatigues de la guerre, il m'était doux de penser à votre attachement. Je me rappelais avec attendrissement qu'au moment où la patrie demandait des défenseurs, ce fut avec un abandon touchant que vous donnâtes vos enfans pour sa cause. Ces enfans vous rediront encore que j'ai veillé

sur eux; que leur santé, leur gloire, leur bien-être, ont été l'objet de ma constante sollicitude.

Allez, bons paysans, accompagnés de mes vœux pour votre prospérité, allez reprendre ces paisibles occupations qui honorent l'homme en le rapprochant de l'innocence de sa condition primitive; emportez la consolante conviction d'être restés fidèles aux sentimens que vous ont transmis vos ancêtres : attachement à votre terre natale et à son indépendance, confiance dans les vues paternelles de votre roi, de ce roi qui, chef d'une grande famille, vouant ses veilles, consacrant sa vie au bonheur de ses enfans, ne demande, ne connaît de récompense plus douce que le tribut de leur amour et de leur reconnaissance.

Lettre du prince royal de Suède et de Norwège, à M. Catteau, en date de Stockholm le 30 *janvier* 1816.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez adressée avec un exemplaire de l'*Histoire de la reine Christine*. Cet ouvrage, qui rappelle des souvenirs glorieux pour la Suède, devait obtenir le suffrage de la nation. Je me plais à y ajouter des sentimens personnels envers l'auteur qui, en quittant la Suède, n'a point renoncé à l'attachement qu'il lui portait. Vous venez d'en

donner une nouvelle preuve, Monsieur, en retraçant l'époque mémorable où un état, sorti à peine de longs malheurs et luttant encore contre les factions qui déchiraient son sein, se vit tout-à-coup, par le génie d'un grand homme, vainqueur dans la plus noble des causes sur les bords du Rhin et du Danube, et tenant entre ses mains la balance des états à un congrès qui devait assurer, pendant cent cinquante ans, la tranquillité du continent. J'ai eu la gloire de commander aux Suédois sur ces mêmes plaines qu'avaient illustrées les triomphes du grand Gustave. J'avoue que mes compagnons d'armes et moi nous aspirions à laisser un jour, comme exemple à nos enfans, des souvenirs dignes de ceux qui nous enflammaient. C'est de l'historien impartial que le guerrier attend le laurier le plus durable. Vous venez, Monsieur, d'en orner l'antique écusson de la Suède. Le roi et moi nous devons vous en savoir gré, et tout bon Suédois ne peut qu'y applaudir. Sa Majesté m'a chargé de vous prévenir qu'elle vient de vous nommer chevalier de son ordre de l'Étoile polaire, et qu'elle a donné ses ordres pour que cette décoration, en brillans, vous soit envoyée. Recevez, M. Catteau, l'expression de mes sentimens distingués. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde, etc.

Discours du prince royal de Suède et de Norwège, prononcé à l'académie d'agriculture, le 28 janvier 1817.

Messieurs! c'est aujourd'hui la cinquième fois que vous vous êtes rassemblés en pareil jour, pour mêler le tribut de vos travaux à ce concert de bénédictions et d'alégresse, dont les enfans de la patrie savent payer les soins et la sollicitude du meilleur des rois et du plus tendre des pères.

Pour une société, dont les travaux embrassent un si grand cercle d'activité, cinq années ne sont qu'un commencement d'existence, et ce n'est pas à son premier lustre que l'homme montre ce qu'il vaut. La sage nature a tout soumis à une gradation qu'elle suit elle-même dans son travail, pour lui donner plus de force et de solidité; mais l'homme, impatient de jouir, gâte souvent le sien par trop de précipitation. Ce n'est pas dans un fruit précoce qu'on trouve la substance et la saveur.

Ce serait donc, Messieurs, une erreur bien funeste et qui vous ferait manquer votre but, si vous ne mesuriez les résultats que vous devez attendre, que sur ceux que vous avez obtenus. Vous, qui savez que l'habitant des campagnes n'est pas inventeur, mais

essentiellement imitatif; que ce n'est point par des discours et des théories, mais par des faits et des exemples, que l'on peut fixer son attention; que ce n'est point d'après ses propres recherches, mais par tradition, qu'il se conduit dans la culture de son champ : vous prendrez le moyen le plus simple et le plus sûr pour obtenir les améliorations dont ses procédés sont susceptibles.

Évitons, Messieurs, les erreurs de tant de sociétés d'agriculture, dont l'existence a précédé la nôtre.

N'encourons pas les reproches qu'on leur a quelquefois trop justement adressés, de proposer la même culture pour des climats et des sols différens, et de donner des probabilités pour des certitudes. Sachant bien qu'il ne suffit pas de connaître soi-même la supériorité d'un procédé pour prétendre qu'il soit admis, n'exigeons pas que le cultivateur expose, sur parole, l'espoir de sa moisson. Avant de lui proposer de substituer un instrument nouveau à celui dont il a l'habitude, assurons-nous qu'il peut économiser ses forces, qu'il est d'une construction plus facile ou moins dispendieuse. Enfin, que toute amélioration se propage de proche en proche, et par l'évidence des résultats obtenus, en nous adressant d'abord à ceux que leur fortune met à l'abri des craintes d'un essai.

Cette marche, Messieurs, honore à la fois et vos lumières et votre philantropie; elle est plus lente, mais plus raisonnable et plus sûre. Elle prouve que

vous êtes capables de sacrifier même les idées les plus saines et les plus justes à la marche du temps et de l'expérience. Poursuivez donc avec constance votre honorable tâche. Considérez qu'il ne s'agit pas d'aller vîte, mais d'aller bien, et que la reconnaissance publique, pour arriver plus tard, n'en sera que mieux méritée et plus glorieuse !

Réponse du prince royal de Suède et de Norwège, aux corps militaires et au krigsbefal (1), *dont le chef, S. Exc. M. le maréchal comte de Stedingk, avait eu l'honneur d'exprimer à S. A. R. la fidélité et le dévouement inaltérable, à l'occasion de quelques troubles qu'on avait craints, le* 14 *mars* 1817.

Messieurs ! je suis sensible à la démarche que votre attachement pour moi vous inspire aujourd'hui ; je n'attendais pas moins du dévouement de mes braves et fidèles compagnons d'armes, qui ont vu ce que j'ai fait pour la patrie et qui savent ce que je suis prêt à

(1) *Krigsbefal*, assemblée militaire, convoquée de temps en temps, où siégent de chaque régiment le colonel par droit, et un capitaine par élection de la part du corps d'officiers, pour réviser la caisse des pensions, et pour régler celles-ci.

faire encore pour elle. Que veut cette faible et méprisable poignée de turbulens, qui semblent s'agiter dans l'ombre pour troubler la tranquillité publique? S'ils n'en voulaient qu'à ma vie et à celle de mon fils, je dédaignerais facilement et leurs projets et leurs efforts. Je suis soldat, j'ai appris depuis long-temps à mépriser la vie; mais ils veulent ébranler vos lois, ils veulent attaquer votre honneur et votre liberté : je dois alors me lever pour les défendre. Le vœu libre de la nation m'a appelé sur les marches du trône. L'armée le sait; je n'ai point brigué cet honneur, mais je l'ai justifié, en soutenant votre choix : c'est en même temps soutenir vos droits; et pour y parvenir je saurai déployer cette énergie et cette force d'âme que la nature m'a accordées, et qui peut-être m'ont valu quelque renommée. Ce n'est point pour satisfaire un vain orgueil que je suis venu au milieu de vous. Mon ambition personnelle est contente : j'ai acquis pour moi assez de gloire. Le bonheur de la Suède est le seul but que j'envisage, est seul le mobile de toutes mes actions. Je veux la liberté pour vous; je veux la gloire pour vous, je veux pour vous la prospérité; et malgré les tentatives qu'on pourrait faire, je parviendrai à vous assurer ces avantages, les plus précieux pour les hommes de bien. Vous le savez, Messieurs, je ne marche qu'avec la loi, et je ne veux marcher qu'avec elle. Mais si, oubliant ce que je vous dois; si, oubliant mon caractère et mes prin-

cipes, je me laissais enivrer un jour en buvant dans la coupe de la puissance, pour attenter à votre liberté, osez me rappeler à moi-même; c'est le devoir des braves de parler avec franchise et loyauté. Mon cœur sera toujours prêt à vous entendre ; et si, ennemi de ma gloire et de mes intérêts, je refuse de vous écouter, tournez alors, j'y consens, tournez contre moi ces mêmes armes que vous venez m'offrir en ce moment pour ma défense.

Messieurs, vous n'avez pas besoin de me renouveler vos sermens; je serais ingrat si je méconnaissais vos sentimens. On a osé jeter des soupçons sur quelques-uns de mes frères d'armes; j'ai rejeté loin de moi cette idée odieuse; je me suis rappelé avec reconnaissance et émotion le titre de père que l'armée m'a si souvent décerné. Des braves ne peuvent être des parjures : c'est toujours sous l'habit et dans le cœur du soldat que résident l'honneur et la bonne foi.

Réponse du prince royal de Suède et de Norwège, aux députés de la bourgeoisie de Stockholm, le 14 *mars* 1817.

Messieurs ! je n'avais pas besoin de cette nouvelle preuve de dévouement que vous me donnez aujourd'hui, pour être persuadé de l'attachement que vous me portez ainsi qu'à mon fils.

Depuis quelques mois il circulait dans le pays des bruits vagues : un jour le roi venait d'expirer; un autre, mon fils était près de rendre le dernier soupir; un autre enfin, c'était moi-même qui étais menacé de la mort. C'est ainsi qu'on cherchait à répandre l'inquiétude dans les campagnes. Quelques révélations ayant été faites depuis, elles ont dû fixer l'attention de la police et même du gouvernement. Des poursuites judiciaires sont ordonnées; et les coupables ou les calomniateurs seront jugés d'après les formes existantes. Si l'on n'en voulait qu'à ma vie, je pourrais pardonner aux auteurs de ces bruits; mais c'est à votre liberté, à votre constitution, à vos lois, à votre honneur qui en est la garantie, c'est à ces objets les plus sacrés pour des hommes de bien, qu'ils en veulent. Parmi ces bruits on a osé mêler le nom d'une famille que vous avez rejetée. Je n'ai rien de commun avec cette famille, et (vous le savez) ce n'est pas moi qui ai influencé son sort.

Quand, dans l'abattement où vous avait plongés une longue suite de désastres, vous portiez votre attention sur les princes connus par les services qu'ils avaient rendus à leur patrie, et que vous fixâtes votre choix sur moi, je résolus d'y répondre; je me sentis grandir même par l'idée de vos périls; et, capable de former les plus vastes desseins pour répondre à votre confiance, je consentis à quitter pour vous les douceurs de la vie privée, à laquelle j'avais résolu de consacrer

le reste de mon existence. Je me dévouai au service d'une nation, jadis si célèbre et alors si malheureuse; je vins au milieu de vous; je vous apportai pour titres et pour garantie mes actions et mon épée. Si j'avais pu y ajouter une ligne d'ancêtres depuis Charles Martel, je ne l'aurais désiré que pour vous, car pour moi je suis également fier de mes services et de la gloire qui m'a élevé. A tous ces titres je joins ceux de l'élection unanime d'un peuple libre et de l'adoption du roi. C'est sur eux que je base mes droits; et aussi long-temps que la justice et l'honneur ne seront pas bannis de cette terre, ces droits sont plus légitimes et plus sacrés que si je descendais d'Odin. Les annales du monde prouvent que jamais prince n'est monté sur un trône que par l'assentiment du peuple, ou par la force des armes. Ce n'est pas par les armes que je me suis frayé une route à la succession au trône de Suède; c'est le choix libre de la nation qui m'y a appelé, et c'est de ce droit que je vous parle. Rappelez-vous l'état où nous étions à mon arrivée, et voyez ce que nous sommes maintenant!

Il est vrai qu'il y a des malveillans dans tous les pays; mais le petit nombre qui peut se trouver ici n'a d'autre sujet de mécontentement que la tranquillité dont jouit cette contrée. Il y a des êtres malfaisans qui n'aiment que le trouble. Le désordre est leur élément, et fait, pour ainsi dire, leur existence;

mais cette faible poignée de turbulens n'a pas besoin de mesures extraordinaires pour être réprimée et contenue dans le devoir. Le roi marche avec la loi, et la loi aura assez de force pour dispenser de recourir à des moyens extrêmes. Tout doit, Messieurs, nous inspirer cette sécurité. L'intérieur est tranquille; le cours de la justice n'a été nulle part interrompu; le cultivateur remercie le ciel du calme dont il jouit. Nous n'avons rien à redouter du dehors; nous ne nous occupons pas de ce qui s'y passe, et nous avons la certitude qu'on fait de même pour nous. Vos droits sont donc assurés tant dans l'intérieur qu'à l'extérieur, et tout annonce que de long-temps nous ne serons pas dans la nécessité de les défendre; mais, s'il le fallait, si l'honneur national l'exigeait : suivi d'une armée fidèle, aguerrie et disciplinée, appuyé par la volonté suprême du roi et de la nation, je marcherais au devant de nos ennemis, précédé par l'augure du succès; et dans ces occasions je sentirais couler tout mon sang avec plaisir pour le service de la patrie.

Je ne puis pas m'exprimer, comme je souhaiterais, dans la langue suédoise: mais mon fils la parle pour moi; il est élevé au milieu de vous, et c'est sur lui que vos grandes espérances doivent se fixer. Je parle la langue de l'honneur, de la liberté, et c'est celle qui est entendue par tout Suédois qui aime vraiment sa patrie.

Réponse du prince royal de Suède et de Norwège, aux députés de la banque, de l'ordre des paysans, le 15 *mars* 1817.

Dignes membres de l'honorable ordre des paysans! c'est avec la plus vive satisfaction que je reçois votre adresse. J'ai toujours été convaincu des sentimens que vous venez de m'exprimer de votre part et de celle des braves paysans de la Suède.

Le pouvoir judiciaire va examiner s'il y a des coupables. Pour vous calmer, je puis vous donner l'assurance que la tranquillité publique et l'inviolabilité de notre constitution ne peuvent pas courir des risques, et que le roi, moi et mon fils, nous avons de toutes parts reçu les témoignages les plus ardens de fidélité et d'attachement.

Moi et mon fils, nous pourrons mourir bientôt; mais si la volonté de la Providence est qu'un tel événément ait lieu, j'ai assez de confiance dans le caractère noble et ferme de la nation suédoise, dans l'amour qui de tout temps l'anima pour sa liberté et son indépendance, pour être persuadé qu'elle saura soutenir ses résolutions et rester toujours digne d'elle. Je vous prie, braves et dignes paysans, de faire connaître à tous vos confrères les sentimens d'affection et de confiance que je leur ai à jamais voués.

Discours du prince royal de Suède et de Norwège, au krigsbefal, *le* 27 *mars* 1817.

Messieurs ! c'est avec un véritable plaisir que je vois les travaux du *krigsbefal* terminés à la satisfaction du roi et de l'armée. Je n'en attendais pas moins de l'esprit de justice et de désintéressement qui a dirigé vos délibérations; elles fournissent une preuve nouvelle de tout le bien qu'un gouvernement peut produire dans chaque classe de l'état, lorsque, par une marche franche et loyale, il l'éclaire sur l'intérêt de tous.

La force est l'alliée et l'auxiliaire de la loi. Tant que celle-ci est respectée, la force est inactive. Mais si la loi était violée, si l'équilibre social était rompu, c'est aux colonnes de l'état, aux défenseurs de la patrie, que le peuple aurait recours pour comprimer les malveillans. Quand il s'agit de combattre les ennemis du dehors, le guerrier verse avec plaisir son sang pour sa patrie, et la reconnaissance honore sa mort. Celui qui a combattu pour les droits de son pays, et qui a renoncé à une partie des siens pour se plier sous la religion de la discipline, est celui sur lequel tous les regards se tournent au moment du danger.

Rappelons-nous, Messieurs, que ce sont les armes

qui élèvent les empires, et les bonnes lois qui en assurent la durée. Rappelons-nous encore que ces mêmes lois, quelque justes et salutaires qu'elles soient, peuvent être renversées, ou par des légions étrangères, ou par l'inertie intérieure, si celui qui doit veiller pour tous hésite un instant d'appeler la force armée lorsqu'il s'agit de faire respecter la volonté de la nation, exprimée par l'organe de ses représentans.

L'armée *indelta* (1) est le palladium de notre liberté. L'immortel Charles XI la créa, et assura par cette organisation l'existence de la Suède. Notre constitution et nos lois fondamentales ont consacré cet acte de prévoyance, conçu par le génie de ce grand roi. Bien loin, ainsi qu'on a cherché à le répandre, de vouloir porter atteinte à une institution si utile, Sa Majesté médite sur les moyens de la perfectionner. Déjà une grande partie des accords des colonels a été remboursée aux titulaires, et une somme de plus de trois cent mille rixdales, destinée à opérer les premiers paiemens, est épuisée. Sa Majesté s'occupe encore d'augmenter les appointemens des officiers de plusieurs régimens *indelta*, dont le traitement n'est pas en harmonie avec celui des autres

(1) Cette armée est composée de ces régimens dont les soldats sont entretenus par des propriétaires, et les officiers en général par des domaines.

corps de l'armée. Sa Majesté espère y parvenir sans avoir besoin de grever le trésor public.

Les sacrifices et la sollicitude du roi, pour maintenir le crédit de notre signe représentatif, sont amplement compensés par les remerciemens que vous avez portés au pied du trône. La nation généreuse et libérale ne veut pas que les enfans de la patrie reçoivent pour récompenses de leur service un papier sans valeur : et quel Suédois verrait d'un œil tranquille les atteintes que l'on voudrait porter à notre crédit national ? Qui pourrait voir avec indifférence l'administration publique et la sûreté de l'état compromises, faute de fonds pour y pourvoir ? Le roi a reconnu l'étendue de ses obligations, il les a remplies. Aidé par vous, Messieurs, par les fonctionnaires publics et par tous les hommes de bien, Sa Majesté a lieu d'espérer que les sommes considérables que votre caisse renferme, et qui doivent servir à vous assurer une vieillesse paisible, seront au moins maintenues dans la valeur où vous les laissez aujourd'hui. Je puis vous assurer que Sa Majesté ne ralentira pas ses efforts, et que j'emploierai tout mon zèle et mes moyens à consolider cette propriété des braves, seule ressource pour leurs vieux jours.

Les sentimens que M. le maréchal vient de m'exprimer, au nom de l'armée, resteront gravés dans mon cœur en caractères ineffaçables.

Adieu, Messieurs. En prenant congé de vous, en

priant le Tout-Puissant de vous conduire et de vous protéger, je crois vous faire plaisir lorsque je vous invite à prier pour le roi, père de la patrie. Les vœux des braves sont fervens et vrais; et le ciel, qui lit dans leurs cœurs, exauce toujours leurs prières.

Réponse du prince royal de Suède et de Norwège, aux marchands de vin, le 15 avril 1817.

Messieurs! la démarche que vous venez de faire sera très-agréable au roi. Elle est une preuve éclatante de votre désintéressement et de votre civisme; elle donne un bel exemple au reste du commerce.

Sa Majesté porte une égale sollicitude à toutes les classes de l'état. Elle aime à voir la couronne civique se placer à l'abri de celle des guerriers, pour concourir à la prospérité commune. Le roi connaît trop bien l'importance et l'utilité du commerce, pour permettre qu'il ait d'autres entraves que celles qui lui sont données par l'intérêt de tous; mais cet intérêt est la suprême loi, et le premier devoir d'un bon gouvernement est d'empêcher qu'il soit méconnu.

Vous savez, Messieurs, ce qu'est notre patrie. Vous ne pouvez disconvenir que la nature du sol et du climat n'ait circonscrit nos jouissances. Il est

donc à désirer que l'industrie et le commerce rivalisent d'efforts, pour les augmenter et les étendre. Le gouvernement s'empressera de les encourager. Mais s'il arrive qu'on s'égare; si l'industrie s'exerce sur des produits qui viennent du dehors, au préjudice de ceux que la nature nous fournit; si les spéculations de quelques personnes favorisent l'importation au préjudice de l'exportation : il est bien évident qu'au lieu de concourir à la prospérité commune, cette industrie et ce commerce entraîneraient la ruine de l'état; et eussions-nous du numéraire en circulation, il finirait par disparaître.

Le gouvernement doit donc regarder comme un devoir des plus sacrés, de porter ses soins à maintenir une balance exacte entre l'exportation et l'importation de toutes les valeurs, quelle que soit leur nature : et ceux qui font, du change lui-même, un objet d'industrie, doivent être soumis à cette surveillance, et s'attendre à subir la règle générale. Ils doivent savoir qu'on ne peut vivre aux dépens de l'état sans en supporter les charges, et que le cultivateur ne doit pas avoir ses contributions doublées, par suite des opérations mal entendues de quelques individus. Ils doivent savoir enfin que le peuple, cette masse qui constitue la force de tous les états, doit être l'objet de la constante sollicitude d'un gouvernement qui connaît ses devoirs, et qui veut les remplir.

Voilà, Messieurs, les vrais principes qui, dans un

corps social, doivent diriger le commerce et l'industrie. Ce n'est qu'en les subordonnant à l'intérêt de tous, qu'on peut en faire des canaux vivifians pour la prospérité publique. Si l'on permet à l'intérêt particulier d'en détourner le cours, on voit bien s'élever quelques grandes fortunes; mais le reste languit, les sources tarissent, et l'état est sur le penchant de sa ruine.

Ce n'est qu'à l'oubli de ces principes qu'il faut attribuer la crise financière dont le roi vient de nous tirer. Sa Majesté ne regrette pas les sacrifices qu'elle lui coûte. Elle ne pouvait faire un plus bel usage de ses ressources, que de remédier au mal qu'avaient produit quelques spéculations mal conçues. Mais ce qui peut bien n'avoir été qu'une erreur, que son cœur paternel lui a fait réparer, deviendrait désormais un crime sans excuse que la loi devrait réprimer.

Votre exemple, Messieurs, est de très-bon augure. Mon cœur me dit que votre patriotisme ne peut manquer d'imitateurs. Les bons Suédois ne se livrent pas à l'insensibilité de l'égoïsme; ils aiment à se saluer du nom de frères, et ils ne voudront pas augmenter leur fortune aux dépens de l'estime publique. Conservez, propagez ces nobles sentimens! Ne laissons pas affaiblir cet esprit national qui nous distingue! Soyons Suédois enfin, et ne le soyons pas à demi!

Réponse du prince royal de Suède et de Norwège aux députés de la banque, qui étaient venus présenter à S. A. R. une médaille frappée à l'occasion du serment de fidélité prêté au roi par le prince Oscar, et de sa profession de foi faite aux pieds des autels le 19 *mai* 1817.

Messieurs! vous venez de m'offrir une preuve nouvelle de la sagesse des états du royaume, et de leur sollicitude pour la prospérité de la nation qu'ils représentent.

Bien différentes de ces monumens élevés par la servitude à la vanité des hommes, les médailles que font frapper les états de Suède ont un but plus noble et plus utile. C'est ainsi qu'on a vu la nation consacrer l'époque mémorable où, saisissant les rênes de l'état qui penchait vers sa ruine, elle les remit au prince qui avait tant de droits à les recevoir, et qui était si digne de sa confiance et de son amour. On l'a vue de même consacrer l'époque où l'arrêt de la Providence étant venu, bientôt après, la priver du successeur à la couronne, elle s'assembla pour faire un nouveau choix, et donna, par son vote unanime, la preuve la plus frappante que sa résolution n'était pas l'effet de la passion et de l'emportement, mais celui d'une dé-

libération indispensable et ferme, ayant pour but de réparer une suite de malheurs et de désastres.

Par de telles médailles, les états du royaume laissent d'incorruptibles témoins de la volonté nationale, et de leurs stipulations pour le maintien de leurs droits et du pacte social qui en est résulté.

Je vois, dans la médaille que vous m'offrez en ce jour, la louable intention des états de rappeler à mon fils la profession de foi qu'il a faite aux pieds des autels, et son serment de fidélité au roi et au peuple suédois. Ils s'identifient par là avec moi, dans les soins que je prends pour pénétrer le cœur de mon fils de l'étendue de ses obligations. Je l'ai vu jusqu'ici répondre à mon attente; je vois se développer en lui mes propres sentimens d'amour et de reconnaissance pour le roi qui me nomma son fils, et pour la nation qui, par tant d'actes solennels, a sanctionné cette adoption. Cette double légitimité excite dans l'âme de mon fils la plus ardente émulation pour partager bientôt avec moi les devoirs que je remplis auprès de notre auguste monarque, et pour se préparer au fardeau qui l'attend. Mais si le décret de la Providence abandonnait sa jeunesse aux dangers que l'âge mûr lui-même a tant de peine à éviter, le seul aspect de cette médaille suffirait, je n'en doute pas, pour exciter dans son âme le désir de s'entourer d'hommes vertueux et dignes de la confiance publique, et les repré-

sentans de la nation auraient encore à se féliciter de leur sage prévoyance.

C'est donc avec un intérêt bien vif et bien senti que j'ajoute cette médaille à celles que j'ai déjà reçues. En transmettant à mon épouse celle que vous m'offrez pour elle, j'augmenterai le désir qu'elle éprouve de pouvoir se trouver bientôt au milieu de nous.

C'est avec plaisir que je renouvelle à cette occasion, messieurs les députés de la banque, l'assurance de ma constante bienveillance.

Discours du prince royal de Suède et de Norwège, prononcé au conseil d'état le jour où monseigneur le duc de Sudermanie venait d'y siéger pour la première fois, le 14 juillet 1817.

Sire ! cette séance du conseil où mon fils vient siéger pour la première fois, excite dans mon cœur une vive émotion. Pour lui comme pour moi, c'est un nouveau bienfait que nous devons à Votre Majesté. Je suis certain qu'il n'a pu se méprendre sur les motifs qui l'appellent à votre conseil d'état, Sire. J'ose espérer que Votre Majesté permettra que je les développe, et que messieurs les membres du conseil aimeront à céder, pour cette fois, à la tendresse d'un père une

fonction que chacun d'eux pourrait également remplir.

Mon cher fils! l'éducation que vous avez reçue n'était qu'une éducation préparatoire; les connaissances que vous avez acquises vous sont communes avec tous les jeunes gens de votre âge, dont les parens ont voulu faire des hommes instruits et vertueux, des citoyens utiles. Elle suffit à ceux qui, dans la vie privée, se bornent à jouir honnêtement de leur fortune. Mais ceux qui se destinent aux charges de l'état, à des fonctions publiques, doivent s'y rendre propres par des travaux d'un nouveau genre. C'est donc aujourd'hui que commence votre éducation particulière, celle du rang auquel vous êtes appelé.

Dans les soins que j'ai pris pour vous y préparer, j'ai principalement insisté sur l'étude de l'histoire. C'est maintenant que vous allez sentir combien ses leçons peuvent vous être utiles. Elle vous a fait connaître l'origine des princes, quelle est la source de leurs titres, comment ces titres se perdent et se détruisent. Elle a dû vous convaincre qu'un prince doit racheter la faveur de son rang par de grandes vertus et des qualités supérieures; que par de belles actions on excite l'admiration des peuples, mais qu'il faut en faire de bonnes pour s'attirer leur amour. Tout ce que l'intérêt ou la flatterie a inventé pour donner aux princes le change sur leurs actions, disparaît bientôt à la lumière de la vérité. Utilité, justice,

voilà le sceau que respectent les temps, la seule illustration durable.

Voilà, mon fils, ce que l'étude de l'histoire a déjà dû vous apprendre. Gravez dans votre cœur ses profondes leçons; songez que l'auguste couronne que décerne un peuple libre sera toujours mal affermie sur une tête gonflée d'orgueil et de caprices; qu'il faut s'y préparer par un sentiment profond des devoirs des rois et des droits des peuples.

Malheur au prince qui se persuade qu'en effaçant les traces des droits de sa nation, il rehausse l'éclat et le pouvoir du trône! Souvenez-vous, mon fils, que le prince le plus sage est celui qui suit de l'œil les élémens qui menacent de détruire les empires, qui les saisit avant que l'explosion n'arrive, et qui sait prévenir leur retour par son propre respect pour les lois.

C'est à bien connaître ces lois, pour les suivre vous-même, pour les faire observer et pour les perfectionner encore, qu'il vous faut désormais apporter tous vos soins. C'est la science du gouvernement qui doit être l'objet de vos nouvelles études, le complément de votre éducation.

Depuis long-temps on a comparé l'état à une famille, et le chef d'un état, administrant avec sagesse la fortune publique, à un père économe, prévoyant et jaloux du bien-être de ses enfans. On a dit alors, d'un tel gouvernement, qu'il était paternel; et de ceux

qui en tenaient les rênes, qu'ils étaient les pères du peuple. Ce langage est simple comme l'idée qu'il exprime; les hommes l'ont consacré comme le type de l'administration des états, quelle que soit la forme du gouvernement.

Pour les états comme pour les familles, il est plusieurs causes d'accroissement et de prospérité, plusieurs causes de décadence et de ruine. Qu'un père de famille soit tempérant, ami de l'ordre et de l'économie; qu'il porte dans l'exploitation de son domaine ou dans la direction de ses ateliers l'activité la plus industrieuse; qu'il règle sévèrement ses dépenses sur ses revenus; tout cela ne suffit pas pour qu'il ait assuré son bien-être et le sort de ses enfans. Il ne doit être tranquille, il ne peut croire avoir rempli tous ses devoirs, qu'autant que, par une sage prévoyance, il aura porté ses réserves jusqu'à pouvoir faire face à quelques années de disette ou de stagnation commerciale; que, par sa sagesse et la force de son caractère, il aura su conduire et maintenir ses enfans dans le même esprit d'ordre, d'activité et d'industrie, qu'autant enfin que, dans ses rapports et dans ses transactions précédentes, il aura mis leur héritage à l'abri de toute contestation.

La prospérité d'un état tient à des causes plus compliquées encore, car elle embrasse et les rapports généraux qui lient entre elles les différentes classes qui le composent, le gouvernement à la nation, la na-

tion au gouvernement, et les rapports particuliers de ce gouvernement avec celui des autres nations.

C'est bien en vain que par une administration économique et sage un gouvernement s'efforcerait de satisfaire aux intérêts qui le lient avec la nation, ainsi qu'aux intérêts privés de chacune de ses classes. L'existence d'un tel état serait encore précaire, si ce gouvernement ne tenait l'œil ouvert sur les démarches de ses voisins, s'il n'avait ni les moyens ni la volonté de repousser une injuste agression. L'histoire des nations n'a que trop prouvé que leur grandeur même est quelquefois la cause de leur ruine, et qu'un peuple ne peut compter sur une longue paix qu'en se tenant toujours prêt à la guerre.

C'est vainement aussi qu'un gouvernement porterait tous ses soins à se tenir en harmonie avec les gouvernemens étrangers; en vain par son attitude guerrière il se mettrait à l'abri de toute entreprise hostile : l'état n'en irait pas moins vers sa perte, si, par un mauvais système d'administration intérieure, on laissait détourner ou tarir les véritables sources de la prospérité publique. Malheur aux peuples dont le monarque ne saurait être que guerrier! malheur à ceux qui n'ont pour chef qu'un administrateur! Les peuples ignorans et barbares furent long-temps séduits par la seule gloire militaire; dans leurs chants et dans leurs fêtes, ils ne célébraient que les héros qui les menaient aux combats. Mais les nations que le flambeau de la rai-

son guide vers le but que se propose la nature, ont reconnu, par une longue expérience et par de trop longs malheurs, que c'est dans le concours et la combinaison de la science militaire avec la science de l'administration, que réside essentiellement l'art de gouverner un peuple et de le conduire au bonheur. Le gouvernement qui possède cet art et qui l'applique avec courage, mérite le tribut de reconnaissance qui, dans un siècle de lumières, doit flatter le génie et la vertu.

Telles sont les maximes qui ont réglé ma conduite depuis l'époque, pour moi si glorieuse, où la nation suédoise et son vertueux monarque m'imposèrent, par une double adoption, l'obligation sacrée d'employer toutes mes facultés à défendre leurs droits et à me vouer à leur bonheur.

Dans mon ardent désir de justifier une si noble confiance, j'ai mis mes premiers soins à étudier les lois fondamentales de l'état, à rechercher les élémens de son existence, à reconnaître ses ressources, à observer les mœurs et les vertus de mes nouveaux concitoyens. Enlevé tout-à-coup à ces occupations par l'invasion de notre territoire, il nous fallut tirer l'épée et voler avec nos braves à la défense de nos droits outrageusement attaqués. Les circonstances où se trouvait l'Europe ne nous permirent pas de nous tenir à ne venger que notre propre injure. La Suède devait faire cause commune avec les opprimés. Cette

cause était juste, la Providence seconda nos efforts, et le résultat de cette grande lutte fut de rétablir dans le Nord un nouvel ordre des choses qui ramenât dans l'antique famille de la Scandinavie un peuple que lui donna la nature elle-même, et que les seules passions humaines en avaient pu séparer.

Heureux d'avoir pleinement satisfait à tout ce qu'avaient exigé des circonstances non moins urgentes que difficiles; plein de confiance dans l'harmonie qui règne entre les gouvernemens dont la foi ne peut pas être suspecte, depuis que des revers et des succès communs les ont portés à s'unir pour la tranquillité de l'Europe; pouvant compter aussi sur le bon système de défense militaire que nous sommes parvenus à créer; tout me disant enfin que notre tranquillité, notre bonheur ne dépendent plus que de nous-mêmes, j'ai reporté mes soins et toutes mes pensées sur l'important objet de l'administration intérieure, que nous devons considérer comme la véritable source de notre prospérité future.

Aux connaissances que j'ai puisées dans les écrits ou dans la fréquentation des hommes les plus célèbres, sur ce qui constitue l'administration d'un état; à celles que j'avais acquises par ma propre expérience, j'ai voulu en ajouter de nouvelles et de plus positives sur le système d'administration qui conviendrait plus particulièrement à la Suède d'après la nature de ses ressources, de ses rapports, de sa localité. J'ai excité

le zèle de tous ceux que j'ai cru propres à me donner des renseignemens et des notions utiles. Je les ai pris dans toutes les classes, et j'ai donné à leurs mémoires, à leurs discours, l'attention la plus soutenue. Presque toujours j'y ai trouvé des preuves non équivoques de leur droiture et de leur zèle pour le bien de la patrie. J'aime à leur rendre cet hommage et à leur en adresser mes remerciemens.

Mais, par toutes mes recherches et par de profondes méditations sur les résultats qu'elles m'ont donnés, j'ai reconnu combien il est rare et même difficile de s'élever à la hauteur d'où il convient de considérer les questions de cette nature, quand on veut en saisir les rapports sans lesquels on ne peut en avoir la solution exacte. J'ai reconnu que les lois partielles étaient presque toujours empreintes d'une couleur d'individualité; que c'était là le vice radical et le plus difficile à éviter, parce qu'il tient à la faiblesse humaine, et que chaque classe de l'état est naturellement portée à tourner à son avantage la marche administrative. Je vous signale cet écueil; vous le verrez souvent paraître. Vous verrez que le mot *administrer* prend un sens différent dans le langage de chaque classe de l'état; et si on ne prend soin de leur faire entendre que cette latitude que chacune réclame ne peut être permise qu'autant qu'elle se concilie avec l'intérêt commun, auquel il est indispensable de les subor-

donner toutes, vous n'aurez jamais qu'un système décousu, incohérent et versatile, qui amenerait infailliblement l'augmentation du prix des denrées nécessaires aux premiers besoins de la vie, la misère du peuple et avec elle les agitations tumultueuses qui démoralisent les nations et qui sont la première cause de leur décadence.

Mais devrait-il en être ainsi pour une nation comme celle de la Suède, qui par ses lois fondamentales s'est constituée de telle sorte que chaque classe de l'état se trouve appelée à délibérer sur la rédaction des lois qui doivent la régir, et dont le gouvernement, à qui elle en a confié l'exécution et le maintien, prend toute sa force dans la volonté nationale? Non sans doute. Une telle nation doit se créer un système administratif plus convenable et plus conforme à son pacte social. Pour que ce système ne soit pas en contraste avec ses lois fondamentales, il faut que les intérêts de chaque classe s'y trouvent balancés de telle manière que toutes les espèces de propriété et tous les genres d'industrie soient également protégés dans tout ce qui est conforme à l'intérêt commun. Il faut que ce système présente l'accord du bien général et des avantages particuliers, comme le seul objet que le gouvernement doit se proposer, et que les administrés peuvent attendre du gouvernement. Il faut enfin qu'il soit établi par des lois si simples et si

positives, que le gouvernement intérieur de l'état ne soit plus en dernière analyse que l'administration elle-même.

Voilà ce qui constitue le seul système d'administration qui soit raisonnable et juste, le seul qui soit digne d'un peuple qui sent sa dignité, qui se montre jaloux de ses droits, et qui veut les fixer d'une manière durable.

C'est pour atteindre un si grand résultat et pour porter notre système administratif à ce haut point de perfection, que Sa Majesté se propose de convoquer les états du royaume. Elle veut confier à leurs lumières, à leur patriotisme, les moyens de consolider ce perfectionnement par leur autorité législative. La nation répondra à cet auguste appel et secondera des intentions si généreuses. Et vous, mon fils, combien n'avez-vous pas à vous féliciter d'être admis au conseil d'état dans des circonstances où l'on traite des objets d'un si grand intérêt ?

Vous connaissez maintenant quels sont les grands, les solides principes du père de la patrie, avec qui j'ai le bonheur de n'avoir qu'une seule pensée, qu'un même sentiment. Que votre âme se pénètre de tout ce que la journée du 4 juillet renferme d'auguste et de sacré pour vous. Rappelez-vous que ce sont ses résultats qui doivent récompenser ce roi chéri qui nous a voué toutes les affections de son âme, et qui,

après une longue et glorieuse carrière, fixera encore sur vous un dernier regard de confiance et d'amour.

Aujourd'hui, par votre âge ainsi que par nos lois, vous n'êtes plus sous l'autorité paternelle; mais cette autorité, vous le savez, mon fils, ne fut jamais pour vous que celle de ma tendresse : ni les lois ni votre âge ne peuvent l'affaiblir, et vous serez encore sous son aile tant que la Providence conservera les jours de votre père et du mien. Profitez, mon cher fils, du temps qu'elle nous accorde : fortifiez votre âme et votre caractère ! Que les sollicitudes et le fardeau qui vous attendent vous trouvent toujours prêt à les supporter !

FINANCES.

Les finances d'un état sont un réseau composé d'une multitude innombrable de fils qui tous, dans un système bien ordonné, doivent réunir à l'intérêt commun des intérêts divers et souvent opposés. Quand le désordre s'est une fois emparé de ces fils épars, il faut une main bien sûre et bien habile pour réparer le mal. En matière de finance, plus qu'en toute autre, les nations s'égarent, parce qu'elles s'éloignent plus que les particuliers des calculs et des méthodes simples. Ici rien n'est plus dangereux que la nouveauté. On imagine des systèmes compliqués pour cacher le mal qu'on a déjà fait, et l'on s'obstine presque toujours à chercher la guérison de maux présens dans des moyens dont l'insuffisance est démontrée, par cela seul qu'on n'a pu ni les prévenir ni en arrêter le cours.

Un résultat nécessaire de la grande lutte de laquelle l'Europe vient de sortir est l'embarras financier de tous les états qui la composent; tous sont atteints de cette maladie dont l'existence se manifeste par une disproportion énorme entre les revenus et les dépenses; la confiance publique,

cette base indispensable de tous les gouvernemens, est partout ébranlée; de là le germe des révolutions et la cause des malheurs des peuples.

Charles XIII, à son avénement au trône de Suède, trouva les finances de l'état dans le plus grand désordre; ce désordre s'accroissait de jour en jour. Le roi, par les mesures les plus sages, par des sacrifices pécuniaires, et par ceux que fit le prince royal *en employant toute sa fortune particulière à l'extinction de la dette de la Suède*, eut la satisfaction d'arrêter le mal dans sa source. Pour apprécier avec justesse l'état financier de la Suède à cette époque, il est nécessaire de remonter aux causes du désordre, et d'examiner comment a été émis successivement le papier-monnaie circulant en 1818.

La masse des billets de banque en circulation, en 1807, était de 9,554,052 rixd.; une année après, c'est-à-dire à la fin de 1808, cette masse de papier se trouvait augmentée de près de 8 millions, la somme totale étant de 17,526,190 rixd.

Depuis le mois de mai 1809, la banque avança à l'état, par ordre des états-généraux, d'abord 6 millions pour les frais de la guerre, et ensuite successivement à peu près 3 millions pour payer les dettes contractées et les fournitures faites pendant la campagne de 1808. Comme elle avait aussi retiré des sommes assez considérables

par l'intérêt et l'amortissement que les états-généraux lui avaient assignés, la masse de ses billets ne s'était accrue, depuis la fin de 1808 jusqu'à la fin de 1812, que d'environ 7 millions, puisqu'elle s'élevait à cette dernière époque à 23,901,941 rd. Depuis lors elle n'eut aucune dépense à supporter jusqu'en 1815 : mais elle retira dans cet intervalle près de trois millions, de sorte qu'à la fin de 1814 le total de son papier émis était de 20,987,500 rixd.

Mais, outre les billets émis par la banque et dont elle est directement responsable, il y a encore d'autres espèces de papier-monnaie en circulation, qui reposent sur le crédit de la banque : par exemple les billets *riksgald*, dont on avait retenu en circulation une somme équivalente à 4,200,000 rixd. de banque.

Ces billets, dont le nombre a été tantôt diminué, tantôt augmenté, suivant les demandes de réalisation et les résolutions des états-généraux, formaient à la fin de 1814, d'après le compte rendu à la diète de 1815, le total de 8,607,507 rixd. de *riksgald*, ou 5,738,338 de banque.

Pour maintenir le crédit du fonds d'amortissement et la valeur relative établie entre ses billets et ceux de la banque, ce fonds a aussi un crédit sur la banque de 2 millions et plus, s'il le faut.

La banque est encore chargée de fournir au

canal de Gothie la somme de 300,000 rixd. par an, jusqu'en 1820; et à la direction des magasins, à titre d'avance, un million, et en certains cas 2 millions par an.

Afin de subvenir à la disette d'argent, les états-généraux décrétèrent que la banque accorderait des emprunts aux particuliers, dont une partie serait hypothéquée sur des biens-fonds, et l'autre servirait d'encouragement pour de nouvelles cultures.

Vient ensuite le crédit des différentes caisses d'escompte; il s'élève à environ 2 millions.

Tel est le tableau des engagemens et des dépenses de la banque; reste à examiner ses ressources et ses revenus.

L'Etat paie annuellement à la banque, depuis 1815, en intérêts et en amortissement de sa dette, la somme de 750,000 rixd. de banque. La banque retire un revenu annuel de 6 pour cent, des prêts qu'elle a accordés sur les biens-fonds hypothéqués, dont 4 pour cent à titre d'intérêt, et 2 pour extinction du capital; les débiteurs sont tenus de payer toujours 6 pour cent du montant de l'emprunt jusqu'à parfaite extinction.

Le total des créances de la banque, hypothéquées sur des biens-fonds, était, en 1812, de 2,594,082 rixd.; et le revenu annuel qu'elle en

retirait était de 155,000 rixd. Depuis, la somme de ces prêts a été considérablement augmentée.

Quant à la caisse d'escompte, qui est ouverte pour remplacer le *riks-discont*, les profits en sont affectés à la banque seule, puisqu'elle en est l'unique actionnaire.

En examinant la nature des dépenses et des revenus de la banque, on trouvera donc que le bilan définitif est à son avantage. Selon les renseignemens obtenus sur l'état de la banque à la fin de l'année 1812, ses dettes s'élevaient alors à 33,546,298 rixd., et ses créances à 38,539,347. Il en résulte donc un excédent en sa faveur, de 4,993,049 rixd.

Comme il est ainsi démontré que l'état de la banque est très-rassurant, et qu'elle a des ressources beaucoup au-delà de ses dettes, voyons à présent quel est l'état financier de la Suède en général.

Grâces aux sacrifices du roi Charles XIII, à ceux du prince royal, actuellement Charles-XIV-Jean, et aux succès des armes suédoises, la dette étrangère de la Suède était liquidée en 1817. Sans cette liquidation on aurait pu dire que la Suède était dans un état de pauvreté, puisque, pour payer les intérêts de sa dette, il aurait fallu faire sortir par an environ 780,000 rixd. de banque de Hambourg; et cette seule

somme, faisant au cours 1,560,000 rixd. de banque, absorbait presque les deux tiers du revenu des contributions. Un pays est dans une déplorable situation lorsqu'il doit payer chaque année à l'étranger, pour ses dettes, les deux tiers de ce que paie la nation entière à l'état ; mais cela n'existait heureusement pas, et ce fut pour exposer la situation véritable des finances, en faire renaître la confiance, que le roi Charles XIII convoqua *la diète extraordinaire à l'ouverture* de laquelle, le 27 novembre 1817, il exposa, par un discours qui fut prononcé par S. A. R. le prince Oscar, l'état financier des royaumes de Suède et de Norwège. Ce discours appartenant à l'histoire, nous allons le rapporter.

Discours du roi, prononcé par S. A. R. le duc de Sudermanie, à l'ouverture de la diète, le 27 novembre 1817.

Messieurs ! ma proclamation du 1^er^ octobre a dû vous faire connaître les motifs pour lesquels j'ai convoqué en diète extraordinaire les députés et membres des quatre ordres formant les états-généraux du royaume.

Aucun motif personnel n'a eu part à cette convocation. Résolu de maintenir l'intégrité de votre constitution, et décidé à ne jamais permet-

tre qu'il y soit fait la moindre modification, qu'en suivant les formes établies par cet acte, je m'attachais avec le prince royal, mon fils adoptif, à donner à cette loi fondamentale la force et la vigueur dépendantes de l'autorité qui m'est déléguée. A la satisfaction de voir ce palladium de notre indépendance religieusement respecté, se joignait ce plaisir, si doux pour mon cœur, d'être témoin de l'union et de l'harmonie qui règnent entre les citoyens de toutes les classes. Je remerciais la Providence du calme dont nous jouissions, lorsque j'appris avec douleur que tous mes efforts pour maintenir le crédit des caisses d'escompte n'avaient pu produire d'autres effets que de retarder leur chûte. Cet événement, en m'affectant sensiblement, m'a cependant donné la conviction qu'il peut avoir des effets salutaires, tant pour notre administration intérieure que pour l'extinction de notre système commercial, système que je souhaite pouvoir dégager des entraves qui arrêtent son développement, et qui restera dans son état de faiblesse tant que l'industrie sera enchaînée dans l'intérieur. Après avoir depuis long-temps fixé mes idées sur les projets qui devraient vous être présentés au sujet des vœux exprimés depuis nombre d'années par la nation, j'ai dû tout-à-coup suspendre ce travail, si compliqué dans toutes ses parties,

pour m'occuper exclusivement d'un projet de finance qui va vous être soumis. Ce projet est le résultat de longues méditations de calculs basés tant sur les ressources intérieures du pays que sur la somme du signe monétaire, maintenant en circulation. Ce n'est pas en multipliant ce signe qu'on enrichit une nation, mais bien en créant une hypothèque analogue à l'émission qu'on en fait. Ce signe, vous le savez, n'était en 1802 que de 14 millions de rixd. de banque, les billets du bureau du fonds d'amortissement y compris, et il monte aujourd'hui à une somme de 30 millions de rixd.

Par ce simple aperçu, vous verrez l'étendue des sacrifices que j'ai été forcé de faire pour maintenir à l'extérieur le crédit de notre papier-monnaie. Ces sacrifices ont été spontanés, et j'ai acquis la consolante certitude qu'ils ont arrêté sa déconsidération, qu'ils ont calmé les inquiétudes de la nation, et ramené par degré la confiance dans les transactions réciproques de citoyen à citoyen.

En m'occupant de maintenir le crédit du papier, j'ai rempli les fonctions qui doivent être exclusivement attribuées à l'administration de la banque nationale; mais les députés des états-généraux à cette banque, n'étant pas munis par les représentans de la nation d'instructions claires

et positives à ce sujet, j'ai dû suppléer à cette lacune et aller au devant de vos vœux.

En arrêtant la hausse extraordinaire et subite du cours du change, et en concluant des traités avantageux aux deux royaumes, j'ai facilité les opérations du commerce, et chaque citoyen impartial jugera quel degré de confiance peuvent placer les étrangers et les indigènes sur un signe monétaire, qui a présenté dans un mois une variation de plus de 30 pour cent tant sur la hausse que sur la baisse.

Si le commerce extérieur enrichit une nation qui a des productions très-bornées, ce commerce ne peut être avantageux pour le pays qu'autant que le sol fournit à sa nourriture.

En 1813 l'importation de blé s'éleva à plus de trois millions rixd. de banque de Hambourg. C'est vous dire que, nonobstant les succès que nous avons obtenus dans la culture de la terre, il nous reste beaucoup à faire pour l'encouragement de cette branche nourricière.

La fabrication du drap a aussi fixé mon attention. Les fabricans de la capitale ont été prévenus que le gouvernement prendra pour son compte, pendant l'espace de trois ans, 300,000 aunes de drap propre à habiller l'armée. J'ai fourni par mes propres moyens des secours à

quelques manufacturiers et à beaucoup d'agriculteurs.

L'armée de terre et l'armée navale ont été l'objet de mes plus tendres sollicitudes. Je me suis occupé du bien-être du soldat et de l'officier, et la situation de cette classe si précieuse à l'état a été améliorée. J'ai dirigé mes efforts sur le moyen d'ouvrir la carrière des honneurs à l'homme qui verse son sang pour la patrie. Je me suis attaché à faire disparaître ces barrières qui glacent d'un découragement total le guerrier à qui la fortune ne permet pas d'acheter une place de colonel ou de lieutenant-colonel. J'ai acquis une grande partie de ces places, et j'ai le projet d'étendre successivement, et lorsque mes moyens le permettront, ces achats jusqu'au grade de capitaine inclusivement. Ainsi, en ramenant l'*indelning* de l'armée à son but primitif, je fais rentrer au profit de cette armée des sommes qui en avaient été distraites par l'introduction de la vénalité des places.

En m'attachant à perfectionner l'immortel ouvrage de Charles XI, j'ai assuré, aux maréchaux et aux généraux qui sont en activité de service, une existence, sinon brillante, du moins honorable. Les veuves des généraux et des officiers ont aussi fixé mon intérêt; et si j'ai été borné dans mes ressources à cet égard, vous

apprendrez cependant avec plaisir, par l'exposé et les communications qui vous seront faites, que l'armée et ses pensionnaires ont obtenu depuis trois ans près de deux millions rixd. de banque, sans que le trésor public ait été grevé d'une obole.

Un vaisseau de 80 canons a été construit, et la flottille a reçu un accroissement.

Si je me suis attaché à faire disparaître la vénalité des principales places militaires, j'ai porté aussi mon attention sur les places civiles ; et l'acquisition que j'ai faite de plusieurs gouvernemens de province doit vous prouver, Messieurs, que je ne ralentirai pas mes efforts jusqu'à ce que je parvienne à faire disparaître tous les abus de cette espèce.

Les hospices civils, les maisons d'accouchement et les autres établissemens publics, ainsi que le maintien du prix du blé pour le peuple dans la capitale, ont aussi arrêté mes regards; et tandis que la disette et la famine désolaient tant de contrées favorisées par le climat et un sol productif, la Suède a eu le bonheur de voir qu'aucun individu n'est mort de faim, et que personne ne s'est expatrié pour chercher son existence dans d'autres pays. Aucune mer n'a vu les habitans de la Scandinavie se porter

en foulé vers des contrées lointaines, ni fatiguer leur pitié.

Je n'ai point négligé l'embellissement de la capitale. Les travaux publics ont fourni à l'homme de peine autant d'occupation qu'il en a désiré. Les académies de musique et des beaux-arts ont reçu des encouragemens proportionnés à mes ressources ; et quoique les dépenses, dont je viens de vous entretenir, jointes à d'autres que les circonstances ne nécessitent que trop souvent, s'élèvent à une somme beaucoup plus forte que celle dont l'armée a été gratifiée, vous n'aurez pas besoin de faire des fonds pour ces objets, et j'ai même trouvé les moyens d'y pourvoir sans grever le trésor public.

J'aurai simplement à vous proposer des mesures pour qu'à l'avenir le peuple des principales villes du royaume, et particulièrement celui de la capitale, ne soit pas exposé aux malheurs résultans des accaparemens de blé qui amènent toujours une hausse considérable dans le prix du pain, et qui pèse sur la classe indigente.

J'ai administré les fonds que la nation a mis à ma disposition, comme un père tendre peut administrer la fortune de ses enfans ; et outre l'entretien, la solde et la nourriture de l'armée que mon fils a conduite en Allemagne, je vous ai procuré depuis six ans des rentrées étrangères et

payé des dettes nationales pour une somme de près de 25 millions de rixdales.

Après avoir obtenu autant de succès financiers, il ne nous reste qu'à donner au signe représentatif le crédit et la confiance dont il a besoin.

Si la somme qui est en circulation paraît considérable, vous vous rassurerez, Messieurs, lorsque vous connaîtrez toute l'étendue de nos ressources, et vous les emploierez avec la sagesse et l'économie que commandent les circonstances. Il ne s'agit que d'éviter de tomber dans des erreurs qui pourraient nous conduire à bouleverser les finances de l'état, qui sont, d'après mes observations et ma conviction, dans une situation très-satisfaisante.

Je suis loin de croire que le projet qui vous sera présenté renferme le degré de perfection que j'aurais souhaité de lui donner; mais j'ai la certitude que c'est celui qui nous convient pour le moment, et dont nous devons faire l'essai jusqu'à la diète prochaine. Quoique mes attributions constitutionnelles ne m'imposent pas l'obligation de vous soumettre un travail de cette nature, ma sollicitude pour tout ce qui se rattache à votre prospérité a ranimé mes forces et rappelé mon expérience. Je me trouverai heureux si elle peut vous être utile; si au contraire

les résolutions que vous adopterez valent mieux que les vues que j'ai ordonné de mettre sous vos yeux, je remercierai la Providence de vous avoir donné dans cette importante conjecture des lumières propres à jeter de la clarté dans vos décisions. J'ai constamment cherché à suivre l'opinion publique et l'esprit du siècle, et je n'ai jamais pensé à subjuguer ni l'une ni l'autre. Je ne doute pas que toutes vos vues ne tendent au bonheur de la patrie. Elle doit être l'objet constant de nos pensées. A sa voix les intérêts particuliers et les prétentions rivales doivent se taire. Plus cet effort est grand, plus il est digne des représentans d'une nation qui dans toutes les occasions s'est signalée par son ambition pour la gloire et son amour pour le bien public.

Que le faible, succombant sous le fardeau des difficultés, cherche, en tremblant, un appui dans des systèmes vagues et sans liaison; l'homme libre, dictant les lois auxquelles il obéit, défenseur lui-même des droits qu'il réclame, va avec calme au-devant des circonstances difficiles, assuré de les surmonter, et certain de laisser en héritage à ses fils et son courage et le fruit de ses travaux.

C'est ainsi, Messieurs, que vous jugerez les exigences du moment, et c'est ainsi que votre postérité bénira vos nobles efforts. C'est dans

l'accord de vos délibérations, dans la résolution inébranlable de remédier au mal, sans vouloir en imposer le fardeau sur aucune classe particulière de la société, que le peuple suédois espère de cette diète un ordre plus régulier pour l'avenir.

Guidés par un sentiment éclairé pour le bonheur et la prospérité de la patrie, vous profiterez, Messieurs, de cette crise financière pour élever un nouvel édifice; et vous le fonderez sur la justice et les besoins de toutes les classes de cette grande famille. En remplissant cette importante tâche, vous atteindrez un but qui doit donner une sécurité parfaite à l'attente générale.

Le roi fit remettre, le 10 décembre 1817, aux états-généraux, une proposition touchant la circulation du numéraire et le maintien du signe monétaire. Le secrétaire-d'état *Klintberg*, ayant fait lecture de ce projet par ordre du roi, a déclaré que S.M., en faisant remettre aux états-généraux la proposition susmentionnée, veut leur faire connaître que, ses attributions constitutionnelles ne lui prescrivant pas un travail de cette nature, elle n'a eu pour but que d'aller au-devant des vœux et de l'attente des états-généraux et du public;

Qu'elle a voulu donner aussi aux états-généraux

une nouvelle preuve de sa confiance, en leur communiquant les vues et les projets qui lui ont paru les plus propres à amener les deux importans résultats : de fixer la valeur de la monnaie représentative, et d'activer en même temps l'industrie et la circulation monétaire.

Le roi, qui aime à se reposer entièrement sur les lumières et le patriotisme des états-généraux, sera flatté, a dit M. *Klintberg*, s'ils trouvent des moyens qui puissent mieux répondre au grand but qu'on propose, et s'ils recueillent ainsi eux-mêmes le fruit de leurs efforts.

S. M. trouvera toujours, ajouta-t-il, un motif puissant de satisfaction dans la conviction de n'avoir épargné aucune peine pour parvenir à ce but, comme elle verra sa plus douce récompense dans le bien-être du royaume.

Mais, en développant tout à la fois aux états-généraux et l'importance du maintien de la valeur du signe monétaire et les moyens d'y parvenir, S. M. profite de cette occasion pour déclarer qu'elle et S. A. R. le prince royal ne comptant plus, dorénavant comme jusqu'ici, faire à cet égard des sacrifices ultérieurs, cette responsabilité doit appartenir désormais aux états-généraux, dont le devoir est de maintenir la valeur d'une monnaie qui a été émise sous leur garantie, et qui représente toute la fortune particulière en circulation.

Les états-généraux ayant seuls le choix des moyens, il s'ensuit que c'est à eux seuls d'en régler l'emploi, et S. M. est persuadée qu'ils rempliront à cet égard son attente et celle de la nation. M. le secrétaire-d'état *Klintberg* terminait en disant que, si les états-généraux voulaient affecter des fonds nécessaires et solliciter le roi de joindre ses efforts à ceux des députés de la banque, S. M., intimement convaincue de l'influence majeure de la valeur du signe représentatif sur le bien-être général, se prêterait volontiers à y concourir de son côté. Les sacrifices, déjà faits à cet égard par elle et par S. A. R. le prince royal, doivent servir de garantie aux états-généraux de la sollicitude constante que S. M. et S. A. R. ne cesseront jamais de vouer à cette branche importante du système financier.

Discours du roi à l'ouverture du storthing de Norwège, le 6 février 1818.

La constitution ayant déterminé l'époque où les représentans de la nation norwégienne doivent se réunir pour veiller, conjointement avec le chef de l'état, aux intérêts du peuple, c'est avec satisfaction que j'ai vu arriver ce terme. Il me fournit l'occasion de mettre sous vos yeux les difficultés et les obstacles qui se sont opposés jusqu'ici à l'exécution d'une loi

relative aux impôts extraordinaires et à la formation d'une banque. Lorsque cette loi fut présentée à la sanction royale, l'assemblée du storthing se trouvait réunie depuis un an; les dépenses occasionées par un si long séjour dans la capitale pesaient visiblement et fortement sur le peuple, et les vœux exprimés par la nation décidèrent Sa Majesté à sanctionner cette loi. Sa Majesté devait croire qu'elle était basée sur la connaissance parfaite de la production du sol, par la possibilité de ses exportations, sur le commerce et l'activité de ses habitans; Sa Majesté devait croire encore que ce plan, à la confection duquel avaïent travaillé les hommes éclairés de toutes les classes et qui se trouvaient investis de la confiance nationale, était basé sur la fortune de chaque particulier et sur les ressources générales du royaume.

Si l'expérience a de nouveau prouvé, dans cette occasion, qu'il n'est pas au pouvoir de l'homme de s'élever tout à coup à la connaissance de ses devoirs et à celle des moyens à employer pour conserver ses droits, celle que nous venons d'acquérir est suffisante pour nous éclairer dans nos résolutions ultérieures; elle nous indique la marche à suivre pour parvenir à un système susceptible de donner à l'administration du pays ce qui lui est indispensablement nécessaire, sans trop peser sur la classe aisée et encore moins sur la classe indigente. Cette expérience, qui doit guider les individus comme les nations, nous dit qu'il ne faut

pas nous faire illusion sur notre situation. La vérité vient à son appui : elle prouve que notre agriculture, loin d'être entravée par de fortes taxes, a besoin de grands encouragemens; que nos manufactures sont dans l'enfance, ou pour mieux dire, qu'elles existent à peine; que notre commerce languit, malgré la grande facilité accordée tant à l'importation qu'à l'exportation; cette vérité nous dit enfin qu'il faut suppléer par l'économie, l'activité et le travail, à ce que la nature nous a refusé.

Malgré tous ces obstacles, la perception des contributions extraordinaires, décrétées par le dernier storthing, a été poussée aussi loin qu'il a été possible. Les contribuables ont fait de grands efforts et ont montré en général un patriotisme rare pour acquitter leurs taxes; mais ce n'est pas sans éprouver une peine sensible que Sa Majesté a appris que les percepteurs ont été forcés, dans certains endroits, de recourir à des exécutions prescrites par les lois, pour en obtenir le paiement. L'exposé qui vous sera fait vous convaincra cependant que les employés de l'état ont joint à l'activité tout le discernement qu'on pouvait attendre d'eux.

Les connaissances locales que chacun de vous possède sur tout ce qui concerne son district, vous mettront à même de reconnaître si la loi sur les contributions extraordinaires et sur la banque forcée peut recevoir son entière exécution, sans nuire visi-

blement à la fortune des citoyens. Sa Majesté croit qu'il est facile non seulement de calmer les inquiétudes des contribuables, mais encore de leur donner, par l'adoption d'un système dont le principe se rapprochera de cette loi, toute la sûreté qu'ils doivent espérer et de leurs représentans et du gouvernement constitutionnel qui les régit.

Malgré l'embarras financier où se trouve l'état, Sa Majesté a la satisfaction de vous faire connaître que le paiement stipulé pour l'achat des bricks, dont la nation a désiré l'acquisition, a été complètement exécuté.

Quant à la liquidation entre la Norwège et le Danemarck, tout fait espérer qu'elle finira par être terminée d'une manière également honorable pour les deux pays.

Sa Majesté a l'intention de vous donner communication des secours accordés, depuis le dernier storthing, par elle et par LL. AA. RR. le prince royal et le prince héréditaire, en argent et en blé distribués aux pauvres et aux incendiés; en dons gratuits et en pensions accordées à des veuves et d'autres individus, dont la situation a réclamé l'attention du roi et de LL. AA. RR. Sa Majesté et LL. AA. RR. n'ont pas discontinué de venir au secours des malheureux. Sa Majesté donnera toujours les mêmes preuves de sa bienveillance et de sa sollicitude paternelle; et si des circonstances imprévues demandaient de nouveaux

sacrifices, elle les fera de bon cœur : et son fils aîné le prince royal, et son petit-fils le prince héréditaire, en cette occasion comme en toute autre, se feront une gloire de partager les sentimens de Sa Majesté.

Les nombreux secours que Sa Majesté a été obligée de donner aux indigens, ne lui ont pas permis de suivre son désir de faire voyager des étudians de l'université de Christiania, pour se familiariser avec les mœurs et les habitudes des autres peuples, et pour prendre connaissance des progrès qu'ont faits les sciences dans les pays étrangers. Sa Majesté a cependant l'intention d'établir un fonds pour faire voyager quelques étudians, fils de paysans, et quelques fils de bourgeois les moins riches. Sa Majesté a eu la satisfaction de fournir les moyens de faire connaître au public l'ouvrage d'un professeur distingué de cette université, sur un nouveau système de polarité magnétique, et Sa Majesté se fera toujours un plaisir d'encourager des découvertes de cette importance et d'une aussi grande utilité pour les navigateurs, et pour le parti ultérieur que pourront en tirer les savans.

En réduisant l'armée de ligne jusqu'au nombre de douze mille hommes, nous avons rendu beaucoup de bras aux travaux de la terre. Nous avons fait disparaître une multitude de fardeaux qui pesaient exclusivement sur l'agriculteur, et nous avons dégrevé le trésor public de charges considérables. A la vérité

l'état est encore chargé d'une dépense très-forte, si on la compare avec ses revenus: c'est celle des officiers mis aux *Vartpenge*; mais des places venant à vaquer, ces officiers, lorsqu'ils en seront jugés dignes par leur conduite et leurs talens, seront choisis de préférence pour les remplir, et de cette manière le trésor public sera soulagé.

En vous parlant de ce qui a rapport à la nouvelle organisation de l'armée, c'est avec plaisir que Sa Majesté vous fait connaître que nous continuons de jouir, sous la protection de la Providence et des traités qui seront mis sous vos yeux, des douceurs et du calme de la paix. Cette situation est heureuse en raison des grandes pertes qui ont pesé sur la Norwège, par suite d'une guerre longue et dispendieuse.

Ce tableau n'est pas brillant, mais il est vrai. Pour un roi qui aime son peuple et qui ne veut que son bonheur, la vérité est en même temps l'organe le plus digne et le garant le plus sûr de ses sentimens pour ce même peuple. La faiblesse seule est intimidée par la lumière de la vérité. Les hommes du nord doivent voir avec joie, près du trône, cette ancienne amie de leurs pères. Elle détruit tous les prestiges passés. Quand ils connaissent leur situation, leur volonté se forme et s'élève; ils apprennent que sa pureté et son énergie sont les vertus principales d'une nation. Cette conviction leur donne la force d'améliorer le présent, et le droit de tout attendre de l'avenir.

Réponse du président.

Le storthing a suivi avec attention l'exposé de la situation du royaume que Sa Majesté a daigné nous communiquer. Le tableau de l'intérieur est conforme à l'expérience que les représentans actuellement réunis ont acquise dans leurs districts respectifs. Dans ce moment, où l'administration intérieure réclame toutes les ressources du royaume, le storthing a appris avec joie que nous pouvons espérer, avec le secours de la Providence, de jouir dorénavant des bienfaits de la paix. Le storthing espère aussi que les habitans de ce pays, conduits par la main paternelle de Sa Majesté et protégés par des mesures propres à faire fleurir l'industrie, pourront non seulement supporter les efforts qu'exigent les suites d'une longue guerre et nos finances embrouillées, mais encore s'élever peu à peu à un état de prospérité. C'est le devoir du storthing d'y contribuer, et nous nous efforcerons avec zèle d'atteindre le but pour lequel les représentans de la nation sont réunis. Loyaux dans nos sentimens, calmes dans nos délibérations, ayant toujours en vue le bien de la patrie, nous tâcherons d'aller au devant des intentions bienfaisantes de Sa Majesté, et de nous montrer dignes de la confiance dont la nation nous a honorés.

Dieu protège le roi et ses royaumes!

MORT DU ROI CHARLES XIII.

AVÉNEMENT DE CHARLES-XIV-JEAN.

La santé du roi s'affaiblissait de jour en jour; sa maladie prenant un caractère plus grave, le prince royal donna avis du danger du roi aux puissances alliées de la Suède. La veille de sa mort, qui eut lieu le 5 février 1818, à dix heures quatorze minutes du soir, le roi signa la proclamation suivante :

« Une maladie, dont nous espérons bientôt triom-« pher avec l'aide du Tout-Puissant, ne nous per-« mettant pas de nous occuper présentement des « affaires d'état, nous donnons avis à nos fidèles « sujets que notre très-cher fils le prince royal, « conformément à l'acte de la diète du 18 août 1812, « se trouve, dès cet instant, investi de la plénitude « de la puissance royale, jusqu'à ce que nous la re-« prenions nous-même, etc. ».

Le 4 février, le roi avait reçu la sainte cêne, selon le rit luthérien, avec de grands sentimens de piété. De ses mains défaillantes il découvrit sa tête pendant cette cérémonie.

Le 5, peu d'instans avant sa mort, la reine entra dans son appartement; et voyant sa fin s'approcher,

elle mit les mains sur la poitrine de son auguste époux, en disant : « Que Jésus notre seigneur reçoive ton esprit ! » Aussitôt Sa Majesté expira. La reine, sans retirer ses mains, s'agenouilla et se mit en prières.

Lors de l'ouverture du corps pour procéder à l'embaumement, toutes les parties nobles se sont trouvées parfaitement saines, à l'exception de la tête qui contenait beaucoup d'eau.

Après la mort de Charles XIII, le prince royal a immédiatement été reconnu roi sous le nom de Charles-XIV-Jean par le conseil d'état qui s'était assemblé. Il signa ensuite en présence du conseil l'acte de garantie que, d'après la constitution, les souverains doivent signer au moment de leur accession au trône. Le conseil prêta ensuite serment de fidélité entre les mains de Sa Majesté, ainsi que les généraux, les officiers de la cour, les chefs d'état-major et de régimens, le conseil de justice, les gouverneurs des provinces et plusieurs fonctionnaires publics. Cette assemblée avait été convoquée à l'instant de la mort du roi, et les députés retournèrent chez eux quelque temps après minuit.

Le 7 février, le roi a fait convoquer la diète du royaume, *in pleno plenorum*. En conséquence les membres se rassemblèrent, ayant à leur tête le comte Sandels, maréchal du pays, et les orateurs de tous les ordres. A une heure, le roi se rendit solennellement avec le prince royal dans la salle de la diète.

Le roi étant assis sur son trône, et le maréchal du royaume comte d'Essen ayant demandé qu'on fît silence, le chancelier de la cour baron Wetterstedt fit lecture de l'acte de garantie donné et signé par le roi. Alors le prince royal s'agenouilla devant le trône, et la main sur la Bible, prêta le serment de fidélité dont le ministre-d'état comte d'Engestrom lui lut la formule; après quoi S. A. R. baisa la main du roi. La prestation du serment de la part de la diète eut lieu ensuite de la même manière et en même temps par l'organe du maréchal, de l'archevêque et des orateurs, qui baisèrent la main du roi. Sa Majesté se retira alors dans ses appartemens, aux cris de *vive le roi!*

Les hérauts d'armes du royaume proclamèrent l'avénement de Charles-XIV-Jean comme roi de Suède, de Norwège, des Vandales et des Goths, avec les cérémonies d'usage. Voici la proclamation qui a été publiée :

Proclamation.

Nous, CHARLES-JEAN, par la grâce de Dieu roi de Suède et de Norwège, des Goths et des Vandales,

A tous nos fidèles sujets, habitant le royaume de la Suède, salut.

Lorsque, par suite de la proposition faite aux états-généraux, par feu notre père le très-puissant

roi et souverain Charles XIII, nous fûmes unanimement élu le 21 août 1810 pour son successeur au trône de Suède, et qu'appelé à la fois par la voix du monarque et la volonté du peuple, nous acceptâmes cette vocation glorieuse et difficile, nous fûmes guidé par la puissante considération que votre résolution libre et spontanée était amenée par des événemens qui nous étaient absolument étrangers et qui ne dépendaient pas de nous. Cette résolution nous fit renoncer à une vie paisible qui alors était l'objet de tous nos vœux. Nous reçûmes, à notre arrivée en Suède, la preuve la plus éclatante de la confiance et de la tendresse de votre roi, dans l'acte par lequel il nous adopta pour son fils; et cette adoption, en imprimant un sceau plus solennel et plus sacré à votre ouvrage, augmenta encore et nos obligations et notre dévouement envers notre nouvelle patrie. Pendant les années qui se sont écoulées depuis cette époque si précieuse à notre cœur, nous avons tâché de remplir, envers ce prince à jamais chéri et regretté, tous les devoirs d'un fidèle sujet et d'un tendre fils, et nous avons trouvé chaque jour dans son amour paternel la plus belle récompense de nos efforts.

Ce bonheur n'existe plus pour nous; la mort nous a ravi celui qui nous avait voué toutes ses affections. Arraché de nos bras, de ceux d'une épouse inconsolable, du cercle de sa famille éplorée; enlevé à un

peuple dont il fut deux fois le sauveur, il est mort avec la tranquillité du sage, avec la paix d'une conscience pure; accompagné des consolations de la religion et des larmes de la reconnaissance, il est allé recueillir sa récompense éternelle dans un meilleur monde. Nous avons reçu pour vous ses dernières bénédictions qui, au terme de sa carrière, étaient aussi ferventes qu'aux jours de la plénitude de ses forces. Nous avons déposé entre ses mains mourantes le serment sacré d'hériter avec sa couronne de sa tendre sollicitude pour la patrie, de ses vœux ardens pour votre bonheur.

Montant aujourd'hui, par suite de ce triste événement, sur le trône de Suède et de Norwège, pour gouverner les deux royaumes d'après leurs lois fondamentales et le *Riksart*, décrété et consenti par les états-généraux de Suède, le 6 août, et par le storthing de Norwège, le 31 juillet 1815, nous vous donnons l'assurance royale de gouverner le royaume d'après le récès de la diète du 1^er^. mai 1810.

Dès notre première entrée sur le sol suédois, le premier objet de nos soins a été de défendre votre liberté, vos droits et votre indépendance. La Providence a daigné couronner nos efforts. Aussi, dans cette occasion douloureuse, notre premier devoir comme notre première pensée nous ont porté à invoquer sa puissante protection pour l'heureuse issue de nos travaux ultérieurs; nous nous attendons à être

fortement appuyé par votre union et par votre patriotisme. Etroitement unis à votre roi constitutionnel, vous continuerez d'être libres et indépendans; c'est alors que vous honorerez le plus dignement la mémoire du prince que nous pleurons aujourd'hui avec vous. Puissent ses mânes protecteurs veiller toujours sur la destinée d'un peuple qui fut heureux par ses soins, et qui, sur la tombe de son roi, peut dire avec toute l'effusion de sa reconnaissance : « Sans lui, nous « n'aurions pas ces lois que nous avons nous-mêmes « établies, ni cette terre libre qui couvre les cen- « dres de nos pères, ni cette perspective de l'avenir « que ses vertus nous ont préparée ! »

Sur ce, nous prions le Tout-Puissant qu'il vous ait, nos bons et fidèles sujets, en sa sainte et digne garde.

CHARLES-JEAN.

Donné au château de Stockholm, le 5 février 1818.

Lettre de S. M. l'empereur de Russie à S. A. R. le prince royal de Suède.

Monsieur mon frère et cousin, l'affligeante nouvelle de la maladie grave du roi, que V. A. R. m'annonce par sa lettre du 4 février, m'a causé une peine véritable, et m'a fait partager vivement celle

que V. A. R. et toute la famille de S. M. suédoise doivent éprouver. Intéressé comme je le suis au bien-être d'une nation amie et voisine de mon empire, j'ai appris avec infiniment de satisfaction que V. A. R., en vertu de la délégation du roi, suppléait à l'état d'affaiblissement de sa santé, en gouvernant, au nom de Sa Majesté, les deux royaumes. C'est vous dire que les sentimens de confiance et d'amitié qui m'unissent à V. A. R. sont constamment les mêmes, et qu'il me sera toujours agréable de me rappeler l'époque qui les a cimentés !

Je prie V. A. R. de recevoir cette assurance comme une nouvelle preuve de la sincérité des vœux que je forme pour l'accomplissement des destinées auxquelles se lient ses affections les plus chères et ses devoirs les plus sacrés.

Je suis, de Votre Altesse royale,

Le bon frère et cousin,

Signé ALEXANDRE.

Moscou, le 10 — 22 février 1818.

Lettre de S. M. l'empereur de Russie à S. M. le roi de Suède et de Norwège.

Monsieur mon frère, le général comte de Lowenhjelm m'ayant apporté la nouvelle du décès du roi votre

père, mon premier mouvement est de devancer, par cette lettre, toute notification formelle, et d'exprimer à Votre Majesté la part sincère que je prends à sa douleur; il me tient également à cœur de lui offrir mes félicitations amicales à l'occasion de son avénement au trône de Suède. Le succès avec lequel Votre Majesté a su en maintenir la dignité et l'éclat, dans les circonstances les plus difficiles, est un garant certain des principes de justice et de sagesse qui signaleront le cours de son nouveau règne.

C'est dans cette intime persuasion que je m'empresse de renouveler les témoignages de l'amitié constante et de la considération très-distinguée avec lesquelles je suis, monsieur mon frère, de Votre Majesté, le bon frère et allié.

Signé ALEXANDRE.

Moscou, le 16—26 février 1818.

Charles XIII descendit satisfait dans la tombe, honoré des larmes d'un peuple reconnaissant. « Je meurs tran-« quille, disait le vénérable monarque en expirant; « je sais à qui je laisse mes royaumes et mes sujets « qui furent toujours mes enfans ». En effet, l'héritier de Charles XIII, appelé par le vœu unanime des Scandinaves, était digne de ceindre l'antique diadême de Harald et celui de Wasa : il réunissait dans sa per-

sonne les droits sacrés d'une double légitimité : l'élection des peuples et l'adoption royale. Aussi, à la première nouvelle de la mort de Charles XIII, les représentans des deux peuples s'empressèrent-ils de reconnaître Charles-XIV-Jean pour leur roi; Norwégiens et Suédois, tous ambitionnèrent d'être les premiers à prêter foi et hommage au nouveau monarque.

Les obsèques du roi eurent lieu avec toute la pompe et la solennité convenable. Toute la nation prit le deuil, et ne le suspendit un instant que pour le sacre du nouveau roi.

Charles-Jean fut couronné et sacré comme roi de Suède, à Stockholm, le 11 mai 1818, par l'évêque d'Upsal.

Il n'est rien de si noble et de si touchant à la fois que le couronnement d'un monarque constitutionnel. Ce ne sont plus ces fêtes célébrées en l'honneur du pouvoir absolu, et utiles seulement au despotisme; c'est un échange mutuel de promesses et de sermens, une action libre par laquelle le peuple et le prince reconnaissent, de concert, leurs droits et leurs devoirs respectifs. Le couronnement d'un souverain absolu n'est que le premier acte de sa volonté : celui d'un roi constitutionnel est le premier hommage qu'il rend aux lois. L'un est l'avénement d'un maître; l'autre, la consécration d'une magistrature su-

prême. Un médiateur auguste se place entre le peuple et le prince constitutionnel, c'est la loi.

Le 11 mai 1818 sera à jamais une époque mémorable dans les annales de la Suède. Ce jour montre un prince sorti des rangs de l'armée française, élevé par la volonté publique au gouvernement de la Suède et de la Norwège. Le roi Charles-Jean doit le trône de Gustave au respect qu'il n'a cessé de montrer pour la liberté des Suédois. Un fils qu'il instruit à suivre son exemple promet d'être un jour digne de lui, et d'accroître, en Europe, le nombre des rois dont le pouvoir repose sur des lois constitutionnelles.

Ce devait être un beau spectacle de voir ce prince prendre, avec la nation qui l'a adopté, les plus solennels engagemens. Si le seul récit de cette mémorable cérémonie fait palpiter de joie le cœur des amis de la liberté, que l'on juge de l'enthousiasme qu'a dû produire sur les Suédois le spectacle de cette fête civique ! *C'est par nous et pour nous que vous régnez ; portez, avec bonheur, cette couronne, le gage de la liberté suédoise.* Telles sont les paroles qui retentissaient de toutes parts, lors du couronnement du monarque. Par ces cris : *vive le roi Charles-Jean*, on semblait dire : « Vive le prince qui a replacé la liberté publique « sur des bases certaines ! vive le Français qui a « fondé d'une manière inébranlable la liberté sué-

« doise ! » Quand le héraut proféra ces paroles : *Charles-Jean est déjà roi de Suède : lui et point d'autres*, il semblait annoncer l'alliance indissoluble du nouveau prince avec un peuple libre.

Après son sacre, le roi prononça le discours suivant :

Messieurs de l'ordre de la noblesse, du clergé, de la bourgeoisie, et vous, bons paysans! le sceau religieux et solennel imprimé au pacte qui a uni les destinées du peuple suédois aux miennes et à celles de mon fils, a lié d'une manière indissoluble notre existence à la vôtre. Vous avez été témoins du serment que j'ai prêté devant l'Eternel ; j'ai invoqué son inépuisable bonté pour ce peuple que tant de vertus honorent, et qu'une noble persévérance place à côté des plus célèbres dont l'histoire nous retrace les faits éclatans. Puisse le ciel exaucer mes prières! puisse-t-il verser toutes ses bénédictions sur la nation que nous représentons!

Résolus à maintenir et à défendre vos droits, nous ferons tous nos efforts pour vous placer sur la ligne des peuples heureux, et non sur celle des peuples conquérans. Séparés du reste de l'Europe, notre politique, comme notre intérêt, nous portera toujours à ne jamais nous immiscer dans aucune discussion étrangère aux deux nations scandinaves; mais notre devoir et votre dignité seront toujours la règle que

je suivrai, et l'un et l'autre nous prescrivent de ne jamais permettre qu'on intervienne dans nos affaires intérieures.

Cette nation, aussi brave que jalouse de son indépendance, a payé d'un retour loyal nos soins et notre dévouement. Elle a justifié et rempli notre attente. Les preuves sans nombre qu'elle nous a données de son amour, la gratitude qu'elle exprime pour celui que nous lui portons, garantissent la stabilité de ses destinées et l'inviolabilité de ses sermens.

C'est à la vue de ce monument, élevé par la reconnaissance publique à la mémoire du grand monarque qui mourut en combattant pour la liberté de la pensée, que nous vous invitons, Messieurs, à prêter à votre roi constitutionnel le serment dicté par nos lois. Le souverain à qui la Suède doit la gloire d'avoir repris parmi les nations la fierté de son ancienne attitude, et qui, par l'adoption dont il m'honora, confirma votre choix, vous contemple en ce moment. Du haut des régions célestes où sa belle âme reçoit la récompense de ses vertus, il applaudira à cette cérémonie majestueuse. En même temps que vous allez prononcer ce serment, mon cœur répétera celui que j'ai déjà prêté devant le Tout-Puissant et devant vous. Que ne puis-je en ce moment, de ce trône où vous m'avez élevé, voir ici rassemblés tous les Suédois, devenus mes enfans, et leur faire entendre ces mots qui sont l'expression de mes sentimens : Si le titre de votre roi

m'est précieux, c'est que je pourrai m'occuper plus particulièrement de vous et de votre bonheur. Voilà ma plus chère, ma seule ambition ; elle inspirera toutes mes pensées, elle dirigera toutes mes actions, et *votre amour sera ma récompense* (1).

La diète de Norwège, assemblée alors à Christiania, s'était empressée d'envoyer à Stockholm une députation de douze membres pour assister au couronnement ; ils étaient spécialement chargés de supplier Sa Majesté, au nom et de la part du peuple norwégien, de venir ceindre, au milieu d'un peuple qui lui devait sa liberté, la couronne qu'ils lui avaient décernée.

Les Norwégiens, en effet, avaient vu s'écouler plus de trois siècles sans qu'ils eussent été les témoins de la cérémonie imposante du sacre de leurs rois ; faut-il s'étonner que ce peuple pieux et loyal, autant qu'ami de la liberté, éprouvât une juste impatience de pouvoir donner à l'Europe cette preuve éclatante de sa régénération comme état, et de voir dans cette circonstance solennelle le souverain ajouter le sceau

---

(1) Les rois de Suède, à leur couronnement, adoptent une devise ; celle du roi Charles-XIV-Jean est : *Folkets karlek min belouing*, ce qui signifie *l'amour du peuple est ma récompense*. Cette devise est gravée au revers de la médaille qui a été frappée à l'occasion du sacre.

de la religion à ses sermens de maintenir l'indépendance nationale ?

La respectueuse adresse du storthing, présentée dans cette occasion à Sa Majesté par le président de la députation norwégienne, M. de Rosenkrantz, portait ce passage : « Le jour du couronnement de Votre Majesté, en Suède, est un jour d'alégresse, non seulement pour la Suède, mais encore pour les Norwégiens. La Providence a appelé Votre Majesté à gouverner en commun la Suède et la Norwège, pour le bonheur et la gloire de toutes deux ; elles adressent donc au ciel, en ce jour solennel, leurs vœux réunis pour la félicité de Votre Majesté et celle des deux royaumes. Veuille le Tout-Puissant qui vous a choisi, Sire, pour gouverner ces deux royaumes unis de la Scandinavie, accorder toujours à Votre Majesté le bonheur de la conduire à la prospérité et à la gloire ! puisse-t-il rendre le règne de Votre Majesté heureux et de longue durée, et la gloire de la maison royale impérissable !

« Bientôt la nation norwégienne espère avoir le bonheur de recevoir Votre Majesté et le prince royal dans son sein, et de voir encore poser sur la tête d'un héros l'antique couronne de Norwège. Les Norwégiens accourront alors en foule pour témoigner à Votre Majesté, d'une manière non équivoque, ce que leurs représentans n'exprimeraient ici que bien faiblement, l'amour et le dévouement de leur nation ».

Dans sa réponse, Sa Majesté exprima le plaisir qu'elle éprouvait à voir approcher l'époque où elle pourrait se rendre en Norwège, afin d'y consacrer par l'acte du sacre les liens constitutionnels qui l'attachaient déjà au peuple norwégien. Sa Majesté ajouta: Nous avons à cette occasion la double satisfaction d'annoncer au storthing que les états-généraux de Suède ont résolu, en reconnaissance de ce que la diète de Norwège a envoyé une députation, d'en envoyer une semblable, de douze membres, pour assister à notre couronnement à Drontheim. Nous verrons ainsi notre trône deux fois entouré des représentans de deux peuples soumis à notre autorité légitime et protectrice; et leur amour fraternel sera le plus beau titre par lequel nous devons régner.

Les oriflammes de la Scandinavie, enlacées de liens constitutionnels, protégées par les montagnes et l'Océan, et mieux encore par le courage de leurs défenseurs, ne pourront pas plus être ébranlées ni séparées par la force, qu'elles ne le seront par les manœuvres de l'envie et des préjugés.

Les Norwégiens ne jouirent cependant pas, aussi promptement qu'ils l'auraient désiré, de l'effet de la promesse que leur avait faite leur roi. La reine Hedwige-Elisabeth-Charlotte de Holstein-Gottorp, épouse du feu roi Charles XIII, ne survécut que de quatre mois à son auguste époux. Le roi Charles-XIV-Jean lui rendit les derniers devoirs dans l'église de Ritter-

holm. Cette triste cérémonie eut lieu le 17 juillet. Après avoir rempli ce pieux devoir, le roi se mit en route, le 5 août, accompagné du prince royal et d'une suite peu nombreuse. Il fut reçu aux frontières de Norwège, près de Svinesund, avec tous les témoignages de l'allégresse publique. Les députés de la ville de Frédrickshall s'étaient rendus au-devant du roi jusqu'à Stromstadt, en Suède. Un arc de triomphe, placé à la frontière, présentait cette inscription : *La gratitude des deux royaumes réunis allégera le fardeau des couronnes pour notre roi chéri Charles-Jean.* Douze jeunes demoiselles présentèrent à Sa Majesté des couronnes de laurier et de chêne. Dans la ville de Moss, Sa Majesté fut reçue avec enthousiasme; de station en station le roi fut escorté par des troupes de paysans propriétaires, à cheval. La garde urbaine de Christiania vint à la rencontre du roi jusqu'à une lieue de la ville.

Dans l'ancienne ville d'Oploë, aujourd'hui faubourg de Christiania, les principales dames de cette capitale et des environs reçurent Sa Majesté en chantant des couplets. Il avait été préparé une collation que Sa Majesté accepta, et pendant laquelle elle ne fut servie que par les dames, à la tête desquelles étaient les comtesses de Morner et de Wedel-Jarlsberg. Arrivée dans la ville même, Sa Majesté fut reçue par toutes les autorités sous un bel arc de triomphe brillamment éclairé, ainsi que la ville entière.

Le lendemain la diète fut admise à l'audience du roi et à celle du prince royal. Pendant douze jours que le roi passa à Christiania, il s'occupa avec la diète de tout ce qui pouvait contribuer à la prospérité du royaume. Enfin Sa Majesté partit pour Drontheim ; des escortes de paysans s'offraient à chaque relai pour l'accompagner. Dans les contrées que le roi parcourait, les habitans accouraient en foule ayant les prêtres à leur tête, pour remercier le roi des bienfaits sans lesquels ils auraient, disaient-ils, succombé à leurs malheurs dans les années de disette; ils se pressaient autour de la voiture du roi pour le contempler. Nous voulons voir de près, s'écriaient-ils, celui qui fut notre bienfaiteur avant que d'être notre roi, et qui maintenant sera l'un et l'autre. Certes, si la reconnaissance du bienfait en est la plus belle récompense pour celui qui ne suit, en faisant du bien, que les inspirations de son cœur, on peut dire que le roi a recueilli partout, en Norwège, cette précieuse récompense des belles âmes. A une lieue de la ville de Drontheim, la garde urbaine, un détachement de cavalerie et les principales autorités, attendaient Sa Majesté ; de jeunes paysannes semaient des fleurs devant la voiture du roi; le général Segersted, commandant des troupes de la province, fut à la rencontre du roi, à cheval, et reçut Sa Majesté aux portes de la ville dont ce général, à la tête de son état-major, remit les clefs au roi, sur un coussin de velours. L'infanterie bourgeoise, les

régimens des mousquetaires de Drontheim et le corps d'artillerie, étaient rangés en haie auprès de la porte de la ville; les rues et les fenêtres étaient remplies de monde; l'expression de la joie et de l'enthousiasme était peinte sur tous les visages, et les cris d'alégresse d'un peuple immense se mêlaient au bruit du canon de la forteresse et des bricks de guerre suédois et norwégiens, mouillés dans la rade. Un bel arc de triomphe élevé au milieu de la grande rue représentait, d'un côté le chiffre du roi avec cette inscription : *Priscum restituit Nidarosiæ decus* (il rendit à Drontheim sa première splendeur), de l'autre côté le chiffre du prince royal avec cette inscription : *Regis et populi deliciæ* (les délices du roi et du peuple). Sa Majesté étant descendue de voiture, fut reçue à l'entrée de l'arc de triomphe par le gouverneur de la province à la tête des magistrats et des fonctionnaires civils placés à droite, et par l'évêque et le clergé qui occupaient la gauche; sous l'arc de triomphe, douze jeunes dames reçurent Sa Majesté et Son Altesse royale en chantant des couplets; des deux côtés, depuis l'arc de triomphe jusqu'au palais, une quantité de jeunes demoiselles semaient des fleurs sur le chemin que parcourait Sa Majesté. A son entrée au palais, le roi fut reçu par le conseil d'état de Norwège, les députés des états-généraux de Suède, les membres du tribunal suprême et tous les fonctionnaires ; toutes les députations, par l'organe de leurs présidens, adressèrent au

roi des discours auxquels Sa Majesté répondit. Nous ne citerons de tous ces discours que le suivant.

Réponse de S. M. le roi de Suède et de Norwège, au président de la députation des états-généraux de Suède.

Messieurs, la mission dont vous êtes chargés, de la part des états-généraux de Suède, est une preuve nouvelle de leur attachement pour moi et pour le peuple norwégien; ces sentimens m'ont été exprimés dans bien des circonstances, et je les reçois cependant toujours avec un nouveau plaisir. Élu par le peuple suédois pour le gouverner d'après sa constitution et ses lois, j'ai fait tous mes efforts pour remplir les obligations qu'une pareille confiance m'imposait. La Providence a daigné me conduire et me soutenir. Elle a uni deux nations également fières de leur ancienne gloire et jalouses de maintenir leur indépendance.

En Suède comme en Norwège je ne désire et ne veux régner que par les lois; ma première ambition est celle de maintenir les droits constitutionnels des deux peuples. C'est sous l'égide des lois protectrices de la liberté individuelle et des droits de propriété, que les nations prospèrent et s'affermissent. Déjà la Suède en ressent l'heureuse influence, et votre roi se trouvera toujours assez récompensé par la continua-

tion des sentimens que vous n'avez cessé de lui montrer jusqu'ici. La gloire des conquérans peut disparaître, mais celle des hommes qui défendent la liberté des nations passe d'âge en âge. Le souvenir que vous conservez du grand roi qui défendit la vôtre est un hommage religieux rendu à sa mémoire; et cet hommage honore autant la nation qui la consacre, que le prince qui en est l'objet. Les sentimens d'affection que j'ai voués au peuple suédois et à ses représentans vous sont connus, et ces sentimens sont personnels à chacun de vous. »

Le roi ayant fixé le 7 septembre pour le jour de son couronnement, l'annonce en fut faite au public par le héraut d'armes du royaume de Norwège, qui, accompagné de deux hérauts et sous l'escorte d'un détachement de cavalerie, publia l'ordre du roi au son des trompettes et des timbales dans toutes les places publiques.

Tous ceux qui devaient assister au couronnement s'étant assemblés dans le palais le jour de la cérémonie, le maréchal de la cour annonça à S. M. que tout était prêt : sur quoi S. M. donna l'ordre au cortége de se mettre en marche, conformément au cérémonial approuvé par elle. Des troupes de différentes armes bordèrent la haie depuis le palais jusqu'à l'église cathédrale de St.-Olave, par la belle et longue rue de *Munkegaden*, qui y conduit en ligne droite, et qui

offre en perspective la forteresse de *Munckholmen*, située sur la rade.

La beauté du ciel semblait favoriser la solennité du jour et sourire à un acte qui pénétrait d'alégresse des milliers d'individus, lesquels étaient accourus de toutes les provinces pour jouir de ce spectacle.

Le cortége défila dans l'ordre suivant :

Un détachement de la garde urbaine de Drontheim avec sa musique.

Deux hérauts d'armes.

Les fonctionnaires près les départemens du conseil de Norwège, les membres de la chancellerie suédoise, deux à deux.

La cour de S. A. R. le prince royal, celle de Sa Majesté le roi.

Les députés des états-généraux de Suède, trois à trois.

Les députés de la diète de Norwège.

Le tribunal suprême, le conseil d'état de Suède, les conseillers d'état de Norwège.

Le héraut d'armes du royaume de Norwège.

Le maréchal de la cour, ayant à la main son bâton de commandement.

Le manteau royal, porté par un des conseillers d'état de Norwège, sur un coussin de velours cramoisi.

Le globe, porté par un des conseillers d'état de Norwège.

Le sceptre, porté par un des conseillers d'état de Norwège.

Le glaive, porté par un des conseillers d'état de Norwège.

La couronne, portée par le ministre-d'état de Norwège. Chacune des personnes qui portaient les ornemens royaux était accompagnée d'un officier d'état-major.

Sa Majesté le Roi.

A côté de Sa Majesté se trouvait S. Exc. M. le comte d'Engestrom, ministre des relations extérieures des deux royaumes.

Trois chambellans du cabinet suivent Sa Majesté.

Devant elle marche la grande garde, savoir :

A gauche, l'aide-de-camp-général, pour la marine norwégienne.

L'aide-de-camp-général, pour la marine suédoise.

Le grand-veneur de la cour.

A droite, l'aide-de-camp-général, pour l'armée norwégienne.

L'aide-de-camp-général, pour l'armée suédoise.

Le grand écuyer de la cour.

Le roi marche sous un dais, porté par huit fonctionnaires supérieurs, appuyés de huit officiers d'état-major, entourés de vingt-quatre hommes de la garde urbaine de Drontheim, avec leurs officiers.

L'oriflamme du royaume, porté par un lieutenant-général, appuyé de deux officiers d'état-major.

Son Altesse royale le prince royal, servi par le maréchal de la cour, son chambellan, son cavalier et son aide-de-camp.

Les chevaliers de l'ordre des Séraphins, les commandeurs de l'ordre de l'Épée, les commandeurs de l'Etoile polaire, les commandeurs de l'ordre de Wasa, les chevaliers de l'ordre de Charles XIII. Les généraux et amiraux, les aides-de-camp du roi, l'état-major du roi, les aides-de-camp du prince royal, tous les autres officiers de l'armée de terre et de mer, présens à Drontheim, deux à deux.

Les directeurs et les représentans de la banque, la société des sciences, le tribunal d'appel de Drontheim, le magistrat représentant la ville de Drontheim.

Tous les autres fonctionnaires civils présens dans la ville.

Le corps des gardes marines de Norwège, ayant leurs officiers à leur tête.

A l'entrée de l'église, S. M. fut reçue par un grand nombre de prêtres ayant à leur tête deux évêques en habits pontificaux. L'évêque d'Aggershus, tenant en main le vase qui contenait l'huile sainte, salue S. M. par ces mots : Que Dieu bénisse éternellement l'entrée et la sortie de Votre Majesté !

Chacun ayant pris sa place dans l'église, S. M. s'agenouille et fait sa prière. Ceux qui ont porté les ornemens royaux les déposent sur l'autel et retournent

à leur place. L'évêque de Drontheim monte ensuite en chaire, et prêche sur le texte qui a été prescrit. Après que le roi a prêté le serment dont le ministre-d'état de Norwège a la formule, S. M. se met à genoux et reste dans cette attitude pendant qu'elle est sacrée par l'évêque d'Aggershus. S. M. s'étant relevée et assise sur le trône, la couronne est posée sur sa tête, et elle prend le sceptre de la main droite. Alors le héraut d'armes du royaume se lève et s'écrie :

Maintenant Charles-XIV-Jean est roi couronné du royaume de Norwège et des provinces y adjacentes : lui et point d'autres !

Le peuple nombreux dont cette vaste église était remplie, répondit à plusieurs reprises avec un enthousiasme impossible à exprimer : *vive le roi Charles-Jean !* A l'instant, des salves répétées des corps de toute arme annoncèrent l'accomplissement de l'acte sacré.

En retournant au palais, Sa Majesté avait la couronne sur la tête et le sceptre à la main droite; elle était revêtue du grand manteau royal, dont la queue était portée par trois chambellans. L'air retentissait des cris de *vive le roi !* que faisaient entendre l'immense quantité de personnes de tout âge et de toute condition qui remplissaient les avenues, les fenêtres et les toits des maisons.

Un fonctionnaire public à cheval, escorté de cinquante hommes de cavalerie, sous les ordres d'un

officier, parcourut ensuite les principales rues, et répandit des médailles frappées à l'occasion du couronnement.

De l'aveu même des voyageurs étrangers, éclairés et impartiaux, toute la cérémonie eut lieu dans un ordre admirable et digne de la solennité. Le soir, toute la ville ainsi que les bâtimens de guerre mouillés en rade, furent illuminés; nombre de transparens présentaient des emblèmes ingénieux et pleins de sentiment.

Pendant le peu de jours que S. M. passa à Drontheim après son couronnement, S. M. donna à la ville un bal magnifique, et honora de sa présence, ainsi que S. A. R., celui auquel la ville avait supplié S. M. de daigner assister. Il est inutile de dire que l'une et l'autre de ces nombreuses assemblées offraient l'aspect de cette cordialité de sentimens si rare dans les grandes réunions, mais qui, lorsqu'elle a sa source dans l'âme, comme en cette occasion, ajoute tant d'éclat et d'intérêt aux plus brillantes fêtes.

Le jour du départ du roi, la population entière se porta devant le palais; on était rempli du sentiment de la plus vive reconnaissance pour le présent, et de la plus douce espérance pour l'avenir. Outre un grand nombre de dons et de prêts particuliers, le roi donna aux établissemens de la ville de Drontheim 5,000 rixdales de banque.

Lors du départ du roi, des larmes sincères furent

versées, et l'air retentit au loin de ces souhaits mille fois répétés : *Qu'il vive et qu'il revienne !*

Sa Majesté reprit la même route par laquelle elle était venue. Des témoignages redoublés de dévouement et de vénération l'y attendaient. On voyait, auprès de plusieurs maisons de paysans, des arcs de triomphe en verdure et présentant des inscriptions aussi expressives que simples ; celle-ci, par exemple, qu'on lisait à Telgen sur le Dovre : *lui et point d'autres*, inscription d'autant plus juste que, dictée par le sentiment d'un seul, elle exprimait les sentimens de tous : *oui, lui, sa dynastie et point d'autre.* Sa Majesté était aussi très-satisfaite de l'accueil qu'elle avait reçu en Norwège ; elle daigna le témoigner dans son discours de clôture de la diète du royaume et dans sa lettre de Drontheim, datée du jour de son couronnement, par laquelle le roi en donnait connaissance à la régence de Stockholm.

« Nous avons voulu que la présente, dit le roi, « vous fasse savoir que notre couronnement, en qua- « lité de roi constitutionnel de Norwège, a eu lieu « aujourd'hui dans la cathédrale de cette ville, et « qu'à cette occasion nous avons recueilli de nou- « velles preuves du véritable dévouement à notre « personne et à notre maison royale, et éprouvé la « plus vive confiance dans la durée et le constant « avantage de la réunion des deux royaumes scan- « dinaves. Ces sentimens, qui s'accordent si bien avec

« ceux du peuple suédois, promettent à la presqu'île « scandinave, après tant d'obstacles surmontés, « un long avenir plein de bonheur et de calme; et « à nous-mêmes, dont tous les efforts tendent à « remplir dignement la haute destinée à laquelle nous « a appelé le ciel, l'éloge bien cher à notre cœur, « d'avoir resserré le lien qui unit les deux peuples « frères; lien formé par notre auguste père d'immor- « telle mémoire, fondé sur une estime réciproque, « sur une force éprouvée, et dont l'éternelle durée « est garantie par des principes qui passeront en hé- « ritage à nos descendans, et par l'inébranlable réso- « lution des deux peuples de défendre leur liberté « et leurs lois ».

Ainsi se passa le jour mémorable du 7 septembre 1818, jour qui, joint au 4 novembre 1814, forme l'ère d'où datera la nouvelle existence politique de la Norwège.

Puisse l'auguste et religieuse cérémonie du 7 septembre ne se renouveler que tard, et ne cesser jamais de se renouveler! Elle sera par la suite, comme en cette occasion, un sujet solennel d'alégresse nationale, et les annales de la Norwège transmettront à la postérité la plus reculée le nom béni de celui qui en fut, après tant de siècles, le généreux restaurateur et le premier objet.

CONCLUSION (1).

Ne doit-on pas regarder, comme un des traits caractéristiques de l'époque où nous vivons, que la mort du roi Charles XIII, qui ne devait être qu'un simple fait historique, ait donné lieu à des questions auxquelles on n'aurait seulement pas songé dans des temps ordinaires ?

L'exhérédation de Gustave-IV-Adolphe ne fut le résultat ni d'une effervescence populaire, ni d'une faction parmi les grands ou les princes de sa famille, ni d'aucune influence étrangère : elle fut la suite d'une détermination sage et réfléchie, dictée à la réunion de tous les ordres de l'état, par la loi suprême, celle de sa conservation politique. C'est donc à-la-fois et par le vœu de la nation réduite à la nécessité de pourvoir à son salut, et par les droits de sa naissance, que Charles XIII monta sur le trône.

Le nouveau roi n'ayant point d'enfans, on pourvut à la succession, en appelant un prince de la maison de Holstein-Augustenbourg à la dignité de prince

(1) Ces réflexions sont extraites d'un ouvrage inédit, ayant pour titre : *Considérations politiques de l'Europe.*

royal de Suède : mais l'arrêt de la nature mit bientôt la nation suédoise dans la nécessité de faire un nouveau choix. S'élevant alors à de hautes considérations politiques sur les circonstances difficiles où se trouvaient presque tous les états de l'Europe, elle reconnut, dans ces circonstances mêmes, la nécessité de préférer, cette fois, les qualités personnelles à celles de la naissance; et le prince de Ponte-Corvo, absolument étranger à ce qui se passait en Suède, fut solennellement proclamé prince royal, par le vote unanime des états-généraux de cette nation, et par le roi Charles XIII, qui le nomma son fils. Les événemens ont assez prouvé la sagesse d'un tel choix et d'une telle adoption; l'histoire impartiale en décrira les résultats, et les esprits les plus prévenus ne peuvent dès à présent les méconnaître ni les contester.

Supposons donc qu'il n'y eût eu, depuis trente ans, en Europe, d'autres changemens politiques que ceux qui sont survenus en Suède, depuis la mort de Gustave III : y aurait-il rien de plus simple et de plus naturel que de voir le prince royal Charles-Jean recueillir l'héritage de son père; et aurait-on mis en question si les souverains de l'Europe avaient à s'occuper de son avénement au trône, sous d'autres rapports que celui des cérémonies d'usage ? Mais, au sortir d'une époque marquée par tant de bouleversemens, d'abdications, de déchéances et de restaurations successives, on était agité par tant de sentimens

et d'intérêts divers, et surtout par des doctrines si contraires, qu'il n'y eut pas de principe et de notion si simple qui ne trouvât des opposans et des contradicteurs; et tout ce que la raison humaine avait jugé de la manière la plus décisive devait être, pour quelque temps encore, mis en question par cette classe d'hommes que l'intérêt et les passions avaient rendus sourds à son langage.

C'est ainsi qu'on a vu des esprits superficiels ne juger les événemens que par quelques points de conformité, sans tenir aucun compte des différences, ni dans les causes ni dans les résultats. Comme ils venaient de voir des trônes envahis retourner à leurs anciens possesseurs, ils se hâtaient de conclure qu'il devait en être de même pour tous, et que le sort de Charles-Jean devait suivre celui de Napoléon, de Joseph, de Jérôme, etc. Ils savaient bien que l'élévation de ce prince n'avait eu rien de commun avec celle de la race napoléonienne; qu'on n'y pouvait apercevoir aucune trace de l'astuce et de la violence à la faveur desquelles Napoléon parvint à l'empire, et ses frères aux trônes qu'il leur éleva; que si, comme eux, il doit à la révolution française de l'avoir mis en évidence, il fut tout différent dans sa conduite politique, où l'on ne peut trouver aucun des griefs qui ont amené leur chûte : ils ne pouvaient ignorer la part que le prince royal avait prise à des événemens dont

l'issue pouvait être bien différente s'il fût demeuré sujet de Napoléon ; ou si même, étant prince royal, il eût adopté les principes politiques de Napoléon, au lieu d'en avoir de plus conformes à l'équité... Mais toutes ces considérations n'ont d'effet que sur ceux qui raisonnent, et les passions ne raisonnent pas.

C'est ainsi que tous ceux qui voulaient conserver à la naissance cette espèce de prestige qui leur était si commode et qu'ils ne cherchaient pas même à soutenir par des qualités personnelles, tant ils le croyaient bien établi, ne pouvaient pas admettre que la naissance ne soit une condition indispensable pour toute sorte d'élévation, et que celui qui n'est pas né prince puisse jamais le devenir. D'après leurs maximes, le même acte d'élection deux fois répété, dans un court intervalle, par la nation suédoise exerçant ses droits, devait être jugé différemment. Cet acte fut bien identiquement le même du côté des électeurs, et ne présenta de différence que dans les personnages élus : le premier eut pour objet un Danois, dont les qualités personnelles étaient encore problématiques, puisqu'il n'avait pas eu l'occasion de les développer : mais il était d'une race royale ; pour le second, ce fut un Français, dont les qualités personnelles offraient aux électeurs une garantie qu'il a pleinement justifiée : mais il n'était pas né prince ; et c'est d'après cette différence que le premier acte d'élection n'aurait eu

rien de repréhensible, tandis qu'il faudrait voir dans le second une sorte de scandale politique auquel les souverains de l'Europe auraient dû s'opposer.

Quand on lira l'histoire de nos jours, on trouvera sans doute bien étrange que de tels raisonnemens aient été produits dans un siècle où les discussions les plus lumineuses avaient mis au nombre des notions vulgaires la saine théorie des gouvernemens; mais ne sera-t-on pas plus étonné de voir que de telles maximes, si diamétralement opposées à l'esprit du siècle, aient trouvé des défenseurs et des apologistes parmi les écrivains d'une nation qui se fait gloire d'avoir devancé tous les peuples de l'Europe dans la connaissance et l'établissement de leurs droits politiques (1)?

Une singularité plus grande encore, que l'historien observateur ne peut manquer de faire ressortir, c'est que, tandis que les souverains de l'Europe nous prouvent chaque jour par les actes les plus solennels qu'ils reconnaissent les progrès de la raison publique, et lui rendent hommage en cherchant à s'y conformer (2), cette raison publique ne soit maintenant combattue que par ceux-là même qui se donnent pour dé-

---

(1) Comparez la conduite constitutionnelle du roi de France avec les déclamations incendiaires des journaux *ultra*.

(2) Voyez le discours de l'empereur Alexandre, à l'ouverture de la diète de Pologne.

fenseurs des prérogatives des souverains : défenseurs imprudens et maladroits, qui font aux souverains le plus cruel outrage, en les montrant aux yeux des peuples comme s'ils avaient des sentimens contraires aux principes qu'ils professent et qu'ils ne cessent de proclamer. Quelle autre conséquence en effet pourrait-on tirer des relations authentiques et amicales des souverains envers le nouveau roi de Suède, si l'on pouvait croire que c'est avec leur assentiment et sous leur influence que les écrivains dont nous parlons débitent leurs déclamations et leurs sophismes ?

Mais telle est l'équité de cette raison publique si long-temps outragée ou méconnue, qu'en déplorant les mauvais choix que les souverains sont exposés à faire de leurs correspondans et de leurs conseillers, elle saisit comme une observation consolante la disposition que la plupart nous montrent de profiter enfin des leçons de l'expérience, en ne voyant dans le langage et les insinuations de leurs flatteurs que l'opposé de ce qu'ils ont à faire. L'Europe en a vu tout récemment une preuve très-remarquable. Tandis que le correspondant politique de l'empereur Alexandre adressait à son maître les plus détestables maximes (1),

(1) Voyez la profession de foi de feu de Kotzbue dans les journaux allemands et dans le *Journal Général de France*, et son second bulletin à l'empereur Alexandre (*Bibliothèque historique*, 3e. cahier du tome 2; page 157.)

ce souverain s'est fait admirer par celles qu'il a professées à la diète de Pologne. Tandis que des journaux propagateurs du mensonge publiaient que l'empereur Alexandre exigerait que Bernadotte descendît du trône où la volonté d'un peuple libre l'a fait asseoir, et qu'il le cédât au fils de Gustave, Alexandre écrivait au prince royal la lettre confidentielle suivante :

« Après m'être acquitté de ce que je devais au prince royal, qu'il me soit permis de m'adresser à l'homme distingué par ses talens, son caractère, ses principes. Je désire sincèrement votre amitié, votre confiance ; je les ambitionne même, parce que mon estime vous était vouée depuis long-temps et quand vous n'étiez que simple général.

« Je suis fait pour comprendre et répondre à l'expression dont vous vous êtes servi, et *c'est d'âme* que je veux être votre ami. Elevé moi-même par un républicain, j'ai de bonne heure appris à priser plus l'*homme* que les *titres*. Ainsi je me trouverai plus flatté des liens qui s'établiront entre nous comme homme à homme, que comme souverain. L'envoi de Czernicheff n'a été que dans ce but, et dans l'intention de vous rassurer sur les inquiétudes que l'on s'était plu à vous donner. Tout ce qu'il m'a marqué sur vos sentimens m'a fait un plaisir extrême, parce que j'y ai reconnu ce caractère que j'ai

toujours affectionné en vous. Comptez constamment sur moi, et ne vous laissez jamais effaroucher par les craintes qu'on essaiera de vous donner sur la Russie. Son intérêt se trouve dans la conservation de la Suède. Veuillez répondre de la même manière; une lettre particulière sans étiquette me sera infiniment chère de votre part.

« ALEXANDRE. »

A la même époque le comte de Gotthorp (l'ex-roi Gustave-IV-Adolphe) écrivit de Bâle, au roi Charles-Jean, la lettre suivante, que nous citons de mémoire :

« J'ai reçu la dépêche par laquelle Votre Majesté m'apprend la perte irréparable qu'elle vient de faire de son père adoptif, le feu roi Charles XIII, mon oncle bien aimé; Votre Majesté ne doute pas que je ne partage bien vivement sa profonde affliction.

« Comme, par suite de cet événement, Votre Majesté se trouve appelée au trône de Suède, je la félicite sur son avénement. Puisse-t-elle gouverner la Suède pour le bonheur des Suédois! Tels sont les vœux que je forme. Je ne serai jamais étranger à tout ce qui pourra contribuer au bonheur et à la prospérité du pays qui m'a vu naître.

« *Signé* GUSTAVSON. »

On sait que l'empereur de Russie n'attendit pas même les communications officielles pour adresser à Charles-Jean la lettre la plus amicale sur son avénement au trône (1).

La Suède sent déjà tout le prix de sa situation brillante ; elle voit, dans le grand homme qui dans les champs de Leipsick a su rappeler la mémoire du grand Gustave, le réparateur des maux que Charles XII avait attirés sur elle. Elle voit, dans la nouvelle dynastie qu'elle a appelée, le *palladium* de ses libertés, et elle remercie le ciel de lui avoir donné le héros qui devait lui rendre le calme et préparer sa félicité.

La France contemple avec orgueil un de ses enfans assis sur le trône des Scandinaves. La Suède, cette ancienne et naturelle alliée de la France, semble avoir resserré les liens qui unissaient les deux nations, en couronnant un des guerriers les plus illustres sortis du rang des armées françaises.

Georges IV, à son avénement au trône d'Angleterre, vient de renouveler ses protestations d'amitié au roi Charles-XIV-Jean. La conduite de l'empereur Alexandre ne s'est jamais démentie.

L'Angleterre et la Russie sont également intéressées au maintien du nouvel ordre de choses établi dans le

(1) Voyez page 324.

Nord ; ces puissances savent que la légitimité prétendue de Gustave IV n'est qu'un fantôme, tandis que celle de Charles-XIV-Jean est réelle et positive. La paix du Nord nous paraît donc assurée et assurée pour long-temps. Partout les amis de l'humanité font des vœux pour la prospérité de la Scandinavie, et la conduite des souverains à l'égard du roi de Suède et de Norwège est une preuve de plus qu'ils veulent marcher avec leur siècle.

FIN DU DEUXIEME ET DERNIER VOLUME.

TABLE

DU SECOND VOLUME.

Pages

CAMPAGNE DE 1813.

Proclamation du prince royal de Suède, à ses frères d'armes (Carlscrone, 8 mai 1813) 1

Instruction donnée à Stralsund, relative à la défense de Hambourg (24 mai) 2

BULLETINS DE L'ARMÉE DU NORD DE L'ALLEMAGNE.

D'Oraniembourg, le 13 août. 7

De Potzdam, le 16 août 10

Proclamation à l'armée du nord de l'Allemagne, d'Oraniembourg, 13 août. 10

Charlottembourg, le 18 août 13

Potzdam, le 21 août 14

Ruhlsdorf, en avant de Tettow, 24 août 17

Tettow, 25 août. 21

Saarmund, 28 août 23

Idem, 29 août, 9 heures du matin 29

Belitz, le 30 août . . . . . *ibid.*

Rodigke, 4 septembre 31

Juterbock, 8 septembre (bataille de Denewitz) . . 34

Idem, 10 septembre. . . . . *ibid.*

Proclamation aux Saxons. Juterbock, le 10 septembre. 47

Seyda, 12 septembre. 48

Coswig, 14 septembre 50

Note sur Moreau et Bernadotte 53

Zerberg, 16 septembre 55

Idem, 20 septembre 57

Idem, 22 septembre 61

Pages
Zerberg, 26 septembre. 66
Idem, 30 septembre 70
Dessau, 4 octobre. 75
Idem, 6 octobre. 78
Leipsick, 21 octobre (bataille de Leipsick.) . . . 82
Réflexions sur ce bulletin et sur les événemens militaires de cette époque. 92
Mulhausen, le 28 octobre. 101
Heligenstadt, 30 octobre. 105
Hanovre, le 10 novembre. 108
Note sur la bataille de Hanau . . . . . *ibid.*
Boitzembourg, 30 novembre. 113
Note relative au blocus et au siége de Hambourg. . 118
Lubeck, 6 décembre. 121
Newmunster, 12 décembre. 126
Kiel, le 16 décembre. 132
Idem, 21 décembre. 134
Idem, 26 décembre. 136
OPÉRATIONS DE 1814.
Kiel, 6 janvier. 138
Idem, 17 janvier (paix du Danemarck avec la Suède et l'Angleterre). 142
Buxtehude, 31 janvier. 143
Cologne, 12 février. 147
Proclamation aux Français, 12 février. 148
Réflexions sur la campagne de France et l'occupation de Paris par les armées alliées. 149
RÉUNION DE LA NORWÈGE
Causes de la guerre de Norwège. 154
Proclamation du prince royal à ses troupes. Lubeck, 21 mai. 159
Proclamation du prince Christian-Frédéric, se disant roi de Norwège. 161

Pages
Adresse de la diète norwégienne au prince Christian. 162
Réflexions d'un député de la diète de Norwège. . 163
Note diplomatique de M. J. J. Morrer (6 juin). . 175
Discours du prince royal, à Stockholm (10 juin) . 175
Note de Gothembourg. Le 18, le roi Charles XIII part pour l'armée. 176
Proclamation du prince royal à l'armée. Wenersbourg, 17 juillet. 177
Proclamation aux Norwégiens. Wenersbourg, 17 juillet 179
Stromstadt, 28 juillet. 183
Ordre du jour 184
Bulletins de l'Armée.
Westgard, les 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 août. 184
Texte de la convention passée entre le prince royal et le gouvernement de Norwège, à Moss, le 14 août. 192
Texte de la convention entre les armées suédoises et norwégiennes. 195
Réflexions sur ces événemens. 198
Proclamation du prince royal aux députés du storting. 199
Proclamation à l'armée. 200
Discours du prince royal dans le storting. . . . 201
Déclaration du roi Charles XIII. 12 novembre. . 204
Discours du prince royal, à la clôture du storting. 206
Constitution de Norwège. 4 novembre 1814. . . . 209
Fin du règne de Charles XIII. 243
Discours prononcé par le prince royal, le 28 janvier 1815. . . . . *ibid.*
Idem, à l'ouverture de la diète, le 4 mars 1815. . 249
Réponse du prince royal aux états-généraux, le 13 mars. 253

Pages
Réflexions sur l'époque des cent jours. 253
Discours du prince royal aux quatre ordres, le 15 août. 259
Lettre à M. Catteau-Calleville, 30 janvier 1816. . 265
Discours a l'Académie d'agriculture, 28 janvier 1817. 267
Réponse aux corps militaires et au krigsbefal, le 14 mars 1817. 269
Réponse aux députés de la banque de l'ordre des paysans, le 15 mars 1817. 275
Discours au krigsbefal, 27 mars. 276
Réponse aux marchands de vin, 13 avril 1817. . 279
Réponse du prince royal à la députation qui avait présenté la médaille frappée à l'occasion du serment de fidélité prêté par le prince Oscar, . . 282
Discours au conseil d'état, le jour où le prince Oscar y vint siéger pour la première fois; 14 juillet 1817. 284
Finances. 295
Discours du roi, prononcé par le prince Oscar à l'ouverture de la diète, le 27 novembre 1817. . . 300
Discours du roi à l'ouverture du storting de Norwège, le 6 février 1818. 311
Réponse du président. 317
Mort de Charles XIII; avénement de Charles-XIV-Jean. 318
Proclamation. 320
Lettre de l'empereur de Russie au prince royal. . . 323
Lettre du même au roi Charles-Jean 324
Couronnement à Stockholm. 325
Couronnement à Drontheim. 331
Conclusion 345

FIN DE LA TABLE.

La Bibliothèque
Université d'Ottawa

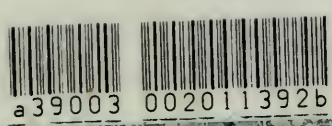
Echéance

Celui qui rapporte un volume après la dernière date timbrée ci-dessous devra payer une amende de cinq sous, plus un sou pour chaque jour de retard.

The Library
University of Ottawa

Date due

For failure to return a book on or before the last date stamped below there will be a fine of five cents, and an extra charge of one cent for each additional day.


a39003 002011392b

CE DL C82C
.C6M 1820 V002
CCC COUPE DE ST- MEMOIRES PCU
ACC# 1080722